

**A C T E S**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XV*

Publication réalisée par Georges ALS

**2012**

## Table des matières

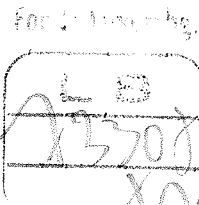
Préface du président.....	5
<b>I. COMMUNICATIONS (ordre alphabétique) .....</b>	<b>7</b>
1. BAUSCH Julie-Suzanne : Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen – réflexions sur Nietzsche et notre époque (07.12.2011).....	9
2. CAMPAGNA Norbert : L'Islam, les Lumières et la démocratie (29.06.2011).....	43
3. ELVINGER André : Le triomphe du droit et des droits fondamentaux : l'affaire KB (07.11.2011).....	77
4. HARPES Jean-Paul : L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss (06.04.2011).....	113
5. JUNCKER Jean-Claude : La gouvernance économique dans la zone Euro (03.06.2011).....	141
6. THELEN Carlo : Recherche et innovation – un état des lieux (26.09.2011).....	175
<b>II. Tableau des membres.....</b>	<b>223</b>
a) Membres effectifs .....	225
b) Membres correspondants.....	232
c) Membres d'honneur.....	233
<b>III. Publications de la Section 1967-2012 .....</b>	<b>235</b>



*Photo de la couverture*

L'empereur Justinien (483-565), à qui l'on doit le Corpus iuris civilis,  
et ses conseillers (mosaïque de l'église San Vitale à Ravenne)

© Institut Grand-Ducal 2012  
Imprimez-le ! S.A., Bertrange  
ISBN 978-2-9599794-5-1

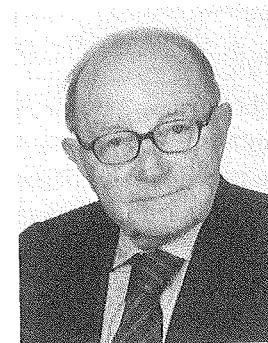


<b>IV. Organisation de l'Institut</b> .....	265
1. Législation .....	267
2. Adresses et administration des sections.....	269
3. Membres des sections .....	270
4. Règlement organique de la section des sciences morales.....	281
5. Enquête sur l'organisation des 6 sections.....	286
 <b>V. Projet de réorganisation de l'Institut</b> .....	313
Texte de l'avant-projet de loi .....	315
Exposé des motifs – Commentaire des articles .....	322

## Préface du Président

L'Institut Grand-Ducal reprend des ailes.

Le 25 octobre 2011 une assemblée toutes Sections réunies de l'Institut a, conformément à son règlement organique, désigné un président de l'Institut en la personne de Paul Dostert, président de la section la plus ancienne, la Section historique, et un secrétaire général, Guy Thewes, secrétaire de cette Section. Une telle assemblée n'avait plus eu lieu depuis 130 ans. Notre Section est fière d'avoir été à l'initiative de cet événement il y a quelques années et d'avoir constamment contribué à sa réalisation.



Au cours de cette assemblée, après le discours du Président nouvellement élu, notre membre Jean-Paul Harpes a présenté un rapport sur l'état actuel des différentes Sections, rapport que, compte tenu de son importance, nous avons inclus dans le présent volume de nos Actes.

Le soussigné a eu l'honneur de soumettre à cette assemblée et d'y exposer la proposition, élaborée par notre Section puis soumise aux autres Sections et complétée sur leurs suggestions, d'un avant-projet de loi modificatif de l'arrêté royal grand-ducal de 1868. Ce projet, qui a déjà été remis à Madame le Ministre de la Culture avec l'espoir qu'elle pourra le faire aboutir dans le cadre de la procédure législative, est calqué sur la récente réforme de l'Institut de France et des Académies. Là encore, nous avons cru bien faire en incluant au présent volume de nos Actes l'exposé des motifs, le texte du projet et le commentaire des articles que comprend cette proposition d'avant-projet de loi.

Notre espérance que l'Institut ainsi réactivé et notre Section trouveront un jour un toit pour leurs activités, a été ravivée par un exposé que Madame Monique Kieffer, membre de la Section historique, a présenté lors de cette assemblée sur la future construction et implantation au Kirchberg de la Bibliothèque nationale qui devrait selon ce projet et avec l'appui bienveillant de Madame Kieffer accueillir également l'Institut et ses Sections.

L'assemblée s'est terminée par une réception qui a ainsi, pour la première fois depuis plus d'un siècle, réuni de façon conviviale des membres de toutes nos Sections.

En attendant la réalisation de ces projets, notre Section n'a pas chômé.

Nous avons eu tout d'abord l'honneur d'accueillir, pour sa « *réception* », le Premier Ministre Jean-Claude Juncker, notre membre d'honneur, qui a présenté à un auditoire comprenant plusieurs ambassadeurs, des députés, des conseillers d'Etat et des personnalités du monde de l'économie et des finances, une communication qu'il a tenue à qualifier de spontanée, sur « *La gouvernance économique dans la zone euro* », suivie d'une discussion animée à laquelle le Premier Ministre s'est prêté de bonne grâce avec le talent d'improvisation et l'humour qu'on lui connaît.

Toujours dans le domaine de l'économie, notre confrère Carlo Thelen a présenté une communication très écoutée et là encore suivie d'une bonne discussion sur le thème « *Recherche et innovation – un état des lieux.* »

Sur le terrain juridique, le soussigné a présenté une communication sur « *Le triomphe du droit et des droits fondamentaux : l'affaire KB* », suivie, entre autres, d'une intervention remarquée de Monsieur le Procureur Général Robert Bieber.

Enfin, nos confrères philosophes nous ont, une fois de plus, entretenus sur des sujets passionnants et forts divers, Jean-Paul Harpes sur « *L'anthropologie structurale de Claude Levi-Strauss* », Norbert Campagna sur « *L'Islam, les lumières et la démocratie* » et Julie-Suzanne Bausch, pour sa « *réception* », sur « *Zeitgemäße / unzeitgemäße Betrachtungen – réflexions sur Nietzsche et notre époque* », chacun de ces exposés suivi d'une discussion animée.

Aussi nos lecteurs trouveront-ils dans les textes de ces communications et le compte-rendu des discussions qui les ont suivies, en ce nouveau volume de nos Actes, une ample moisson de connaissances sur des sujets qui marquent de façon heureuse le caractère pluridisciplinaire de notre Section. Notre reconnaissance va à nos conférenciers et aux intervenants à la discussion des efforts qu'ils ont ainsi consacrés à nos travaux.

Luxembourg, février 2012

André Elvinger

## I. COMMUNICATIONS

**ZEITGEMÄSSE/UNZEITGEMÄSSE  
BETRACHTUNGEN  
RÉFLEXIONS SUR NIETZSCHE  
ET NOTRE ÉPOQUE**

---

par

Julie-Suzanne Bausch

---

Julie-Suzanne Bausch, docteur en philosophie (Sorbonne), est professeur de philosophie au LCD et à l'AL. Elle est attachée à la direction au LCD, présidente de la commission nationale des programmes de philosophie, présidente du concours de recrutement et commissaire de Gouvernement. Elle est co-auteur d'un manuel de logique et d'un manuel de philosophie et collabore, avec Claude Schmit, aux émissions *Usiichten* et *Agora* de la radio socio-culturelle 100komma7.



*Quoi de plus intemporel – et temporel – que les réflexions de Nietzsche qui trouvent leur expression dans les quatre Considérations Intemporelles (1873-1876) , mais aussi partout ailleurs dans l'œuvre extraordinaire de ce penseur hors pair, en particulier dans Humain, trop Humain. Un livre pour esprits libres (1878) et le Crépuscule des idoles ou Comment on philosophe avec un marteau (1888). Notre réflexion se fonde principalement sur ces œuvres, peut-être moins connues, mais évidemment aussi sur l'œuvre maîtresse de Nietzsche Ainsi parlait [ou parla] Zarathoustra. Un livre pour tous et pour personne (1883-1885) , véritable poème philosophique alliant finesse esthétique et génie philosophique. L'intemporalité des méditations de Nietzsche les rend si temporelles, pour ne pas dire contemporaines ! Nous n'esquisserons pas – comme c'est sans doute trop souvent le cas depuis l'an 2000, année centenaire de sa mort*

... temps modernes », mais on ne peut nier qu'il fut l'un des plus grands visionnaires, sinon le plus grand, que le monde ait connu. Sa sensibilité, sa passion, son génie, son courage et son intelligence (au sens premier du terme) ont fait de lui l'enfant terrible de la philosophie. Nietzsche se rendit bien compte de son état de « misfit » marginal et original ; il s'en amusa – un peu, il en souffrit – sans fin, ... mais il préféra de loin cet état à celui de la masse grégaire de petits conformistes imbus d'eux-mêmes qui poussent par ci et par là un I-AAA !, tournant sur eux-mêmes, sans se soucier ce qu'ils applaudissent pourvu qu'ils flairent le moindre profit. Il les surclassa, il le sut – eux aussi. La masse hait l'individu qui la menace dans son homogénéité sans âme et sa torpeur égocentrique et si d'aucuns pensent que les philosophes sont dangereux, ce sont plutôt ceux-là mêmes qui sont en danger : La réaction pour ainsi dire 'classique' ne se fait pas attendre, on le raille, on le déclare fou, on appelle au lynchage social. Nietzsche partage le destin de Socrate, Galilée, Descartes, Cioran, Soljenitsyne, Russell, Rushdie, ... Mais la masse ou le « dernier homme » n'ont pas réussi à les faire taire, ni, surtout à le faire taire. Comment l'auraient-ils pu ? Il n'est pas, selon ses propres paroles, homme ; il est feu et dynamite !

### Table des matières

I. Introduction	
Nietzsche, un baroudeur et son ombre hantés par la pensée.....	3
II. Développement	
La réception de Nietzsche à nos jours : entre culte naïf et haine aveugle.....	6
III. Réflexion	
L'atemporalité de Nietzsche : malédiction ou bénédiction ? .....	10
IV. Conclusion	
Exercices critiques en l'honneur de la pensée de Nietzsche.....	18
V. Epilogue	
<i>Es ist Eis in ihrem Lachen</i> .....	21
Bibliographie.....	24
VI. Discussion.....	25

## ZEITGEMÄSSE/UNZEITGEMÄSSE BETRACHTUNGEN RÉFLEXIONS SUR NIETZSCHE ET NOTRE ÉPOQUE

### I. INTRODUCTION

#### Nietzsche, un baroudeur et son ombre hantés par la pensée

Le temps est-il venu de prendre, ou plutôt de reprendre du recul et de (re)considérer les choses d'un point de vue rare si ce n'est inédit ? Friedrich ne pensa-t-il pas lui-même qu'il ne fallût lire son ouvrage *Par-delà le Bien et le Mal, Prélude d'une philosophie de l'avenir*<sup>1</sup> (1886) qu'en l'an 2000<sup>2</sup>. 11 ans après, est-il lu, entendu, cru ? Que ces considérations soient „zeitgemäß/unzeitgemäß“ ou „unzeitgemäß/zeitgemäß“ n'est pas la question: une telle discussion nous mènerait à des arguties formalistes et stériles. Ce qui va retenir notre attention, dans un premier temps, c'est de se poser la question de savoir si les *Unzeitgemäße Betrachtungen*<sup>3</sup> (1874) de Friedrich Nietzsche sont *intemporelles* ou *atemporelles*. A première vue, il semble qu'elles dussent bien être « intemporelles », faute de pouvoir être « atemporelles ». L'atemporalité nous pousse, en effet, à une situation paradoxale, voire absurde : Comment l'être humain, un être intrinsèquement défini et délimité par sa naissance et sa mort, pourrait-il (ou -elle) penser l'atemporalité ? L'être humain est dans le temps ; il est temps : Toute tentative de pensée atemporelle se heurte à la temporalité de celui qui tente de la penser. La pensée est dans le temps ; elle est temps : Que l'on se tourne vers Descartes ou les physiciens contemporains, tous ont été et sont poussés à poser, dogmatiquement, pour Descartes, axiomatiquement, pour les astrophysiciens, des principes ou hypothèses pour sortir de l'engrenage : L'idée innée de l'un est le triangle cosmique des autres. Pour libérer la pensée de l'inéluctable temporalité qui nous sécurise

1 Jenseits von Gut und Böse, Vorspiel einer Philosophie der Zukunft, 1886

2 Brief an Malwida von Meysenbug in Rom, 24. Sept. 1886, KSA, Bd7, S. 256

3 Considérations Inactuelles [traduction contestée par l'auteur]

...immensément, Nietzsche aussi, et même plus que les autres, est fasciné, mais aussi et surtout lacéré par la temporalité, sa temporalité et la conscience de son ...intemporalité ! La conscience d'être intemporel, d'être « *misfit* » dans son temps et son époque se reflète à plus d'un titre dans ses ouvrages, comme, par exemple, dans *Le Crépuscule des idoles ou Comment on philosophe avec un marteau*<sup>4</sup> (1888) où une section est intitulée « *Flâneries intemporelles* » ou encore dans *Ecce Homo*<sup>5</sup>, autobiographie de Nietzsche datant de 1888, dont une section porte le titre « *Les Intemporels* ». Nietzsche est un promeneur, un être sans repos, comme il le dit lui-même, un baroudeur (*Herumstreifender*), que rien ne retenait longtemps au même endroit, même pas à Sils en Haute-Engadine, où il écrit, en août 1884, dans une lettre à Resa v. Schirnhofer: „... *hier ist gut leben, in dieser starken hellen Luft, hier, wo die Natur auf wunderliche Weise zugleich mild, feierlich und geheimnisvoll ist - im Grunde gefällt mir's nirgendswo so gut als in Sils Maria, kurz, Sie werden mich wieder heiter und guten Muths finden, wie in Nizza.*“<sup>6</sup> Dans *Ecce Homo*, au paragraphe consacré au Zarathoustra, il écrit: „*Ich erzähle nunmehr die Geschichte des Zarathustra. Die Grund conception des Werks, der Ewige – W i e d e r k u n f t s – G e d a n k e gehört in den August des Jahres 1881: er ist auf ein Blatt hingeworfen, mit der Unterschrift: „6000 Fuß jenseits von Mensch und Zeit“. Ich ging an jenem Tage am See von Silvaplana durch die Wälder; bei einem mächtigen pyramidal aufgethürmten Block unweit Surlei machte ich Halt. Da kam mir dieser Gedanke.*“<sup>7</sup> Nietzsche marche seul, mais non en solitaire. Son ombre (*Schatten*) l'accompagne. Considérons de plus près cet accompagnateur obscur mais pas sombre. L'ombre n'existe que par la lumière, elle vous suit, elle vous colle à la peau, plus vous vous débattiez pour vous en débarrasser, plus elle devient la vôtre, plus elle vous fait apparaître comme un pantin, elle s'allonge, elle s'étire, elle s'affaisse, elle vous suit, vous lui marchez dessus, elle s'en joue, elle se joue de vous, elle joue avec vous. Elle est hors de vous, sous vous, en vous, mais elle ne peut être sans vous... Sans vouloir verser dans la psychologie d'amateur, nous pouvons voir clairement en la relation entre Nietzsche et son ombre une relation de dialogue entre le philosophe et son *alter ego*, dialogue qui lui permet d'exprimer les pensées qui hantent son esprit et de procéder à une sorte d'auto-psychanalyse. Les longues promenades dans

4 Götzendämmerung oder wie man mit dem Hammer philosophiert. 1888, Streifzüge eines Unzeitgemäßen, 1888, KSA, S. 111-153

5 *Ecce Homo*, Die Unzeitgemäßen, KSA, S. 316-321

6 Brief an Resa von Schirnhofer in Zürich, 25. Juli 1884, KSA S. 516

7 *Ecce Homo*, Also sprach Zarathustra, Ein Buch für Alle und Keinen, KSA S. 334

la montagne se révélèrent plus d'une fois à Nietzsche. Ich bin ein Wanderer und ein Bergsteiger, sagte er zu montagnes russes. *Ich bin ein Wanderer und ein Bergsteiger, sagte er zu seinem Herzen, ich liebe die Ebenen nicht und es scheint, ich kann nicht lange still sitzen.*<sup>8</sup> L'ombre sauve Nietzsche de l'angoissant monologue corollaire de la solitude à laquelle il se sent de plus en plus acculé par la maladie et surtout l'ignorance et la condescendance de ses contemporains. Dans *Ecce Homo* Nietzsche pose et repose la question obsessionnelle à laquelle – hélas ! – il connaît la réponse : *Hat man mich verstanden ?*<sup>9</sup> Son ombre lui répondrait : Oui ! Je te comprends. Dans *Le Promeneur et son ombre*, extrait de *Humain, Trop Humain* (1878-1990), nous devenons les témoins d'un tel échange thérapeutique: [Illustration visuelle : mon ombre s'amuse par pititboldair<sup>10</sup>]

*Der Schatten: Da ich dich so lange nicht reden hörte, so möchte ich dir eine Gelegenheit geben.*

*Der Wanderer: Es redet: - wo? und wer? Fast ist es mir, als hörte ich mich selber reden, nur mit noch schwächerer Stimme als die meine ist.*

*Der Schatten (nach einer Weile): Freut es dich nicht, Gelegenheit zum Reden zu haben?*

*Der Wanderer: Bei Gott und allen Dingen, an die ich nicht glaube, mein Schatten redet; ich höre es, aber glaube es nicht.*

*Der Schatten: Nehmen wir es hin und denken wir nicht weiter darüber nach, in einer Stunde ist alles vorbei.*

[...]

*Der Wanderer: Deine Genügsamkeit ist nicht schmeichelhaft für Den, welchem du sie eingestehst.*

*Der Schatten: Soll ich denn schmeicheln?*

*Der Wanderer: Ich dachte, der menschliche Schatten sei seine Eitelkeit; diese würde aber nie fragen: „soll ich denn schmeicheln?“*

*Der Schatten: Die menschliche Eitelkeit, soweit ich sie kenne, fragt auch nicht an, wie ich schon zweimal that, ob sie reden dürfe: sie redet immer.*

*Der Wanderer: Ich merke erst, wie unartig ich gegen dich bin, mein geliebter Schatten: ich habe noch mit keinem Worte gesagt, wie sehr ich mich freue, dich zu hören und nicht bloß zu sehen. Du wirst es wissen, ich liebe den Schatten, wie ich das Licht liebe. Damit es Schönheit des Gesichts, Deutlichkeit der Rede, Güte und Festigkeit des Charakters gebe, ist der Schatten so nötig wie das Licht. Es sind nicht Gegner: sie halten*

8 Also sprach Zarathustra, Der Wanderer, KSA S. 193

9 *Ecce Homo*, Warum ich ein Schicksal bin, KSA S. 365-374

10 Cf. [www.youtube.com: pititboldair](http://www.youtube.com: pititboldair), mon ombre s'amuse (musique off par Jill Tracey)

sich vielmehr liebevoll an den Händen, und wenn das Licht verschwindet, schlüpft ihm der Schatten nach.

Der Schatten: Und ich hasse dasselbe, was du hassest, die Nacht; ich liebe die Menschen, weil sie Lichtjünger sind und freue mich des Leuchtens, das in ihrem Auge ist, wenn sie erkennen und entdecken, die unermüdlichen Erkennen und Entdecker. Jener Schatten, welchen alle Dinge zeigen, wenn der Sonnenschein der Erkenntnis auf sie fällt, - jener Schatten bin ich auch.

Der Wanderer: Ich glaube dich zu verstehen, ob du dich gleich etwas schattenhaft ausgedrückt hast. Aber du hattest recht: gute Freunde geben einander hier und da ein dunkles Wort als Zeichen des Einverständnisses, welches für jeden dritten ein Rätsel sein soll. Und wir sind gute Freunde. Deshalb genug des Vorredens! Ein paar hundert Fragen drücken auf meine Seele, und die Zeit, da du auf sie antworten kannst, ist vielleicht nur kurz. Sehen wir zu, worüber wir in aller Eile und Friedfertigkeit miteinander zusammenkommen.

Der Schatten: Aber die Schatten sind schüchterner als die Menschen: du wirst niemandem mitteilen, wie wir zusammen gesprochen haben!

Der Wanderer: Wie wir zusammen gesprochen haben? Der Himmel behüte mich vor langgesponnenen, schriftlichen Gesprächen! Wenn Plato weniger Lust am Spinnen gehabt hätte, würden seine Leser mehr Lust an Plato haben. Ein Gespräch, das in der Wirklichkeit ergötzt, ist, in Schrift verwandelt und gelesen, ein Gemälde mit lauter falschen Perspektiven: Alles ist zu lang oder zu kurz. - Doch werde ich vielleicht mitteilen dürfen, worüber wir übereingekommen sind?<sup>11</sup>

## II. DEVELOPPEMENT

### La réception de Nietzsche à nos jours: entre culte naïf et haine aveugle

Nietzsche veut nous faire part de ses réflexions; il veut parler à tous, peu l'écoutent, encore moins le comprennent, même de nos jours : Voici encore un symptôme pour son intemporalité. N'a-t-il pas donné à son œuvre préférée, le *Zarathoustra*, le sous-titre *Un livre pour tous et pour personne*? Il y en eut et il y en a bon nombre, qui, sans avoir lu la moindre ligne de Nietzsche et ayant grappillé çà et là l'une de ces indicibles pseudo-citations, s'étendent de façon plus ou moins « intellectuelle » sur son apparent anti-féminisme, anti-sémitisme, anti-

humanisme, anti-ceci, anti-cela. Malgré le fait que Nietzsche ait connu et connaît des défenseurs de marque comme Thomas Mann, Hannah Arendt, Ludwig Marcuse, Gilles Deleuze, Michel Foucault, Peter Sloterdijk, et d'autres, la, ce que nous appelons, « dys-interprétation » continue à prospérer. Ludwig Marcuse dit un jour : *Nietzsche ist der größte Pechvogel der Philosophiegeschichte. Er wurde von Analphabeten nicht nur in ihr Deutsch übersetzt, sondern auch noch in ihre Wirklichkeit.*<sup>12</sup> Aujourd'hui on peut, au moins, affirmer que son œuvre est enfin sauvée de l'emprise naïve ou malveillante – il faut admettre que les deux vont souvent ensemble – de sa sœur Elisabeth Foerster-Nietzsche (1846-1935), épouse de l'extrémiste de droite et antisémite Bernhard Foerster, qui, en curatrice unique de sa succession fonda à Weimar le „Nietzsche-Archiv“. Celle-ci excella dans l'art de faire naître un véritable culte autour de son frère et de son œuvre, culte se réduisant *de facto* à une haute trahison. La connivence entre Hitler et Elisabeth qui lui offrit en cadeau la ô combien symbolique canne de marche de son frère, aboutira à un véritable crime intellectuel : En 1934, le *Zarathoustra* de Nietzsche se retrouve en très mauvaise compagnie parmi *Der Mythos* d'Alfred Rosenberg et le *Mein Kampf* d'Adolf Hitler dans le caveau du Monument Tannenberg! Acte profane pour tout un chacun qui a lu l'ouvrage... Dans le même sillage, si les falsifications qu'elle opéra elle-même, surtout sur les lettres de Nietzsche, sont déjà graves, ce sont surtout ses manipulations en complicité avec Heinrich Köselitz (alias Peter Gast) et les frères August et Ernst Horneffer qui culminèrent, en 1906, en la publication de l'imposture monumentale intitulée *La Volonté de Puissance*<sup>13</sup> qui resteront impardonnables. Nietzsche n'a-t-il pas surtout été accusé sur base de ce faux! Nous ne sommes pas ici pour discuter les différentes éditions de l'œuvre de Nietzsche, mais, notre sujet nous oblige ici à nous arrêter brièvement sur deux d'entre elles. D'abord la Schlechta-Ausgabe (SA) : Karl Schlechta, collaborateur des archives et membre de la NSDAP, se rendit bien compte des manipulations d'Elisabeth. En 1954, il commença à publier les œuvres complètes de Nietzsche. Ce n'est que lors de cette publication qu'il rendit attentif aux falsifications opérées par sa sœur, Elisabeth et son pseudo-ami, Peter Gast. Cette édition comportera, elle aussi, des irrégularités surtout concernant les notes et documents nouvellement publiés. La seconde édition, « the » édition, est celle de feu Giorgio Colli (1917-1979) et de feu Mazzino Montinari (1928-1986) qui ont voulu, d'abord, simplement traduire les œuvres de Nietzsche en italien. Se

<sup>11</sup> Menschliches, Allzumenschliches II, Der Wanderer und sein Schatten, KSA S. 537-539, partim

<sup>12</sup> In Ludwig Marcuse, Article Wikipedia

<sup>13</sup> <<Der Wille zur Macht>>, faux! Cf. MONTINARI, Mazzino, „La volonté de puissance“ n'existe pas!, éditions de l'éclat, 1996, excellente note des traducteurs de l'original italien!

rendant compte, au-delà des révélations de Karl Schlechta, d'incohérences dans sa propre édition et de manipulations dans la documentation, Giorgio Colli et Mazzino Montinari se résolvent à reprendre le travail à zéro afin de publier – enfin ! – une édition scientifiquement irréprochable des œuvres complètes de Nietzsche, y compris de ses notes et de ses lettres. Ainsi naquirent la Kritische Gesamtausgabe (KGA) (à partir de 1967) et Kritische Studienausgabe (KSA) (1980), 22 volumes de preuves réunies que la *Volonté de Puissance* n'existe pas ! Pour celles et ceux d'entre vous qui veulent lire et entendre Nietzsche comme il l'a toujours tellement souhaité, voilà l'édition qui sera votre fidèle guide. Lire Nietzsche est difficile et rude, non pas du point de vue de son style et de ses mots, sa verve étant admirable, mais parce que c'est une lecture d'un torturé, d'un écorché qui ne ménage pas non plus son lecteur. Nietzsche lit dans l'homme ; il lit l'homme. Puis, dans un style bouillonnant lui jette en plein visage ses défauts, démasque ses hypocrisies et casse les mensonges qui le font (sur) vivre. La lecture de Nietzsche nous fait danser sur un volcan. A chaque tournant de page, Nietzsche épie sa proie et lui lance à la tête ses sagettes et ses dictons<sup>14</sup>. Si trop de flèches font mouche, il se peut qu'on se retrouve comme Martin Heidegger qui fit un jour cette confidence surprenante à Hans-Georg Gadamer et Otto Pöggeler : En parlant de Nietzsche, il dit : *Er hat mich kapputt gemacht*.<sup>15</sup> Nietzsche souffre, il se consume et il brûle celui qui, tel Icare se rapprochant trop du soleil, se rapproche trop de lui.

*Ja, ich weiß, woher ich stamme,  
Ungesättigt gleich der Flamme  
Glühe und verzehr' ich mich.  
Licht wird alles was ich fasse,  
Kohle alles, was ich lasse,  
Flamme bin ich sicherlich.*<sup>16</sup>

Nietzsche ne fut ni un dieu ni un démon, il fut feu et dynamite. Comme de la dynamite, sa pensée est instable et destructrice à la fois : mais elle peut détruire ET créer. Ce double pouvoir de sa pensée dépasse les capacités de beaucoup d'entre de nous et il le sait : Dans son autobiographie *Ecce Homo*, dans l'article intitulé : *Warum ich ein Schicksal bin*, il écrit : *Ich kenne mein Loos. Es wird einmal an meinen Namen die Erinnerung an etwas Ungeheueres anknüpfen, - an eine Krisis,*

*wie es keine auf Erden gab, an die tiefste Gewissens-Collision, an eine Entscheidung heraufbeschworen g e g e n Alles, was bis dahin geglaubt, gefordert, geheiligt worden war. Ich bin kein Mensch, ich bin Dynamit. – Und mit Alledem ist Nichts in mir von einem Religionsstifter – Religionen sind Pöbel-Affären, ich habe nöthig, mir die Hände nach der Berührung mit religiösen Menschen zu waschen... Ich will keine « Gläubigen », ich denke, ich bin zu boshaft dazu, um an mich selbst zu glauben, ich rede niemals zu Massen... Ich habe eine erschreckliche Angst davor, dass man mich eines Tages h e i l i g spricht: man wird errathen, weshalb ich dieses Buch v o r h e r herausgebe, es soll verhüten, dass man Unfug mit mir treibt... Ich will kein Heiliger sein, lieber noch ein Hanswurst... Vielleicht bin ich ein Hanswurst... Und trotzdem oder vielmehr n i c h t trotzdem – denn es gab nichts Verlogneres bisher als Heilige – redet aus mir die Wahrheit. – Aber meine Wahrheit ist f u r c h t b a r: denn man hiess bisher die L ü g e Wahrheit. – U m w e r t h u n g a l l e r W e r t e: das ist meine Formel für einen Akt höchster Selbstbesinnung der Menschheit, der in mir Fleisch und Genie geworden ist. Mein Loos will, dass ich der erste a n s t ä n d i g e Mensch sein muss, dass ich mich gegen die Verlogenheit von Jahrtausenden im Gegensatz weiss... Ich erst habe die Wahrheit e n t d e c k t, dadurch dass ich zuerst Lüge als Lüge empfand – roch... Mein Genie ist in meinen Nüstern... Ich widerspreche, wie nie widersprochen worden ist und bin trotzdem der Gegensatz eines neinsagenden Geistes. Ich bin ein f r o h e r B o t s c h a f t e r, wie es keinen gab ich kenne Aufgaben von einer Höhe, dass der Begriff dafür bisher gefehlt hat ; erst von mir an giebt es wieder Hoffnungen. Mit Alledem bin ich nothwendig auch der Mensch des Verhängnisses. Denn wenn die Wahrheit mit der Lüge von Jahrtausenden in Kampf tritt, werden wir Erschütterungen haben, einen Krampf von Erdbeben, eine Versetzung von Berg und Thal, wie dergleichen nie geträumt worden ist. Der Begriff Politik ist dann gänzlich in einen Geisterkrieg aufgegangen, alle Machtgebilde der alten Gesellschaft sind in die Luft gesprengt – sie ruhen allesamt auf der Lüge: es wird Kriege geben, wie es noch keine auf Erden gegeben hat. Erst von mir an giebt es auf Erden g r o s s e P o l i t i k.*<sup>17</sup>

Si vous refusez d'adorer ou de haïr Nietzsche par procuration et si vous désirez par contre vous positionner de façon autonome par rapport à ce philosophe qui polarise en un sens ou un autre, il faut s'en tenir à trois consignes :

Il faut, d'abord, comme le dit Mazzino Montinari lire Nietzsche.<sup>18</sup> Nous ajoutons : lire Nietzsche dans la KGA ou la KSA.

14 Götzen-Dämmerung, Sprüche und Pfeile, KSA S. 59-66

15 M. Heidegger cité par AndrásCzeglédi in : Nietzsche-Forschung: Nietzsche und Europa – Nietzsche in Europa; Jahrbuch der Nietzsche-Gesellschaft 14, 2007, Titel des Artikels: "Er hat mich kaputt gemacht" Zur Nihilismusforschung Friedrich Nietzsches, S.119

16 Die fröhliche Wissenschaft, 62. Ecce Homo, KSA S. 367

17 Ecce Homo, Warum ich ein Schicksal bin, 1, KSA S.365-S.366

18 Montinari, Mazzino, Nietzsche lesen, de Gruyter Studienbuch, 1982

moins réussies de citations.

Enfin il faut éviter comme la peste les commentateurs qui se réfèrent directement ou indirectement à *La volonté de puissance*. Faut-il le répéter : *La volonté de puissance* n'existe pas !

### III. REFLEXION

#### L'intemporalité de Nietzsche : malédiction ou bénédiction ?

A la racine de beaucoup – si ce n'est de toutes les injustices qui ont été commises à l'égard du philosophe – se situe son intemporalité. Peu ou, peut-être, aucun philosophe n'a été, à son époque et à la nôtre, si souvent incompris ou mal compris, que ce soit par malveillance et/ou par ignorance. On lui a fait subir sans exception tous les outrages qu'il anticipa avec angoisse. Pourquoi alors s'intéresser de plus près à l'intemporalité de cet enfant terrible de la philosophie ?

1) Parce que Nietzsche continue à être traité de penseur du nazisme et du fascisme, courants qui sont nés un quart de siècle après sa mort – grossière erreur chronologique. Et si certains continuaient à la commettre parce que, tout banalement, « *nazism sells* » ?

2) Parce que nombre de concepts de Nietzsche qui peuvent et doivent choquer, comme par exemple, die « blonde Bestie », der « Herrenmensch », das « Herdentier », etc. continuent cependant à être dissociés de l'analyse aiguë qu'a faite Nietzsche des phénomènes de décadence et de ressentiment, phénomènes sociologiques et moraux qui ont culminé en deux guerres mondiales et en l'élection démocratique du pire dictateur que le monde ait connu. Le « I-A ! » de l'âne adoré par le peuple abruti et avide de biens et de bonheur<sup>19</sup> ne fait-il pas étrangement écho au « HEIL ! » du peuple allemand qui, ivre de promesses, a porté en triomphe Hitler au pouvoir ?

3) Parce que la pensée de Nietzsche continue à être réduite à des remarques - peu reluisantes il est vrai -, contre la gente féminine qui, non seulement, sont partagées en catimini par plus d'un encore de nos jours, mais qui, en sus, se laissent expliquer (non pas excuser !) par le rapport malheureux de Nietzsche aux femmes qu'elles soient parentes, amies ou amantes. Notons dans ce contexte l'excellent petit ouvrage de Mario LEIS, *Frauen um Nietzsche*.<sup>20</sup> Si Nietzsche avait tant méprisé voire haï les femmes, comme le prétendent certains, aurait-il entretenu un échange épistolaire de

si haut niveau avec elles ? Leur aurait-il divulgué ses états d'âme ? Les aurait-il invitées à discuter ses œuvres ? Les aurait-il courtisées sans fin ?

4) Parce que Nietzsche est très souvent attaqué sur base de notes et écrits que, lui-même, n'a jamais édités ou n'a jamais voulu éditer. Avons-nous le droit de lui faire ce faux procès en contumace ?

5) Parce qu'en 1996 encore, lors d'une soutenance de doctorat, pour ne pas dire la mienne, en la vénérable Sorbonne, un philosophe (dont je tairai le nom, car vous le connaissez tous, un philosophe, que je considérerais *jusque-là* comme une sommité...), introduisit sa première question par ces mots qui continuent à retentir dans ma mémoire tant ils furent stupéfiants : « Dans la *Volonté de Puissance*, Nietzsche a écrit... » !

6) Parce que Nietzsche, en fin psychologue, observe de façon critique l'être humain et essaye de suivre les méandres de son âme pour toucher au fond des choses : *Denn Psychologie ist nun mehr wieder der Weg zu den Grundproblemen*.<sup>21</sup> Il va de soi que celui qui a déchiffré ainsi nos codes les plus secrets, continue à subir la revanche de ceux qui ont fait -et font toujours - les frais de sa psychologie de démasquage (« Entlarvungspsychologie » (Johann Prossliner)). Il est évident que ceux auxquels il arrache le masque et qu'il met ainsi à nu, lui en veulent à mort. Il confond, par exemple, ceux qui font leur chou gras avec la compassion. Les uns parce que tout en se montrant compassionnels ne font que démontrer leur supériorité par rapport au malade, au pauvre, etc. : — *unsre « Wohltäter » sind mehr als unsre Feinde die Verkleinerer unsres Wertes und Willens*.<sup>22</sup> Nietzsche fustige ici la religion du confort (Religion der Behaglichkeit)<sup>23</sup> sous-jacente à ce phénomène, religion qui rend dépendante. Il préconise de partager la joie « Mitfreude » au lieu de la peine « Mitleid ». <sup>24</sup> Les autres parce qu'en se montrant faibles, ils donnent, en fait, une preuve de leur force : ... *das Zur-Schau-tragen des Unglücks im Grunde das Ziel verfolgt, den Anwesenden w e h z u t h u n : das Mitleiden, welches jene äußern ist insofern eine Tröstung für die Schwachen und Leidenden, als sie daran erkennen, doch wenigstens noch Eine M a c h t z u h a b e n , trotz aller ihrer Schwäche : die M a c h t , w e h e z u t h u n*.<sup>25</sup> La morale se retrouve sens dessus-dessous. Il nous accuse, encore, d'avoir tué Dieu. Nietzsche n'a pas tué

21 Jenseits von Gut und Böse, Erstes Hauptstück: von den Vorurtheilen der Philosophen, 23, KSA S. 39

22 Die fröhliche Wissenschaft, Viertes Buch, 338. Der Wille zum Leiden und die Mitleidigen, KSA S.565-S.568

23 ibidem

24 ibidem

25 Menschliches, Allzumenschliches II, 50, Mitleiden erregen wollen, KSA S.70-S.71

19 Also sprach Zarathustra, Die Erweckung, 2, KSA S. 388-389

20 LEIS, Mario, *Frauen um Nietzsche*, rororo, 2000

Dieu, il ne l'a même pas souhaité, même si cette mort aussi est, comme les autres, promesse d'une nouvelle vie : *es gab nie eine grössere That, - und wer nur immer nach uns geboren wird, gehört um dieser That willen in eine höhere Geschichte, als alle Geschichte bisher war.*<sup>26</sup> Nietzsche n'est que le médecin qui constate le décès de Dieu et le pathologiste qui détecte les causes de la mort de Dieu en criant tout haut au meurtrier : *Wir haben ihn getötet, - ihr und ich ! Wir Alle sind seine Mörder !*<sup>27</sup> Crier au « théocide », c'est révéler toutel'hypocrisie de la prétendue « foi » de l'humanité.

7) Parce que Nietzsche continue à être considéré comme un prophète, un fanatique, un messie, ... Il anticipe cette nième injustice : Dans *Ecce Homo*, il essaye de s'en défendre en amont, sans succès : Au sujet du Zarathoustra, il dit en effet: *...Hier redet kein « Prophet », keiner jener schauerlichen Zwitter von Krankheit und Willen zur Macht, die man Religionsstifter nennt. Man muss vor Allem den Ton, der aus diesem Munde kommt, diesen halkyonischen Ton richtig hören, um den Sinn seiner Weisheit nicht erbarmungswürdig Unrecht zu thun. „Die stillsten Worte sind es, welche den Sturm bringen, Gedanken, die mit Taubenfüssen kommen, lenken die Welt -“ [...] Hier redet kein Fanatiker, hier wird nicht „gepredigt“, hier wird nicht Gläubigkeit verlangt: aus einer unendlichen Lichtfülle und Glückstiefe fällt Tropfen für Tropfen, Wort für Wort, - eine zärtliche Langsamkeit ist das tempo dieser Reden. Dergleichen gelangt nur zu den Auserwähltesten; es ist ein Vorrecht ohne Gleichen hier Hörer zu sein; es steht Niemandem frei, für Zarathustra Ohren zu haben... Ist Zarathustra mit Alledem nicht ein Verrückter?... Aber was sagt er doch selbst, als er zum ersten Male wieder in seine Einsamkeit zurückkehrt? Genau das Gegenteil von dem, was irgend ein „Weiser“, „Heiliger“, „Welt-Erlöser“ und anderer décadent in einem solchen Falle sagen würde... Er redet nicht nur anders, er ist auch anders... [...] Nun heisse ich euch, mich verlieren und euch finden ; und erst, wenn ihr mich Alle verleugnet haben, will ich euch wiederkehren...<sup>28</sup>* Nietzsche est exigeant avec lui-même et avec les hommes. Il est sans pitié, il ne l'admet ni pour les autres, ni pour lui-même. Il veut que chacun d'entre nous se dépasse, se tende et se détende au-delà de lui-même comme l'arc et la flèche. Il est dur ; il ne nous donne rien, il ne nous flatte pas, bien au contraire ! Il pousse son lecteur à ses limites et selon son dicton intitulé « Issue de l'école de guerre de la vie » : *Was mich nicht umbringt, macht mich stärker.*<sup>29</sup> - et

26 Die frühliche Wissenschaft, 125. Der tolle Mensch, KSA S. 480-482

27 ibidem

28 *Ecce Homo*, in: Vorwort, 4, KSA S. 259- S. 261

29 *Ecce Homo*, Sprüche und Pfeile, 8, KSA S. 60

non pas « stark » : Voilà encore une déformation courante de sa pensée. Dit de façon triviale, Nietzsche joue, corps et âme, et au maximum, son rôle de philosophe qui est de nous pousser à l'étonnement, à poser des questions là où nous n'en pressentons même pas, à aiguillonner notre esprit et nos sens dans la quête de la plus haute excellence. Nietzsche porte en horreur la médiocrité arrogante et il en fait voir de toutes les couleurs à ses représentants. Ainsi, il est évident que, ni aux temps de Nietzsche, ni de nos jours, les individus nantis et auto-satisfaits, se vautrant dans leur de cocon du culte de soi et de l'« égomanie », ne veulent entendre le coup de tonnerre ni voir l'éclair de Dionysos qui est appel au danger, à la liberté, à la création, à la vertu... *Ich bin ein Jünger des Philosophen Dionysos, ich zöge vor, eher noch ein Satyr zu sein als ein Heiliger. Aber man lese nur diese Schrift. Vielleicht gelang es mir, vielleicht hatte diese Schrift gar keinen andren Sinn, als diesen Gegensatz in einer heitren und menschenfreundlichen Weise zum Ausdruck zu bringen : Das Letzte was ich versprechen würde, wäre, die Menschheit zu « verbessern ».*<sup>30</sup> Dans son traité intitulé *Nietzsche et Sloterdijk, corps en résonance*, Dalie Giroux écrit : « ... il me semble que le plus précieux héritage politique laissé par l'œuvre de Nietzsche est une politique de la parole. Cette politique est plus précisément la recherche des possibilités d'une libération de la parole, et il s'agit, dans cette recherche, de l'invention d'une pratique immédiate de la liberté. »<sup>31</sup> Le philosophe peut et doit dire les choses qui ne sont pas dites, penser les choses qui ne sont pas pensées. Nietzsche est rempli de dégoût devant la médiocrité qui s'impose en modèle et en norme, devant le dictat de la masse qui interdit la pensée. Au lieu de se taire ou de sombrer dans l'agressivité et l'aigreur - quoiqu'il pécha parfois en ce sens -, comme un *desperado* qui a tout et rien à perdre, il harangue ceux qu'il pressent se diriger tout droit à la catastrophe : extrémismes, racisme, guerre, injustice, etc. Avant qu'il ne soit trop tard, il est le tison qui veut réveiller le « surhumain » en nous. Le surhomme (*Übermensch*) est en nous, c'est notre potentiel que la plupart d'entre nous laissent dépérir - et non pas le produit d'un *Lebensborn* nazi ! *« Todt sind alle Götter : nun wollen wir, dass der Übermensch lebe. » - diess sei einst am grossen Mittage unser letzter Wille ! - Also sprach Zarathustra.*<sup>32</sup> Le surhumain, créateur à l'état pur, c'est l'affirmation inconditionnelle de la

30 *Ecce Homo*, Vorwort, 2, KSA S. 258

31 GIROUX, Dalie, *Nietzsche et Sloterdijk, corps en résonance*, in : *Horizons philosophiques* Printemps 2007 vol. 17 no2

32 *Also sprach Zarathustra*, I, Die Reden Zarathustra's, Von der schenkenden Tugend, 3, KSA S.102

vie et l'éternel retour du même, c'est l'antidote aux poisons de la décadence et du ressentiment : *Und diess Geheimniss redete das Leben selber zu mir.* « Siehe, sprach es, ich bin das, was sich immer selber überwinden muss.<sup>33</sup>

La vie en elle-même anime Nietzsche à vouloir se projeter vers l'avenir.

*Zum neuen Jahre. - Noch lebe ich, noch denke ich: ich muss noch leben, denn ich muss noch denken. Sum, ergo cogito: cogito, ergo sum. Heute erlaubt sich Jedermann seinen Wunsch und liebsten Gedanken auszusprechen: nun, so will auch ich sagen, was ich mir heute von mir selber wünschte und welcher Gedanke mir dieses Jahr zuerst über das Herz lief, - welcher Gedanke mir Grund, Bürgschaft und Süßigkeit alles weiteren Lebens sein soll! Ich will immer mehr lernen, das Notwendige an den Dingen als das Schöne sehen: so werde ich Einer von Denen sein, welche die Dinge schön machen. Amor fati: das sei von nun an meine Liebe! Ich will keinen Krieg gegen das Hässliche führen. Ich will nicht anklagen, ich will nicht einmal die Ankläger anklagen. Wegsehen sei meine einzige Verneinung! Und, Alles in Allem und Großen: ich will irgendwann einmal nur noch ein Ja-sagender sein.<sup>34</sup>*

Il nous invite donc à nous chercher pour alors nous dépasser et accepter la vie et le destin. Mais il nous laisse seuls, tout seuls dans cette recherche, il nous invite même à fuir vers la solitude.

*Fliehe, mein Freund, in deine Einsamkeit! Ich sehe dich betäubt vom Lärme der großen Männer und zerstoßen von den Stacheln der kleinen.*

*Würdig wissen Wald und Fels mit dir zu schweigen. Gleiche wieder dem Baume, den du liebst, dem breitästigen: still und aufhorchend hängt er über dem Meere.*

*Wo die Einsamkeit aufhört, da beginnt der Markt; und wo der Markt beginnt, da beginnt auch der Lärm der großen Schauspieler und das Geschwirr der giftigen Fliegen.*

*In der Welt taugen die besten Dinge noch nichts, ohne einen, der sie erst aufführt: große Männer heißt das Volk diese Aufführer.*

*Wenig begreift das Volk das Große, das ist: das Schaffende. Aber Sinne hat es für alle Aufführer und Schauspieler großer Sachen.<sup>35</sup>*

8) Parce qu'à force d'associer Nietzsche à des pensées explosives, à

des visions complexes et à des analyses douloureuses, on oublie l'humour de Nietzsche ! Fidèle au proverbe latin *castigat ridendo mores*, Nietzsche corrige les mœurs dans un ton comique rarement égalé. Son humour est grinçant et plein de vie : oui ! Nietzsche, l'écorché, le torturé, le guerrier, le cruel est aussi le bouffon qui dit les choses comme elles sont, haut et fort, et plus il égratigne, plus il collectionne les pots cassés, plus il s'amuse. Nietzsche pratique la vraie ironie, celle à ne pas confondre avec les railleries de bas de gamme, la vraie ironie de celui qui se tourne avec prédilection contre lui-même, comme, par exemple, quand il dit, en revenant sur son intemporalité : *Posthume Menschen – ich zum Beispiel – werden schlechter verstanden als zeitgemässe, aber besser gehört. Strenger : wir werden nie verstanden –und daher unsre Autorität...*<sup>36</sup> ou encore : *Kann ein Esel tragisch sein ? – Dass man unter einer Last zu Grunde geht, die man weder tragen, noch abwerfen kann ?... Der Fall des Philosophen.*<sup>37</sup> Enfin : *Was ? du suchst ? du möchtest dich verzehnfachen, verhundertfachen ? du suchst Anhänger ? – Suche Nullen!*<sup>38</sup> – Que penser ici des fameux « friends » sur facebook ? ;-)

9) Parce que, quand on lit Nietzsche, on se rend bien vite compte que l'écriture est, pour lui, un défouloir, une soupape qui lui permettait de décompresser et, d'autre part, un moyen, quasiment une drogue, lui permettant de fuir l'étouffement. La pensée de Nietzsche si foisonnante, si contradictoire, si provocatrice et parfois si choquante, se trouve en contraste saisissant avec son corps faible et malade et sa vie de dépendance et d'errance. Bien avant sa supposée syphilis et ses séquelles, Nietzsche se plaignait déjà jeune de pénibles maux des yeux et de lancinantes migraines. Nietzsche est déchiré entre volonté et réalité, entre désir et maladie, entre révolte et désespoir, entre sa vision de l'homme et la médiocrité de son époque. Or si on admet l'hypothèse que certains écrits de Nietzsche non destinés au public sont le reflet de la tourmente dont il voulut se défaire, on peut se poser la question – et cette question se pose pour d'autres ! – s'il est licite de publier des documents que l'auteur lui-même n'a pas publiés de son vivant. Le plus souvent ces notes révèlent des traces de pensées « en cours de réalisation » et des cendres de pensées perdues. Il en va de même en ce qui concerne les lettres. Une lettre est le résultat d'un acte intime et son contenu est réservé au destinataire et non au public!<sup>39</sup> C'est un fait que

<sup>33</sup> Also sprach Zarathustra, II, Von der Selbst-Ueberwindung, KSA S. 148. Notons dans ce contexte que le seul être humain historique qui fasse honneur, du moins en partie, au surhumain est – Jésus !

<sup>34</sup> Die fröhliche Wissenschaft, Viertes Buch. Sanctus Januarius., 276, KSA S.523

<sup>35</sup> Also sprach Zarathustra, Von den Fliegen des Marktes, KSA S.65

<sup>36</sup> Götzen-Dämmerung, Sprüche und Pfeile, 15, KSA, S.61

<sup>37</sup> Götzen-Dämmerung, Sprüche und Pfeile, 11, KSA, S.60

<sup>38</sup> Götzen-Dämmerung, Sprüche und Pfeile, 14, KSA, S. 61

<sup>39</sup> Nous faisons certes aussi référence à des lettres et à des fragments de Nietzsche, mais le moins possible !

Alors ne faudrait-il pas, par respect et par retenue, du moins tenter de rester autant soit possible « neutre » ? Ne sommes-nous pas liés à un quasi devoir de réserve vis-à-vis de l'auteur qui ne peut pas empêcher que l'on publie ces écrits et qui ne peut plus s'expliquer ni se défendre ? Nietzsche, on l'a déjà dit, anticipa les manipulations qu'allait subir son œuvre, mais au lieu de céder à la pression à l'autocensure des moralisateurs et des sbires de la *political correctness* de l'époque, il fonda : Dans le *Prologue* de l'un de ses livres les plus virulents, *L'Antéchrist* (1895), il écrit : *Dies Buch gehört den Wenigsten. Vielleicht lebt selbst noch Keiner von ihnen. Es mögen die sein, welche meinen Zarathustra verstehen : wie dürfte ich mich mit denen verwechseln, für welche schon heute Ohren wachsen ? – Erst das Übermorgen gehört mir. Einige werden posthum(m) geboren.*<sup>40</sup>

10) Parce que la pensée de Nietzsche n'est pas systématique ; elle est en chantier permanent, elle est en action, en évolution, en création, en destruction, en pure spontanéité. Il déteste les théories, les ordres, les préceptes logiques, la simple accumulation de savoir, car il redoute en eux des camisoles de force pour la pensée dionysiaque. La „Bildung“, qu'on peut traduire par « culture » n'est pas à confondre avec la „Gebildetheit“ ou encore « érudition accumulative »<sup>41</sup>. Ici il vise tout particulièrement Immanuel Kant : *Für einen vollen und rechtwinkligen M(enschen) ist eine so bedingte und verklausulierte Welt, wie die Kants, ein Greuel. Wir haben ein Bedürfnis nach einer gro ß e n Wahrheit; und wenn es diese nicht giebt, nun, so lieben wir das Abenteuer und gehen aufs Meer.*<sup>42</sup> Pour Nietzsche, Kant, qui fut comme lui, un être fragile de santé, fut l'exemple du philosophe lourd, vétilleux et mesquin : *Die plumpe Pedanterie und Kleinstädtereie des alten Kant, die groteske Geschmacklosigkeit diese Chinesen von Königsberg, der aber doch ein Mann der Pflicht und ein preußischer Beamter war...*<sup>43</sup> Nietzsche reproche surtout à Kant d'avoir « désensibilisé » la pensée et d'avoir mis en chaînes la raison en la cloisonnant dans arrière-monde (*Hinterwelt*) artificiel et formel : *...um Raum für s e i n „moralisches Reich“ zu schaffen, sah er sich genötigt, eine unbeweisbare Welt anzusetzen, ein logisches „Jenseits“, - dazu eben hatte er seine Kritik der reinen Vernunft nötig! Anders ausgedrückt: e r h ä t t e s i e n i c h t n ö t h i g g e h a b t, wenn ihm nicht Eins wichtiger als*

40 Der Antichrist. Fluch auf das Christentum, in: Vorwort, KSA S. 167

41 Unzeitgemäße Betrachtungen II, Vom Nutzen und Nachtheil der Historie für das Leben 4, KSA S.275

42 Nachgelassene Fragmente, 25 [337]

43 Nachgelassene Fragmente, 26[96], KSA S. 175-176

*Alles gewesen wäre, das moralische Reich unangreifbar zu machen, - er empfand eben die Angreifbarkeit einer moralischen Ordnung der Dinge von Seiten der Vernunft zu stark! Denn Angesichts von Natur und Geschichte, Angesichts der gründlichen U n m o r l i ä t von Natur und Geschichte war Kant, wie jeder gute Deutsche von Alters her, Pessimist; er glaubt an die Moral, nicht weil sie durch Natur und Geschichte bewiesen wird, sondern trotzdem dass ihr durch Natur und Geschichte beständig widersprochen wird.*<sup>44</sup> Notons ici que le cas de Kant montre que si Nietzsche a failli être englouti par l'ignoble du nazisme, Kant courut le même risque : A son procès à Jérusalem, Adolf Eichmann se targua d'avoir suivi à la lettre la morale du devoir kantienne. C'est encore Hannah Arendt qui court à la rescousse d'un philosophe souillé par le nazisme et qui montre qu'Eichmann a à l'évidence mal interprété les préceptes moraux de la philosophie pratique de Kant.<sup>45</sup> On reproche souvent que ce fut la faute à Nietzsche lui-même si ses textes ont pu être pervertis ; il en va de même de Kant ! En effet, dans sa rédaction intitulée *Über ein vermeintes Recht aus Menschliebe zu lügen*<sup>46</sup>, Kant cite et cautionne la position de Johann David Michaelis qui dit que l'homme a le devoir, au nom de la véracité sans faille, de trahir même son ami à un meurtrier...

11) Parce que Nietzsche certes est inimitable, mais nous invite à voir les choses autrement, à lever le voile de *Maya*, à aller voir derrière les coulisses, à creuser, à confondre noumène et phénomène, à éliminer une fois pour toutes la « *Hinterwelt* » des rationalistes et idéalistes : *In diesem Buche findet man einen « Unterirdischen » an der Arbeit, einen Bohrenden, Grabenden, Untergrabenenden. Man sieht ihn, vorausgesetzt, dass man Augen für solche Arbeit der Tiefe hat* -<sup>47</sup>. Socrate a donné naissance à la maïeutique, le dialogue socratique, qui conçoit la libération de l'âme et de la pensée comme libération du corps et du monde conçus comme des prisons. Nietzsche, au contraire, a libéré la pensée des formalismes pour la réconcilier avec la vie et la (re)mettre dans le corps et le monde. *Mag nämlich auch die Sprache, hier wie anderwärts, nicht über ihre Plumpheit hinauskönnen und fortfahren, von Gegensätzen zu reden, wo es nur Grade und mancherlei Feinheit der Stufen giebt; mag ebenfalls die eingefleischte Tartüfferie der Moral, welche jetzt zu unserm unüberwindlichen «Fleisch*

44 Morgenröthe, Vorrede, 3, KSA S. 14-15

45 ARENDT, Hannah, Eichmann in Jerusalem, A Report on the Banality of Evil, Penguin Books, 1994

46 KANT, Immanuel, *Über ein vermeintes Recht aus Menschenliebe zu lügen*, [637] www.zeno.org

47 Morgenröthe, Gedanken über die moralischen Vorurtheile, Vorrede, 1, KSA S. 11, partim

und Blut» gehört, uns Wissenden selbst die Worte im Munde umdrehen: hier und da begreifen wir es und lachen darüber, wie gerade noch die beste Wissenschaft uns am besten in dieser vereinfachten, durch und durch künstlichen, zurecht gedichteten, zurecht gefälschten Welt festhalten will, wie sie unfreiwillig-willig den Irrthum liebt, weil sie, die Lebendige,—das Leben liebt!<sup>48</sup>

#### IV. CONCLUSION

##### Exercices critiques en l'honneur de la pensée de Nietzsche

Les *Unzeitgemässe Betrachtungen* de Nietzsche se résument en trois pamphlets dirigés contre des représentants de la vie culturelle de l'époque : David Strauss, Arthur Schopenhauer, Richard Wagner et un traité sur l'histoire qui est toujours d'actualité « *Nutzen und Nachteil der Historie für das Leben* ». Dans ces quatre textes Nietzsche nage à contre-courant et passe au peigne fin les canons éducatifs, philosophiques, artistiques et sociologiques de son temps. En même temps, il s'émancipe de la fascination qu'ont pu exercer sur lui les personnages en vogue, en particulier Richard Wagner, et il brosse un tableau inédit du rôle de l'histoire et de l'attitude historisante. Mais aussi partout ailleurs dans son œuvre, Nietzsche fait une critique acerbe et éclairée de l'esprit du temps. Cette critique, étant donné qu'elle vise au-delà des apparences et perce jusqu'au fond des choses ne s'en tient pas aux faits, événements et courants historiques et sociologiques, mais fait ressortir des traits de caractère et de comportement spécifiques et intrinsèques à l'espèce humaine, peu importe leur époque.

Nous n'allons évidemment pas nous livrer à l'exercice aussi périlleux que prétentieux consistant à spéculer sur „ce que penserait Nietzsche, s'il venait en notre monde“. Nietzsche est mort, lui aussi... Mais sa façon de voir ne l'est pas et tout un chacun peut tenter ce type d'espièglerie. Essayons donc de nous livrer à quelques exercices de pensée «*modo Nietzschei*» et mettons-nous à la découverte de questions qui ne se posent pas... :

##### Sommes-nous décadents?

Depuis ses origines l'homme, juge et partie, s'est auto-proclamé « espèce supérieure ». Dans le glorieux autoportrait qu'il ne cesse de tracer de lui-même, le mal n'a pas sa place. Ainsi l'homme a cherché – en vain – de lui assigner des origines soit métaphysiques soit naturelles. Or la tentative de fuir ses responsabilités est un signe certain de décadence. A y

regarder de plus près, l'amalgame entre les concepts de « malheur » et de « mal » a été consciemment inventé par l'homme en vue de se disculper. Il s'agit ainsi de distinguer nettement les concepts de « malheur » et de « mal ».

Le malheur, comme p. ex. une catastrophe naturelle, est souvent imprévisible et toujours inévitable. L'homme n'y peut rien.

Le mal se mesure à la souffrance infligé par l'homme à l'homme ou à l'animal et la destruction du milieu naturel. L'homme y peut tout : il peut choisir de le commettre ou non. Le mal est là où l'homme est le coupable et la victime, qu'elle soit humaine ou animale, tant qu'elle est dotée de sensibilité et d'émotions, est innocente, sans défense, se rendant compte qu'elle n'a aucune chance de s'échapper. Que les raisons invoquées pour l'expliquer ou même la justifier soient commerciales, religieuses, culturelles ou égoïstes, peu importe, la victime est réduite à l'état de chose. L'homme coupable lui enlève sa qualité d'être. Le mal est là où l'homme sait qu'il fait le mal, qu'il pourrait ne pas le faire et qu'il n'arrête pas ou qu'il continue justement pour cette raison. Le mal est arrivé au monde avec l'homme.

Et l'intelligence humaine dans tout cela ? Sans trop simplifier, on peut réduire la question à une dichotomie essentielle : Soit l'humain se targue d'être l'espèce supérieure, alors qu'il fasse en sorte que son comportement face à sa propre espèce, face aux autres et face à son environnement naturel, soit digne de cette prétention. Soit l'humain continue à torturer, tuer, exploiter, détruire son espèce, et, sous l'emprise d'une « anthropocentricité » pathologique, les autres êtres vivants et son environnement naturel, alors qu'il se taise et qu'il avoue qu'il n'est qu'un simple primate - ces derniers étant incapables du comportement monstrueux dont fait régulièrement preuve l'homme - ou même automate qui ne sait pas plus se servir de son néocortex qu'une jeune tête brûlée ne sait dominer un bolide... Laisser en friche ses atouts intellectuels ou, pire, en abuser, voilà des marques de décadence.

Un autre symptôme de décadence se cache dans un aspect beaucoup plus concret : En Europe et aux Etats-Unis 25 à 40 % des aliments sont jetés, tandis que dans le monde des millions de femmes, d'hommes et d'enfants meurent de faim. Sans parler du fait que cette attitude trahit notre manque de respect et d'humilité total vis-à-vis du travail de ceux qui produisent ces denrées, des animaux qui sont littéralement *utilisés* à cette fin et de la nature qui nous les offre. Ne serait-ce pas aussi parce que ces produits sont trop bon marché? Nombre d'autres aspects montrent que la société de consommation porte en elle les germes de la décadence et, en

48 Jenseits von Gut und Böse, Zweites Hauptstück: der freie Geist, 24, S. 41-42, partim

Il suffit de considérer, dans le même ordre d'idées, ce que d'aucuns affirment être « standard », c'est-à-dire leur revenant de droit, par exemple, dans le domaine du logement. Tout se passe comme si la mentalité d'enfant gâté était érigée en source de droits. Ce qui est standard pour nous Européens est inconcevable pour les plus démunis de ce monde.

Enfin que penser de sociétés où on est plus enclin à payer pour le divertissement (tabac, alcools, jeux,...) que, par exemple, pour la santé. La mentalité revendicative et le comportement de « self-service au supermarché social » est néfaste pour toute société. John F. Kennedy n'a-t-il pas déjà exhorté il y a un demi-siècle tous les Américains, sans exception, à faire un effort collectif pour leur pays: *Ask not what your country can do for you - ask what you can do for your country.*<sup>49</sup>

### Le ressentiment couve-t-il toujours?

Récemment certains ont pris l'habitude de désigner par le terme de « favorisés » ceux qui ont, apparemment, plus de moyens. Ce terme est lourd de sens et très ambigu, car il fait l'impasse sur les différentes façons d'obtenir ces moyens. Il s'agit de rappeler que pour d'aucuns l'état de « favorisé », i.e. le fait d'avoir de bons revenus est l'aboutissement d'études, de discipline, d'effort, de mérite et de renoncement. La dissolution du lien essentiel entre la réussite et ces valeurs est source de distorsions et d'injustice.

Dans le contexte d'une, pour parler avec les termes de Luc Ferry, « vie réussie », il s'agit de regarder de près deux courants essentiellement opposés : l'égalitarisme et l'égalité des chances. L'égalitarisme mène au nivellement et au dépouillement des uns au nom des autres. C'est le contraire de l'équité et démotive la performance. Si on venait à pratiquer l'égalitarisme dans les sports, les arts, le spectacle, le cinéma, on pourrait démolir les stades, les conservatoires et les institutions culturelles... L'égalité des chances ne veut pas dire « avoir droit à obtenir automatiquement ce qu'on veut simplement parce qu'on est là ». L'égalité des chances est tributaire d'un double engagement : du côté de la société et de l'Etat qui sont dans l'obligation de créer les conditions pour que chacun, sans exception, ait sa chance, du côté de l'individu à qui il revient le devoir de saisir sa chance et de se donner des ailes...

Quand le ressentiment sape les fondements d'une société, il y a une menace de rupture sociale. En ce sens, une solidarité « à sens unique » ne mérite plus son nom. Le ressentiment naît ainsi chez les uns qui ont

l'impression de tout perdre. L'émotion de la peur est la plus forte. Certains — et les autres qui sont réduits à leur état de dépendance. « Tous pour un » sans « un pour tous », voilà le terrain favorable pour les bas sentiments ; l'histoire l'a montré.

Le ressentiment se faufile aussi là où les valeurs sont en décomposition. Prenons l'exemple du rapport travail/revenu : Tout travail mérite salaire, tout le monde en convient. La réciproque est-elle vraie aussi? Tout revenu mérite-t-il travail ? Le lien essentiel entre revenu et travail, établi aussi bien par les penseurs du Christianisme, que par ceux du libéralisme, du socialisme ou du communisme semble dissolu, du moins en partie, et cela, paradoxalement, aux antipodes de nos sociétés. En effet, ni les revenus d'aide sociale, ni les revenus de capitaux, admis, bien sûr, le fait que leurs montants et leurs origines sont radicalement opposés, ne sont obtenus en échange de travail — voilà leur point commun étonnant.

Pour terminer posons-nous la question de savoir si la *political correctness* est liée au ressentiment. La *political correctness*, si elle a pu vouloir œuvrer pour la tolérance, s'est peu à peu muée en une forme de censure. Elle pousse l'individu critique à ne même plus exprimer ses réflexions. Certaines questions ne se posent simplement pas. La pensée unique triomphe. Cela arrange bien les autorités morales autoproclamées qui n'ont plus à se salir les mains en exerçant ouvertement leur volonté de censure.

### Après tout ce que nous venons d'entendre, Nietzsche fut-il nihiliste et, le cas échéant, l'est-il toujours?

Non, il ne l'a jamais été et il ne l'est pas. Nietzsche pose le diagnostic du nihilisme des hommes de son époque et de la nôtre. Il s'est voulu l'annihilateur du nihilisme, mais il semble bien que nous soyons toujours nihilistes, malgré l'espoir qu'il a posé en nous, humains du 2<sup>e</sup> millénaire plongés en pleine crise. Le nihilisme ambiant se trahit, en effet, par des symptômes de décadence et de ressentiment. Nietzsche, lui, a combattu et combatta ces fléaux jusqu'à sa mort... et au-delà.

## V. EPILOGUE

Pour clore notre voyage dans l'univers de Nietzsche, lisons un passage éminent du *Prologue* au *Zarathoustra*. Je vous invite à faire une petite expérience : Vous avez sous les yeux le texte original<sup>50</sup> et nous écouterons une lecture mise en musique par Clint Mansell (*The last man*

49 In : discours d'investiture prononcé le 20 janvier 1960

50 Textes de Nietzsche distribués à l'audience.

B.O. de The Fountain) en traduction française lue magistralement par Michael Lonsdale<sup>51</sup>. Cette expérience montre combien le changement de langue adoucit certains traits du texte et en alourdit d'autres. De plus, si vous tendez bien l'oreille, vous allez entendre bien des choses...

*Ich liebe alle Die, welche wie schwere Tropfen sind, einzeln fallend aus der dunklen Wolke, die über den Menschen hängt : sie verkündigen, dass der Blitz kommt, und gehn als Verkündiger zu Grunde.*

*Muss man ihnen erst die Ohren zerschlagen, dass sie lernen, mit den Augen hören? Muss man rasseln gleich Pauken und Busspredigern? Oder glauben sie nur dem Stammelnden?*

*Sie haben Etwas, worauf sie stolz sind. Wie nennen sie es doch, was sie stolz macht? Bildung nennen sie's, es zeichnet sie aus vor den Ziegenhirten.*

*Drum hören sie ungern von sich das Wort „Verachtung“. So will ich denn zu ihrem Stolze reden.*

*So will ich ihnen vom Verächtlichsten sprechen: das aber ist d e r l e t z t e M e n s c h .“*

*Und also sprach Zarathustra zum Volke:*

*Es ist an der Zeit, dass der Mensch sich sein Ziel stecke. Es ist an der Zeit, dass der Mensch den Keim seiner höchsten Hoffnung pflanze.*

*Noch ist sein Boden dazu reich genug. Aber dieser Boden wird einst arm und zahm sein, und kein hoher Baum wird mehr aus ihm wachsen können.*

*Wehe! Es kommt die Zeit, wo der Mensch nicht mehr den Pfeil seiner Sehnsucht über den Menschen hinaus wirft und die Sehne seines Bogens verlernt hat, zu schwirren!*

*Ich sage euch: man muss noch Chaos in sich haben, um einen tanzenden Stern gebären zu können. Ich sage euch: ihr habt noch Chaos in euch.*

*Wehe! Es kommt die Zeit, wo der Mensch keinen Stern mehr gebären wird. Wehe! Es kommt die Zeit des verächtlichsten Menschen, der sich selbst nicht mehr verachten kann. Seht ! Ich zeige euch d e n l e t z t e n M e n s c h e n .*

*„Was ist Liebe? Was ist Schöpfung? Was ist Sehnsucht? Was ist Stern?“ – so fragt der letzte Mensch und blinzelt.*

*Die Erde ist dann klein geworden, und auf ihr hüpfte der letzte Mensch, der Alles klein macht. Sein Geschlecht ist unaustilgbar wie der Erdflö; der letzte Mensch lebt am längsten.*

*„Wir haben das Glück erfunden“ – sagen die letzten Menschen und blinzeln.*

*Sie haben die Gegenden verlassen, wo es hart war zu leben: denn man braucht Wärme. Man liebt noch den Nachbar und reibt sich an ihm: denn man braucht Wärme.*

*Krankwerden und Misstrauen-haben gilt ihnen sündhaft: man geht achtsam einher. Ein Thor, der noch über Menschen und Steine stolpert!*

*Ein wenig Gift ab und zu: das macht angenehme Träume. Und viel Gift zuletzt, zu einem angenehmeren Sterben.*

*Man arbeitet noch, denn Arbeit ist eine Unterhaltung. Aber man sorgt, dass die Unterhaltung nicht angreife.*

*Man wird nicht mehr arm und reich: Beides ist zu beschwerlich. Wer will noch regieren? Wer noch gehorchen? Beides ist zu beschwerlich.*

*Kein Hirt und Eine Heerde! Jeder will das Gleiche. Jeder ist gleich: wer anders fühlt, geht freiwillig in's Irrenhaus.*

*„Ehemals war alle Welt irre“ – sagen die Feinsten und blinzeln. Man ist klug und weiss Alles, was geschehn ist: so hat man kein Ende zu spotten. Man zankt sich noch, aber man versöhnt sich bald – sonstverdirbt es den Magen.*

*Man hat sein Lüstchen für den Tag und sein Lüstchen für die Nacht: aberman ehrt die Gesundheit.*

*„Wir haben das Glück erfunden“ – sagen die letzten Menschen und blinzeln. -*

*Und hier endete die erste Rede Zarathustra's, welche man auch „dieVorrede“ heisst: denn an dieser Stelle unterbrach ihn das Geschrei und die Lust der Menge. „Gieb uns diesen letzten Menschen, oh Zarathustra, - so riefen sie - mache uns zu diesen letzten Menschen! So schenken wir dir den Übermenschen!“ Und alles Volk jubelte und schnalzte mit der Zunge. Zarathustra aber wurde traurig und sagte zu seinem Herzen:*

*Sie verstehen mich nicht: ich bin nicht den Mund für diese Ohren. Zu lange wohl lebte ich im Gebirge, zu viel horchte ich auf Bäche und Bäume: nun rede ich ihnen gleich den Ziegenhirten.*

*Unbewegt ist meine Seele und hell wie das Gebirge am Vormittag. Aber sie meinen, ich sei kalt und ein Spötter in furchtbaren Spässen.*

*Und nun blicken sie mich an und lachen: und indem sie lachen, hassen sie mich noch. Es ist Eis in ihrem Lachen.<sup>52</sup>*

51 Cf. [www.youtube.com: Nietzsche/Lonsdale/Mansell](http://www.youtube.com: Nietzsche/Lonsdale/Mansell)

52 Also sprach Zarathustra, Vorrede 5, KSA S.18-21, partim

F. NIETZSCHE, *Kritische Studienausgabe (KSA)*, in 15 Bänden (2221-2235), herausgegeben von Giorgio Colli und Mazzino Montinari, 1988 (2., durchgelesene Auflage), dtv/de Gruyter, Berlin/New York

F. Nietzsche, *Sämtliche Briefe*, Kritische Studienausgabe in 8 Bänden (1-8), herausgegeben von Giorgio Colli und Mazzini Montinari, 1986, dtv/de Gruyter, Berlin/New York

M. Montinari, „*La volonté de puissance*“ *n'existe pas!*, éditions de l'éclat, 1996, Paris

A. Czeplédi, *Nietzsche-Forschung : Nietzsche und Europa – Nietzsche in Europa* ; Jahrbuch der Nietzsche-Gesellschaft, 14, 2007, Akademie Verlag, Berlin

M. Montinari, *Nietzsche lesen*, de Gruyter Studienbuch, 1982, de Gruyter, Berlin/New York

M. Leis, *Frauen um Nietzsche*, 2000, rororo, Berlin

D. Giroux, *Nietzsche et Sloterdijk, corps en résonance*, in: Horizons philosophiques, printemps 2007 vol.17 n°2, St-Lambert (Québec)

H. ARENDT, *Eichmann in Jerusalem, A Report on the Banality of Evil*, Penguin Books, 1994, London

**Jean-Paul Harpes** : Voilà. Je dois dire immédiatement que j'ai beaucoup aimé et admiré votre exposé. Je dois vous avouer aussi que je ne connais pas suffisamment Nietzsche pour apprécier vraiment votre exposé, mais je voudrais vous dire tout simplement en quoi je l'ai aimé et ce que j'y ai aimé.

Vous avez tenté en quelque sorte d'esquisser un contour de la figure de Nietzsche et de le défendre contre les images fausses, destructrices ou réductrices qu'on a dessinées de lui. Vous avez tenté de détruire ces images et d'une manière très habile, à mon avis, et en lui donnant ainsi la parole, vous avez tenté, mais encore une fois je puis vous dire seulement ce que j'ai ressenti moi-même en vous suivant, c'est-à-dire vous êtes parvenu à saisir à tisser des relations entre un certain nombre de strates de ses motivations profondes, un certain nombre également de ses espoirs, de ses craintes, de ses désespoirs, de son ironie, de sa vulnérabilité également. Tout cela j'ai beaucoup admiré et en fin de compte en quelque sorte, mais ce que j'ai dit là est encore très superficiel, vous avez réussi en quelque sorte, en faisant parler, à tracer habilement en une conférence en quelque sorte un Nietzsche par lui-même, bien entendu, reflété ou agencé à travers votre propre personnalité. Donc, je voulais dire tout simplement cela, c'est ma toute première réaction d'auditeur et encore une fois, j'ai beaucoup apprécié ce que vous avez fait ce soir.

**Norbert Campagna** : Tout d'abord, merci beaucoup pour la conférence. J'aurais au fond **3 questions** à soulever ou 3 problèmes à aborder :

1. Tout d'abord, tu as très bien décrit comment Nietzsche diagnostique ce que l'on pourrait appeler : certains mots de la modernité. Il n'est pas le seul. A l'époque il avait diagnostiqué, on trouve également des pensées analogues à celle de Nietzsche chez Tocqueville, mais il y a une très grande différence lorsque je lis Tocqueville et lorsque je lis Nietzsche. Chez Tocqueville, je vois des issues aux crises de la modernité, alors que chez Nietzsche je n'en vois pas. Nietzsche détruit, mais je ne pense pas que son idéal du Surhomme soit quelque chose qu'on puisse utiliser. D'autant plus que Nietzsche condamne également tout effort d'institutionnaliser quoi que ce soit. Donc, lui c'est la vie avant tout. Or, nous savons très bien que la vie ne se laisse pas institutionnaliser. Or, je pense que les critiques de la modernité ne peuvent aboutir que si elles débouchent également sur des solutions institutionnelles.

Nietzsche ?

2. Puis, une autre question qui se rapporte maintenant à la pensée de Nietzsche elle-même. D'un côté, Nietzsche critique la décadence, d'un autre côté, il dit qu'il faut accepter le destin et si on se place bien entendu du point de vue d'une conception cyclique de l'histoire, on peut se demander, mais si de toute manière il y a un cycle, à quoi bon essayer de critiquer la décadence.

Elle est inscrite dans le programme et donc, est-ce que cette critique de la décadence n'est au fond pas un simple jeu esthétique ?

3. Puis une troisième remarque qui se rapporte maintenant à ce que tu as dit à la fin avec la question de l'égalité des chances. C'est là également une notion que l'on peut tirer en long et en large, car quelqu'un pourrait très bien dire : Bon, un aspect c'est l'égalité des chances sociales. Mais bon, après il y a quand-même aussi des inégalités au niveau génétique ou au niveau neuronal (?). Nous savons très bien que selon la nourriture de la mère pendant la grossesse, ça peut avoir des conséquences finalement sur le développement de l'enfant.

Alors ma question serait au fond : Où est-ce que s'arrêtera cette idée de l'égalité des chances et est-ce que, si on veut vraiment tout égaliser et également les chances, et supposant que dans un avenir, peut-être pas si lointain que ça, il sera possible d'intervenir au niveau, disant génétique, au niveau neuronal (?), pour perfectionner l'homme, est-ce que là on n'aboutira pas au fond à ce que Nietzsche dit *Man ehrt die Gesundheit* et on aura aussi une égalité des chances vis-à-vis de la santé qui aujourd'hui est distribuée inégalement du fait précisément de la génétique, mais pas seulement la santé, mais également en disant la promotion sociales etc etc ? Donc, où sont les limites de légalité des chances et comment est-ce que l'on peut justifier le tracé de telle limite éventuelle ?

**Julie Suzanne Bausch** : Je reprends les questions à rebours et en désordre.

Effectivement, si on considère l'égalité des chances dans le sens de la philosophie de Nietzsche, il vaudrait mieux l'appeler « l'égalité de la chance ». Lui, il était toujours en quête du moment qui lui permette de se sentir mieux, de trouver quelque chose..., et là on rejoint effectivement la première question. Il n'a donné aucune solution. Et évidemment il s'est plu, aussi, dans le rôle « de ne pas donner de solutions ». Et donc au lieu d'admettre d'une façon, disons comme un échec, qu'il n'a pas de solutions, peu à peu il ne sait plus penser cette situation, il l'a dit : voilà ça c'est la décadence, ça c'est un signe du ressentiment, etc. et il n'y a pas de solutions

dans ce monde. Entre autres le Zarathoustra, on peut se demander aussi ne fait aussi que fuir dans une *Hinterwelt*, qu'il s'est pris à son propre jeu, parce que le constat de l'éternel retour, c'est un concept éloigné de la physique. Le concept de *l'amor fati*, apparaissant après c'est aussi un concept quasiment stoïcien. Et donc, effectivement, Nietzsche se rendait peut-être bien compte qu'il voulait trouver une nouvelle chose et qu'il n'y arrivait pas, et cela le rendait aussi, je pense, à la fin de sa vie, aussi aigri, parce que beaucoup de ses textes sont pleins d'une sorte de violence gratuite. Il en distribue de tous côtés comme quelqu'un qui est comme - ce qui peut arriver aussi à nous quand on est très énervé, très stressé, et qu'on donne un bon coup de pied à sa table. Cela ne sert à rien, mais ça fait du bien, mais ça ne sert à rien du tout, donc ce n'est pas une solution. Et on a l'impression aussi que Nietzsche, parfois, c'est comme s'il cassait tout simplement tout ce qui l'entoure pour se défouler, mais c'est, pour moi, un signe qu'il admet qu'il n'a pas de solutions. Et alors au lieu de le dire... Ce fait le rend aussi triste vu qu'il pensait qu'il pourrait en être capable et qu'il est déçu de son propre échec ; avec Nietzsche il faut toujours tout « psychologiser ». C'est un type qui est tout le temps en train de réfléchir à « son soi-même » et à sa situation. Il était toujours en train de se regarder dans le miroir, il parle de son *ego* qui le suit comme un chien, il avait toujours ce dialogue avec « son soi-même », et avec ce dialogue, il se rendait bien compte qu'il posait tout le temps des questions. Poser des questions, cela détruit évidemment. Dès qu'on met quelque chose en question, on ébranle des fondements. En même temps, il était toujours à la recherche de solutions. Il avait aussi l'énergie pour les trouver, mais il ne les avait pas trouvées. Qu'on soit Anti-Nietzsche ou Pour-Nietzsche, on ne trouve pas de solutions, même ceux qui cultivent Nietzsche à outrance, qui lisent ses livres quasiment comme des textes sacrés - ce qu'il a toujours refusé ! Il a toujours dit, *laissez moi tranquille !, laissez mes textes tranquilles !*. Il n'a pas donné de solutions parce qu'il n'en avait pas. C'est mon opinion et c'est peut-être le fait de ne pas vouloir - ou de présenter la chose comme s'il ne voulait pas - donner de solutions à cette humanité. C'était une sorte de masque pour ne pas montrer son incapacité d'en donner. Une sorte de « Maskerade ». Je n'arrive pas à faire quelque chose, donc je me débène un peu dans une autre direction.

Revenant sur la question sur l'égalité des chances. Effectivement, toujours dans le sens de Nietzsche, la chance que lui il considère, c'est que le destin, ce fameux *fatum*, c'est toujours de là qu'il attend que la chance arrive, mais il dit que si l'humain, l'être humain, l'individu, fait face à sa chance, c'est toujours à lui de la saisir, et c'est dans ce sens-là que l'idéal

de nos sociétés, l'égalité des chances, peut être effectivement compris ainsi que les gens ne sont pas égaux, comme tu le dis aussi, il y a (p.ex.) des raisons biologiques. Il y a des raisons qui peuvent mener à ce qu'un milieu naturel ou un milieu social peuvent avoir des influences, peut-être même que Nietzsche ne serait même pas d'accord avec cette idée, mais si on parle d'une vie en commun, la seule façon d'être honnête ou au moins d'essayer de donner à chacun sa chance, c'est de préparer un terrain, et ce terrain consiste à donner au moins des points de départ plus ou moins égaux à tous. Ce que les gens en font, cela dépend aussi des personnalités ; cela dépend des individus.

Finalement la deuxième question : Si on considère l'éternel retour, l'analyse de Nietzsche de son époque et de ses idéaux - il déteste qu'on appelle cela des idéaux, mais ce sont des idéaux. L'Übermensch est un idéal comme d'autres idéaux aussi. Quand on les met dans un contexte logique, cela ne va plus du tout. Parce que l'éternel retour lui-même, il gomme tout, mais, en même temps, il met tout en contradiction et s'il comprend en son mouvement la décadence, effectivement de toute façon, par l'éternel retour lui-même, elle va revenir. Et s'il dit moi je veux être un *Jasagender*, moi je veux dire « oui ! » au destin, alors il va aussi dire « oui ! » à des périodes de décadence, et si on veut être très méchant et considérer sa propre biographie, souvent de larges parties de sa vie à lui, c'était aussi une vie de décadence dans le sens où lui il l'a décrite : parce que parfois pendant des semaines, il ne sortait pas de chez lui. Il n'arrivait pas à trouver cette force qui est la force de celui qui n'est pas décadent. Lui aussi, il était faible. Lui aussi, il suscitait de la pitié. Lui aussi, il était très compassionnel lui-même. Il fait des analyses très affirmées contre la compassion, mais lui il était compassionnel lui-même et il suscitait aussi de la compassion auprès de son entourage. Il le savait bien. Et il le voulait aussi la susciter. Quand on lit ses lettres, il y a des lettres où c'est très clair que Nietzsche veut que l'autre dise « ah oui, tu vas très mal, je te plains, oui t'as pas de chance... », etc.

#### Hubert Hausemer :

Je n'ai aucune critique à faire à votre exposé. Je pense que le portrait que vous avez tracé de Nietzsche correspond à peu de choses près à la manière dont moi aussi je vois cet auteur, mais c'est tant pis pour Nietzsche. Il y a en effet une méthode dangereuse de présenter Nietzsche, dangereuse pour Nietzsche, c'est la méthode que notre collègue Harpes a justement vue à l'œuvre dans votre exposé : Nietzsche par lui-même. C'est très dangereux, parce que quand je lis ses textes attentivement, moi en tout cas il me prend la furieuse envie d'appliquer Nietzsche à Nietzsche. Vous

avez présenté une longue citation à peu près à la fin du premier... votre exposé, tirée de 'Ecce Homo' où, soit dit en termes un peu vulgaires, Nietzsche nous fait comprendre que : Les autres se sont tous fait avoir, mais à moi, on ne la fait pas. Or, si quelqu'un m'arrive comme cela, je ne peux m'empêcher de me demander ce qui se cache derrière de tels propos. Ce n'est pas par hasard, à mon avis, que p.ex. le thème du **ressentiment** est si important chez Nietzsche. Je pense, moi, qu'il était un homme du ressentiment à bien des égards, et cela se remarque par exemple dans sa critique de Kant. Je n'ai rien contre ceux qui adressent des critiques à Kant ; mais celle que fait Nietzsche, c'est la critique de quelqu'un qui n'arrive pas à la hauteur de celui qu'il critique, et qui au moins obscurément le sait et en enrage. Il en va de même de sa méthode généalogique ou, en d'autres termes, de sa méthode psychologique. J'ai bien envie de l'appliquer à lui-même : Quelqu'un qui, toute sa vie durant, était malade, faible, qui n'a pas réussi, eh bien, si on avait connu Nietzsche avant ses écrits, jamais on n'aurait pu déduire de sa personnalité ce qu'il a écrit par la suite. J'exagère, je le reconnais, mais c'est comme cela que je vois notre auteur. La question pour moi c'est : Est-ce que Nietzsche est un philosophe au vu de toutes les contradictions qui figurent dans ses textes ? On trouve chez lui en effet tout et son contraire, des absurdités même. Sa méthode du soupçon, qui consiste à chercher à tout démasquer, suppose ipso facto que c'est lui qui détient la vérité, que c'est lui qui voit clair, ce qui est un comble chez quelqu'un pour qui le concept même de vérité n'a pas de sens. Chaque fois que je lis Nietzsche, je suis désarmé. **Je ne sais quoi en faire**, et si en plus, comme vous dites, il n'a pas de solutions à nous proposer, je me demande même si les questions qu'il pose sont d'une quelconque importance et utilité.

**André Elvinger** : Il faut dire que quant aux solutions à trouver, je rappelle quelqu'un qui n'était pas philosophe, mais un grand juriste, Demogue, qui a pour la première fois découvert une distinction entre les obligations de moyen et les obligations de résultat. Et alors, j'ai quand même compris que chez Nietzsche, ce qu'il veut c'est que l'on emploie les moyens qu'on a à sa disposition. A cet égard, mais je m'arrête là, Demogue est plus facile à lire que Nietzsche.

**Julie Suzanne Bausch** : Je ne me rappelle plus l'auteur [Pierre Boudot, Nietzsche en miettes], mais il y a un livre qui fait justement cette application de l'analyse de Nietzsche qui au début, il faut le dire, dans ses premiers œuvres, était plus honnête avec lui-même qu'à la fin. Cela c'est évident et c'est de plus en plus souvent, quand il parle, je crois, qu'il utilise l'image du *Bohrender*. On a l'impression qu'au lieu d'aller chercher

de plus en plus à forer en lui-même au lieu d'aller chercher ailleurs. Il se perd un peu plus en lui-même. Il est toujours en train de mijoter dans ses propres problèmes et ses propres vues des choses. L'analyse qu'il se peut bien que Nietzsche ait reconnu que *lui-même* est motivé du ressentiment, comme tous plus ou moins fortement, et que *lui-même*, comme je l'ai dit avant, est peut-être un décadent, que cela l'a extrêmement choqué et que peut-être à cause de cela, il a attaqué... Il a aussi ses dogmes : j'ai trouvé la vérité ! Il faut bien dire que l'*Ecce Homo* est une de ses dernières œuvres, donc là la maladie aussi a déjà progressé... je pense que c'est Safranski qui, dans sa biographie a dit : Parfois Nietzsche est comme le type qui est en chaise roulante qui se met dans une pente pour avoir un peu de vitesse... Il faut dire, moi je n'ai peur de rien, mais je vais me mettre dans une pente et tant pis si je n'arrive pas à freiner. Donc, là effectivement, quand on lit Nietzsche de façon intellectuelle, il agace. Parce qu'il y a tout, tout et son contraire. Je prends un exemple : je viens de lire un passage sur Jésus. D'un côté, il dit que c'était un faible, c'était un moins que rien, c'était je ne sais pas quoi, à un autre endroit il dit : ah ! Malheureusement il est mort trop jeune, parce que s'il n'était pas mort aussi jeune, alors il aurait pu faire de grandes choses ! Il lit cela dans un espace de 4 pages. Ce qui est vrai, c'est que Nietzsche n'a mis aucun filtre. On voit aussi que ses textes, quand on voit ses textes, quand tout cela serait encore plus élaboré, mais plus les ouvrages sont tardifs, plus on voit qu'il n'y a pas de « système ». Il écrit des passages de 3 phrases ou de 3 pages, etc. Donc, on voit très clairement que là ... C'est pour cela qu'il utilise aussi l'image du jeu et de la danse. On peut seulement lire Nietzsche à distance, parce que sinon on est soit agacé à mort et on ne le lit plus jamais ou bien on tombe dans ce culte qui prend à la lettre chaque mot qu'il dit. Et là, il avait quand-même l'honnêteté de toujours dire : Je ne veux pas avoir de gens qui me prennent à la lettre, parce qu'on a vu où, parfois, cela peut mener...

**Georges Als** : J'ai la même réaction qu'Hubert Hausemer, sans avoir sa compétence philosophique. A chaque fois que j'ai essayé de me plonger dans la lecture de Nietzsche, c'était une délectation artistique littéraire et une déception logique, parce qu'on arrive toujours à se demander, mais qu'est-ce qu'il veut donc finalement dire ? D'autre part, si les mots ont un sens, la théorie du Surhomme qu'il développe dans Zarathoustra donne quand-même à réfléchir. Nietzsche était en somme un romantique attardé qui admirait les héros, les grands conquérants du type Napoléon, et j'arrive difficilement à croire que s'il avait vécu un demi siècle de plus, qu'il n'aurait pas été alors un admirateur de Hitler, qui était le type du

Surhomme qui subjuguait les autres. Il commence chaque dimanche une émission intitulée *das Schatzkästlein*, de réflexions littéraires et philosophiques sur ce qui se passait dans le monde, et ces émissions étaient émaillées de citations de Nietzsche, ce qui prouve donc bien que dans l'œuvre de Nietzsche on peut trouver par mal de choses à l'appui d'un régime dictatorial. Maintenant il y a toujours eu des défenseurs de Nietzsche, mais je crois que si les mots ont un sens, il nous a quand-même clairement dit dans Zarathoustra que le sens de l'histoire était de produire le Surhomme : *Der Mensch ist ein Seil, gespannt zwischen Tier und Übermensch* et toute l'humanité médiocre ne compte pas. Le sens de l'histoire, c'est de produire des Surhommes du type Napoléon, Hitler, Stalin, Mao Zedong, ça c'est les Surhommes, ou alors les mots n'ont pas de sens.

**Julie Suzanne Bausch** : Nietzsche n'est pas logique, mais pas logique du tout et on ne sait pas si c'était parce qu'il était incapable d'écrire de façon logique et qu'il masquait cette incapacité en disant, moi je ne veux pas être logique, ou s'il ne voulait vraiment pas être logique. Cela, on ne le saura jamais. Pour ce qui est du Surhomme, c'est juste le contraire des personnages que vous avez cités. Toutes les définitions que donne Nietzsche, prouvent le contraire. Par exemple, il dit : le Surhomme ne parle pas à la masse. Il ne veut pas être porté par la masse, il est solitaire, et surtout il ne veut pas qu'il soit *réalisé*, parce qu'il dit : si le Surhomme est réalisé, matérialisé, dès qu'il est là, il n'est plus Surhomme, alors il est à nouveau *letzter Mensch*. Et c'est aussi pour cela que Markuse, il a dit justement, que le problème c'est que son vocabulaire a pu être utilisé comme ça [de façon pervers] et c'est aussi arrivé à Kant ; il y a des études aujourd'hui, des études très sérieuses, qui montrent que les camps de concentration sont organisés selon le schéma de pensée kantienne ! Et Kant ne peut pas se défendre ! Nietzsche ne peut pas se défendre ! Cela fait peut-être une des facettes les pires à penser que les autres formes de despotismes n'ont pas réussi à étendre de pareille façon, c'est que le nazisme corrompt tout ce dont il s'approche. Dès qu'il y avait aussi les citations et ce sont des mots, des « trucs » que les gens n'arrivaient même pas/plus à déchiffrer. Et là c'est le « *Übermensch* », là c'est la « *Züchtung* », tous ces termes qui ont une résonance horrible et c'est précisément là que ces gens-là [= nazis] ont commencé à puiser leurs pseudo citations. Et c'est tout le problème, c'est qu'il y avait ces mots, donc quand on cite Nietzsche, on peut le citer dans ce contexte-là, parce qu'il a utilisé les mots comme « *Blonde Bestie* », « *Herdentier* », « *Züchtung* », « *Herrenmensch* », etc. Les mots sont là et donc s'il a une responsabilité, en vu de quelque



extrémisme que ce soit, c'est qu'il avait utilisé ces mots et qu'il n'a pas pensé ce qu'on pourrait en faire. Parce que s'il n'y avait pas de fascisme et de nazisme à son époque, il y avait déjà des extrémismes, il y avait déjà, par exemple, des « protonazis » [cf. *Burschenschaften*, cf. beau-frère de Nietzsche], c'est vrai. Est-ce qu'il ne se rendait pas compte ? Est-ce qu'il ne voulait pas se rendre compte ? Est-ce qu'il vivait tellement dans son petit monde. Il était extrêmement isolé : quand on lit son œuvre, même ses lettres, on voit qu'il vivait vraiment dans un monde clos. Est-ce que c'était comme ça qu'il ne se rendait pas compte que ses textes, que ses concepts pourraient être à tel point pervertis ? Ou est-ce que ça ne lui importait pas ? Ce serait grave aussi. On ne sait pas. Mais les personnages comme effectivement Mussolini, Hitler, etc, c'est pas ce que, lui, a défini comme surhomme, c'était le contraire, mais le surhomme n'est pas réalisable. Ou c'était des, comment dire, des tentatives ratées de surhomme mal conçu. [Le seul personnage historique se rapprochant un tant soit peu de la vision nietzschéenne du surhomme est Jésus !]

**Jean Hoss :** J'ai une question d'observation. En vous écoutant, on a presque l'envie de relire Nietzsche pour vérifier ce que vous nous avez si brillamment dit, mais on a dit qu'il faut lire **Nietzsche à distance**. Ma question est : à quelle distance faut-il le faire ? Peut-être que si vous êtes à nous faire une conférence sur les relations de Nietzsche et de Wagner, nous comprendrons.

**Julie Suzanne Bausch :** Dans le contexte de Nietzsche et Wagner, c'est quand Wagner a commencé à devenir de plus en plus « *Deutschtümmler* » et « teutonisant », c'est là que Nietzsche était dégoûté de son ami. C'est l'amitié qui n'a pas résisté au changement de Wagner et si cette amitié a été perdue, c'est que Nietzsche a critiqué justement cette – je ne me rappelle plus le terme – oui, c'était « *Deutschtümmelei* », la façon de tout germaniser, ses idéaux, ses pseudo idéaux germaniques, etc. Peu à peu... Il était extrêmement épris de Wagner ; il était le musicien, lui était le penseur, [Apollon et Dionysos ?] ...même pas d'un jour à l'autre, il se dit : « *Là il va dans un sens, il pervertit la vie, il pervertit la musique, etc. Il tombe dans le mouvement inverse.* »

**Claude Schmit :** Si je peux me permettre une dernière question : Est-ce que c'est de la littérature ou est-ce que c'est de la philosophie ?

**Julie Suzanne Bausch :** Je pense que si on ne veut pas se laisser embarquer ni d'un côté ni de l'autre, il vaut mieux le lire comme un auteur, comme de la littérature. Quand on a peur de se faire embarquer. Dès qu'on met de la logique, dès qu'on met de la – comment dire – de l'humanité au sens premier du terme dans sa lecture, soit on se fait embarquer dans un sens exagéré, soit on est trop choqué pour continuer à lire. Le même conseil a été donné par Rushdie à qui veut lire ses versets sataniques et auquel il a dit « *si vous ne voulez pas être choqués ni dégoûtés ni trop attirés par mon œuvre, lisez-la comme un roman, lisez-la de façon littéraire.* » Mais évidemment tout un chacun qui écrit, pense aussi, donc il y a aussi de la philosophie, mais pour moi, personnellement, Nietzsche est plus poète et même pas écrivain, même plus poète que philosophe, si je devais choisir, si on me disait « *Tu dois trancher* », moi je dirais même pas « écrivain », mais « poète ». [au sens vrai du terme, i.e. « créateur »]

**Claude Schmit :** Et alors on peut se permettre aussi de rester fasciné par Nietzsche ?

**Julie Suzanne Bausch :** Voilà. Parce qu'on n'a pas tendance à le – comme le disait Markuse - à le mettre « *in unsere Wirklichkeit* », parce que là il ne tient pas la route [heureusement].

## L'ISLAM, LES LUMIÈRES ET LA DÉMOCRATIE

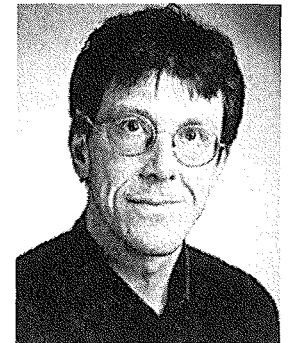
---

par

Norbert Campagna

---

Norbert Campagna a fait des études de philosophie et de lettres anglaises aux universités de Heidelberg et de Cambridge. Il a obtenu son doctorat en philosophie à l'Université de Trêves et son habilitation à diriger des recherches à l'Université de Paris Est. Il est actuellement professeur-associé de philosophie à l'Université du Luxembourg et professeur de philosophie au Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette. Auteur de 22 livres, il a notamment publié *Alfarabi. Ein Denker zwischen Orient und Okzident* (Berlin 2010). Dernière publication en date : *L'éthique de la sexualité* (Paris 2011).



### Résumé

*Dans ma contribution, je me propose, dans un premier temps, de montrer les tensions qui existent dans le monde arabo-musulman au sujet du rapport entre islam, Lumières et démocratie. Le soi-disant « choc des civilisations » se retrouve déjà sous la forme d'un choc à l'intérieur d'une seule et même civilisation. La deuxième partie de ma contribution retracera, dans ses grandes lignes, les aléas de la philosophie d'origine grecque dans le monde arabo-musulman. Nous verrons que durant les premiers siècles de son existence, ce monde a connu une opposition entre différents courants : un courant ultra-rationaliste représenté par les philosophes, un courant rationaliste modéré représenté par les théologiens mutazilites et un courant fortement volontariste représenté par les théologiens asharites. C'est ce dernier courant qui l'a remporté et qui a marqué de son empreinte le développement du monde musulman. Mais contrairement au volontarisme dans le monde occidental, tel que nous le trouvons par exemple chez Guillaume d'Ockham, le volontarisme musulman n'a pas*

partie de ma contribution sera consacrée à la pensée politique telle qu'elle s'est développée dans le monde arabo-musulman. Dès les premières décennies de son existence, ce monde s'est trouvé confronté à des problèmes politiques fondamentaux qui ne concernaient pas seulement l'identité du détenteur du pouvoir, mais aussi les normes auxquelles ce détenteur était soumis et les fins qu'il devait poursuivre.

### Table des matières

Introduction.....	3
1. Vues sur l'islam, d'hier et d'aujourd'hui .....	6
2. La raison philosophique dans le monde arabo-musulman .....	11
3. La question de la légitimité politique.....	18
Bibliographie.....	24

## L'ISLAM, LES LUMIÈRES ET LA DÉMOCRATIE

### Introduction

L'islam est-il perméable à l'esprit des Lumières et à celui de la démocratie ou bien est-il un système qui ne peut accueillir aucune de ces deux « inventions » de ce que l'on coutume, d'une manière un peut réductrice, d'appeler l'Occident ? C'est là une question qui n'est pas nouvelle dans le monde chrétien – ni d'ailleurs dans le monde musulman –, et à laquelle d'aucuns apportent une réponse franchement négative, d'autres une réponse nuancée et d'autres encore une réponse résolument positive. Avant de nous tourner vers ces réponses, essayons d'abord de définir, de manière succincte, l'esprit des Lumières et l'esprit de la démocratie.

L'esprit des Lumières est l'esprit qui anime la pensée philosophique européenne depuis le temps des présocratiques. Ce qui distingue cet esprit, c'est l'insistance sur le rôle de la raison – d'une raison conçue, en principe du moins, comme commune à tous les êtres humains –, dans la connaissance du réel, peu importe que cette raison cherche, comme c'est le cas dans le rationalisme, à connaître directement et sans l'intermédiaire des sens un réel qui transcende – de manière radicale ou de manière seulement immanente – le monde accessible par les sens, ou que, de manière plus modeste, comme c'est le cas dans l'empirisme, elle cherche à reconstruire, voire à construire un monde uniquement à partir des données de l'expérience sensible et sans s'autoriser un saut qui dépasserait ces données. Immanuel Kant caractérisera cet esprit en le définissant en termes de courage de se servir de sa propre raison et de lutte contre cette indolence qui nous pousse souvent à accepter des affirmations sans les avoir soumises à un examen critique. L'esprit des Lumières est donc d'abord et avant tout un esprit critique.

L'esprit de la démocratie est presque contemporain de l'esprit des Lumières. Certes encore limitée aux hommes libres et athéniens, la démocratie athénienne préfigure toutefois, dans les limites qui sont les siennes, l'idée qu'une décision qui affecte la communauté entière ne doit être prise qu'après avoir consulté cette communauté, soit directement, comme cela se faisait à Athènes, soit indirectement, comme cela se fait dans les démocraties représentatives. La démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Et l'esprit de la démocratie est

précisément cet esprit qui tient compte du peuple, non seulement comme objet du politique, mais aussi et surtout comme sujet.

Précisons tout de suite que si la démocratie est simplement définie comme un type de gouvernement où c'est la majorité qui décide, elle ne correspond pas nécessairement à l'esprit des Lumières, car rien ne garantit que la majorité soit éclairée. Mais réduire la démocratie à un simple mécanisme de prise de décision, c'est trahir son esprit. La démocratie c'est aussi, et peut-être surtout, la délibération libre qui doit précéder toute prise de décision, une délibération qui doit permettre aux défenseurs de différents points de vue de s'exprimer et d'articuler les arguments qui parlent en faveur de leur position. Dans une démocratie idéale, c'est le point de vue le plus compatible avec la raison publique qui doit l'emporter. Le vote démocratique n'a de valeur légitimatrice véritable que s'il est éclairé. Ou pour le dire autrement : Le vote démocratique sera d'autant plus légitimant qu'il sera éclairé. Et toute politique démocratique devra avoir pour objectif premier de promouvoir l'esprit des Lumières.

Notre question initiale « L'islam est-il perméable à l'esprit des Lumières et de la démocratie ? » se résume donc celle de savoir s'il y a, dans l'islam, une place pour la raison, et plus précisément pour ce type de raison qui nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui et qui nous permet aussi de reconnaître toutes les déficiences qui affectent encore notre situation actuelle.

Dans cette contribution, je me propose d'esquisser dans ses grandes lignes une réponse à la question qui vient d'être posée. Dans une première partie, je confronterai des points de vue d'hier et d'aujourd'hui. Le président du Parlement de Bordeaux, le baron Charles de Montesquieu, y côtoiera Al-Zawahiri, l'un des principaux dirigeants d'Al-Qaïda, et Alexis de Tocqueville y côtoiera Al-Ashmawy, l'un des principaux penseurs d'un islam réformé. Cette première partie montrera que les jugements portés sur l'islam et sur sa capacité à laisser une place à la raison sont pour le moins contradictoires. Cela tient au fait que l'islam n'est pas une doctrine homogène. Il n'y a pas un islam, mais des islams. Ou pour le dire encore autrement, il y a plusieurs lectures ou interprétations possibles, et pas nécessairement compatibles entre elles, d'un corpus de textes.

La seconde partie nous fera faire un voyage dans le temps. J'y dresserai un bref portrait du monde arabo-musulman des premiers siècles de l'ère hégirienne, qui débute en 622 avec la fuite vers une oasis qui, avant de devenir la cité – *madina* en arabe – du Prophète, s'appelait Yatrib. Ces premiers siècles sont ceux où le monde arabo-musulman entre en contact avec la philosophie grecque, où celle-ci attire certains, comme nous dirions aujourd'hui, intellectuels musulmans, mais ce sont aussi les siècles où naît déjà ce choc des civilisations que certains diagnostiquent dans notre

monde contemporain. Mais notons d'emblée qu'à l'époque dont nous parlons, ce choc est avant tout un choc à l'intérieur d'une civilisation, un choc entre, d'une part, ceux qui, estimant que l'arabe est la langue de Dieu, refusent la logique grecque, c'est-à-dire les règles du *logos*, du parler des Grecs, comme arbitre suprême dans les débats théologico-philosophiques concernant par exemple la question de la liberté humaine, et de l'autre ceux qui, au contraire, veulent faire de cette logique un instrument permettant de trancher dans les débats théologico-philosophiques. Cette deuxième partie montrera que le monde arabo-musulman est perméable aux Lumières.

La troisième partie nous fera aussi faire un voyage dans le temps. Dès ses débuts, le monde arabo-musulman se trouve devant une question à laquelle le prophète n'a pas voulu ou n'a pas pu ou n'a pas su donner de réponse claire : Quelle doit-être l'organisation politique de la communauté des fidèles ? Quelques paroles très claires du prophète prononcées sur cette question capitale, et la face du monde aurait sans nul doute été radicalement changée. Mais les choses ayant été ce qu'elles ont été, le monde arabo-musulman n'a cessé de s'entredéchirer politiquement. De ces luttes politiques ont émergé des théories politiques, et dans la troisième partie de ma contribution, je me propose d'en présenter certains traits afin de voir si l'islam peut accorder une place à la démocratie.

Pour que les choses soient claires : Mon but n'est pas de faire l'apologie de l'islam ou de montrer que l'islam est meilleur que d'autres religions. L'islam est, et en cela il ressemble au christianisme, une vision globale du monde qui peut être interprétée de manières fort différentes, voire contradictoires. L'idée d'une transcendance de la Loi, par exemple, peut aussi bien devenir un ferment réformateur voire révolutionnaire – lorsque toutes les institutions humaines sont considérées comme des imitations toujours imparfaites, mais aussi indéfiniment perfectibles de la Loi – qu'un instrument de domination – lorsque certains hommes se proclament les seuls interprètes autorisés de cette Loi, leur parole étant présentée comme celle de la loi elle-même. Condamner l'islam – ou d'ailleurs n'importe quelle autre religion – pour le simple fait que nous y trouvons l'idée de transcendance, ne me semble guère judicieux. Si quelque chose doit être condamné, c'est tout au plus l'usage qui est fait de cette notion.

Cette contribution part d'un double constat. D'abord, je constate que l'islam est aujourd'hui la religion d'une grande partie de l'humanité et qu'il tend à devenir, pour certains, une force identitaire importante, c'est-à-dire un moyen de s'affirmer comme existant dans un monde qui tend toujours plus vers l'assimilation et l'homogénéisation. Cela vaut aussi, et peut-être même surtout, dans nos sociétés occidentales, qui comptent parmi leurs habitants un nombre parfois élevé de personnes se réclamant de l'islam. Ensuite, je constate que certains proposent aujourd'hui une lecture

la simplicité et réductrice de l'islam. Et notons qu'il ne s'agit pas seulement de certains Occidentaux qui, pour faire plus facilement haïr l'adversaire qu'ils veulent combattre, le peignent sous ses traits les plus horribles – lapidation publique des femmes, etc. –, mais qu'il s'agit aussi de certaines personnes qui veulent revenir à un islam soi-disant pur, à un islam qui serait libéré de toutes les scories impies qui se sont accumulées au cours de siècles et en l'absence de vrais gardiens de la pureté de la foi.

L'islam est à la fois la religion d'un prophète qui, selon un hadith<sup>1</sup>, a interrompu sa prière pour s'occuper d'un enfant qui pleurait, indiquant qu'Allah pouvait aussi attendre, que celle d'un prophète qui a ordonné qu'un homme qui s'accusait d'adultère soit lapidé – mais, et c'est important de le noter, après avoir deux fois feint de ne pas entendre ces accusations et après avoir suggéré à l'homme de se déclarer fou, ce qui lui aurait permis d'échapper à toute sanction.

### 1. Vues sur l'islam, d'hier et d'aujourd'hui

Dans *L'esprit des lois*, Montesquieu, reflétant ce qui semble bien être un lieu commun de l'époque, donne le titre suivant à l'un des chapitres de son œuvre majeure : « Que le gouvernement modéré convient mieux à la religion chrétienne et le gouvernement despotique à la mahométane »<sup>2</sup>. Rappelons que pour Montesquieu, un gouvernement modéré est un gouvernement dont l'action peut être limitée soit par une distribution des pouvoirs – comme c'est le cas pour l'Angleterre, dont notre auteur fait le paradigme du gouvernement modéré –, soit par la vertu – mais c'est là un idéal qui est probablement hors de portée des humains, même si la religion peut, à maints égards et en partie au moins, suppléer à la vertu. Dans un gouvernement modéré, les individus n'ont pas à vivre dans une crainte constante d'être arrêtés et emprisonnés. Un gouvernement despotique, par contre, est un gouvernement où règne la volonté arbitraire du prince et où les individus ne sont jamais à l'abri des soubresauts de ses humeurs ou caprices.

Dans le chapitre de *L'esprit des lois* qui suit celui auquel nous venons de faire allusion, Montesquieu justifie de la manière suivante la préférence que l'on devrait accorder à la religion chrétienne par rapport

1 Les hadiths sont les faits et gestes du prophète tels qu'ils ont été transmis par ses compagnons. Au 9<sup>e</sup> siècle, plusieurs auteurs, dont Boukhari, rassemblent ces hadiths en ne retenant que ceux qui s'inscrivent dans une chaîne de transmission fiable. Des quelques 600 000 hadiths qu'il aurait récoltés, Boukhari n'en a retenu qu'à peine 2%. Les hadiths constituent, avec le Coran, l'un des deux grands piliers de la jurisprudence musulmane.

2 Charles de Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Gallimard 1951, Livre XXIV, chapitre 3.

à la religion musulmane : « Sur le caractère de la religion chrétienne et celui de la mahométane, on doit sans autre examen, embrasser l'une et rejeter l'autre : car il nous est bien plus évident qu'une religion doit adoucir les mœurs des hommes qu'il ne l'est qu'une religion soit vraie. C'est un malheur pour la nature humaine, lorsque la religion est donnée par un conquérant. La religion mahométane, qui ne parle que de glaive, agit encore sur les hommes avec cet esprit destructeur qui l'a fondée »<sup>3</sup>. Comme il le dit lui-même à un autre endroit de son ouvrage, Montesquieu, ne faisant pas œuvre de théologien, ne s'intéresse pas à la question de la vérité d'une religion, mais, en tant que théoricien du politique qu'il veut être, uniquement à son utilité politique. Et de ce point de vue, la religion chrétienne, malgré les méfaits de l'Inquisition qu'il ne passe pas sous silence, bien au contraire, lui apparaît bien plus apte à adoucir les mœurs et donc à préparer le terrain pour un gouvernement modéré que cela n'est le cas pour la religion musulmane. Alors que Jésus a conquis les cœurs des hommes par la parole, Mahomet, pour sa part, s'est servi du glaive. Qui plus est, alors que la parole du Christ est une parole de paix, la parole de Mahomet, ou plutôt la parole dont Mahomet se prétend être le transmetteur, est une parole de guerre. La religion chrétienne a contribué à adoucir les mœurs, la religion musulmane les a conservés dans un état de barbarie.

Les paroles de Montesquieu contre l'islam s'inscrivent dans une longue histoire que Franco Cardini résume comme suit : « D'abord, on avait dénoncé un faux prophète et une religion légitimant la violence et les débordements sexuels ; ensuite, les chansons de geste avaient popularisé l'image d'un peuple composé de monstres, idolâtre et démoniaque ; venait maintenant [à l'époque de la Renaissance – N.C.] l'ère du mépris déclaré pour leurs 'philosophes', trop longtemps célébrés [...] »<sup>4</sup>.

A lire les lignes suivantes d'un auteur musulman contemporain, il semble qu'il faille donner raison à Montesquieu et à ceux qui ont, pendant des siècles, associé islam et violence : « Si notre but est aujourd'hui d'établir un califat selon la règle du Prophète, et si nous espérons que cet Etat soit fondé principalement – à ce qu'il nous semble – au cœur du monde musulman, votre jihad et vos sacrifices seront, si Dieu le veut, un pas de géant vers la réalisation de ce but »<sup>5</sup>. Ces mots sont tirés d'une lettre qu'Al-Zawahiri a adressée le 9 juillet 2005 à Al-Zarqawi. Le jihad dont il

3 Ibid., Livre XXIV, chapitre 4.

4 Franco Cardini, *Europe et Islam. Histoire d'un malentendu*, Paris, Editions du Seuil 2002, p. 163. Traduit de l'italien par Jean-Pierre Bardos.

5 Lettre d'Al-Zawahiri à Al-Zarqawi. Dans : Gilles Kepel et Jean-Pierre Milleli (sous la direction de), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, Presses Universitaires de France 2008 (édition revue et augmentée), p. 425. Traduit de l'arabe par Jean-Pierre Milleli.

est ici question est l'effort armé mené par les vrais croyants contre tous les mécréants et leurs acolytes, y inclus ceux qui se disent musulmans, mais qui ne le sont pas vraiment. Cet effort armé a pour but l'établissement, ou plutôt le rétablissement du califat. Aboli officiellement en 1923 par Mustapha Kemal Atatürk, le califat avait été, depuis l'an 632, soit près de 1300 ans, l'expression politique de l'*umma*, c'est-à-dire de cette grande communauté des serviteurs d'Allah, une communauté, qui en principe du moins, devait mettre au second rang toutes les distinctions de nature ethnique ou nationale. Dès leur création en 1928, les Frères Musulmans égyptiens, dont de nombreux jihadistes actuels sont les héritiers spirituels, avaient inscrit le rétablissement du califat à leur programme politique. Il s'agissait donc pour eux de revenir à cette institution des origines dans laquelle ils voyaient la seule expression politique possible pour l'islam.

Comme il ressort d'un autre texte d'Al-Zawahiri, les jihadistes ne conçoivent pas le califat en termes de gouvernement démocratique : « La démocratie est une nouvelle religion, car si en islam la législation vient de Dieu (qu'il soit exalté !), cette capacité en démocratie incombe au peuple. Il s'agit bien d'une nouvelle religion qui repose sur la déification du peuple et qui lui confère le droit de Dieu ainsi que Ses attributs ; cela revient à associer des idoles à Dieu et à tomber dans l'impiété [...] »<sup>6</sup>. Et un peu plus loin nous pouvons lire : « Si tu considères, mon cher frère, le droit positif comme impie, comme il se doit, sache que la démocratie est encore plus impie, car la capacité à légiférer dans le droit positif est entre les mains d'une élite de spécialistes du droit, alors qu'en démocratie, la capacité de légiférer est tout entière entre les mains du peuple »<sup>7</sup>. Pour Al-Zawahiri, l'expression politique que doit prendre l'islam ne saurait en aucun cas être une démocratie, car la démocratie fait du peuple l'ultime instance normative, c'est-à-dire la source ultime de toutes les normes. Or cela équivaut à destituer Allah de la place qu'il occupe et qu'il est seul à pouvoir occuper. L'islam est par essence théocratique et non pas démocratique. Allah est la source légitime de la normativité, et le message qu'Allah a laissé aux hommes se trouve dans le Coran et dans la Sunna du Prophète. D'un point de vue juridique, il se trouve articulé dans la charia, et tout Etat qui prétend légitimement revendiquer le qualificatif de musulman se doit d'appliquer la charia à la lettre. Dans la mesure où le droit existe déjà et, surtout, dans la mesure où ce droit est d'origine divine et est de ce fait parfait et éternel, toute législation est inutile. Un Etat musulman n'a donc

6 Conseil à l'*umma* de rejeter la fatwa du cheikh Ben Baz autorisant l'entrée au parlement. Dans : *ibid.*, p. 267.

7 *Ibid.*, p. 277.

[9] pas besoin d'un parlement, mais tout au plus de spécialistes de la charia, dont la tâche sera de trouver un passage du Coran ou un hadith approprié à toute nouvelle situation qui se présente. Et il faudra bien entendu aussi un calife qui se chargera d'une part de faire scrupuleusement appliquer les normes de la charia et qui veillera d'autre part à ce que les musulmans puissent vivre leur religion dans la paix et dans l'ordre.

Des propos que nous venons de citer et de discuter, il semble ressortir assez clairement que l'islam est incompatible avec la démocratie libérale. Mais comparons ce constat avec ce qu'écrit Al-Ashmawy, un auteur musulman du 20<sup>e</sup> siècle : « [L']islam fut une des plus grandes révolutions libérales de l'histoire et [...] la *shari'a*, à travers la notion de consultation (*shura*), contient le plus bel appel à la démocratie qui soit »<sup>8</sup> (*L'islamisme contre l'islam*, p. 61-62). Si l'islam « contient le plus bel appel à la démocratie qui soit », comment se fait-il qu'Al-Zawahiri puisse nous présenter la démocratie comme étant une forme d'impiété ? A moins de supposer, ce que personne n'oserait faire, que Dieu lui-même ait appelé les hommes à l'impiété, il faudra supposer que l'un au moins des deux auteurs que nous venons de mentionner se trompe. En fait, ce qui est en jeu ici, c'est l'interprétation du Coran et de la Sunna et, au-delà encore de cette interprétation, la question des principes de l'interprétation.

Selon Abdul Karum Soroush : « L'islam est une série d'interprétations de l'islam »<sup>9</sup>. Il y a certes le Coran et la Sunna, mais il y a aussi les hommes qui font dire des choses au Coran et à la Sunna. Et Al-Zawahiri leur fait manifestement dire autre chose qu'Al-Ashmawy. Dans ce contexte, Abdelwahab Meddeb, dans son livre *La maladie de l'islam*, fait état d'un « écart entre l'islam ancien, intelligent et aimable, et les formes politiques de l'islam actuel, bêtes et détestables »<sup>10</sup>. Il semble donc y avoir, au sein de la communauté musulmane, une sorte de querelle entre les Anciens et les Modernes. Mais notons d'emblée que cette manière de présenter la chose peut prêter à confusion, car tant Al-Zawahiri que Meddeb se réfèrent à l'islam ancien, le premier pour prôner des positions que le second qualifie de « bêtes et détestables », le second pour prôner des positions que le premier qualifierait d'impies. Lorsque Montesquieu condamne l'islam, ce n'est pas seulement celui du 18<sup>e</sup> siècle qu'il condamne, mais aussi celui du 7<sup>e</sup> siècle. Pour l'auteur de *L'esprit des lois*, c'est l'idée-même d'un islam

8 Muhammad Saïd Al-Ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, La Découverte 1989, p. 61-62. Traduit de l'arabe par Richard Jacquemond avec la collaboration de Iman Farag et Raphael Costi.

9 Cité dans Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Paris, Albin Michel 2008, p. 59.

10 Abdelwahab Meddeb, *La maladie de l'islam*, Paris, Editions du Seuil 2002, p. 155.

il est des lors illusoire d'attendre du monde musulman qu'il emprunte les voies de la démocratie et du libéralisme – du gouvernement modéré, aurait dit Montesquieu – tant qu'il restera musulman. L'esprit des Lumières et celui de l'islam semblent bien être incompatibles pour le penseur français.

Un siècle après Montesquieu, Alexis de Tocqueville consacra aussi quelques réflexions à l'islam. Si le terme de référence avait été pour Montesquieu l'islam oriental, et notamment ottoman, Tocqueville connaît l'islam surtout par le contexte nord-africain. Dans une lettre du 23 juin 1837, il estime que les Arabes « appartiennent à cette race mobile et indomptable qui adore les jouissances physiques, mais qui place la liberté au-dessus de tous les plaisirs »<sup>11</sup>. Deux mois plus tard, il constate que chez les musulmans aussi, « les croyances religieuses perdent sans cesse de leur vigueur et deviennent de plus en plus impuissantes à lutter contre les intérêts de ce monde »<sup>12</sup>. Et de poursuivre en disant que les Européens n'ont pas besoin de craindre les passions religieuses des musulmans.

Pour qui connaît Tocqueville, ces deux passages n'apparaîtront pas simplement comme deux constats que l'on ne peut que juxtaposer et qui sont sans le moindre rapport entre eux. Pour Tocqueville en effet, le principal ennemi de la liberté n'est pas, comme certains le pensent aujourd'hui, la religion, mais l'adoration des jouissances physiques, la recherche des plaisirs. Des hommes qui ne connaissent que la recherche des plaisirs n'accorderont plus d'importance à la liberté, et surtout, ils ne seront plus prêts à se sacrifier pour la préservation de cette liberté. Dans un passage célèbre de cette œuvre toujours actuelle qu'est *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville affirme que s'il veut être libre, l'homme doit croire, et qu'avec la perte de la foi, il finira aussi par perdre sa liberté. De ce fait, la perte de foi que Tocqueville constate dans sa lettre du mois d'août pourrait bien être prémonitoire d'une nouvelle hiérarchisation chez les Arabes, de sorte qu'ils placeront non plus « la liberté au-dessus de tous les plaisirs », mais tous les plaisirs au-dessus de la liberté, permettant ainsi que cette dernière leur soit ôtée par quelqu'un qui leur promettra « tous les plaisirs ».

Dix ans après ces deux lettres dont nous venons de citer des passages, Tocqueville rédige un projet de loi relatif à l'Algérie. En mettant entre parenthèses l'objectif de ce projet de loi, nous en retiendrons une phrase, à savoir : « L'islamisme n'est pas absolument impénétrable à la lumière ;

11 Alexis de Tocqueville, Première lettre sur l'Algérie. Dans : Alexis de Tocqueville, Œuvres complètes. Tome III. Ecrits et discours politiques. *Volume I*, Paris, Gallimard 1962, p. 135.

12 Alexis de Tocqueville, Seconde lettre sur l'Algérie. Dans : Ibid., p. 151.

il a souvent admis dans son sein certaines sciences. Un siècle après l'affirmation, par Montesquieu, d'une incompatibilité entre l'islam et les Lumières et plus d'un siècle avant que des auteurs musulmans comme Meddeb prônent un islam des Lumières, Tocqueville avait déjà entrevu la possibilité d'une conciliation entre l'islam et les Lumières. Sa formulation est certes encore plus que prudente. S'il aurait pu écrire que l'islamisme n'est pas impénétrable à la lumière, il se contente de dire qu'il n'est pas absolument impénétrable à la lumière, laissant par là entendre – du moins peut-on plausiblement le lire ainsi – qu'il y a des limites à cette pénétration. L'islam a admis *certaines* sciences et *certaines* arts – comprenons : il ne les a pas toutes et tous admis.

Sur la base de ce que nous avons dit jusqu'ici, nous pouvons, il me semble, dégager trois positions. D'abord, la position de Montesquieu : l'islam est absolument impénétrable à la lumière. Ensuite, celle de Tocqueville : l'islam n'est pas absolument impénétrable à la lumière. Et finalement celle des penseurs contemporains d'un islam des Lumières : l'islam est et a toujours été pénétré par la lumière<sup>14</sup>. A côté de ces trois positions, nous pouvons mettre celle d'un Al-Zawahiri, qui pourrait s'énoncer comme suit : l'islam n'a pas vocation à être pénétré par les lumières impies occidentales.

## 2. La raison philosophique dans le monde arabo-musulman

Un regard vers le passé nous fera voir que dans le monde arabo-musulman, certains se sont tournés très tôt vers l'Occident, et plus particulièrement vers les grands philosophes occidentaux. Et curieusement, cet intérêt pour la philosophie a pour point de départ la théologie, comme l'écrit le grand historien de la philosophie musulmane Majid Fakhry : « La théologie scolastique donna donc aux musulmans, comme elle l'avait donné aux chrétiens d'Egypte et de Syrie des siècles auparavant,

13 Alexis de Tocqueville, Rapport fait par M. de Tocqueville sur le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires demandés pour l'Algérie. Dans : Ibid., p. 325.

14 Pour une anthologie de textes qui ont trait à l'islam libéral, voir par exemple Charles Kurzman (ed.), *Liberal Islam. A sourcebook*, Oxford, Oxford University Press 1998.

le stimulant nécessaire pour poursuivre l'étude la philosophie grecque »<sup>15</sup>. C'est notamment la rencontre de la théologie musulmane et de la théologie chrétienne qui favorisa l'étude de la philosophie grecque dans le monde arabo-musulman. Après la fermeture de l'école d'Athènes par l'empereur Justinien en 529, les lointains héritiers de Platon, dont Jean Damascène, durent partir et allèrent s'installer au Proche-Orient et en Perse. Ils purent y préserver leur enseignement, et c'est là que se produit, au 7<sup>e</sup> siècle, la rencontre avec les musulmans.

Dans la mesure où les théologiens chrétiens ne pouvaient pas être convaincus par un recours à la révélation coranique, dont ils rejetaient la validité, il fallait trouver un terrain sur lequel ils acceptaient de discuter. Et ce terrain, ce fut celui de la logique aristotélicienne. On se mit donc à traduire les *Analytiques* d'Aristote. Mais contrairement aux auteurs chrétiens, on ne s'arrêta pas aux *Premiers Analytiques*, mais on traduisit et étudia également les *Seconds Analytiques*, avec, notamment, les arguments démonstratifs et sophistiques. Alors que les auteurs chrétiens craignaient que l'étude de ces arguments pouvait se retourner contre eux, les auteurs musulmans étaient soit inconscients d'un tel risque, soit étaient tellement convaincus de la vérité de leurs positions, qu'ils ne craignaient pas qu'on puisse remettre en question la vérité de leur religion en se servant de modes d'argumentation ou de persuasion tirés des *Seconds Analytiques*.

Mais ce ne sont pas seulement les théologiens *strictu sensu* qui utiliseront la logique aristotélicienne dans leurs controverses intestines ou avec les chrétiens présents dans les territoires conquis. Utilisation en sera également faite par les juristes, notamment lorsqu'il s'agira de déterminer la validité des différents procédés interprétatifs.

Dès le 8<sup>e</sup> siècle, nous assistons au début d'une gigantesque entreprise de traduction d'ouvrages de l'antiquité gréco-romaine. Beaucoup de ces ouvrages avaient déjà été traduits du grec en syriaque, et c'est à partir du

15 Majid Fakhry, *Histoire de la philosophie islamique*, Paris, Editions du Cerf 1989, p. 18. Traduit de l'anglais par Marwan Nasr. Parmi les nombreuses études consacrées à la philosophie arabo-musulmane, citons notamment Imadaldin Al-Jubouri, *History of Islamic Philosophy. With view of Greek philosophy and early history of Islam*, Hertford, Bright Pen Book 2004 ; Cristina d'Ancona Costa, *La casa della sapienza. La trasmissione della metafisica greca e la formazione della filosofia araba*, Milano, Guerini e Associati 1996 ; Geerd Hendrich, *Arabisch-islamische Philosophie. Geschichte und Gegenwart*, Frankfurt am Main/ New York, Campus 2005 ; Oliver Leaman, *An introduction to medieval Islamic Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press 1992 (reprint) ; Sayyed Hossein Nasr, *Islamic philosophy from its origin to the present. Philosophy in the land of prophecy*, New York, State University of New York Press 2006 ; Ulrich Rudolph, *Islamische Philosophie. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München, Verlag C.H. Beck 2004 ; Dominique Urvoey, *Histoire de la pensée arabe et islamique*, Paris, Editions du Seuil 2006.

syriaque qu'ils seront ensuite traduits en arabe. C'est dans la première moitié du 9<sup>e</sup> siècle, et notamment sous l'impulsion du calife Al-Mamun que cette entreprise de traduction connaît son apogée. Une anecdote raconte qu'Aristote en personne serait apparu à Al-Mamun dans un rêve et que le dialogue suivant se serait déroulé entre le calife, qui pose les questions, et le philosophe, qui y répond<sup>16</sup> :

Q. : Qu'est-ce que le bien ?

R. : Tout ce que la raison reconnaît comme tel.

Q. : Ensuite ?

R. : Tout ce que la Loi reconnaît comme tel.

Q. : Ensuite ?

R. : Tout ce que le public reconnaît comme tel.

Q. : Ensuite ?

R. : Ensuite rien.

Ce qui compte ici, ce n'est pas tant la réalité du rêve califal que sa fonction dans le discours politique de l'époque : il s'agissait d'affirmer la priorité de la raison sur la loi révélée. Un des préceptes fondamentaux de l'islam est de faire le bien et d'interdire le mal. Dès lors, la question de savoir ce qu'est le bien est une question cruciale. Et dans ce bref dialogue que nous venons de citer, la raison est l'instance première grâce à laquelle l'être humain parvient à une connaissance du bien. Mais notons tout de suite que cette raison n'est pas encore identifiée avec la raison publique, le public n'étant cité qu'en troisième position dans la liste des sources de connaissance du bien.

C'est dans la *bait al hikma*, c'est-à-dire la Maison du Savoir, fondée en 832 par Al-Mamun, que des chrétiens arabes traduiront les œuvres de Platon, Aristote, Galien, Plotin, etc. en langue arabe. Pour ce faire, ils devront souvent forger des mots nouveaux. Ainsi en est-il par exemple du mot *falsafa*, équivalent arabe du grec *philosophia*. Cette *falsafa* se distingue du *kalam*, c'est-à-dire du discours des théologiens rationalistes. Alors que le *kalam* procède rationnellement à partir de prémisses qui n'ont pas encore été prouvées par la raison et qui sont uniquement acceptées comme vraies pour les besoins de l'argumentation, la *falsafa* n'accepte que des prémisses qui ont été démontrées par la raison. De ce fait, elle peut affirmer une certitude plus grande pour ses conclusions.

16 Cité dans George F. Hourani, *Reason & tradition in islamic ethics*, Cambridge, Cambridge University Press 2007, p. 92.

C'est aussi sous le règne du calife Al-Mamun que le mutazilisme devient la doctrine officielle de l'islam. Le mutazilisme est une théologie rationaliste qui s'articule autour de six principes fondamentaux, à savoir :

1. Dieu est un
2. L'homme est libre
3. Dieu est juste, il respectera ses promesses et exécutera ses menaces
4. Le croyant qui a péché fait encore partie de la communauté musulmane
5. On utilisera si nécessaire le glaive pour combattre le mal
6. Le Coran est créé

Pour les théologiens mutazilites, il existe des valeurs objectives, indépendantes de toute volonté, même de la volonté divine – avec toutefois certaines nuances, selon les courants à l'intérieur du mutazilisme. La volonté divine n'opère donc pas par le biais d'un *fiat* divin la distinction entre le bien et le mal, mais elle ne fait qu'exprimer cette distinction et enjoindre aux hommes d'y conformer leurs actions. De la sorte, la distinction entre le bien et le mal peut en principe être connue par la raison, ou du moins la raison est-elle en mesure de voir la vérité de cette distinction après qu'elle lui aura été révélée par Dieu.

Un autre aspect important du mutazilisme est son insistance sur la liberté humaine. La question de la liberté humaine est l'une des questions les plus complexes de la théologie musulmane, le Coran contenant à la fois des passages affirmant cette liberté et d'autres qui semblent la nier. Les mutazilites, écrit Chikh Bouamrane dans le livre qu'il consacre au problème, « affirment que la sagesse divine nous permet d'agir librement dans la limite du pouvoir qui nous a été donné », alors que leurs adversaires « croient que Dieu reste le souverain maître et contrôle notre conduite d'une manière permanente et absolue »<sup>17</sup>. Ces adversaires, ce sont les théologiens asharites, dont la doctrine s'établira contre le mutazilisme à partir de la seconde moitié du 9<sup>e</sup> siècle, le mutazilisme cessant d'être la doctrine officielle – et pas toujours tolérante envers ses adversaires – de l'Etat.

Pourquoi cette question de la liberté est-elle si importante ? Admettons que l'homme ne soit pas libre, ni de ses actes, ni de ses choix, et que ce soit donc Dieu qui en est le souverain maître. Qu'en sera-t-il alors du croyant et de l'impie ? Dieu pourra-t-il récompenser le premier alors qu'il n'a aucun mérite, et pourra-t-il punir le second, alors qu'il n'est

17 Chikh Bouamrane, *Le problème de la liberté humaine dans la pensée musulmane*, Paris, Vrin 1978, p. 195.

[15] pas responsable de son impiété ? On voit ici le lien avec la question de la justice divine. Dieu ne peut récompenser et punir que si l'homme est libre. Or Dieu, s'il est juste, ne saurait agir à sa guise, mais il ne récompensera que ceux qui méritent une récompense et ne punira que ceux qui méritent une sanction.

Si les mutazilites affirment le rôle primordial de la raison, ils gardent néanmoins leur distance par rapport aux philosophes proprement dits. Alors que ces derniers affirment souvent le caractère purement accessoire, et donc non nécessaire, de la révélation, les mutazilites ne sont pas prêts à renoncer à la révélation. Pour citer encore une fois Bouamrane, qui résume comme suit le rapport entre raison et révélation dans la pensée mutazilite : « La raison seule serait insuffisante pour conduire l'homme vers une moralité droite. Sans les données rationnelles, la révélation serait difficilement comprise, et pratiquée sans intelligence »<sup>18</sup>. La révélation est nécessaire pour savoir ce qui est bien, la raison est nécessaire pour comprendre le message de la révélation et pour le suivre de manière éclairée.

Dans le monde arabo-musulman des 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> siècles, il n'y a donc pas seulement une querelle doctrinale entre rationalistes et volontaristes, mais à l'intérieur même du camp rationaliste, on peut constater une querelle entre d'une part ceux qui insistent sur la supériorité absolue de la raison sur la révélation, cette dernière pouvant certes être utile, sans pour autant être strictement nécessaire, et ceux qui, d'autre part, conçoivent plutôt les deux comme complémentaires, avec une primauté accordée à la révélation, c'est-à-dire, pour faire bref, entre philosophes et théologiens. Pour ces derniers, la raison ne doit pas accéder à l'autonomie, mais elle n'a droit de cité que dans la mesure où elle se cantonne à son rôle de servante de la théologie – un rôle que lui assigneront également certains des principaux théologiens chrétiens du 13<sup>e</sup> siècle.

Si le mutazilisme est supplanté par l'asharisme dès la fin du 9<sup>e</sup> siècle, la philosophie connaît sa véritable apogée dans le monde arabo-musulman – qui alors s'étend, rappelons-le, des frontières de l'Inde jusqu'aux Pyrénées – à partir de cette époque. Les philosophes disposent, comme nous venons de le voir, de traductions arabes de certaines œuvres majeures de la philosophie grecque et hellénistique et s'inspirent plus ou moins largement de cette dernière pour leur propre réflexion. Parfois il y a confusion concernant les auteurs de certains textes. Ainsi, des extraits des *Ennéades* de Plotin circulent-ils sous le titre de *Théologie d'Aristote*. Une question qui se pose ici, mais pour laquelle il sera probablement impossible de trouver une réponse certaine, est la suivante : Les philosophes de

18 Ibid., p. 245.

l'époque savaient-ils que ce qu'ils considéraient comme étant la théologie d'Aristote n'était pas une œuvre de ce dernier ?

Mais, demandera-t-on, pourquoi, s'ils le savaient, ont-ils continué à « tromper » leur monde ? Je ne peux ici qu'émettre une hypothèse. Elle part du constat que dans l'univers philosophique arabo-musulman de l'époque, Aristote occupait une place similaire à celle qu'il occupera dans l'univers philosophique chrétien du 13<sup>e</sup> siècle. Si, pour les auteurs chrétiens, Aristote était tout simplement « le Philosophe », il est, pour les auteurs arabo-musulmans, le premier maître – d'où l'appellation de « second maître » dont doit, si l'on peut dire, se contenter Al-Farabi. La philosophie d'Aristote posait toutefois un problème majeur pour le monde musulman, à savoir qu'elle postulait l'éternité du monde. Or le Coran présuppose que le monde a été créé. Dans la mesure où cette idée de création peut plus aisément être conciliée avec la philosophie émanationniste de Plotin, on peut se demander si le fait de faire passer le néoplatonisme pour de l'aristotélisme ne s'inspirait pas du souci de rendre ce dernier acceptable aux musulmans.

L'un des buts de philosophes comme Al-Farabi était en effet de montrer que la philosophie et la religion, et en particulier la religion musulmane, étaient conciliables<sup>19</sup>. Mais notons qu'il ne s'agit pas ici de concilier deux vérités différentes, celle de la raison et celle de la foi. Il n'y a, pour Al-Farabi, de même que pour Ibn Rushd – pour ne mentionner que deux des auteurs qui ont pris position sur la question –, qu'une seule vérité, mais celle-ci peut être appréhendée de deux manières différentes. Alors que la philosophie appréhende cette vérité unique par le biais de l'abstraction, la religion le fait par le biais d'images plus ou moins adéquates, mais qui doivent toujours être adaptées au niveau de compréhension de ceux auxquels ces images sont présentées. Pour le dire d'une manière qui peut peut-être paraître un peu simpliste, mais qui est néanmoins légitime : La religion, c'est la philosophie pour le peuple.

Sur cette question, Al-Farabi ira plus loin qu'Al-Kindi, qui est généralement, et à juste titre, considéré comme le premier grand philosophe dans le monde arabo-musulman. Pour Al-Kindi, en effet, la philosophie est un moyen légitime d'accéder à la vérité, mais elle reste néanmoins subordonnée à la religion, le prophète parlant directement sous inspiration divine. Al-Kindi fut en ce sens pour le monde arabo-musulman ce que Saint Thomas d'Aquin fut pour le monde chrétien. Pour ces deux auteurs, les principales vérités de la foi sont accessibles à la raison, mais cette connaissance rationnelle est néanmoins d'un statut inférieur à la

19 Pour des indications bibliographiques détaillées, qu'il me soit permis de renvoyer à Norbert Campagna, *Alfarabi. Ein Denker zwischen Orient und Okzident*, Berlin, Parodos 2010.

connaissance obtenue grâce à la révélation. Al-Kindi n'opère donc pas encore la grande rupture avec le *kalam*.

Grâce à Al-Kindi, néanmoins, la philosophie grecque acquiert une place respectable dans l'univers de pensée arabo-musulmane. Dans son livre consacré à la Première Philosophie, c'est-à-dire à la métaphysique, Al-Kindi écrit notamment : « Nous ne devrions pas avoir honte d'apprécier et d'acquérir la vérité, peu importe son origine, même si elle vient de races distantes et de nations différentes de la nôtre »<sup>20</sup>. Déjà Ali, le gendre du prophète et le quatrième calife, aurait dit : « La sagesse du monde est la brebis égarée du croyant : ramenez-la, même si elle vient des non-croyants »<sup>21</sup>. Les philosophes grecs n'ont peut-être pas réussi à connaître toute la vérité, mais il n'en reste pas moins qu'ils en ont atteint certaines parties, et le fait qu'ils n'aient pas été musulmans ne remet nullement en question la validité de la connaissance qu'ils ont réussi à atteindre par leurs moyens limités. En ce sens, la révélation coranique ne vient pas remplacer les connaissances déjà acquises, mais elle vient tout au plus les compléter.

Cette thèse d'une compatibilité entre révélation coranique et savoir philosophique allait susciter des réactions hostiles. Un des documents les plus intéressants dans ce contexte est le compte-rendu d'une discussion qui a eu lieu, en 932, à la cour d'un vizir. Elle oppose le philosophe Matta Ibn-Yunus au grammairien Abu Sa'id Al-Sirafi. L'objet de ce débat est de savoir si la logique est un instrument adéquat pour distinguer la vérité de l'erreur. Matta soutient qu'elle l'est et qu'il importe dès lors d'étudier les textes d'Aristote, dans lesquels on trouve les principes de la logique. Al-Sirafi rétorque en affirmant le caractère propre à chaque langue : le grec n'est pas l'arabe, et la logique du grec n'est pas la logique de l'arabe. Or le Coran est en arabe. Dès lors, il est impossible d'évaluer la vérité des énoncés religieux en se servant de la logique aristotélicienne. A la fin du débat, le vizir prend fait et cause pour les thèses du grammairien Al-Sirafi. La logique aristotélicienne est qualifiée de charlatanerie et de mystification<sup>22</sup>.

Même si la philosophie arabo-musulmane n'en est qu'à ses débuts au moment où a lieu le débat que nous venons de mentionner, ses adversaires la gratifient déjà de leur opprobre. Le coup de grâce sera porté par Al-Ghazali, dans sa célèbre *Réfutation des philosophes*. Notons d'emblée

20 Al-Kindi, *Metaphysics*, Albany, State University of New York Press 1974, p. 58. Traduit par Alfred L. Ivry – traduction à partir de l'anglais par nos soins.

21 Cité dans T.J. de Boer, *The history of philosophy in Islam*, Richmond, Curzon Press 1994, p. 73). Traduit de la version originale néerlandaise de 1903 par Edward R. Jones. Traduction à partir de l'anglais par nos soins.

22 Joseph Margoliouth (edit. et trad.), The discussion between Abu Bishr Matta and Abu Daid al Sirafi. Dans: *Journal of the royal Asiatic society*, 1905, 79-129. Passage cite p. 124.

pas la raison en tant que telle, mais seulement ce que nous pourrions appeler la raison grecque, qui croit trouver dans la logique d'Aristote tout ce dont l'être humain a besoin pour accéder à la connaissance, la révélation ne servant tout au plus qu'à y accéder plus rapidement. Comme de nombreux auteurs avant lui, Al-Ghazali insiste sur les thèses philosophiques qui contredisent les vérités coraniques. Entre Aristote qui affirme l'éternité du monde et le Coran qui affirme sa création, il faut choisir.

Après Ibn Rushd, la philosophie perdra son caractère systématique pour devenir ce que les Allemands appellent *Lebensweisheit*, c'est-à-dire qu'elle se situera plutôt sur le terrain de la sagesse que sur celui du savoir ou de la science. Avec Suhrawardi, un des grands sages musulmans, écrit Sayyed Hossein Nasr, « la philosophie en tant qu'activité mentale séparée de l'accomplissement spirituel et de la vie intérieure s'est marginalisée comme catégorie intellectuelle légitime, et la philosophie islamique est dorénavant devenue ce que la *sophia* a toujours été dans les traditions orientales, à savoir une sagesse vécue et ressentie ainsi que pensée et raisonnée »<sup>23</sup>.

### 3. La question de la légitimité politique

Pour ceux que le grand public connaît sous le nom d'intégristes ou de fondamentalistes, il s'agit d'opérer, dans le domaine politique, un retour au temps des quatre premiers califes, les califes bien-guidés<sup>24</sup>. Le premier de ces califes, Abu Bakr, est élu par la *saqifa*, une petite assemblée des principaux compagnons du prophète. Ali, le gendre et neveu du prophète, qui estime être le successeur légitime, ne participe pas à cette réunion. Il en acceptera toutefois, bon gré, mal gré, le résultat. Lorsqu'il meurt en 634,

23 Sayyed Hossein Nasr, *Islamic philosophy from its origin to the present. Philosophy in the land of prophecy*, New York, State University of New York Press 2006, p. 160.

24 Pour une description plus détaillée de ce qui suit, voir par exemple Makram Abbès, *Islam et politique à l'âge classique*, Paris, Presses Universitaires de France 2009 ; Massimo Campanini, *Islam e politica*, Bologna, Il Mulino, 1999 ; Malek Chebel, *L'islam et la raison. Le combat des idées*, Paris, Perrin 2006 ; Thomas W. Arnold, *The caliphate*, New Delhi, Adam Publisher 2006 ; Patricia Crone, *Medieval Islamic political thought*, Edinburgh, Edinburgh University Press 2004 ; Hichem Djaït, *La grande discorde. Religion et politique dans l'Islam des origines*, Paris, Gallimard 1989 ; Mohamed-Chérif Ferjani, *Le politique et le religieux dans le champ islamique*, Paris, Fayard 2005 ; Mohammed Abed al-Jabri, *La raison politique en Islam. Hier et aujourd'hui*, Paris, Editions La Découverte 2007. Traduit de l'arabe par Boussif Ouasti avec la participation de Abdelhadi Drissi et Mohamed Zekraoui ; Wilfred Madelung, *The succession to Muhammad*, Cambridge, Cambridge University Press 2004 (reprint) ; Erwin I.J. Rosenthal, *Political thought in medieval islam*, Westport, Greenwood Press 1968 (reprint).

Abu Bakr désigne Umar comme devant lui succéder. L'assassinat par un esclave en 644, nommé une commission de six personnes pour désigner son successeur et fixe comme principe que devra être puni de mort quiconque n'accepterait pas la décision de la majorité des membres de cette commission. Ali fait cette fois-ci partie de la commission. Ce n'est toutefois pas lui qui sera désigné comme successeur, mais Uthman. Le règne d'Uthman est caractérisé par le népotisme, et le troisième calife sera assassiné en 656. A ce moment, Ali croit son heure venue : il se fait désigner comme successeur par les croyants présents à la mosquée pour la prière. Mais à plusieurs centaines de kilomètres de La Mecque, à Damas, Mu'awya, le puissant gouverneur de Syrie, met en question la légitimité de la désignation d'Ali et revendique le pouvoir suprême pour lui. S'ensuit alors une brève guerre civile entre les partisans de Mu'awya et ceux de Ali. Le point d'orgue de cette guerre est la bataille de Siffin en 657, lorsque les troupes de Mu'awya avancent vers les troupes d'Ali avec des Corans au bout de leurs lances. La bataille proprement dite ne peut avoir lieu, car on n'attaque pas le Coran. Pour Mu'awya, le but de l'opération était d'amener Ali à accepter le recours à un arbitrage. Ali accepte, mais l'arbitre choisi tranche en faveur de Mu'awya. Ce dernier se proclame alors calife et devient le fondateur de la dynastie des Omeyyades, qui régneront jusqu'en 750, lorsqu'ils perdront le pouvoir au profit des Abbasides. Ali, pour sa part, sera assassiné en 661 par un kharijite. Les kharijites étaient des opposants à l'arbitrage : pour eux, Ali aurait dû se battre jusqu'au bout pour défendre ses prétentions au califat.

C'est dans cette lutte pour la succession entre Mu'awya et Ali que se situe l'origine de la scission entre sunnites et chiites. Ceux qui prennent partie pour Ali forment le parti d'Ali. Or le mot arabe *shia* est synonyme du français *parti* ou *fraction*. Pour les chiites, Ali aurait dû, dès le début, c'est-à-dire dès 632, date de la mort du prophète, accéder au pouvoir politique. Il était en quelque sorte l'héritier naturel, et les chiites ont cru trouver des hadiths tendant à prouver que Mahomet voulait qu'Ali lui succède à sa mort. Les sunnites soit rejettent la fiabilité de ces hadiths, soit contestent l'interprétation qui leur est donnée. A la mort d'Ali en 661, son fils aîné Hassan est forcé, par Mu'awya, à renoncer expressément à toute prétention au califat. L'autre fils d'Ali, Husayn, sera tué lors de la bataille de Karbala en 680 – d'où l'importance de cette ville irakienne pour les chiites aujourd'hui.

Si les chiites constituent une minorité au sein de l'islam, ils n'ont jamais cessé de revendiquer la succession pour Ali et ses descendants. L'imamat, c'est-à-dire le pouvoir suprême, appartient à leurs yeux aux Alides et à eux seuls. Pour les chiites duodécimains, la branche majoritaire

du chiisme, le douzième imam est occulté depuis le milieu du 10<sup>e</sup> siècle et l'humanité attend sa réapparition. Lorsqu'elle adviendra, la justice sera rétablie sur terre.

Si nous quittons le récit événementiel pour nous tourner vers les questions théoriques auxquelles il peut donner lieu, nous constaterons qu'il n'y a pas, loin s'en faut, d'accord sur la question de la légitimité dans la pensée politique musulmane. Pour certains, le chef suprême doit être issu de la famille du prophète, pour d'autres, il suffit qu'il soit issu du clan du prophète. D'autres encore, ne s'intéressent pas à la question de l'origine, mais à celle de l'efficacité : Est légitime tout calife qui parvient à maintenir l'ordre. Ce sera la position que nous trouverons notamment chez certains représentants de ce qu'on appellera la *Siyasa sharia* et qui peut être assez librement traduit par loi publique ou droit public. Alors que la charia tout court règle les actions des croyants dans leur ensemble, la *siyasa sharia* règle les actions des gouvernants. Chez d'autres auteurs, ce qui compte, c'est la justice du dirigeant suprême. Ce sont surtout les auteurs de miroirs des princes qui insistent sur cet aspect. Il occupe aussi une place essentielle dans la théorie politique chiite. Car si les chiites insistent tant sur la légitimité d'Ali, ce n'est pas seulement parce qu'Ali était le gendre et le neveu du prophète, mais aussi parce qu'il était juste.

La quintessence de la pensée politique chiite se trouve dans *L'épître sur l'Imamat*, un texte écrit entre 996 et 1017. Après avoir affirmé la nécessité de l'imamat, l'auteur du texte, un certain Abu al-Fawaris, prétend que Mahomet a bien désigné Ali comme étant son successeur. Il rejette ensuite de manière explicite la nomination d'un gouvernant suprême par une instance purement humaine – c'est-à-dire qui ne serait pas aussi en même temps prophétique. Son rejet d'une élection démocratique de l'imam est justifié comme suit : si le peuple désignait l'imam, celui-ci pourrait être faillible, car le peuple pourrait se tromper dans son choix. Mais si l'imam est faillible, il peut commettre des injustices. Or l'imam étant l'instance suprême, il n'y aurait pas d'instance qui pourrait le sanctionner. D'où la conclusion de l'auteur : « Ainsi, Dieu instaura comme Imams celles de ses créatures qui étaient les meilleures en connaissance, par l'origine et le courage, qui en étaient la quintessence. Ils sont infaillibles et sans péchés. Ils ne désobéissent pas à Dieu dans ce qu'il leur ordonne »<sup>25</sup>.

La pensée politique musulmane est théocratique et nomocratique, c'est-à-dire qu'elle part de l'idée qu'il existe une loi divine qui définit, au moins dans ses grandes lignes, la manière dont les hommes doivent vivre en

25 Sami Nasib Makarem, *The political doctrine of the Isma'ilis*. An edition and translation, with introduction and notes, of Abu l-Fawaris Ahmad ibn Ya'qub's *ar-Risala fi l-Imama*, Delmar (N.Y.), Caravan Books 1973, p. 33.

société. L'une de ces grandes lignes, si l'on peut s'exprimer ainsi, concerne la justice. Dès lors, celui qui gouverne doit connaître la justice, doit être capable d'appliquer l'idée générale de justice à des cas particuliers et doit aussi tout faire pour obliger les hommes à conformer leur comportement à cette idée.

Environ un demi-siècle avant la rédaction de *L'épître sur l'Imamat*, Al-Farabi reprenait le thème platonicien du philosophe-roi, mais en y ajoutant deux caractéristiques dont Platon ne parlait pas, à savoir celles d'imam et de prophète. Le souverain idéal d'Al-Farabi est, pour le dire simplement, la version musulmane du philosophe-roi de Platon, sans que pour autant la dimension philosophique soit soumise à la dimension théologique. Chez Al-Farabi, la connaissance philosophique prime sur la connaissance strictement religieuse, cette dernière n'étant qu'une manière de représenter les vérités philosophiques de telle sorte qu'elles soient aussi compréhensibles par le commun des mortels.

Dans ses *Aphorismes*, Al-Farabi énumère six conditions que doit remplir le souverain idéal, c'est-à-dire « celui à qui il appartient de gouverner selon ce qu'il considère et désire »<sup>26</sup>. Il doit posséder la plus haute sagesse et faire preuve d'une prudence complète ; ensuite, il doit être capable d'une capacité de persuasion et d'une capacité de représentation excellentes ; et, deux dernières conditions, il doit avoir un corps capable de combattre et n'avoir aucune capacité corporelle qui l'empêcherait de combattre. Al-Farabi est toutefois assez réaliste pour voir que ce genre d'être idéal ne se rencontre pas tous les jours. Il prévoit dès lors la possibilité suivante : lorsqu'aucune personne ne possède les qualités énumérées, le pouvoir politique sera remis aux mains d'un groupe de personnes dont chacune possède au moins l'une de ces qualités et de telle sorte que le groupe dans son ensemble les possède toutes.

Mais qu'en sera-t-il si aucun groupe ne réunit toutes qualités énumérées ? Dans ce cas, dit Al-Farabi, il faut trouver des personnes qui possèdent la « connaissance des lois révélées et des lois traditionnelles antérieures que les *premiers des guides* ont apportées et avec lesquelles ils ont gouverné les cités ». De plus, ces personnes devront savoir appliquer ces lois traditionnelles aux circonstances particulières et en inférer ce qui n'y est pas dit *expressis verbis*<sup>27</sup>. Alors que dans la cité idéale la volonté du gouvernant a force de loi, car cette volonté est toujours droite, dans des cités qui ne sont pas idéales, ce sera la loi qui sera souveraine.

26 Abu Nasr Al-Farabi, *Aphorismes choisis*, Paris, Fayard 2003, p. 84. Traduit de l'arabe par Soumaya Mestiri et Guillaume Dye.

27 Ibid., p. 85.

Cette loi souveraine a toutefois besoin d'interprètes. Et ici s'ouvre alors un espace de conflits potentiels entre les gouvernants et ceux qui s'estiment être les interprètes attirés de la loi. C'est ce genre de conflit qu'on retrouve tout au long de l'histoire des sociétés musulmanes. D'un côté, il y a les gouvernants qui ne sont pas versés dans les sciences religieuses, mais qui ont le pouvoir politique effectif, de l'autre il y a les juristes qui sont versés dans les sciences religieuses, mais qui n'ont pas de pouvoir politique effectif. Dans ce contexte, on distinguera deux catégories de juristes, à savoir d'une part ceux qui font passer l'ordre avant la justice, d'autre part ceux qui accordent la primauté à la justice. Les premiers insisteront sur le devoir de préserver l'unité de la communauté et condamneront tout esprit de révolte, même contre des califes injustes.

Ce qui se joue ici, c'est, ni plus ni moins, que le statut politique de l'islam. Selon Nazih Ayubi, l'islam a été originairement politisé pour permettre aux gouvernants de légitimer leur pouvoir politique<sup>28</sup>. Ce même auteur fait le constat suivant : « Par le passé, l'Etat islamisa la politique, aujourd'hui, les fondamentalistes veulent politiser l'islam »<sup>29</sup>. Les califes voulurent légitimer leur pouvoir en se basant sur le Coran et les hadiths, pensant par là le soustraire de toute critique venant du peuple. Les fondamentalistes contemporains veulent politiser l'islam, c'est-à-dire en faire un instrument permettant de critiquer les institutions politiques établies en les présentant comme impies.

Burhan Ghalioun constate un aspect paradoxal dans le fondamentalisme musulman : « L'islamisme reflète paradoxalement le désir d'un ordre nouveau, fondé sur les principes de justice, d'égalité, d'équité et d'éthique politique, qu'a popularisés la modernité, et que les modernisateurs ont trahi »<sup>30</sup>. Ces principes dont il est ici question ont peut-être été popularisés par la modernité, mais ils étaient déjà présents chez Platon – avec une petite nuance pour le principe d'égalité. On pourra sans nul doute acquiescer aux principes qui définissent cet ordre nouveau désiré par les fondamentalistes, mais il faudra rejeter la manière dont ils veulent les mettre en pratique.

Dans *Radical reform*, Tariq Ramadan, que d'aucuns considèrent comme un grand manipulateur, se démarque de la *salafia*, c'est-à-dire de ce mouvement qui préconise un retour aux origines, aux califes bien guidés

28 Nazih Ayubi, *El islam político. Teorías, tradición y rupturas*, Barcelona, Ediciones Bellaterra 1996, p. 55. Traduit de l'anglais par Ana Herera. Traduit de l'espagnol par nos soins.

29 Ibid., p. 219.

30 Burhan Ghalioun, *Islam et politique. La modernité trahie*, Paris, Editions La Découverte 1997, p. 113.

et à leur mode d'exercice du pouvoir ainsi qu'à une interprétation littérale du Coran et des hadiths. Selon Ramadan, il est important de distinguer entre l'esprit des normes musulmanes et leur lettre et de voir que si l'esprit est transtemporel, la lettre peut très bien ne refléter que des circonstances historiques particulières. Le Coran invite d'ailleurs lui-même, nous dit Ramadan, à aller au-delà de la lettre et à considérer également les circonstances. Pour notre auteur, il est temps que les juristes musulmans reconnaissent que le livre de la nature est tout aussi important que le Coran, les deux étant des œuvres divines. Il faut, dit Ramadan, reconnaître « que le monde, ses lois, et ses domaines de savoir spécialisé ne permettent pas seulement d'éclairer les sources scripturales, mais qu'ils constituent aussi une source légale propre »<sup>31</sup>.

Dans le même ouvrage, Ramadan prône « le retour de femmes et d'hommes ordinaires à un engagement civique plein, à un questionnement critique sans concessions et à une recherche collective de solutions pratiques »<sup>32</sup>. Abdelwahab Meddeb note pour sa part qu'il faut que « l'islam retrouve le débat et la discussion, qu'il redécouvre la pluralité des opinions, qu'il aménage une place au désaccord et à la différence, qu'il accepte que le voisin ait la liberté de penser autrement »<sup>33</sup>.

Il est important de distinguer ici deux niveaux, celui des solutions pratiques et celui des institutions à l'intérieur desquelles les hommes et les femmes peuvent rechercher ces solutions pratiques. Quelle que soit par ailleurs la nature du pouvoir politique, l'exigence centrale à laquelle il se trouvera confrontée est celle de permettre et de favoriser la construction d'un espace public permettant à un nombre aussi grand que possible de personnes, musulmanes ou non, de confronter leurs opinions respectives et de rechercher des solutions que tous et toutes peuvent accepter. L'islam n'est pas foncièrement imperméable à la création d'un tel espace public. En l'absence du prophète, il le requiert même.

Citons ici, pour conclure, Fazur Rahman : « J'affirme que le Coran est entièrement la Parole de Dieu dans la mesure où il est infaillible et totalement exempt de mensonge, mais dans la mesure où il est venu dans le cœur du Prophète et ensuite sur sa langue, il est entièrement sa parole »<sup>34</sup>. Et on pourrait ajouter que dans la mesure où il est l'œuvre d'une commission de quelques hommes instaurée par un calife, il pose encore plus problème.

31 Tariq Ramadan, *Radical reform*, Oxford, Oxford University Press 2009, p. 83.

32 Ibid., p. 274.

33 Abdelwahab Meddeb, *La maladie de l'islam*, Paris, Editions du Seuil 2002, p. 13.

34 Cité dans : Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Paris, Albin Michel 2008, p. 121.

## Bibliographie

- Makram Abbès, *Islam et politique à l'âge classique*, Paris, Presses Universitaires de France 2009.
- Cristina d'Ancona Costa, *La casa della sapienza. La trasmissione della metafisica greca e la formazione della filosofia araba*, Milano, Guerini e Associati 1996.
- Thomas W. Arnold, *The caliphate*, New Delhi, Adam Publisher 2006.
- Muhammad Saïd Al-Ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, La Découverte 1989. Traduit de l'arabe par Richard Jacquemond avec la collaboration de Iman Farag et Raphael Costi.
- Nazih Ayubi, *El islam político. Teorías, tradición y rupturas*, Barcelona, Ediciones Bellaterra 1996. Traduit de l'anglais par Ana Herera.
- Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Paris, Albin Michel 2008.
- T.J. de Boer, *The history of philosophy in Islam*, Richmond, Curzon Press 1994. Traduit de la version originale néerlandaise de 1903 par Edward R. Jones.
- Chikh Bouamrane, *Le problème de la liberté humaine dans la pensée musulmane*, Paris, Vrin 1978.
- Norbert Campagna, *Alfarabi. Ein Denker zwischen Orient und Okzident*, Berlin, Parodos 2010.
- Massimo Campanini, *Islam e politica*, Bologna, Il Mulino, 1999.
- Franco Cardini, *Europe et Islam. Histoire d'un malentendu*, Paris, Editions du Seuil 2002. Traduit de l'italien par Jean-Pierre Bardos.
- Patricia Crone, *Medieval Islamic political thought*, Edinburgh, Edinburgh University Press 2004.
- Hichem Djaït, *La grande discorde. Religion et politique dans l'Islam des origines*, Paris, Gallimard 1989.
- Majid Fakhry, *Histoire de la philosophie islamique*, Paris, Editions du Cerf 1989. Traduit de l'anglais par Marwan Nasr.
- Abu Nasr Al-Farabi, *Aphorismes choisis*, Paris, Fayard 2003. Traduit de l'arabe par Soumaya Mestiri et Guillaume Dye.
- Mohamed-Chérif Ferjani, *Le politique et le religieux dans le champ islamique*, Paris, Fayard 2005.
- Burhan Ghalioun, *Islam et politique. La modernité trahie*, Paris, Editions La Découverte 1997.

- Geerd Hendrich, *Arabisch-islamische Philosophie. Geschichte und Gegenwart*, Frankfurt am Main/ New York, Campus 2005.
- George F. Hourani, *Reason & tradition in islamic ethics*, Cambridge, Cambridge University Press 2007.
- MohammedAbed al-Jabri, *La raison politique en Islam. Hier et aujourd'hui*, Paris, Editions La Découverte 2007. Traduit de l'arabe par Boussif Ouasti avec la participation de Abdelhadi Drissi et Mohamed Zekraoui.
- Imadaldin Al-Jubouri, *History of Islamic Philosophy. With view of Greek philosophy and early history of Islam*, Hertford, Bright Pen Book 2004.
- Al-Kindi, *Metaphysics*, Albany, State University of New York Press 1974. Traduit par Alfred L. Ivry
- Charles Kurzman (ed.), *Liberal Islam. A sourcebook*, Oxford, Oxford University Press 1998.
- Oliver Leaman, *An introduction to medieval Islamic Philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press 1992 (reprint).
- Wilfred Madelung, *The succession to Muhammad*, Cambridge, Cambridge University Press 2004 (reprint).
- Sami Nasib Makarem, *The political doctrine of the Isma'ilis*. An edition and translation, with introduction and notes, of Abu l-Fawaris Ahmad ibn Ya'qub's *ar-Risala fi l-Imama*, Delmar (N.Y.), Caravan Books 1973.
- Joseph Margoliouth (edit. et trad.), The discussion between Abu Bishr Matta and Abu Daid al Sirafi. Dans: *Journal of the royal Asiatic society*, 1905, 79-129.
- Abdelwahab Meddeb, *La maladie de l'islam*, Paris, Editions du Seuil 2002.
- Charles de Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris, Gallimard 1951.
- Sayyed Hossein Nasr, *Islamic philosophy from its origin to the present. Philosophy in the land of prophecy*, New York, State University of New York Press 2006.
- Tariq Ramadan, *Radical reform*, Oxford, Oxford University Press 2009.
- Erwin I.J. Rosenthal, *Political thought in medieval islam*, Westport, Greenwood Press 1968 (reprint).
- Ulrich Rudolph, *Islamische Philosophie. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München, Verlag C.H. Beck 2004.
- Alexis de Tocqueville, Première lettre sur l'Algérie. Dans : Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes. Tome III. Ecrits et discours politiques. Volume I*, Paris, Gallimard 1962.

Alexis de Tocqueville, Seconde lettre sur l'Algérie. Dans : Alexis de Tocqueville, Œuvres complètes. Tome III. Ecrits et discours politiques. Volume I, Paris, Gallimard 1962.

Alexis de Tocqueville, Rapport fait par M. de Tocqueville sur le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires demandés pour l'Algérie. Dans : Alexis de Tocqueville, Œuvres complètes. Tome III. Ecrits et discours politiques. Volume I, Paris, Gallimard 1962.

Dominique Urvoy, *Histoire de la pensée arabe et islamique*, Paris, Editions du Seuil 2006.

Lettre d'Al-Zawahiri à Al-Zarqawi. Dans : Gilles Kepel et Jean-Pierre Milleli (sous la direction de), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, Presses Universitaires de France 2008 (édition revue et augmentée). Traduit de l'arabe par Jean-Pierre Milleli.

Al-Zawahiri, Conseil à l'oumma de rejeter la fatwa du cheikh Ben Baz autorisant l'entrée au parlement. Dans : Gilles Kepel et Jean-Pierre Milleli (sous la direction de), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, Presses Universitaires de France 2008 (édition revue et augmentée). Traduit de l'arabe par Jean-Pierre Milleli.

**Georges Als** : Voilà un sujet en or, de grande actualité. Deux questions. Faut-il faire une distinction entre Islam et monde arabe? On parle de la science arabe au moyen-âge, jamais de la science islamique, n'est-ce pas plutôt l'Islam qui a étouffé la science arabe? D'autre part, quelle est la relation entre le fanatisme islamique et la religion musulmane? Y a-t-il donc beaucoup de nuances dans l'Islam ?

**Le conférencier** : Il n'y a en effet pas un Islam, mais, si l'on veut, des Islam. De ce point de vue, il en va de l'Islam comme du christianisme. Ce que l'on trouve dans le domaine du droit musulman c'est ce qu'on appelle généralement (cela se passe environ au 10<sup>e</sup>/11<sup>e</sup> siècle) la fermeture de l'ijtihad. Le droit musulman est quelque chose de très compliqué. Vous avez différentes sources possibles du droit et différents moyens de trouver des solutions aux problèmes juridiques. On a d'abord les sources principales, à savoir premièrement le Coran et deuxièmement la Sunna, c'est-à-dire la tradition, les dires et faits du prophète. Ensuite vous avez aussi l'idée du consensus, avec le grand débat « *consensus de qui* », consensus de tous les musulmans ou seulement consensus des oulémas ou seulement consensus de certains oulémas. Mais vous avez également le raisonnement par analogie. Et puis vous avez l'ijtihad, qui est la réflexion personnelle en fonction du bien public. C'est-à-dire, si vous vous trouvez devant un problème juridique pour lequel vous ne trouvez pas de réponse univoque et claire dans le Coran ou les hadiths, ce qui peut souvent être le cas, vous avez le droit, sinon même le devoir, de réfléchir et d'apporter votre propre solution rationnelle à ce problème. Vers le 10<sup>e</sup>/11<sup>e</sup> siècle, je ne sais pas pour quelle raison, les juristes notamment ceux issus de l'école hanbalite, qui était l'école la plus hostile à cet effort de réflexion personnelle, ont déclaré qu'il ne fallait plus utiliser l'ijtihad, que cela créait trop de désordre. Notons qu'à cette époque il y avait déjà quatre grandes écoles juridiques – après il y en a encore eu une petite cinquième, mais chacun peut ouvrir son école juridique dans l'Islam. Les musulmans peuvent aller chez le juriste de leur choix et être jugés selon le rite malékite ou hanbalite ou hanafite ou chaféite. Les uns sont plus stricts, les autres moins stricts, les uns plus littéraux, les autres moins, et le grand penseur musulman de référence aujourd'hui, Ibn Taymiyya, qui a inspiré tout le mouvement salafiste et l'idéologie wahabite de l'Arabie Saoudite, vient de l'école hanbalite, de cette école qui refuse des interprétations qui s'éloignent trop du texte littéral. C'est peut-être là

explication pour la fermeture de l'ijtihad, mais il y en a probablement encore d'autres à rechercher, par exemple dans les problèmes économiques de l'époque. Et puis n'oublions pas que le monde musulman à l'époque a également connu des problèmes politiques, avec la dislocation de l'empire et la formation de califats concurrents.

Mais quoi qu'il en soit, ce qui pour moi est intéressant c'est cette ouverture à la pensée grecque. Pourquoi est-ce qu'au début du 9<sup>e</sup> siècle, le calife Al-Mamoun a tout à coup créé cette maison du savoir, cette Beit Al-Hikma, où il dit à des chrétiens de traduire les auteurs grecs ? Qu'est-ce qui l'a poussé à faire cela ? Cela pourrait n'être qu'un désir d'en retirer un profit pour lui-même. Il y a une anecdote qui dit qu'un calife a été malade et que les docteurs musulmans ne pouvaient rien faire. Alors il a fait venir un médecin juif qui l'a guéri. Sur ce, il a ordonné de traduire Galien et tous les autres auteurs anciens qui avaient écrit sur des questions médicales.

**M. Als** Et ce qu'on constate aujourd'hui c'est que le mauvais Islam a le vent en poupe par la publicité. Le «bon Islam» n'arrive pas à produire ses arguments; dès lors, le commun des mortels qui voudrait se faire une opinion sur l'Islam est bien en peine; il ne reçoit aucune aide de la part de l'Islam modéré, mais ce ne sont que des fanatiques et des intolérants qui parlent ou qui dominent la scène.

**Le conférencier :** On publie heureusement beaucoup de ces auteurs musulmans libéraux ou éclairés dans des traductions françaises ou anglaises, sans parler des auteurs qui publient déjà d'eux-mêmes dans une de ces deux langues. Mais le fait est, bien sûr, que les médias s'intéressent bien plus à un musulman fanatique qui fait exploser une bombe dans une rame de métro qu'à un musulman éclairé qui publie un livre visant à montrer que l'islam ne doit pas nécessairement être interprété comme une religion qui appelle à la violence contre les infidèles.

**Jean-Paul Harpes :** Je voudrais faire une remarque en faveur de certaines orientations de l'Islam d'aujourd'hui : je voudrais dire tout d'abord combien j'apprécie et j'ai apprécié l'exposé de Norbert Campagna qui connaît admirablement la philosophie islamique et je voulais seulement indiquer qu'il existe aujourd'hui tout de même dans un certain nombre de pays arabes des orientations philosophiques d'ailleurs aussi et politiques islamiques qui ne sont pas obscurantistes. Il existe tout de même en Afrique du Nord, en Egypte au cours de ce siècle, d'ailleurs aussi au Liban, un certain nombre de philosophes islamiques qui ont fortement souligné leur adhésion à une critique rationnelle, c'est une chose qui

est déjà fort importante. Il y a même eu dans le domaine de la philosophie islamique récemment un certain nombre de penseurs qui ont adopté une position laïciste et qui disent comme certains à l'égard du christianisme en Europe, et bien entendu aux Etats-Unis, que dans nos pays la religion est une affaire de conscience, de choix individuel. En politique un engagement trop extrême dans les exigences religieuses peut avoir des réactions, des conséquences politiques désastreuses et ils ont carrément exigé dans un discours islamique l'instauration d'Etats laïcistes, d'un Etat laïque. Donc cela existe également et je voudrais faire allusion maintenant encore, bien qu'il soit très difficile d'analyser ces réactions, ce qui c'est dit au cours de la brève révolution tunisienne, je ne sais pas si vous aviez entendu la prise de position de certaines dames, de certaines féministes tunisiennes qui ont pris des positions politiques qui étaient loin d'être fanatiques islamistes et qui disaient « *Bien entendu nous pratiquons l'Islam, mais ce que nous voudrions, c'est un Etat qui corresponde aux exigences d'une démocratie pour laquelle nous nous battons et qui corresponde également aux exigences également des droits de l'homme* », cela s'est dit en Tunisie et il me paraît que ce courant effort, bien qu'il ne soit pas du tout exclu bien entendu que des orientations plus extrémistes l'emportent et on a entendu des voix tout à fait semblables au Caire et vous aurez pu constater que sur la place El Tahrir en fin de compte il y a eu très peu ou presque pas de prises de position islamistes. C'est-à-dire ces gens faisaient devant les caméras leurs prières, leurs prières du vendredi, mais ce qu'ils exigeaient c'était de la démocratie, c'était la reconnaissance de droits et je crois qu'il y a là en train de se développer une orientation nouvelle au sein de l'Islam qui peut-être ne l'emportera pas, d'autres sont peut-être plus habiles et ont des moyens souterrains disons d'acquérir le pouvoir, mais je crois qu'il y a une orientation qui va dans un sens tout à fait différent de cet extrémisme, de ce fondamentalisme et de cet obscurantisme que nous attribuons peut-être encore trop facilement à l'Islam dans sa totalité. Donc je ne voudrais pas par là nullement mettre en question quoi que ce soit de ce que Norbert Campagna a si admirablement expliqué, mais je crois qu'il faudra tout de même être plus positif et avoir un peu plus d'espoir à l'égard de ce qui pourra se passer dans les pays islamiques. Je crois qu'il y a des orientations très puissantes, le vrai problème n'est pas est-ce que ces orientations sont réelles, est-ce qu'elles ne sont pas évanescences, le vrai problème est est-ce que ceux qui disposent de moyens de pouvoir supérieur ne vont pas tout faire pour écraser ces orientations là et pour maintenir des structures dont ils profitent.

**Le conférencier :** Je remercie Jean-Paul Harpes pour ces remarques. J'aimerais aussi être optimiste en ce qui concerne l'Afrique du Nord et les pays arabes, mais à mon avis, le problème principal, c'est le problème du développement économique de ces pays. Je pense que si ces pays restent dans la misère, rien ne changera. On aura peut-être de nouveaux régimes politiques, mais ceux-ci ne se distingueront pas de manière radicale des anciens régimes. On aura toujours le népotisme, la corruption, etc. Dans ces pays, le problème, ce n'est pas tant l'islam, mais la pauvreté. Le fanatisme fait son nid dans, sur ou avec la misère économique. Je pense que si en Algérie le GIA et les autres mouvements islamistes ont failli remporter les élections il y a presque deux décennies, avant que le résultat ne soit annulé, c'est à cause de la corruption et de la misère et je pense que là se situe une des vraies clés du problème du monde musulman.

Ce que j'ai voulu essayer de faire dans ma contribution, c'est de montrer que l'Islam n'est pas hostile aux lumières et qu'il n'est pas hostile à la démocratie telle que nous l'entendons et je pense que c'est là un message à faire passer pour s'opposer précisément à ceux qui disent « *Nous ne voulons pas de vos valeurs occidentales* ». J'estime que ce discours qui, sans être critique envers lui-même, fait constamment référence à des valeurs occidentales et orientales, qui parlent d'un choc de civilisations ou de cultures ne reflète tout simplement la complexité de la réalité. Car ce choc, on le trouve déjà à l'intérieur de chacune de ces cultures, et je pense qu'un chrétien et un musulmans éclairés sont plus proches l'un de l'autre qu'un chrétien éclairé et qu'un chrétien obscurantiste.

**Henri Etienne :** Je voudrais signaler une initiative concrète au Luxembourg qui a consisté, en mobilisant la plus haute autorité de l'Islam, à combattre une fausse interprétation du Coran lequel prescrirait la **mutilation génitale** des femmes. Il a été possible d'obtenir de l'Université du Caire Al Ahram une prise de position selon laquelle le Coran est opposé à pareille mutilation. Une ONG luxembourgeoise participe de manière substantielle au financement de livres ayant l'apparence d'un Corfan qui sont déposés dans les mosquées qui contiennent ce message. L'iman une fois convaincu, le livre sera disposé dans la mosquée à côté du Coran. C'est un bel exemple de réforme par l'intérieur, aux antipodes de la recherche d'une confrontation avec l'Islam au nom des droits et de la femme et de la dignité humaine.

**Le conférencier :** C'est exact que la **mutilation** des génitales des femmes, vous ne trouvez cela nulle part dans le Coran, vous ne trouvez cela nulle part dans la tradition du prophète. Il s'agissait de pratiques locales dans certaines régions d'Afrique et lorsque les musulmans ont conquis ces

régions, pour que la population accepte la nouvelle religion, on s'est plié à ce qui se faisait sur place. De cette manière d'ailleurs, il y a différents éléments qui sont rentrés dans l'Islam de certaines régions alors qu'ils ne se trouvent absolument pas dans ce qu'on pourrait appeler l'Islam des origines.

La question de la **femme** est une des questions essentielles pour l'Islam. Si nous prenons le domaine de la sexualité, nous pouvons constater que l'Islam est probablement l'une des religions qui accorde la plus grande importance au plaisir de la femme lors de l'acte sexuel. Il existe de nombreuses publications sur le sujet et dans lesquelles on trouve une grande abondance de citations étayant ce point. Pour l'anecdote, notons que dans un pays musulman – je ne sais plus lequel – une femme a réussi à faire condamner son mari parce qu'il ne pratiquait pas assez souvent l'acte sexuel avec elle – entretemps, la jurisprudence française en est aussi déjà arrivée là, un tribunal ayant accordé des dommages et intérêts de 10 000 euros à une femme que son mari négligeait. Le devoir conjugal va dans les deux sens dans le monde musulman et d'ailleurs lorsque le Coran fait obligation au mari de s'occuper de ses quatre femmes, s'il en a quatre, cela inclut aussi la dimension sexuelle. Et remarquons qu'il y a un passage du Coran où il est dit qu'il est difficile de s'occuper de quatre femmes. C'est-à-dire le Coran autorise la polygamie, mais en même temps il ne la recommande pas.

Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est qu'au 7<sup>e</sup> siècle, l'Islam constituait un grand progrès du point de vue de la protection des femmes. L'Islam a interdit que l'on tue les jeunes filles. L'Islam a aussi respecté ou insisté sur le respect vis-à-vis des femmes. Bien sûr, vous avez un petit passage dans le Coran où il est dit que la femme doit se couvrir la tête pour échapper aux regards lubriques des hommes.

Une autre question est celle de la **lapidation**. Là aussi vous pouvez lire le Coran du début à la fin ou de la fin au début, vous ne trouverez aucune sourate, aucun verset où il est question de lapidation des femmes. Si lapidation il doit y avoir, vous avez certaines références dans les hadiths, mais là également elles prêtent à interprétation. Qui plus est, si lapidation il doit y avoir, c'est les deux, et pas seulement la femme, qu'il faut lapider. J'avais cité l'exemple de cet homme qui s'est accusé lui-même d'avoir commis un adultère et qui doit donc être exécuté. Puis, ce que vous lisez dans le Coran, c'est la chose suivante : pour qu'il y ait un adultère avéré, on a besoin de quatre témoins, et ceux-ci doivent avoir vu le sexe masculin pénétrer dans le sexe féminin. Si vous n'avez pas quatre personnes qui ont vu la chose se produire, il n'y a pas de témoignage valable. Ensuite, si un mari accuse sa femme de l'avoir trompé, la femme peut nier les faits et si

elle nie les faits en prêtant serment devant Dieu, l'affaire est close. Cela, les fondamentalistes ne le mentionnent pas, or c'est écrit dans le Coran.

**André Elvinger :** Si je peux tout de même me permettre de revenir au présent, j'apprécie votre optimisme quant aux nouveaux régimes qui vont naître de la révolution arabe. Mais ce que je crains, c'est que l'inverse ne se produise, parce que ce que l'on a vu, c'est que ces révolutions sont dirigées contre les régimes qui étaient laïques, même si ces régimes laïques étaient épouvantables à beaucoup d'égards, et je crains beaucoup, après tout ce qui va se produire, que ce sont, je m'excuse, les Ayatollahs qui vont se manifester et ceux là ne disent pas ce que vous venez de dire. Qui est-ce qui lapide les femmes aujourd'hui ? Ne parlons pas du 10<sup>e</sup> siècle, qui donc dans le monde d'aujourd'hui lapide les femmes et qui dans le monde ne lapide pas les hommes ? Voilà l'Islam aujourd'hui. La Tunisie, c'est dans le monde arabe un minuscule pays et c'est celui qui est probablement le plus ouvert, mais ce n'est pas nécessairement là que se produira la révolution et je ne sais pas si elle se produira.

**Intervenant :** Je remercie aussi beaucoup Monsieur Campagna pour cet exposé très intéressant. Je voudrais juste signaler que j'ai entendu l'année dernière aux semaines sociales de France un exposé par une dame musulmane qui s'appelle Dunja Gusar et qui entre autres choses a dit qu'il faut faire attention quand il y a une démonstration de jeunes qui brûlent des voitures ou qui créent de désordre, il ne faut pas tout de suite dire que ce sont des musulmans. Elle dit qu'il faut faire une distinction : ce sont des jeunes qui vivent dans une situation sociale déplorable, qui n'ont pas d'emploi, qui n'ont pas de logement convenable. Si vous les attaquez en tant que musulmans ils se sentiront obligés de défendre l'Islam, mais, alors qu'au fond, ils ne font pas cela dans un esprit islamique et donc il faut bien faire la distinction et par contre il y a les autres, les salafistes, c'est eux qui se considèrent comme supérieurs même supérieurs par rapport à leurs Imams et qui eux sont sectaires et qu'il faut combattre. Mais il faut bien faire la distinction entre Islam et extrémisme, fanatisme et événements justifiés par des circonstances sociales et politiques.

**Le conférencier :** Je suis tout à fait d'accord. Tout ce que je peux souhaiter, c'est que l'islam puisse se développer dans le sens que j'ai essayé d'esquisser ici, c'est-à-dire qu'il puisse s'ouvrir de plus en plus et que puissent s'y développer les germes d'un Islam éclairé et critique. L'Islam peut s'inspirer de notions qui lui sont centrales, comme par exemple la notion de justice ou bien encore celle de tolérance. Il faut briser l'hégémonie interprétative

de certains groupes à l'intérieur du monde musulman. Je ne pense que le choix qui est à faire est un choix entre l'Islam et les Lumières, de sorte qu'un musulman qui veut se rallier à l'esprit des Lumières serait obligé de laisser derrière lui son identité de musulman. On peut concilier les deux. Il serait aussi souhaitable que les intellectuels qui cherchent à le faire n'aient plus à craindre pour leur vie. Je me rappelle un colloque sur la Charia organisé par l'Université du Luxembourg il y a quelques années. Dans la contribution qu'il y a faite, Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh, responsable du droit arabe et musulman à l'Institut de droit comparé de l'Université de Lausanne, a fait défiler une suite de photos d'intellectuels musulmans qui ont osé défendre un Islam éclairé, en ajoutant presque pour chaque photo que la personne en question avait été victime d'un attentat. Dans certains pays, on risque sa vie en disant des choses qui pour nous sont évidentes, comme par exemple que le Coran, cette parole divine, a d'abord transité par Djibril, puis par Mahomet, puis par les compagnons du prophète, puis par une commission mise en place par le calife Uthman. Ce qu'un musulman lit aujourd'hui dans le Coran, n'est donc pas la pure parole divine, mais une parole divine qui est passée par les hommes. Or les hommes sont faillibles. Dès lors, rien n'interdit de lire de manière critique ce que dit le Coran.

**André Elvinger :** Merci s'il n'y plus de questions. Je remercie comme toujours surtout ceux qui sont restés jusqu'à la fin. Votre exposé a été d'un très grand intérêt et il nous a conduits à travers les siècles. C'est sans doute ce dont nous avons le plus besoin, ce retour aux sources de l'Islam qui n'est pas celui que l'opinion publique et peut-être nous qui faisons partie de l'opinion publique, croyons. Merci encore une fois et revenez nous l'année prochaine.

Séance du 7 novembre 2011

## LE TRIOMPHE DU DROIT ET DES DROITS FONDAMENTAUX

Portée juridique des décisions rendues à la suite  
de l'« AFFAIRE KB »

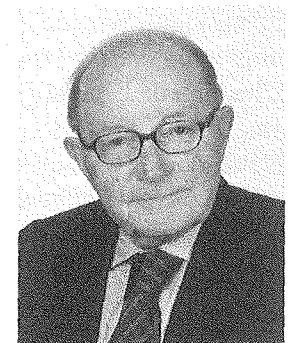
---

par

André Elvinger

---

Né en 1929, André Elvinger est avocat au Barreau de Luxembourg depuis 1953. Il a été Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de 1986 à 1987. André Elvinger est membre de l'Institut Grand-Ducal, Section des sciences morales et politiques depuis 1978, et président de la Section depuis 2004.



*L'affaire poursuivie à charge des dirigeants de Kredietbank Luxembourg devant les juridictions pénales belges mérite d'être qualifiée d'Affaire par sa durée de plus de quinze ans, par l'extravagance des procédures employées par le juge d'instruction et le Parquet, enfin par son issue qui, avec l'annulation définitive de ces poursuites, marque le triomphe final de la Justice. La présente communication retrace d'abord les péripéties extraordinaires de la procédure, rappelle ensuite l'évolution de la jurisprudence belge à l'époque et de celle de la Cour européenne des droits de l'homme, avant de commenter les décisions rendues par la justice belge jusqu'en cassation mettant un terme final aux poursuites, non sans se demander quelle aurait pu être le sort de ce procès si ces juridictions étaient arrivées à examiner le fond de l'Affaire. La communication examine ensuite la jurisprudence luxembourgeoise vers les mêmes époques en matière de légalité des preuves pour constater que la justice luxembourgeoise a*

*abouti, elle aussi, à l'exigence rigoureuse de la légalité de la preuve et de celle des procédures. Enfin, on constatera, à propos du pendant de l'Affaire en France, que la décision la plus récente de la Cour de cassation rejette, sans autres conditions, les pièces volées aux banques et ce par opposition à la juridiction suprême allemande qui va jusqu'à en légitimer l'achat.*

*Le texte publié comprend, en annexe l'examen de l'évolution, également marquée par des rebondissements peu habituels, de la jurisprudence luxembourgeoise sur la nature et la portée du secret bancaire et le rejet d'actions civiles dirigées contre la banque par des clients de celle-ci qui avaient réclamé, outre un dommage moral, des dommages-intérêts pour récupérer les impôts qu'ils avaient dû payer à leur administration fiscale.*

### Table des matières

L'histoire de l'Affaire .....	4
L'état de la jurisprudence belge sur les exigences de la régularité de la preuve à l'aube des décisions de 2009, 2010 et 2011 .....	10
La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme .....	12
La consécration par les jugements et arrêts rendus dans l'Affaire de la primauté du droit au procès équitable .....	12
Quelle aurait pu être la suite de l'Affaire si les juridictions belges avaient eu à examiner le fond ? .....	14
La jurisprudence luxembourgeoise en matière de légalité de la preuve ..	18
Le pendant de l'Affaire en France, l'affaire HSBC .....	20
La conclusion .....	22
Annexe : Les suites civiles au Luxembourg de l'Affaire KBL .....	24
Discussion .....	29

Chers confrères, Mesdames, Messieurs,

Je tiens à souhaiter une cordiale bienvenue à nos invités, venus particulièrement nombreux, ce qui est de bon augure.

Notre séance d'aujourd'hui revêt un caractère particulier par la personnalité du conférencier et par le sujet qu'il a choisi de traiter.

André Elvinger est d'abord notre président très apprécié. Il est aussi un juriste hautement estimé, à qui ses collègues de l'Association Henri Capitant ont rendu un hommage académique – rare au Luxembourg – sous forme d'un volume de mélanges qui reprend 8 études juridiques présentées en son honneur à la journée du 19 juin 2009 de l'Association Henri Capitant. A l'occasion de la remise de cette distinction flatteuse, le représentant de l'Association Capitant de Paris évoqua «*l'affabilité du propos et la gentillesse du sourire*» d'André, des qualités qui, à notre tour, nous ont séduits au point de faire d'André notre président.

Une dernière particularité de l'orateur, c'est qu'il est un des acteurs du roman policier qu'il va nous retracer. Pour éviter tout soupçon d'une prise de position personnelle, nous nous sommes abstenus d'inviter à cette séance des personnes impliquées dans le drame, même si leur présence aurait peut-être pu apporter des éléments d'information supplémentaires.

Quant au **sujet** traité, il revêt une grande actualité parce que divers États, à court d'argent et sous prétexte de lutte contre l'évasion fiscale, sont tentés de recourir à tous les moyens, même illégaux, pour parvenir à leurs fins. On a pu lire dans la presse que le gouvernement de la République fédérale allemande n'a pas hésité à acheter des listes de clients de banques fournies par des employés véreux, en violation flagrante de leurs obligations professionnelles.

Voici donc la **question** juridique et morale posée : Un État, censé être le protecteur du droit, peut-il violer ses propres lois, pour combattre l'illégalité d'autrui ? Peut-il se considérer en état de guerre, où les lois ne comptent plus ?

Nous sommes impatients d'entendre la réponse du conférencier – qui a maintenant la parole.

G.Als

*abouti, elle aussi, à l'exigence rigoureuse de la légalité de la preuve et de celle des procédures. Enfin, on constatera, à propos du pendant de l'Affaire en France, que la décision la plus récente de la Cour de cassation rejette, sans autres conditions, les pièces volées aux banques et ce par opposition à la juridiction suprême allemande qui va jusqu'à en légitimer l'achat.*

*Le texte publié comprend, en annexe l'examen de l'évolution, également marquée par des rebondissements peu habituels, de la jurisprudence luxembourgeoise sur la nature et la portée du secret bancaire et le rejet d'actions civiles dirigées contre la banque par des clients de celle-ci qui avaient réclamé, outre un dommage moral, des dommages-intérêts pour récupérer les impôts qu'ils avaient dû payer à leur administration fiscale.*

### Table des matières

L'histoire de l'Affaire .....	4
L'état de la jurisprudence belge sur les exigences de la régularité de la preuve à l'aube des décisions de 2009, 2010 et 2011 .....	10
La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme .....	12
La consécration par les jugements et arrêts rendus dans l'Affaire de la primauté du droit au procès équitable .....	12
Quelle aurait pu être la suite de l'Affaire si les juridictions belges avaient eu à examiner le fond ? .....	14
La jurisprudence luxembourgeoise en matière de légalité de la preuve ..	18
Le pendant de l'Affaire en France, l'affaire HSBC .....	20
La conclusion .....	22
Annexe : Les suites civiles au Luxembourg de l'Affaire KBL .....	24
Discussion .....	29

Chers confrères, Mesdames, Messieurs,

Je tiens à souhaiter une cordiale bienvenue à nos invités, venus particulièrement nombreux, ce qui est de bon augure.

Notre séance d'aujourd'hui revêt un caractère particulier par la personnalité du conférencier et par le sujet qu'il a choisi de traiter.

André Elvinger est d'abord notre président très apprécié. Il est aussi un juriste hautement estimé, à qui ses collègues de l'Association Henri Capitant ont rendu un hommage académique – rare au Luxembourg – sous forme d'un volume de mélanges qui reprend 8 études juridiques présentées en son honneur à la journée du 19 juin 2009 de l'Association Henri Capitant. A l'occasion de la remise de cette distinction flatteuse, le représentant de l'Association Capitant de Paris évoqua « l'affabilité du propos et la gentillesse du sourire » d'André, des qualités qui, à notre tour, nous ont séduits au point de faire d'André notre président.

Une dernière particularité de l'orateur, c'est qu'il est un des acteurs du roman policier qu'il va nous retracer. Pour éviter tout soupçon d'une prise de position personnelle, nous nous sommes abstenus d'inviter à cette séance des personnes impliquées dans le drame, même si leur présence aurait peut-être pu apporter des éléments d'information supplémentaires.

Quant au **sujet** traité, il revêt une grande actualité parce que divers États, à court d'argent et sous prétexte de lutte contre l'évasion fiscale, sont tentés de recourir à tous les moyens, même illégaux, pour parvenir à leurs fins. On a pu lire dans la presse que le gouvernement de la République fédérale allemande n'a pas hésité à acheter des listes de clients de banques fournies par des employés véreux, en violation flagrante de leurs obligations professionnelles.

Voici donc la **question** juridique et morale posée : Un État, censé être le protecteur du droit, peut-il violer ses propres lois, pour combattre l'illégalité d'autrui ? Peut-il se considérer en état de guerre, où les lois ne comptent plus ?

Nous sommes impatients d'entendre la réponse du conférencier – qui a maintenant la parole.

G.Als

## LE TRIOMPHE DU DROIT ET DES DROITS FONDAMENTAUX

La portée juridique des décisions rendues à la suite  
de l' « AFFAIRE KB »<sup>1</sup>

### L'histoire de l'Affaire<sup>2</sup>

La chronologie de l'Affaire est essentielle à connaître parce qu'elle permet de comprendre et de juger à leur juste valeur le jugement du tribunal correctionnel de Bruxelles du 8 décembre 2009<sup>3</sup>, l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 10 décembre 2010<sup>4</sup> et l'arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 31 mai 2011<sup>5</sup>, qui ont définitivement rejeté l'action intentée aux dirigeants de la Kredietbank Luxembourg (KBL) et de la Kredietbank Belgique (KBC). Cette chronologie présente, au-delà du droit, un intérêt

1 Le conférencier a publié, sous le même titre, au no 48 du Bulletin Droit et Banque, octobre 2011, un article qui reprend en partie, avec les changements qui conviennent à une publication dans un périodique juridique spécialisé, le sujet de la présente communication.

2 Le conférencier a tenu à rappeler son implication étroite, en qualité d'avocat, depuis de plus de 17 ans aux côtés de Kredietbank Luxembourg et ce dès les premiers symptômes de l'affaire. Malgré cela, et précisément à cause de cela, il a tenu à s'efforcer dans son exposé à la plus grande objectivité possible, en suivant au plus près dans les faits la description telle qu'elle figure dans les jugements et arrêts rapportés, description qu'il serait difficile de dépasser en rigueur et en sévérité.

3 Tribunal correctionnel de Bruxelles, 8 décembre 2009. Nous nous référerons ci-après pour la pagination, à la publication complète de ce jugement parue à la « *Jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles* » (JLMB) 2010/2, p.60. Ce jugement a également été publié par extraits au « *Journal des Tribunaux* » (JT) du 2 janvier 2010, n° 1, p.6. Nous nous y référerons ci-après comme « *le jugement* ».

4 L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 10 décembre 2010, qui a confirmé le jugement de première instance, a été publié à la « *Jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles* » (JLMB) 2011/3, publication à laquelle nous nous référerons ci-après pour la pagination, et par extraits au *Journal des Tribunaux* du 15 janvier 2011, no 6421, p.54. Nous nous y référerons ci-après comme « *l'arrêt de la Cour d'appel* ».

5 L'arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 2011 qui a rejeté le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'appel a été publié par extraits à la JLMB 2011/31 avec une note Alain De Nauw et au *Journal des Tribunaux* 2011, page 583, avec les conclusions de l'Avocat général J.-M. Genicot et une note M.-A. Beernaert.

véritablement sociologique par ses péripéties extraordinaires qui constituent un véritable roman policier au sens propre du terme.

Tout commence donc au début de 1994 lorsque cinq employés de Kredietbank Luxembourg furent licenciés pour *indélicatesses graves*. C'est l'euphémisme qu'emploie le jugement du tribunal correctionnel de Bruxelles. En fait il s'agit d'un détournement de fonds. Sur plainte de la banque, les poursuites allaient aboutir à la condamnation par jugement du tribunal correctionnel de Luxembourg du 23 octobre 1996<sup>6</sup> de l'un de ces employés et d'un complice pour association de malfaiteurs et escroquerie.<sup>7</sup>

Dans l'espoir de se prémunir contre une condamnation, et pour se ménager à la suite de leur licenciement de *plantureuses indemnités de rupture*, comme s'exprime le jugement du tribunal correctionnel de Bruxelles<sup>8</sup>, les employés en question s'étaient approprié des documents de la banque qu'ils avaient, du moins en partie, manipulés sur de prétendues copies. Surtout ils s'étaient procuré, par voie informatique, des listes de comptes pseudonymes de clients de la banque.

Intervient alors un personnage étrange que ces employés connaissaient, selon le jugement du tribunal correctionnel de Bruxelles<sup>9</sup>, depuis 1993 : un nommé Leurquin, indicateur de la police de Bruxelles. C'est là que commence le roman policier. La police de Bruxelles tient deux listes de ces indicateurs et inscrit sur l'une d'elles, la liste noire, ceux qui ne sont pas fiables et dont les *services*, si l'on peut dire, ne sont utilisables qu'avec l'autorisation expresse et formelle du Parquet. C'est sur cette liste que figure ce Monsieur Leurquin. Ce personnage se trouve *momentanément*, dit le jugement, installé auprès de sa compagne, une dame Dieudonné - nom providentiel - au numéro 3 de l'avenue Brugmann à Bruxelles où va se dérouler, comme nous le verrons, l'épisode le plus extravagant de notre roman.

L'un des employés infidèles de KBLux, Monsieur C - ces divers employés sont cités par leurs initiales comme le font la plupart des

6 n°1893/96

7 La poursuite contre d'autres personnes, sur partie civile de la banque, fait actuellement l'objet d'une procédure pendante devant la chambre du conseil de la Cour d'appel de Luxembourg.

8 Page 62, sub 2.1 de ce jugement.

9 Jugement, page 62, sub. 2

publications du jugement et des arrêts<sup>10</sup> - a pour comble un grand malheur, sa fille est gravement malade et se trouve en traitement à Bruxelles. Leurquin - Dieu ait son âme car il est décédé, échappant à toute poursuite, en 2003 - offre à Monsieur C de loger chez lui, donc aussi chez sa compagne Dieudonné. Sachant que C détient des pièces volées - vraies ou fausses - de KBL, Leurquin lui propose d'amener ces pièces à Bruxelles et de les entreposer dans le havre d'hospitalité que constitue cet appartement du 3, avenue Brugmann<sup>11</sup>. C se laisse convaincre et apporte donc une ou plusieurs caisses contenant apparemment, comme il sera dit plus tard, 2295 pièces. A l'insu de C, Leurquin prend des photocopies de ces pièces. Un échantillon de quelques unes de ces pièces est vendu par Leurquin à un journaliste, Verduyn, qui publie dans le journal flamand *De Morgen* et ensuite dans un livre *Le charme discret d'un banquier luxembourgeois*, c'est le titre de ce livre, des listes de comptes pseudonymes auxquelles étaient adossés, à la suite de manipulations, les prétendus noms des titulaires de ces comptes.

Surtout Leurquin remet une copie des 2295 pièces à un policier qui porte, là encore, un nom providentiel, Monsieur De Saint Martin. Les jugements et arrêts de Bruxelles parlent, pour l'ensemble des acteurs de la police de Bruxelles, de *policiers*. M. De Saint Martin est tout de même inspecteur principal de la police judiciaire.

C'est dans ce contexte que M. De Saint Martin et un autre *policier*, Monsieur Ceuppens - mais ce policier n'est pas moindre que le chef de la section financière de la police judiciaire de Bruxelles - « *consultent* », selon les termes de l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, un membre du Parquet « *pour savoir quelles conditions devaient être remplies pour que ces documents d'origine délictueuse puissent servir de base à l'ouverture d'un dossier judiciaire en Belgique.* »<sup>12</sup> A ce moment, ces « *documents d'origine délictueuse* » étaient déjà à la disposition de la police judiciaire aux mains de M. De Saint Martin depuis une date qui, à défaut de procès-verbal de cette remise, n'a pu être déterminée avec précision, mais qui, selon le jugement et l'arrêt, se situe à fin août ou début septembre 1994. Mais à la suite de la *consultation* reçue du Parquet, M. De Saint Martin

10 Le jugement, dans sa publication à la Jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles, désigne les personnes en question par leur prénom et l'initiale de leur nom de famille alors que la publication au Journal des Tribunaux, n° 1 du 2 janvier 2010, désigne tous les personnages par leur nom complet. Nous les désignons ci-après par leurs initiales dans la mesure où certains n'ont pas été définitivement jugés.

11 Arrêt de la Cour d'appel, p.130.

12 Arrêt de la Cour d'appel, page 131

et son supérieur, le chef de la section financière, pensaient que du fait de la connivence entre les voleurs, l'indicateur inscrit sur la *liste noire* et la police, ces pièces ne pouvaient pas être utilisées en cet état.

C'est pour résoudre ce « *problème* » que fut alors organisé un scénario extravagant. La dame Dieudonné avait encore un locataire, un nommé Vandergoten. Ce personnage, lui aussi peu reluisant, se trouvait, toujours d'après le tribunal et la Cour, « *sous le coup d'une ordonnance de capture* », c'est-à-dire qu'il devait entrer en prison pour purger une ancienne condamnation pour faux et usage de faux.

Leurquin persuade deux policiers de faire au numéro 3, avenue Brugmann, donc toujours chez la dame Dieudonné, une *visite domiciliaire* visant soi-disant ce Vandergoten qui venait d'entrer en prison. Cette visite domiciliaire eut un sous-produit miraculeux : les policiers y trouvaient, parce que Leurquin le leur avait dit et que Dieudonné avait reçu des instructions en ce sens, les fameuses caisses de pièces que C y avait déposées.

Voilà donc que ces pièces, pourtant déjà entre les mains de la police judiciaire, mais censées y être inutilisables, étaient considérées comme *blanchies* en ce sens que la police les découvrit soi-disant dans l'exercice de ses fonctions, sans avoir d'une manière ou d'une autre « *commis aucun acte illicite* », comme s'exprimait la jurisprudence, pour les obtenir. Voici les termes dans lesquels l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 10 décembre 2010<sup>13</sup> décrit cette opération.

« *Forte de ces informations juridiques, la police judiciaire de Bruxelles, de connivence avec son informateur Jean-Pierre Leurquin, imagina le scénario suivant : Sous le faux prétexte de l'arrestation récente de Richard Vandergoten, occupant une chambre à l'immeuble avenue Brugmann, il fut convenu que Jean-Pierre Leurquin préviendrait la police judiciaire de la découverte fortuite dans ladite chambre de documents potentiellement suspects.* »

Notons que ces documents « *potentiellement suspects* » étaient officiellement censés émaner non pas de la KBL, mais de Vandergoten. La Cour d'appel continue comme suit :

13 Arrêt de la Cour d'appel, page 131

« C'est ainsi que les inspecteurs de police Gosset et Thibeau réalisèrent une visite domiciliaire en l'immeuble précité et y rencontrèrent Simone Dieudonné qui, mise au courant par Jean-Pierre Leurquin du rôle qu'elle aurait à jouer, indiqua aux deux policiers les documents prétendument abandonnés sur place par Vandergoten. La police judiciaire entra de la sorte « officiellement » - la Cour place le mot entre guillemets - en possession d'un exemplaire de l'ensemble des pièces... » - non pas de pièces de Vandergoten, mais de KBLux.

C'était compter sans Vandergoten. Pour se venger de Leurquin qui l'avait fait remettre en prison, il dépose plainte au ministère de la Justice et auprès du Procureur du Roi.<sup>14</sup> Cette plainte portait sur le détournement par Leurquin des allocations de la misérable rente de Vandergoten, allocations que Leurquin et, selon la plainte, la dame Dieudonné avaient empochées en touchant à la place de Vandergoten les mandats postaux qui lui étaient adressés chez sa logeuse.

Chose encore plus extraordinaire, Vandergoten accusait Leurquin d'extorsion de fonds. Selon Vandergoten, Leurquin tentait de soutirer 250 millions de francs belges à une personne importante, Monsieur Pineau-Valencienne, qui se trouvait sous le coup d'une procédure judiciaire en Belgique en rapport avec des opérations financières sur le groupe français *Schneider*. Leurquin, selon Vandergoten, prétendait moyennant cette somme vendre à M. Pineau-Valencienne des documents qu'il déclarait avoir été volés à la KBL et qui auraient été susceptibles d'intéresser la défense de M. Pineau-Valencienne.<sup>15</sup> Il faut savoir que M. Pineau-Valencienne, par rapport aux personnages douteux que nous venons de rencontrer, était un grand monsieur, président directeur général de *Schneider*, anciennement *Schneider Creusot*, un groupe français très important. Pour l'histoire - pas la petite histoire - le groupe *Schneider* avait été à l'époque, à côté de la Société Générale de Belgique, le deuxième actionnaire de référence de l'Arbed, et M. Pineau-Valencienne au titre de sa qualité de président directeur général de *Schneider* siégeait au conseil d'administration de l'Arbed, comme certains s'en rappelleront peut-être. On ignore en quoi pouvaient consister les documents de KBL qui auraient pu intéresser la défense de M. Pineau-Valencienne.

Quoi qu'il en soit, la dénonciation de Vandergoten avait été transmise par le ministre de la Justice au Parquet et le substitut Cambier ouvrit alors un dossier, dossier numéro 70.97.1071/95.

L'opération de visite domiciliaire qui avait été censée blanchir les pièces était ainsi devenue malsaine. Aussi le Parquet et le juge d'instruction, Monsieur Jean-Claude Leys, jugeaient-ils utile de ne plus en faire usage, mais de faire « réapparaître » les pièces remises antérieurement par Leurquin à De Saint Martin. Mais comme aucun procès-verbal n'avait été établi lors de ce dépôt, il fallait en produire un, en l'antidatant.

Voici comment la Cour d'appel<sup>16</sup> décrit la façon de procéder de la police judiciaire, du Parquet et du Juge d'instruction :

*« Les procès-verbaux rédigés en 1994, à l'occasion de la prétendue visite domiciliaire de la police judiciaire au 3, avenue Brugmann, furent retirés du dossier par la police judiciaire à la demande ou de l'assentiment du magistrat instructeur et du Ministère public, afin d'être remplacés par des procès-verbaux antidatés relatant faussement une audition de Jean-Pierre Leurquin du 2 mars 1995 et une remise le 16 mars 1995 par ce dernier dans les locaux de la police judiciaire des pièces que celle-ci possédait en réalité depuis la fin de l'été 1994. »*

La Cour d'appel, suivant en cela le jugement de première instance, a relevé à charge du magistrat instructeur Leys d'autres reproches graves : absence d'inventaire du dossier jusqu'en 2000, alors que son enquête avait commencé en 1996, défaut de toute précaution quant à la conservation des pièces, d'où le fait que celles-ci demeuraient introuvables et ne correspondaient plus aux pièces originales, le fait de n'avoir jamais donné suite et de n'avoir jamais enquêté sur les aspects criminels, dit la Cour, du scénario de Leurquin et De Saint Martin, d'avoir fait preuve d'une attitude de partialité en faveur des employés infidèles de KBL, entre autres en réservant, « un traitement de faveur » à l'un d'entre eux, le nommé Costa dont la Chambre du conseil allait écarter les procès-verbaux d'audition<sup>17</sup>, et d'être allé jusqu'à procurer à deux d'entre ces employés « des attestations

14 Arrêt de la Cour d'appel, page 131 ; Jugement, page 63

15 Jugement, page 69 sub 3 et 71 sub 9

16 Arrêt de la Cour d'appel, page 133

17 Costa fut, plus tard, condamné pour faux en écriture par la Cour de Liège après avoir déjà été condamné pour vol et extorsion par le tribunal correctionnel de Luxembourg dans une autre affaire.

de complaisance afin de favoriser leur négociation avec leur employeur »<sup>18</sup>, d'avoir au contraire traité comme ses adversaires personnels les prévenus et notamment Monsieur Damien Wigny, le président du comité de direction de KBL.

Lorsque, sur mandat d'arrêt du juge Leys, Damien Wigny est arrêté et mis en détention préventive alors qu'il s'était rendu sur la tombe de ses parents en Belgique le 2 novembre 1997, cela fit au Luxembourg l'effet d'une bombe. Monsieur Wigny, très estimé président du comité de direction de KBL, fils d'un professeur de droit ancien ministre de la Justice de Belgique, grand connaisseur de la renaissance italienne, auteur d'ouvrages majeurs sur les villes d'art de Toscane, était membre du comité des Amis des Musées et devint président de l'établissement public de la Philharmonie, fonction qu'il occupe encore à l'heure actuelle<sup>19</sup>. Ni cette arrestation qui fut maintenue jusqu'à l'ordonnance de mise en liberté du 19 novembre suivant, ni l'inculpation en 2000 de presque tous les membres de la direction de KBL, n'ont ébranlé la confiance des milieux financiers luxembourgeois, pas davantage que celle la Commission de Surveillance du Secteur Financier qui, en se fondant sur le principe de la présomption d'innocence, n'a à aucun moment mis en question le maintien de M. Wigny et des autres dirigeants inculpés à la tête de la banque. M. Wigny est défendu tout au long de ce procès interminable et douloureux par Me Michèle Hirsch, ténor du barreau de Bruxelles, championne des affaires difficiles et délicates, avec une clairvoyance, une connaissance des dossiers à tout moment, un courage sans faille et une confiance inébranlable dans la cause qui a fini par être reconnue juste.

### **L'état de la jurisprudence belge sur les exigences de la régularité de la preuve à l'aube des décisions de 2009, 2010 et 2011**

Avant d'aborder les trois grandes décisions qui ont donné gain de cause aux prévenus, il est utile de passer en revue l'état de la jurisprudence en Belgique au moment où l'affaire paraissait enfin devant la juridiction de jugement. On constate alors que si les juges n'avaient eu à se prononcer que sur la seule régularité des preuves, la cause, du moins en droit, aurait été loin d'être entendue. La jurisprudence pénale a en effet évolué à partir

18 Arrêt de la Cour d'appel, page 134

19 Note post-conférence : jusqu'à la fusion entre la Philharmonie et l'Orchestre Philharmonique, le 31 décembre 2011.

du principe initial de stricte exigence de la légalité de la preuve au relâchement progressif de ce principe.

A l'origine, à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation de Belgique de 1923<sup>20</sup>, statuant sur le résultat d'une perquisition effectuée sans autorisation judiciaire, le principe était simple : on ne pouvait utiliser les renseignements obtenus par un acte illégal.

Cette règle allait perdre son caractère absolu à partir des années 90. La Cour de cassation admettait dorénavant que la preuve reste admissible lorsque son illégalité n'est pas commise par les autorités de poursuite elles-mêmes.<sup>21</sup> Et c'est à cette jurisprudence que se sont référés les membres du Parquet dans les consultations données à la police judiciaire dans ce qui a conduit au scénario Leurquin / De Saint Martin.

Mais un arrêt du 14 octobre 2003, surnommé Antigone, de la Cour de cassation de Belgique<sup>22</sup> alla plus loin. Cet arrêt signifiait que le juge pouvait faire usage des pièces illégalement obtenues, même si l'irrégularité était le fait de l'instruction ou du Parquet, à la condition que l'usage de la preuve ne soit pas contraire au droit à un procès équitable.

Antigone fut encore dépassée par un arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 2 mars 2005<sup>23</sup> qui porte le joli nom de Manon. Rien à voir avec l'héroïne de l'opéra, il s'agit des suites de la plainte d'un chocolatier portant ce nom qui avait déposé plainte contre une de ses vendeuses pour vol constaté au moyen d'un système de vidéosurveillance installé à l'insu des représentants du personnel, et donc illégal. Cet arrêt de la Cour de cassation reprend les conditions de l'admission de la preuve illicite admises par Antigone, mais y ajoute le cas où « *l'illicéité commise - il s'agissait dans ce cas de la surveillance illicite - est sans commune mesure avec la gravité de l'infraction dont l'acte irrégulier a permis la constatation* » - dans ce cas le vol. Cette décision venait introduire en droit pénal le principe de proportionnalité. Désormais, disait la doctrine belge, le juge peut « *mettre en balance les intérêts en jeu et porter une appréciation globale* ».

20 Pas. 1924, I, page 66

21 cf. Journal des Tribunaux, 21 mai 2005, no 6182 « *Le droit de la preuve à l'épreuve des juges* » no 9

22 Cass. 14 octobre 2003, R.W. 2003-2004, p.814, RCJB 2004, p.405

23 Cass. belge, 2 mars 2005, Pas. 2005, I, page 505

Ce relâchement dans l'exigence de la légalité des preuves était particulièrement redoutable dans le cas de KBL, puisqu'une partie de la presse et de l'opinion publique avait, à coup de milliards d'euros, brandi le spectre de « *la plus grande fraude fiscale du siècle* » et que l'Etat belge s'était porté partie civile, il est vrai, avec modération en réclamant le montant de 500.000 euros.

### La jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Les jurisprudences Antigone et Manon pouvaient-elles être en infraction à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme qui assure le droit à un procès équitable ? Ce n'est pas certain, car la Cour Européenne, dans ses arrêts Schenk<sup>24</sup> et Khan<sup>25</sup>, avait tenu à rappeler les limites de sa mission et donc de sa compétence. « *Si l'article 6 de la Convention - dit la Cour Européenne - garantit le droit à un procès équitable, il ne régleme pas pour autant l'admissibilité des preuves en tant que telles, matière qui relève au premier chef du droit interne.* » C'est dans ce contexte de compétence que la Cour européenne avait dit qu'elle ne saurait « *exclure par principe et in abstracto, l'admissibilité d'une preuve recueillie d'une manière illégale* ».

### La consécration par les jugements et arrêts KB de la primauté du droit au procès équitable

Si le droit a « *triomphé* », comme l'annonce le titre de la présente communication, c'est par la primauté du droit au procès équitable qu'ont consacré le jugement du tribunal correctionnel de Bruxelles et l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles et c'est encore sur cette base que l'arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 2011 a rejeté les pourvois du Parquet et de l'Etat belge.

Le tribunal correctionnel de Bruxelles, après avoir cité la longue liste des faits de déloyauté qu'il avait constatés, a jugé que<sup>26</sup> :

« *Eu égard à la gravité des atteintes portées, à leur caractère répété, à la circonstance qu'elles furent notamment commises par ceux qui avaient mission de les combattre, à leur incidence négative et irrémédiable sur*

*le droit au procès équitable des prévenus et à l'atteinte qu'elles causent à l'image de la justice, eu égard au devoir de loyauté, il s'impose de considérer que les poursuites sont structurellement affectées par un vice les rendant irrecevables.* »

C'est « *surabondamment* », et en se référant à la Cour Européenne des Droits de l'Homme<sup>27</sup>, que le tribunal juge encore, en ce qui concerne les pièces produites par le Parquet, que les procès-verbaux invoqués « *portaient atteinte à leur force probante et affectent de manière irrémédiable les droits de la défense des prévenus, ce qui impose l'écartement de ces procès-verbaux et partant des 2995 pièces litigieuses* ».

Et sur le principe de proportionnalité le jugement<sup>28</sup> déclare que « *le tribunal refuse de donner au critère de proportionnalité une lecture en vertu de laquelle la gravité exceptionnelle d'une infraction autoriserait la commission d'irrégularités exceptionnellement graves pour l'établir* ».

La Cour d'appel de Bruxelles qui, sur appel du Parquet et de l'Etat belge, a confirmé le jugement de première instance, est tout aussi formelle:

« *Il résulte de l'ensemble de ces considérations que l'enquête fut, dès son origine, gravement déloyale et que les droits de la défense des prévenus furent, de manière répétée, sérieusement et définitivement affectés. Les prévenus furent donc, compte tenu des circonstances, irrémédiablement privés de leur droit à un procès équitable, valeur essentielle de notre procédure pénale.* »

Et pour écarter, dans ces conditions, le principe de proportionnalité, la Cour déclare expressément que les prévenus ne sauraient être « *évincés* » des valeurs essentielles de la procédure pénale en raison de la gravité des faits qui leur étaient reprochés.

Aussi la Cour, comme en avaient décidé les premiers juges, déclarait-elle les poursuites irrecevables et rejetait-elle l'action intentée aux dirigeants de la banque.

Tant le Parquet que l'Etat belge s'étaient pourvus en cassation. Leurs pourvois furent rejetés par la Cour de cassation.

24 Cour Européenne des Droits de l'Homme, 12 juillet 1988, Schenk c/ Suisse

25 Cour Européenne des Droits de l'Homme, 12 mai 2000, Khan c/ Royaume Uni

26 Jugement, sub 6a, n° 7, page 83

27 1<sup>er</sup> mars 2007, Heglas c/ République Tchèque et Yalo c/ Allemagne

28 page 85

Le temps ne permet pas de traiter ici les savants considérants de cette décision. Cependant la description détaillée que contiennent les considérants de l'arrêt de cassation sur les faits retenus par le juge du fond est intéressante en ce qu'une certaine presse a voulu minimiser la portée de cet arrêt en disant que la Cour de cassation *ne connaît que le droit*. En réalité, bien que la Cour de cassation n'eût pas à rejuger, et ne pouvait pas rejuger, les faits, elle les rappelle néanmoins avec le plus grand détail.<sup>29</sup>

Voilà : *Roma locuta...*

Il est vrai que pour certains l'issue définitive de la saga KBL aurait « *un goût amer* », la justice étant ainsi privée de juger du fond de ce que la presse continuait d'appeler *la plus grande fraude fiscale du siècle*.

Il n'est donc pas sans intérêt de se demander si, au cas où le tribunal, la Cour d'appel et la Cour de cassation en avaient décidé autrement, l'affaire aurait pu mener, en tout ou en partie, à une condamnation des prévenus.

**Quelle aurait pu être la suite de l'Affaire si les juridictions belges avaient eu à examiner le fond ?**

Tout d'abord, comme l'avait dit en termes « *surabondants* » le tribunal, les constatations du jugement et de la Cour jetaient d'ores et déjà le doute le plus grave sur la fiabilité des fameuses 2995 pièces et d'autres pièces que l'accusation avait fait valoir. En présence du truquage des procès-verbaux, du défaut d'inventaire par le juge d'instruction et des autres circonstances que les juridictions ont cruellement reprochées aux enquêteurs, la fiabilité de l'ensemble de ces « *pièces* » était d'ores et déjà gravement compromise.

Bien que les jugements et arrêts analysés ici n'en aient pas parlé parce que cela ne relève pas du domaine de la loyauté de la procédure pénale, un autre épisode, lui aussi étonnant, aurait sans doute, si ces jugements et arrêts avaient eu à juger le fond, contribué à ébranler la fiabilité des *pièces*.

Le même Verduyn qui avait publié le livre *Le charme discret d'un banquier luxembourgeois* allait récidiver en 1999 en publiant dans le journal *De Morgen* des articles dans lesquels il prétendait montrer que le ministre des Finances, Monsieur Didier Reynders, aurait détenu un

ou plusieurs comptes anonymes auprès de KBL. Verduyn avait reçu du prénommé Costa, l'un des employés infidèles, de prétendus « *documents* » qu'il reconnut par la suite comme des faux, « *grossiers* » dit-il lui-même, consistant dans de prétendus extraits de compte de M. Reynders auprès de KBL.

Nonobstant la reconnaissance des faux par Costa et les excuses présentées par Verduyn au ministre Reynders, celui-ci, non sans avoir fait appel au Premier ministre luxembourgeois, insista auprès de KBL pour obtenir une attestation selon laquelle il ne détenait aucun compte auprès de cette banque : le 15 novembre 1999, le ministre, flanqué d'un huissier, se présentait à Luxembourg au siège de la banque, à la salle des guichets, exigeant l'attestation que M. Reynders n'était titulaire ni des comptes mentionnés dans les articles de Verduyn, ni d'aucun autre compte auprès de la banque. Bien que tel fût strictement le cas, car M. Reynders n'avait aucun compte auprès de la banque, celle-ci, après consultation et après que le président du comité de direction eût, en personne, reçu M. Reynders dans les locaux du service juridique, refusa de remettre une telle attestation. C'était conforme à la pratique bancaire constante qui consistait, pour assurer le respect du secret bancaire, à refuser systématiquement l'émission d'une attestation négative pour la cause évidente que la production d'une attestation négative en présence d'une autre demande serait invoquée *a contrario* comme preuve de l'existence d'un compte.

M. Reynders, toujours non satisfait, assigna non seulement Costa et Verduyn, mais encore KBL devant le tribunal de première instance de Liège, demandant pour chacun des défendeurs des dommages-intérêts, outre la publication dans les journaux. Le tribunal, par jugement du 7 mai 2002<sup>30</sup> et la Cour d'appel de Liège par arrêt du 15 septembre 2005<sup>31</sup> allaient condamner Costa et Verduyn à des dommages-intérêts et à la publication, mais déclarer l'action dirigée contre la KBL non fondée. La Cour d'appel, dans son arrêt, longuement motivé contrairement à ce qui était le cas du jugement de première instance, se prononce sur la nature et la portée du secret bancaire. Après avoir examiné les avis d'un conseil externe et celui, produit par M. Reynders, d'un avocat luxembourgeois, ainsi que les doctrines luxembourgeoises et suisses sur le secret bancaire, l'arrêt invoque comme étant décisifs deux arrêts de la Cour d'appel de Luxembourg du

<sup>30</sup> Jurisprudence Droit et Médias numéro 4-2002.

<sup>31</sup> Bulletin Droit et Banque no 40, page 57 avec note Olivier Poelmans : « *Le secret bancaire et l'attestation négative* ».

2 avril 2003 qui avaient confirmé, d'ailleurs dans un litige dirigé contre KBL, le caractère d'ordre public du secret bancaire. L'arrêt de la Cour de Liège déclare dès lors que le refus d'attestation n'était pas contraire « au comportement d'une entreprise bancaire normalement prudente et diligente ».

L'épisode Reynders est intéressant non seulement sous l'aspect du secret bancaire qui se trouvait ainsi reconnu, du moins sur le plan civil, par une haute juridiction belge, mais encore en ce que cet épisode apportait une preuve éclatante de plus de la non-fiabilité d'extraits de compte de toutes sortes qui les affectait.

Sur un autre plan encore, l'absence de valeur probante d'autres de ces « pièces » fut constatée par une impressionnante série de jugements des juridictions belges ayant eu à statuer sur les poursuites engagées par le fisc belge contre des résidents belges dont les noms apparaissaient dans les fameuses « pièces ». Il s'agit de toute une série de décisions, dont un arrêt de la Cour d'appel de Liège<sup>32</sup>, qui ont refusé de reconnaître l'authenticité et la valeur probante de ces pièces pour rejeter les redressements faits par le fisc.

Avant d'en arriver là, l'examen du fond de l'affaire aurait, selon le type des différentes préventions, rencontré des questions quant à la compétence des tribunaux répressifs belges à l'égard des dirigeants de la banque luxembourgeoise. S'il est vrai que le principe de territorialité comporte, en droit belge comme en droit luxembourgeois, des exceptions importantes, il reste que les faits reprochés s'étaient à peu d'exceptions près, déroulés exclusivement sur le territoire luxembourgeois. Le problème se serait posé de façon plus accrue encore quant aux infractions pénales à caractère fiscal.

Se serait encore posée la question de la compétence législative et réglementaire quant à l'application à la banque luxembourgeoise de certaines dispositions belges, entre autres des règles émises par la Commission Bancaire et Financière belge sur ce qu'elle appelle les *mécanismes particuliers*. Le Parquet, d'ailleurs à l'encontre de certaines prises de position de la Commission européenne en matière de prestation de services bancaires et financiers dans la Communauté, entendait appliquer

<sup>32</sup> Cour d'appel de Liège du 19 mai 2004 (no 2003/RG/1003, Journal de droit fiscal, no 3/2005, p.101 ss).

ces règles à la banque luxembourgeoise qu'elle considérait, du fait que les clients en question étaient résidents belges, comme effectuant la libre prestation de services en Belgique.

Dans le cadre de l'instruction de l'affaire, la police judiciaire et le juge d'instruction allaient encore plus loin, invoquant comme évidente la *fictivité* non seulement des opérations faites en droit luxembourgeois, mais également celle des sociétés luxembourgeoises impliquées qualifiées d'écran. L'instruction refusait, en fait, de reconnaître la légalité des contrats conclus en droit luxembourgeois et la personnalité morale de ces sociétés.

Tout cela sans même parler de la prescription qui menaçait l'action publique, et de l'application de l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme qui exige le délai raisonnable dans lequel un jugement doit intervenir car, rappelons le, les faits reprochés remontaient aussi loin qu'à 1987.

Même sur le plan des faits, le juge, en examinant le fond, aurait été confronté à la difficulté inhérente à un retard aussi important dans la décision à rendre. Il aurait dû, en 2011 et plus tard encore, juger les prévenus au regard non seulement de la législation ou de la réglementation, mais encore de la pratique bancaire, telles qu'elles existaient au Luxembourg à la fin de la décennie 1980 et du début de la décennie 1990, tout cela avant même l'entrée en vigueur au Luxembourg, entre autres, de la loi du 12 mars 1998 qui venait introduire dans la loi sur le secteur financier un chapitre sur *les règles de conduite* des banques.<sup>33</sup>

Cette évolution, au cours de presque deux décennies, fut constatée en termes éloquents voire dramatiques dans un article intitulé *Risques juridiques liés aux activités bancaires transfrontalières*, publié au Bulletin Droit et Banque.<sup>34</sup> Et le corollaire de cette évolution, dans le sens de la reconnaissance progressive du droit étranger par la jurisprudence luxembourgeoise, sera décrit par notre confrère Patrick Kinsch avec une grande hauteur de vue dans un article qui sera publié au Bulletin Droit et

<sup>33</sup> Cf. André Elvinger, « *Historique du droit bancaire et financier* », in *Droit bancaire et financier au Grand-Duché de Luxembourg*, Larcier 1994 ; et « *L'évolution législative de la Décennie 1993-2003* », in *Droit bancaire et financier au Grand-Duché de Luxembourg*, Larcier 2004. Voir aussi Marc Elvinger « *Libres propos sur l'utilité d'un code de conduite en droit bancaire* » dans *Droit bancaire et financier au Grand-Duché de Luxembourg*, Larcier 1994, page 603.

<sup>34</sup> No 29 de novembre 1999.

Banque qui paraîtra dans les prochains jours<sup>35</sup> sous le titre « *L'affaire KBL et l'évolution du secret bancaire dans la jurisprudence Luxembourgeoise* ». <sup>36</sup>

### La jurisprudence luxembourgeoise en matière de légalité de la preuve

Dans la seule affaire comparable qui a eu l'honneur de toutes les instances, il s'agissait de poursuites sur la base de l'article 327 du code pénal – menace d'attentat – et subsidiairement de l'article 319 du code pénal – le fait d'annoncer un danger que l'on sait inexistant, mais ayant entraîné l'intervention de la force publique – dispositions rarement appliquées du code pénal.

Devant le tribunal correctionnel, les défenseurs du prévenu faisaient valoir la nullité de la procédure tirée de l'illégalité de la preuve. Cette illégalité consistait dans le fait que la Poste avait fait installer, pour la protection d'un appareil de distribution de billets, un système de vidéosurveillance, mais l'autorisation requise pour une telle installation, bien que demandée auprès de la Commission nationale pour la protection des données, n'avait pas encore été obtenue. C'est cette installation qui avait intercepté une communication téléphonique dirigée, par un fonctionnaire, vers le Palais Grand-Ducal, communication téléphonique qui contenait, selon l'accusation, la menace ou l'annonce de la menace d'un attentat au Palais Grand-Ducal. Le Parquet reconnaissait le caractère illégal de l'installation, mais invoquait l'arrêt *Manon* de la Cour de cassation de Belgique.

Ce faisant, le Parquet s'attira le courroux du tribunal correctionnel qui, dans son jugement du 13 juillet 2006,<sup>37</sup> rappelait solennellement que « *dans un Etat de droit, la fin ne justifie pas les moyens* », rejetant ainsi notamment le principe de proportionnalité qui se trouve, comme nous

<sup>35</sup> No 48, octobre 2011.

<sup>36</sup> Sur le plan civil, il n'est pas sans intérêt de rappeler les décisions luxembourgeoises qui ont rejeté les demandes introduites par un certain nombre de justiciables belges et néerlandais contre KBL en réclamant un dommage matériel et moral à la suite des redressements fiscaux intervenus par le fisc belge et le fisc néerlandais. Le temps ne permettait pas, dans le cadre de la présente conférence, d'exposer les développements particulièrement intéressants d'une jurisprudence qui, là encore, s'est étendue sur presque dix années. On trouvera ce chapitre dans l'Annexe. Le Bulletin Droit et Banque no 48 d'octobre 2011 contient lui aussi la relation de ces jugements et arrêts sous le titre « *Chronique d'une jurisprudence génétiquement modifiée* » par Monsieur Bruno Gérard.

<sup>37</sup> n° 2523/2006

l'avons constaté, au cœur de l'arrêt *Manon*, et en disant que l'invocation de ce principe témoignait, de la part de la Cour de cassation de Belgique, d'un « *esprit singulièrement pratique* » et d'un sens de la « *rentabilité dont la Cour* (de cassation de Belgique) *a semblé imbue* ». Le tribunal s'en prenait en particulier à un arrêt antérieur de la même Cour de cassation qui, suivant la jurisprudence belge depuis 1991 – c'est la jurisprudence qui fit l'objet des « *consultations* » des enquêteurs belges dans l'affaire KB – avait décidé qu'une preuve obtenue par un acte expressément interdit par la loi n'était pas nécessairement irrecevable pour autant que l'acte illicite n'émane pas des enquêteurs eux-mêmes. « *La neuvième section du tribunal* » disait-elle, « *ne peut qu'inviter toute personne soucieuse des libertés fondamentales, des principes généraux du droit et des droits de l'Homme de se faire ses réflexions et sa religion sur les conséquences d'une telle évolution jurisprudentielle* ».

Le tribunal ne ménageait pas non plus la Cour Européenne des Droits de l'Homme dont il disait que sa position « *entretient l'idée très discutable selon laquelle la preuve illégale est admissible dès qu'elle fait l'objet d'un débat contradictoire* ».

Le prévenu fut donc acquitté.

La Cour d'appel, par son arrêt du 28 février 2007,<sup>38</sup> critiquait à la fois « *les excès de langage* » des défenseurs, le Parquet dont la thèse était considérée comme « *hors propres* » et le tribunal, disant que « *la Cour ne saurait approuver les écarts de langage des premiers juges à l'égard des juridictions suprêmes étrangère et internationale* ».

Mais sur le fond la Cour confirma les premiers juges, en considérant « *que le respect de la légalité dans l'administration de la preuve est fondamental pour garantir le caractère équitable du procès* ». Voilà donc le prévenu acquitté également en instance d'appel.

Cependant, sur pourvoi du Procureur Général d'Etat, la Cour de cassation, par son arrêt du 7 mars 1980, cassa et annula l'arrêt de la Cour d'appel.<sup>39</sup>

<sup>38</sup> n° 126/07 X.

<sup>39</sup> Pour le commentaire de cet arrêt et notamment sur ses incidences sur la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel cf. Edouard Delosch : « *Dans un Etat de droit, la fin ne justifie pas les moyens ou la loyauté de la preuve* », Bulletin Droit et Banque No.40 octobre 2007 p.49.

écarter une preuve obtenue illicitement si, entre autres, « l'usage de la preuve est contraire au droit à un procès équitable », mais elle dit ensuite qu'il « appartient néanmoins au juge d'apprécier l'admissibilité d'une preuve obtenue illicitement en tenant compte des éléments de la cause dans son ensemble, y compris le mode d'obtention de la preuve et les circonstances dans lesquelles l'illicéité a été commise ». Et la Cour de cassation estime que la Cour d'appel « en refusant de façon péremptoire de prendre en considération tous les éléments de la cause » a violé « cette disposition normative ».

Devait-on admettre que, en visant ces *circonstances*, la Cour de cassation aurait voulu – mais elle ne l'a pas dit – invoquer le principe de proportionnalité ?

En tout cas, ce n'est pas ainsi que la Cour d'appel, sur le renvoi de la Cour de cassation, l'a interprété dans l'arrêt qu'elle a prononcé au rescisoire le 26 février 2008<sup>40</sup> en reconfirmant le jugement de première instance. La Cour, complétant ses motifs antérieurs, constate que « l'instruction résultait en une atteinte au droit à un procès équitable, en tant que ce droit tend au respect des droits de la défense et suppose la légalité de la procédure, qui ne peut pas être réparée au titre du seul débat contradictoire au fond ».

C'était dire, en termes excellents, ce qu'a dit, un an plus tard dans l'affaire KBL, le tribunal correctionnel de Bruxelles, et deux ans plus tard, la Cour d'appel de Bruxelles.

### Le pendant de l'Affaire en France, l'affaire HSBC

L'Affaire a connu son pendant, beaucoup plus bref et moins spectaculaire sur le plan judiciaire, mais tout aussi concluant, en France.

A la suite d'une perquisition, le procureur de la République de Nice avait transmis à la Direction Nationale d'Enquêtes Fiscales (DNEF) une

liste de clients de HSBC Genève volée par un employé de cette banque, un nommé Falciani – encore un nom prédestiné. Or cette liste dite *des 3000* était déjà antérieurement parvenue entre les mains du Ministre du Budget – il s'agissait de Monsieur Woerth – et déjà remise à la DNEF. Aussi, par son ordonnance du 8 février 2011, la Cour d'appel de Paris constate-t-elle « qu'il s'avère donc que la DNEF était en possession de cette liste et l'a exploitée bien avant la transmission officielle par l'autorité judiciaire en application de l'article L-101 du LPHF ».

Pour une lecture moins austère, on se référera à un article du Canard Enchaîné du 23 mars 2009 : « Woerth » dit le Canard Enchaîné dans un style bien à lui, « avait bien vu l'os » et, dit-il, « l'ordonnance de la Cour d'appel révèle la jolie manipulation qu'il avait montée pour cacher l'origine illégale de sa liste ». Le scénario était donc comparable, en moins pittoresque, il faut le reconnaître, au cas Leurquin-Vandergoten, encore qu'il fût moins intentionnel peut-être du côté du Parquet car, toujours selon le Canard Enchaîné, le Procureur Eric de Montgolfier – les noms sont d'un bout à l'autre intéressants dans nos affaires – lui aurait dit « J'ai involontairement blanchi des informations reconnues illégales par la Cour ».

En réalité, peu importait aux yeux de la Cour d'appel de Paris, le fait que la remise de la *Liste des 3000* avait été faite avant la perquisition, car dit-elle : « en tout état de cause il s'agit de données volées, l'origine de ces pièces est donc illicite ».

Peu de temps après la date à laquelle la présente conférence fut tenue, la Cour de cassation, chambre commerciale, financière et économique, par arrêt du 31 janvier 2012, rejeta le pourvoi introduit par le Directeur général des finances publiques contre l'ordonnance de la Cour d'appel, et ce dans des termes aussi brefs qu'incisifs. Nul besoin pour la Cour de cassation de se référer au comportement déloyal voire illicite d'une instance policière ou judiciaire : son arrêt reprend ce qu'avait déclaré la Cour d'appel, en disant dans son dispositif « qu'il importait peu que l'administration en ait eu connaissance par la transmission d'un

<sup>40</sup> Jurisprudence pénale/Putz/Edition Promoculture, Tome II, procédure pénale et T.4.8. Signalons que, dans le même respect de l'exigence de la légalité des preuves, un jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, chambre criminelle, du 19 janvier 2010 (Bulletin d'information sur la jurisprudence du 15 juin 2011) a rejeté des débats comme moyen de preuve inadmissible un « journal intime d'un tiers dont le prévenu s'était approprié sans l'accord préalable de ce tiers » constatant que le prévenu, « qu'il l'ait trouvé par hasard ou comme fruit de ses recherches », se l'est « procuré d'une façon illégitime ».

Par apport à celles des juridictions belges et luxembourgeoises rappelées ci-avant, ces décisions françaises, tout en arrivant à la même conclusion, sont plus radicales dans leur fondement puisqu'il leur suffisait de constater que les documents invoqués étaient volés et provenaient donc de source illicite, sans qu'il fût besoin de constater en outre un comportement illicite dans le maniement de ces pièces par une autorité publique.

### En guise de conclusion

La justice belge sort grandie des courageuses décisions qui ont réaffirmé les valeurs fondamentales de loyauté que doivent respecter et sauvegarder tous ceux qui servent la justice, que ce soit au stade des poursuites, de l'instruction ou du jugement.

La justice a dit que la fin ne justifie pas les moyens et qu'aucun principe de proportionnalité ne peut l'emporter sur l'exigence suprême de la loyauté dans la conduite du procès.

Quant à la jurisprudence luxembourgeoise, elle se situe à son tour résolument dans le sens de l'exigence rigoureuse du respect des droits de la défense et du procès équitable. Et il est frappant de constater combien tant le jugement du tribunal correctionnel que l'arrêt final de la Cour d'appel sont proches de ce que les tribunaux et cours belges ont décidé peu après.

En France, où l'on est pourtant peu enclin au secret bancaire, on peut saluer le rejet radical, fût-ce aux dépens du fisc, de toutes pièces volées auprès d'une banque, par la Cour d'appel de Paris et la Cour de cassation,

<sup>41</sup> Par cet arrêt (141 FS-P+B sur le pourvoi no P11-13097), la chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation se trouve en opposition avec la jurisprudence constante de la chambre criminelle de la Cour de cassation pour laquelle l'illicéité des pièces n'empêche pas les juridictions pénales d'en faire usage à la seule condition que ces pièces aient été soumises à un débat contradictoire. Mais la chambre criminelle est à son tour en opposition avec la jurisprudence tout aussi constante de la chambre civile de la Cour de cassation pour laquelle, par exemple, l'enregistrement d'une conversation téléphonique privée à l'insu de l'auteur de cette conversation constitue « un procédé déloyal rendant irrecevable en justice la preuve ainsi obtenue ». (Pour la comparaison entre la jurisprudence des chambres civile et criminelle de la Cour de cassation, voir note Philippe Bonfils dans Recueil Dalloz Jurisprudence, 2005 no 2, page 122 et plus récemment Vincent Vigneau, chronique de la jurisprudence de la Cour de cassation, Recueil Dalloz, 2011, page 618).

sans même qu'il fût besoin de prouver un i-usage déloyal de ces pièces par une autorité publique.

On ne peut que s'étonner que l'Allemagne, dont le système de droit nous est, il est vrai, moins proche, pratique jusqu'au *Bundesverfassungsgericht* <sup>42</sup> le principe de proportionnalité sous la forme de la *Abwägung der Güter*. L'achat par l'autorité fiscale de documents volés, le paiement au voleur et la complicité qu'ils impliquent de la part de l'Etat avec le délit, paraissent incompatibles avec les fondements de notre système de droit.

Et nous avons constaté que la Cour Européenne des Droits de l'Homme s'impose des limites à sa compétence quant à l'examen de la licéité des preuves au regard de la Convention consacrant le droit au procès équitable.

Le droit ne triomphe donc ni toujours ni partout. Saluons-le là où il l'emporte, fût-ce sur la raison d'Etat.

<sup>42</sup> BverfG, 2 BvR 2101/09 vom 9.11.2010 ; il s'agit de la décision qui a déclaré irrecevable (« nicht zur Entscheidung angenommen ») les recours ayant eu pour objet des poursuites engagées à la suite de l'achat par la République Fédérale Allemande de données informatiques volées (« Datendiebstahl ») émanant d'un établissement du Liechtenstein.

## Les suites civiles au Luxembourg de l'Affaire KBL

Sur le plan civil, il n'est pas sans intérêt de rappeler les décisions luxembourgeoises qui ont rejeté les demandes introduites par un certain nombre de justiciables belges et néerlandais contre KBL en réclamant un dommage matériel et moral à la suite des redressements fiscaux intervenus par le fisc belge et le fisc néerlandais. Il ne s'agissait évidemment pas de ceux qui avaient, en prenant le risque d'une action judiciaire, introduit des recours contre ces redressements devant les juridictions belges et qui y avaient obtenu gain de cause pour défaut de preuve<sup>43</sup>.

Alors que les arrêts rendus sur ces actions en dommages-intérêts par les juridictions luxembourgeoises se sont, de façon constante, montrés rigoureux quant à la qualification du secret bancaire comme obligation de résultat<sup>44</sup>, ils ont déjà, à un premier stade, écarté tout droit à la reconnaissance d'un dommage matériel pour avoir dû payer l'impôt, et ils ont ensuite, contrairement à ce qu'avaient admis deux premiers arrêts, également rejeté les demandes en obtention d'un préjudice moral.

Au premier stade, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg avait, par des jugements des 13 juillet 2001 et 5 octobre 2001, déclaré les demandes en réparation tant d'un dommage matériel que d'un dommage moral irrecevables selon l'adage *nemo auditur* pour défaut d'intérêt légitime et, superfétatoirement, pour défaut de préjudice recouvrable, selon le principe « *qui paye ses dettes s'enrichit* ».

Cependant, la Cour d'appel, dans deux arrêts du 2 avril 2003<sup>45</sup>, avait réformé ces jugements et déclaré les demandes recevables. Elle a cependant jugé non fondées les demandes en dommages et intérêts pour préjudice matériel. La Cour, dans ces arrêts s'est, à cet égard, exprimée comme suit:

*« Les situations qui se sont régulièrement constituées à l'étranger produisent en principe des effets au Luxembourg. Il n'a pas été contesté*

43 décisions nombreuses – cf. Cour d'appel de Liège 19 mai 2004, Journal du droit fiscal no 3/2005

44 cf. Myriam Pierrat : « *De la distinction entre obligations de moyens et obligation de résultat : pile ou face* », Journal des tribunaux Luxembourg n° 15 du 5 juin 2011, n° 3.2.2

45 Pas. XXXII, p. 524

*que l'imposition des conjoints H et S en Belgique se fût faite en conformité avec la législation belge.*

*Il convient dès lors de considérer que la situation de dette des conjoints H et S s'est régulièrement constituée en Belgique. Il ne saurait partant être fait abstraction au Luxembourg de la dette fiscale belge des conjoints H et S. Il s'ensuit que le paiement d'impôts avec intérêts par les conjoints H et S constitue le paiement d'une dette.*

*Il en est de même de leur paiement d'amendes. Comme le paiement intervenu n'est pas constitutif d'un appauvrissement dans le chef des conjoints H et S, le paiement ne peut être considéré comme préjudice subi. »*

Bien que ce raisonnement se lise comme un syllogisme, la solution n'était, à l'époque, pas évidente. Le droit fiscal est territorial et limité, comme corollaire de la souveraineté, à l'Etat qui l'édicte. Ainsi les obligations fiscales d'un contribuable ne sont, à défaut d'une convention internationale, pas exécutoires dans un autre Etat. C'est la théorie de la non-reconnaissance ou de la reconnaissance limitée du fait du prince étranger<sup>46</sup>.

Cette conception avait encore inspiré un jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 12 juillet 1989<sup>47</sup>, où le tribunal avait adjugé des dommages et intérêts à un résident français condamné pour infraction au contrôle des changes à la suite de la violation du secret bancaire par un agent auxiliaire d'une banque luxembourgeoise. Il est vrai que ce jugement ne s'était pas contenté de constater que la créance était celle d'un Etat étranger, mais encore avait considéré la législation française sur le contrôle des changes comme incompatible avec l'ordre public luxembourgeois.

Les arrêts du 2 avril 2003 pouvaient donc être considérés comme un revirement<sup>48</sup>. Il est vrai qu'ils se plaçaient dans un contexte d'impôts belges en présence d'une convention belgo-luxembourgeoise contre la double imposition.

En revanche, la Cour d'appel, dans ces deux arrêts, avait déclaré fondée la demande en réparation du préjudice moral allégué par les

46 cf. Patrick Kirsch : « *Le fait du prince étranger* », LGDJ, 1994

47 Engel contre Crédit Lyonnais, Bulletin Droit et Banque no 15, note Patrick Kirsch

48 cf. note Patrick Kirsch dans Bulletin Droit et Banque no 32, p.26; sur l'orientation générale de la doctrine étrangère en ce sens cf. Patrick Kirsch, « *Le fait du prince étranger* », no 266, p.371

chacun la – plantureuse – somme de 25.000 euros, montant équivalent à la réparation habituellement adjugée pour le dommage subi par la perte d'un enfant ou du conjoint.

La banque s'étant pourvue en cassation, la Cour de cassation, par son arrêt du 18 mars 2004<sup>49</sup> rejeta le pourvoi, mais le motif du rejet, sur l'un des moyens, était significatif, puisque selon ce motif,

*« les désagréments reconnus indemnisables par les juges du fond ne sont pas ceux en relation directe avec la dette fiscale, mais ceux issus de l'attente légitime de voir la banque respecter son obligation au secret. »*

L'arrêt de la Cour de cassation pouvait ainsi, malgré la concision de la formule, être interprété en ce sens que, tout préjudice, même moral, est non susceptible d'indemnisation s'il est en relation directe avec la dette fiscale.

Et c'est en ce sens que la jurisprudence des tribunaux et de la Cour d'appel se sont finalement orientés. Dans quinze arrêts de la Cour d'appel rendus le 5 novembre 2009<sup>50</sup>, et encore par deux arrêts rendus par la Cour d'appel le 16 mars 2011<sup>51</sup> en une autre composition avec une motivation plus succincte, la Cour a jugé non fondées les demandes tant pour préjudice matériel que pour préjudice moral.

Le prétendu préjudice moral invoqué par les requérants dans ces affaires tenait, selon eux, à trois causes : (i) l'atteinte à leur vie privée résultant des révélations litigieuses, (ii) les tracasseries avec le fisc belge et (iii), la déception de l'attente de voir la banque respecter son obligation au secret. Sur ces trois points, la Cour a jugé que le préjudice soi-disant moral se rattachait toujours au dépit des demandeurs d'avoir été astreints au paiement de l'impôt qu'ils devaient déclarer et payer à leur administration

49 Pas. XXXII, p. 500

50 rôles n° 32613, 32615, 32616, 32618, 32621 à 32624, 32627, 32629, 32621, 32632, 32824, 32874 et 33318

51 rôles n° 35 545 et 35 544, Bulletin Droit et Banque, no 48

nationale<sup>52</sup>. Quant à la prétendue déception des requérants dans leur attente légitime de voir la banque respecter son obligation au secret, la Cour a également déclaré fondé l'appel incident formé par la banque contre sa condamnation dans certains cas, par le tribunal de première instance, à l'euro symbolique<sup>53</sup>.

Le pourvoi en cassation formé contre l'un de ces arrêts a été rejeté<sup>54</sup>. Sur le moyen tiré d'un défaut de réponse à conclusions, la Cour de cassation constate que la Cour d'appel avait jugé que, dans le contexte des faits gisant à la base de la demande, le prétendu élément de préjudice moral n'avait pas d'existence concrète et autonome par rapport aux désagréments liés à la dette fiscale, et que la Cour d'appel avait ainsi effectivement *« répondu aux conclusions des demandeurs sur cet élément du préjudice invoqué »*. Sur les autres moyens, tirés d'un prétendu défaut de *« réparation intégrale du dommage »* ou du fait d'avoir ajouté au principe de la réparation intégrale du dommage *« des restrictions et conditions non prévues par la loi »*, la Cour de cassation répond que ces moyens ne tendent *« qu'à remettre en cause l'appréciation souveraine des juges du fond quant à l'existence d'un*

52 Pour ce qui est de l'atteinte prétendue à la vie privée, la Cour, confirmant les jugements de première instance, dit que : *« pour autant que les appelants devaient estimer qu'il y aurait atteinte à leur vie privée en raison du fait que l'administration fiscale belge a eu connaissance de l'existence d'un compte bancaire à leur nom auprès de la KBL, il convient de noter que le contribuable a l'obligation légale de renseigner l'administration fiscale et de lui fournir les données matérielles permettant de procéder à son imposition de sorte que les appelants ne sauraient se prévaloir de l'intimité de leur vie privée en rapport avec leur situation patrimoniale à l'égard du fisc. »* (rôle 32824, page 11) Pour ce qui est des tracasseries prétendument causées par l'intervention de l'administration fiscale, la Cour d'appel a dit que : *« les tracasseries en question trouvent leur cause originaire et déterminante non pas dans le non-respect du secret bancaire, mais dans le non-respect par les appelants de leurs obligations fiscales. »* (arrêt rôle 32824, page 11)

53 La Cour a dit que : *« le préjudice moral en question ne saurait figurer dans la catégorie des préjudices moraux purs résultant de l'atteinte aux sentiments moraux et religieux ou de l'atteinte à la partie affective du patrimoine moral, frappant une personne dans ses affections »* (arrêt rôle 32824, page 10). Et encore que *« le préjudice moral, caractérisé par les appelants par la déception de leur attente légitime de voir la banque respecter son obligation au secret n'a, dans le contexte des faits gisants à la base de la demande, à savoir l'interpellation par le fisc au sujet d'avoirs bancaires en vue d'une enquête fiscale suivie d'un redressement, pas suffisamment d'existence concrète et autonome par rapport aux désagréments liés à la dette fiscale pour justifier l'allocation de dommages et intérêts »*. Et enfin que *« les appelants essaient de cacher que le prétendu préjudice du fait de la perte de confiance dans l'application au secret bancaire consiste dans leur déception d'avoir dû payer les droits et impôts dus par eux, déception qui est en relation directe avec la dette fiscale »*.

54 Cour de cassation, arrêt n° 1/2011 du 6 janvier 2011

*préjudice résultant de la violation du secret bancaire* ». Quant au moyen tiré de ce que la violation du secret bancaire aurait constitué une « atteinte à l'intimité de la vie privée », la Cour de cassation a encore jugé que le moyen « ne tendait qu'à remettre en cause l'appréciation souveraine des juges du fond », appréciation qui, dit la Cour de cassation, « échappe à son contrôle ».

Il est vrai que, comme l'a relevé le chroniqueur des arrêts du 5 novembre 2009 au Bulletin Droit & Banque<sup>55</sup>, les juges du fond « disposent ainsi d'une grande latitude quant à l'admission ou au refus d'admission d'un préjudice moral ». Il n'en reste pas moins que les arrêts de la Cour d'appel se trouvent confortés en ce qu'ils n'ont pas encouru la censure de la Cour de cassation. Les nombreuses décisions de la Cour d'appel sont dès lors à considérer comme constituant désormais une jurisprudence constante.

En conclusion<sup>56</sup>, on peut considérer que la jurisprudence luxembourgeoise est bien arrêtée en ce sens qu'en cas de vol de listes de clients auprès d'un établissement bancaire, listes ensuite transmises à l'administration fiscale dont relèvent ces clients, ces derniers ne peuvent, à la suite des redressements qui en ont découlé, obtenir réparation ni d'un dommage matériel ni d'un dommage moral. Leurs obligations envers leur administration fiscale nationale sont reconnues par le juge luxembourgeois comme une dette – une dette comme une autre – dont le paiement ne peut constituer un préjudice.

<sup>55</sup> Chronique de jurisprudence de droit bancaire luxembourgeois par Nicolas Thieltgen, n° 46 de novembre 2010, p.78 et ss

<sup>56</sup> cf. Bruno Gerard, *Chronique d'une jurisprudence génétiquement modifiée*, Bulletin Droit et Banque no 48

## Discussion

**M. Georges Als :** Merci cher Président d'avoir su comprimer dans le délai d'une heure une matière qui s'est étendue sur une période aussi longue, avec d'innombrables rebondissements, et d'avoir introduit de la clarté dans cette ténébreuse affaire. J'étais particulièrement frappé aussi par votre conclusion en ce qui concerne la récente affaire allemande. Mais il y a dans la salle de nombreux praticiens du droit qui auront sans doute des questions à vous poser. Qui veut lancer le débat?

**Le conférencier :** Monsieur le Procureur Général ... Je tiens quand même à m'excuser de tout ce que j'ai été amené à dire du Parquet. Il n'y a pas de comparaison.

**M. Robert Biever :** Vous avez dit que cette Affaire était à l'honneur des juridictions belges. C'est exact : la fin oui, mais tout ce qui s'est fait avant, tant par la police judiciaire que par le juge d'instruction ou les juges d'instruction et les différents membres du Parquet, tout cela ne l'a été guère. Pour eux la question se pose si le but n'a pas justifié les moyens.

Je me permets toutefois d'observer tout d'abord que si vous avez dit que c'était un roman policier, moi j'y vois plutôt un film de Michel Audiard avec Bernard Blier et Jean Lefèvre. Je l'intitulerais « *Les tontons photocopieurs* », parce que sans les photocopies tout cela n'aurait rien donné. C'est donc le règne de la photocopie.

Observation plus sérieuse : il y a une deuxième affaire luxembourgeoise où le même problème s'est posé, mais c'était même bien plus délicat.

On avait constaté qu'au bureau des passeports il y avait régulièrement de l'argent qui disparaissait. Des soupçons se sont portés sur une personne déterminée ce qui a incité la police à y installer une caméra. Cette affaire est donc bien différente de celle de la « Poste » où les caméras étaient installées pour des buts absolument évidents, à savoir d'observer ce qui se tramait autour des distributeurs de billets qui se trouvent en cet endroit, tandis que dans le deuxième cas on a installé une caméra pour convaincre le cas échéant la personne en question de faits. Ce qui fut fait. Elle fut filmée lorsqu'elle emmenait des enveloppes remplies d'argent. L'affaire fut introduite et tant le tribunal correctionnel que la Cour décidaient « *mais si le fait que cet enregistrement n'était pas autorisé d'une part et d'autre part que c'était une atteinte, comme le disait la prévenue, à la vie privée, tout*

*cela est irrelevant puisqu'elle bénéficie d'un procès équitable, elle peut parfaitement discuter ici tous les éléments en cause* » L'affaire est donc un peu plus délicate que celle de la « Poste » ou plus précisément celle des menaces envers la Maison grand-ducale, puisque dans cette affaire des caméras furent installées par la Police et ceci sans aucune autorisation de la Commission Nationale de la protection des données.

Les arrêts de la Cour de Cassation belge - c'est un des rares points où je ne suis pas d'accord avec l'orateur - sont bien plus exhaustifs et détaillés qu'ils ne le sont chez nous et en France.

La grande question qui se pose est celle de la licéité des preuves, de l'admissibilité des preuves. On sait que le principe fondamental en droit pénal est que la preuve est libre. Mais c'est un principe que vous ne trouvez pas dans le Code pénal. Bien souvent les juristes, que voulez vous, lorsqu'ils ne savent plus quoi dire, ils disent. « *C'est un principe fondamental* » en arguant que le principe en question se dégage de l'ensemble d'une législation - ou encore d'une doctrine.

Mais je crois que dans notre Affaire, l'affaire KBL, la Cour de Cassation belge n'a rien ajouté à sa jurisprudence étant donné qu'elle a confirmé ce qu'on appelle en Belgique le *test Antigone* qui veut qu'on ne peut écarter une preuve irrégulière que si l'on se trouve dans l'une des trois hypothèses suivantes, soit ;

- lorsque la loi prévoit elle-même la sanction pour l'irrégularité en question,
- lorsque l'irrégularité commise a entaché la fiabilité de la preuve,
- lorsque l'usage de la preuve est contraire au droit à un « procès équitable ».

Dans cette enceinte il convient de rappeler que la question de preuves irrégulières ne se pose pas seulement à propos d'affaires où des fichiers ont été détournés, sinon utilisés à des fins autres auxquelles ils étaient destinés, mais encore, et bien souvent à propos d'autres affaires.

Et à ce sujet il y a bien l'argent qui se trouve à Luxembourg, mais il y a encore d'autres affaires. Et celle qui fait, au milieu des spécialistes des droits de l'homme, beaucoup de bruit actuellement encore, c'est l'affaire Gäfgen contre l'Allemagne. Que s'était-il passé ?

Un garçon de 8 à 10 ans avait été enlevé par un jeune homme de 22 ans. Il y avait une tentative d'extorsion d'argent pour que l'enfant soit libéré auprès des parents et les parents ont payé, sur quoi il a été possible à la police d'arrêter celui qui avait enlevé l'enfant. On l'emmenait au commissariat et on ne savait toujours pas si l'enfant vivait encore ou non. C'est là, du moins à mon avis, le point le principal. On ne le savait pas et M. Gäfgen ne disait rien. Et alors le policier - les policiers, vous savez,

ils doivent agir dans le temps, ils ne peuvent pas dire « *Bon, donnez moi un petit écrit, je vous dirai demain ..* », il faut insister sur le point - les policiers ont dit « *Voilà maintenant on va vous amener quelqu'un qui sait faire parler les gens. Il sait comment on doit faire* ».

Sur ce, la personne retenue a craqué, fait l'aveu et conduit les policiers dans un verger où l'enfant était trouvé ; l'enfant était mort, étranglé.

Dans la suite le jeune homme a été condamné par le tribunal de Francfort à une peine d'emprisonnement à perpétuité. M. Gäfgen a ensuite introduit un recours à Strasbourg où il a soutenu qu'il avait été soumis à la torture sinon à un traitement inhumain et que « *sous un traitement inhumain on ne peut pas faire un aveu valable* ». En Allemagne le « *Bundesgerichtshof* » avait dit « *Oui, il a subi un traitement inhumain, mais les aveux qu'il a faits dans la suite et les traces qu'il a laissées ont fait que tout cela se tient* ».

La Cour des Droits de l'Homme a examiné la question de savoir si du fait que le requérant avait été soumis à un traitement inhumain, ce qu'elle a retenu, il y a eu violation de l'article 6 du fait de l'utilisation de l'aveu pouvait être utilisé suite à des preuves matérielles que le traitement était inhumain. La problématique sous-jacente à cette question était bien celle de l'application de la théorie selon laquelle des éléments de preuve qui résultent directement ou indirectement d'une preuve irrégulière sont eux-mêmes irréguliers et doivent donc suivre le sort de celle-ci et partant entraîner l'acquittement de l'auteur des faits. Il s'agit en l'espèce de la théorie dite du « *fruit of the poisonous tree* ».

La Cour a cependant estimé que les preuves matérielles litigieuses (notamment l'aveu) n'étaient pas nécessaires pour condamner l'auteur des faits. Elle a encore considéré que l'aveu n'a pas servi à prouver la culpabilité ou à fixer la peine, de sorte que la chaîne de causalité entre, d'une part les méthodes d'enquête prohibée, et d'autre part, le verdict de culpabilité et la peine qui ont frappé le requérant, a été rompue en ce qui concerne la preuve matérielle litigieuse. Il y aurait donc eu une rupture dans la preuve ce qui n'a pas empêché que le procès soit considéré comme équitable.

Ce jugement qu'on peut parfaitement discuter et cela d'autant plus que je crois qu'il y a eu huit juges qui n'ont pas accepté ce raisonnement et qui ont dit « *Non, dans ce cas on ne peut rien mettre entre parenthèses dans l'aveu obtenu puisque le deuxième aveu n'est que la suite du premier aveu.* »

Il s'agit d'une considération extrême, la suite logique en étant l'acquittement de celui qui avait tué l'enfant. On peut dès lors se poser la question si on suit le raisonnement des juges auteurs de l'avis minoritaire

s'il n'y aurait pas eu application de l'adage « *summum jus summa injuria* ». Comment voulez-vous expliquer à quelqu'un le droit si on acquitte une personne ayant commis ce fait et laquelle on a soumise à un traitement inhumain (même limité) ?

Peut-on être réellement sûr que dans nos commissariats ou encore même dans les commissariats de beaucoup de pays des faits bien plus graves se produisent sans qu'un rapport soit dressé ? Mais cela est autre chose.

Ces policiers-ci avaient l'honnêteté extrême de faire un rapport spécial, séparé, sur ce traitement inhumain. Le jeune homme qui a tué l'enfant a reçu 3.000 euros de la part de l'Etat allemand pour traitement inhumain de la part des autorités policières allemandes.

Tout cela pour vous dire que ces questions de preuve sont extrêmement délicates et se tenir strictement à un critère de légalité n'est pas facile en toute hypothèse, l'affaire Gäfgen le démontre amplement.

Vous avez parlé également de la jurisprudence allemande dans le contexte de l'affaire KBL, mais en l'occurrence, par le terme de proportionnalité, les juridictions allemandes ne visent pas l'importance de l'affaire, mais le degré d'atteinte à la vie privée. Elle décide qu'une « *violation du secret bancaire n'est pas essentielle à l'intimité de la vie privée* ». Voilà pourquoi ils l'admettent dans le cas d'une affaire telle que l'affaire KBL. Se pose toutefois la question si les Luxembourgeois-italo-belges avaient vendu leurs données au fisc belge et si le fisc belge avait remis tout cela au Parquet, qu'est-ce qui serait arrivé dans cette hypothèse là ? Est-ce que cette procédure n'aurait pas été validée ?

La Cour de cassation française y aurait donné son aval.

Ce qui me choque surtout dans l'affaire KBL c'est que des gens de la justice aient manipulé le dossier.

Dernière observation : Les données des banques sont d'une sensibilité extrême, mais essentielles pour les banques et en conséquent leur protection doit être assurée au maximum. Ceci d'autant plus dans un pays où le secret professionnel des banques est important, peut-être essentiel. Il est vrai que normalement les gens qui volent des données à une banque, c'est pour extorquer un peu d'argent ou beaucoup d'argent à la banque, respectivement à ses clients. Beaucoup de ces affaires s'arrangent très certainement à ce niveau là. S'adresser donc, si on a un tel malheur en tant que banquier, à la police ou à un Parquet, n'est certainement pas la première adresse, parce que normalement on cherche à s'arranger. Dans toute affaire d'escroquerie – l'escroc fait preuve d'ingéniosité et l'escroqué de naïveté et a donc mauvaise mine.

Pendant ma longue carrière de parquetier j'ai eu connaissance de 14 cas où des responsables d'établissements financiers se sont - en fin de compte - adressés à nous pour nous signaler qu'il y avait eu un vol de fichiers.

**Le conférencier :** Il y aurait beaucoup à dire, Monsieur le Procureur Général. La première chose à dire c'est que vous avez démontré que je ne connais pas toutes les affaires que j'aurais dû connaître. Le seul avantage de cette ignorance de ma part est que j'ai pu être un peu plus court.

En ce qui concerne la Cour Européenne des Droits de l'Homme, oui, je connaissais cette décision. Quand on a reproché à la Cour Européenne des Droits de l'Homme de ne pas être stricte ou de ne pas avoir une ligne claire sur ce point, on a peut-être été un peu injuste car la Cour a d'abord dit « *Nous nous occupons de l'article 6 de la Convention et les questions de preuve sont plutôt de la compétence des tribunaux nationaux* ».

Maintenant le cas que vous avez cité est décidément différent. Il était encore beaucoup plus pénal. Il s'agissait de mort d'homme, il s'agissait de traitement inhumain. La Cour Européenne a trouvé le moyen de dire : entre les deux choses il n'y avait pas de lien. Il y a une espèce de rupture de continuité ou une rupture de causalité. Sans doute les affaires qui arrivent devant la Cour Européenne - il est dommage que notre très savant membre, Monsieur Dean Spielmann, n'ait pas pu assister à cette petite conférence – il n'y a pas une ligne absolue ni directe. Les différents arrêts, je n'ai pas pu en examiner d'autres, ne vont pas, je pense, dans la même direction.

Alors, en ce qui concerne votre dernière observation, bien sûr cela traite de ce que le banquier fait lorsqu'il constate qu'on lui a volé des pièces et, vous dites, le Parquet n'est peut-être pas le meilleur endroit. Comme vous savez il a même été, à certains moments, reproché à la banque en l'occurrence d'avoir essayé de trouver une autre solution, c'est-à-dire d'éviter que ces employés malhonnêtes diffusent la connaissance qu'ils avaient volée, et c'est évidemment tout à fait honorable. Cela pose le problème inverse : peut-on acheter ce qui a été volé ? Mais je pense que ce qui s'impose aux autorités de l'Etat ne s'impose pas aux privés et donc aux banques et de telles recherches d'arrangement sont évidemment compréhensibles parce qu'elles sont faites dans l'intérêt des clients de la banque. Merci de vos excellents enseignements supplémentaires qui complèteront très heureusement ce que je n'ai pas dit.

**M. Rusen Ergec :** Je voudrais simplement faire une remarque pour dissiper d'éventuels malentendus que votre excellent exposé a pu susciter, puisque vous avez critiqué la jurisprudence de Strasbourg du fait qu'elle

était assez laxiste du point de vue de l'admissibilité de preuves douteuses. Je souscris à votre analyse. Mais il ne faut pas en déduire, et c'est là que le risque de malentendu réside, que cette jurisprudence menace ou décrédibilise les jurisprudences belge et luxembourgeoise que vous avez citées, car dans le système de la Convention la Cour de Strasbourg établit des standards minimaux et n'empêche nullement les juges nationaux de développer une jurisprudence beaucoup plus protectrice de l'individu. Donc, on ne peut pas invoquer cette jurisprudence restrictive pour critiquer la jurisprudence protectrice du droit au procès équitable au niveau national. C'est ce que je voulais simplement souligner.

**Le conférencier :** Merci Monsieur le Professeur. Je croyais avoir pris la défense de la Cour Européenne en disant déjà qu'elle avait rappelé les limites à la fois de sa mission et de sa compétence et vous y ajoutez qu'il s'agit en outre d'une dimension supplémentaire entre le juge national et le juge européen. Merci.

**M. Henri Etienne :** Je voudrais exprimer d'abord mon admiration sans limites pour l'habileté des juristes qui ont réussi à faire déclarer irrecevables les actions publiques dirigées contre quatorze dirigeants bancaires impliqués dans ce qu'il faut bien reconnaître comme ayant été un véritable système d'évasion fiscale, et ceci en se prévalant d'une violation du Droit et des Droits Fondamentaux.

Il faut cependant relativiser l'arrêt de la Cour de Cassation de Belgique pour la raison que les multiples actes de procédure des autorités belges dont la turpitude a été justement fustigée par la plus haute juridiction du Royaume, ne semblent plus requis depuis la jurisprudence « Antigone » d'octobre 2005 dont vous avez relevé à juste titre l'importance.

Dans le roman policier que vous avez fait défiler devant nous, vous avez donné une place centrale au Commissaire de police De Saint Martin qui, au vu des listes et compte tenu de l'historique de leur obtention, avait estimé que ces pièces étaient imprésentables aux autorités judiciaires. Si les pièces lui avaient été montrées sous l'empire de la jurisprudence « Antigone » on aurait pu faire l'économie de tout le folklore qui a suivi. Les pièces auraient passé sans problème le test d'irrecevabilité de la preuve du fait que le mode d'obtention des pièces n'avait pas vicié leur contenu et que les moyens utilisés ne mettaient pas en cause le droit à un procès équitable.

Je voudrais terminer en notant que si les dirigeants bancaires ont été protégés au nom du Droit et des Droits fondamentaux, il en a été autrement pour les milliers de déposants qui ont fait l'objet de redressements fiscaux.

Ces braves gens, sans défense et abandonnés par leur banque, ont craqué devant l'évidence, sans pouvoir se prévaloir du Droit et du respect dû aux Droits Fondamentaux.

S'il y eu triomphe en l'occurrence du Droit et des Droits Fondamentaux, il n'y a pas eu d'égalité d'accès à ces valeurs majeures.

Je voudrais suivre sur le point suivant : c'est que la jurisprudence Antigone date d'octobre 2002, je crois. Or, toute l'affaire aurait basculé, si le fameux officier de police qui a eu connaissance du dépôt des listes chez Madame Dieudonné avait tout simplement fait signaler tout cela au Parquet. Si Antigone avait été en vigueur à ce moment là, c'eut été des pièces certes obtenues de manière douteuse, mais on aurait appliqué des tests de non recevabilité des pièces en question et à ce moment là les tests auraient pressé les preuves. Donc, ce qui s'est passé dans votre cas ne peut pas préjuger ce qui va se passer dans l'avenir. Merci.

**Le conférencier :** Cher Henri, je ne suis pas sûr d'avoir bien saisi ton raisonnement en tant qu'il se place dans le temps. Mais ce qui est évident c'est que si la police n'avait pas fait ce qu'elle a fait, ou même si elle avait fait moins que ce qu'elle a fait, l'affaire aurait pu en arriver au fond. Je ne suis pas convaincu du lien qu'il y a entre cette constatation et le fait que de nombreux déposants ont été exposés à des redressements dans des affaires qu'ils ont d'ailleurs, en partie, gagnées. Je pense que les deux choses se sont déroulées sur un autre plan.

**M. Georges Als :** S'il n'y a plus d'autres questions, nous allons clôturer la séance en remerciant encore une fois chaleureusement André Elvinger de son exposé magistral qui nous a également montré qu'il est encore loin d'être à la retraite au barreau. Merci beaucoup.

## L'ANTHROPOLOGIE STRUCTURALE DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

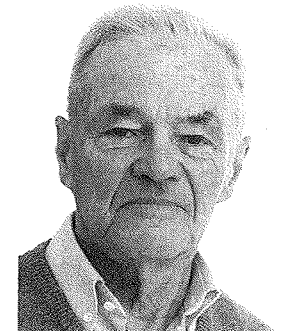
---

par

Jean-Paul Harpes

---

Jean-Paul Harpes est professeur de philosophie à la retraite. Il enseigna à l'Athénée, au Centre Universitaire et à certaines Universités partenaires de ce dernier. A partir de 1995 il était coordinateur, puis, jusqu'en 2007, président de la Commission Nationale Consultative d'Ethique (CNE). De 2002- 2006 il présidait la Cellule de Recherches en Résolution de Conflits (CRRC). A partir de 2005, il est membre du Comité directeur de bioéthique (CDBI) du Conseil de l'Europe et à partir de 2009 membre du Comité National d'Ethique de la Recherche (CNER).



### Sommaire

*Dans ma communication, je retrace brièvement la trajectoire de Lévi-Strauss, sa conception de l'ethnologie et de l'anthropologie, sa rencontre avec la mouvance structuraliste -en indiquant ce qui l'en rapproche et l'en sépare- le développement progressif de sa méthode, les problèmes soulevés par celle-ci, l'incidence qu'elle a sur sa conception de l'homme, comparable, à certains égards, à celle de Michel Foucault.*

*Par ailleurs j'examine quelques-uns des sujets concrets auxquels est consacrée l'oeuvre anthropologique immense de Lévi-Strauss : la pensée sauvage et la culture préhistorique, les cultures des peuples amérindiens dont l'auteur étudie le mode de vie, les liens de parenté, l'incidence de ces derniers sur la naissance de la civilisation. Par ailleurs j'évoque aussi, dans ma communication, la portée des mythes étudiés par Lévi-Strauss. Ces mythes se retrouvent, constate-t-il, chez des peuples distants des plusieurs milliers des kilomètres. Il en explore les raisons.*

# L'ANTHROPOLOGIE STRUCTURALE DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

Évocation de l'une des aventures intellectuelles  
les plus marquantes du XXème siècle

## Table des matières

<b>1. Des expériences de terrain à la méthode structurale</b> .....	3
1.1. Les expériences de terrain .....	3
1.2. De l'ethnographie à l'anthropologie .....	5
1.3. Le structuralisme .....	7
1.3.1. Ce qu'il n'était pas.....	8
1.3.2. Sa définition.....	8
1.3.3. La méthode structuraliste .....	9
1.4. La méthode structurale, problèmes et interprétations.....	12
1.4.1. Le caractère non-empirique des structures sociales .....	12
1.4.2. Son caractère inconscient .....	13
1.4.3. Les modèles «pauvres».....	13
1.4.4. La construction de modèles scientifiques.....	14
1.4.5. Le statut des structures sous-jacentes? .....	14
<b>2. Mise en œuvre du programme</b> .....	16
2.1. La pensée sauvage .....	16
2.2. Les liens de parenté.....	19
2.3. Mythologiques .....	21
2.3.1. Les démarches de Lévi-Strauss .....	21
2.3.2. Le message des mythes.....	22
2.3.3. La beauté des récits.....	22
<b>Discussion</b> .....	24
<b>Bibliographie</b> .....	27

Claude Lévi-Strauss décéda il y a près de seize mois, à Paris, à l'âge de cent ans.

Bien qu'il ait complètement rénové, entre 1950 et 1970, l'anthropologie française, que son œuvre, énorme, soit régulièrement rééditée et que d'innombrables publications y aient été consacrées, son étonnante aventure intellectuelle est loin d'être connue de tous. Assez rares sont ceux, tout compte fait, que leur curiosité ait poussés plus loin que *Tristes Tropiques*.

Je me propose de reconstruire, en des termes aussi transparents que possible, les moments essentiels de cette aventure : la délimitation de l'objet de l'anthropologie, les liens de Lévi-Strauss avec le structuralisme, sa méthode structurale et les questions qu'elle soulève, sa mise en œuvre dans différents domaines de recherche.

## 1. Des expériences de terrain du jeune anthropologue à l'objet et à l'arrière-fond de ses recherches anthropologiques ainsi qu'à sa méthode structurale

### 1.1. Les expériences de terrain

Lévi-Strauss avait été chargé, à l'université de Sao Paulo, d'une chaire de sociologie<sup>1</sup>. Cette discipline incluait encore, à l'époque, l'ethnologie<sup>2</sup> et le jeune professeur brûlait d'aller sur le terrain et d'étudier le mode de vie et les institutions des sociétés indiennes<sup>3</sup>. Il partit une première fois, à cet effet, à l'intérieur des terres en novembre 1935, pour quatre mois, puis, plus longuement, en 1937.

1 En mars 1935, Lévi-Strauss commence à enseigner à Sao Paulo en même temps que Fernand Braudel. Voir Claude Lévi-Strauss : *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008, « Chronologie », page XLV.

2 Voir Denis Bertholet, *Claude Lévi-Strauss*, Paris, Plon, 2003, page 81

3 Ibidem, page 84

## 1.2 De l'ethnographie à l'anthropologie

1.2.1. Il sera sans doute utile de préciser ici les relations entre les notions d'ethnographie, d'ethnologie et d'anthropologie et de caractériser brièvement l'orientation globale de l'anthropologie straussienne à laquelle je viens de faire allusion.

J'emprunte les définitions que je proposerai ici à un texte, dans lequel, à l'occasion du centième anniversaire de Lévi-Strauss, Philippe Descola, professeur d'anthropologie au Collège de France comme l'avait été Lévi-Strauss lui-même, présenta l'œuvre de ce dernier et évoqua les disciplines auxquelles il se consacra.

L'ethnographie, « descriptive et analytique », « correspond », indique-t-il, « aux premiers stades de la recherche : c'est l'enquête sur le terrain et la collecte de données de toutes sortes sur une société particulière, circonscrite dans le temps et l'espace »<sup>6</sup>. L'ethnologie prolonge l'ethnographie et représente un premier effort de synthèse visant à des généralisations suffisamment vastes à un niveau régional ou thématique ». Dans ce contexte, avait indiqué Lévi-Strauss, dans *Anthropologie Structurale*, l'ethnologie « utilise de manière comparative les documents présentés par l'ethnographie »<sup>7</sup>.

L'anthropologie, enfin, « présente -toujours selon Descola- le dernier moment de la synthèse : sur la base des enseignements de l'ethnographie et de l'ethnologie, elle aspire à produire une *connaissance globale de l'homme* en découvrant les principes qui rendent intelligible la diversité de ses productions et cela tout au long des siècles et à travers les continents ».

Bien que l'anthropologie puisse être abordée dans une optique physique, sociale et culturelle, l'approche de Claude Lévi-Strauss est proprement celle d'une *anthropologie culturelle*, dont il est d'ailleurs considéré comme étant l'un des initiateurs.

Dans un article paru à Sao Paulo en 1935, il suggérait déjà que l'anthropologie, telle qu'il la conçoit, a pour objet de promouvoir l'établissement d'un inventaire planétaire des populations *et de leurs cultures*. L'idée sous-jacente à son option pour une anthropologie *culturelle* et non physique est que *la culture fait l'homme* et non point la race ou ses dispositions physiques<sup>8</sup>.

A une question de Georges Charbonnier qui l'interrogea sur ce qui distingue la culture de la nature, Claude Lévi-Strauss répondit : « ... la

6 Philippe Descola, « Claude Lévi-Strauss, centième anniversaire », numéro hors-série de la *Lettre du Collège de France*, Paris, 2008

7 Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie Structurale*, Paris, Plon, 1958, page 4

8 Denis Bertholet, op cit, page 93

La première de ces expéditions l'amena chez les Indiens Caduveo, à la frontière paraguayenne, puis, dans le Mato Grosso central, chez les Bororo, dont le mode de vie, à l'époque, bien qu'exposé aux influences extérieures, respectait encore les traditions ancestrales. Le séjour chez les Bororo donna d'ailleurs lieu à une publication dans le *Journal de la société des américanistes* et trouva son écho, comme l'ensemble des expéditions des années 1935 à 1937, dans *Tristes Tropiques*.

Je ne puis m'empêcher d'évoquer brièvement une description suggestive des structures de la société bororo figurant dans cet ouvrage, qui, rédigé avec une remarquable aisance, assura la renommée de Lévi-Strauss auprès du public français, mais lui attira les ires d'un certain nombre de savants. Ceux-ci lui reprochaient l'allure littéraire du texte.

Le village circulaire de Kejara partage la population bororo en deux groupes, les Cera au Nord et les Tugaré au Sud, le premier de ces noms signifiant, probablement, « les faibles » et le second « les forts »<sup>4</sup>. Un individu appartient toujours à la même partie de la population que sa mère et ne peut épouser qu'un membre de l'autre moitié. Bref « si ma mère est Cera, je le suis aussi et ma femme sera Tugaré ».

D'autre part, les femmes habitent et héritent les maisons où elles sont nées. Au moment de son mariage, un homme traverse donc le village circulaire et va habiter chez l'autre groupe de population. Une maison des hommes toutefois, située au milieu du village « tempère ce déracinement ».

Le partage en deux moitiés de la population règle d'ailleurs d'autres aspects de la vie sociale que le mariage. « Chaque fois qu'un membre d'une moitié de la population, c'est à dire soit un Cera soit un Tugaré, bénéficie d'un droit ou a tel devoir, il l'exerce ou y répond au profit ou avec l'aide de l'autre moitié ». « Ainsi les funérailles d'un Cera sont conduites par un Tugaré et réciproquement »<sup>5</sup>.

Je ne puis pas entrer ici dans plus de détails. Il sera intéressant toutefois de retenir que les structures gouvernant les mariages, c'est-à-dire les alliances familiales qu'il décrit ici, constitueront l'un des thèmes centraux de l'anthropologie structurale de Lévi-Strauss. Dans le texte que je viens de résumer, l'auteur adopte toutefois une approche purement ethnographique. Il se borne à décrire les coutumes des Bororo. N'empêche que -bien qu'à l'époque de ses expériences de terrain il n'ait pas encore conçu sa future méthode structurale- Lévi-Strauss n'éprouve guère de doutes, dès ce moment, à l'égard de l'orientation qui caractérisera son approche anthropologique.

4 Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Paris, Gallimard, 2008, Edition de la Pléiade, page 213

5 Claude Lévi-Strauss, ibidem, pages 213-214

culture ou civilisation, c'est l'ensemble des coutumes, des croyances, des institutions telles que l'art, le droit, la religion, les techniques de la vie matérielle, en un mot (voilà l'essentiel de sa réponse), *toutes les habitudes ou aptitudes apprises par l'homme en tant que membre d'une société* »<sup>9</sup>.

Cette réponse éclaire l'objet de l'anthropologie culturelle telle que la conçoit Lévi-Strauss. La discipline porte sur l'ensemble des formes de pensée, modes de vie sociale, croyances, mythes, qui se constituent et se transmettent *au sein* d'une société. Lévi-Strauss est, toutefois, tout aussi préoccupé par ce qui a pu déterminer le passage de la nature à la culture et à un vivre ensemble proprement social.

Olivier Dekens, l'auteur d'une étude récente consacrée à Lévi-Strauss -elle a paru en 2010- n'a sans doute pas complètement tort en jugeant que l'anthropologie straussienne répond, d'une manière au moins, à la question, d'origine philosophique, «qu'est-ce que l'homme ? »<sup>10</sup>. Avec l'interrogation philosophique, l'anthropologie de Lévi-Strauss *partage en fait son intérêt global pour l'homme*. Les questions qu'il soulève sont toutefois issues de l'ethnologie. Elles sont de nature scientifique et appellent une réponse de nature scientifique.

1.2.2. Il sera sans doute utile de cerner, dès maintenant, très provisoirement, plusieurs caractéristiques marquantes de l'anthropologie straussienne :

- D'un côté Lévi-Strauss intègre complètement, dans son *enquête globale sur l'homme*, les sociétés dites primitives, c'est-à-dire les sociétés sans écriture. En fait celles-ci constituent pour lui un objet d'étude privilégié. Il s'intéresse notamment aux peuples amérindiens, mais va aussi à la rencontre de certains peuples asiatiques.
- L'enquête globale qu'il mène sur l'homme porte sur l'ensemble des croyances, des formes de vie, des structures sociales que ce dernier a développées tout « au long des siècles, à travers les continents » et nous venons de l'indiquer, - sur les principes qui les rendent intelligibles.
- Sa recherche portant sur les éléments constitutifs de la culture des peuples n'étant pas philosophique mais scientifique, anthropologique, il cherche un niveau d'analyse qui permette de fournir des réponses concrètes, rattachées à des réalités empiriques.

9 Georges Charbonnier, *Entretien avec Lévi-Strauss*, U.G.E., coll. 10/18, pages 180-182

10 Olivier Dekens, *Lévi-Strauss*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, page 22 « Le travail de Lévi-Strauss en sa caractérisation la plus générale consiste à répondre à la question d'origine philosophique -Qu'est-ce que l'homme ?- en cherchant le niveau d'analyse permettant une réponse concrète, donc rattachée à une réalité empirique, tout en prétendant à un degré d'universalité analogue à celui de la philosophie ». Voir aussi pages 47 et 54.

- Il aspire à faire accéder l'anthropologie au statut d'une science susceptible d'établir des vérités incontestables, prétendant, dans certains contextes, à une portée universelle. Dans cette optique, il en réarticule la méthode, d'une manière révolutionnaire. Ce faisant, il s'inspire de la linguistique, c'est à dire de la seule science humaine qui ait réussi, juge-t-il, à atteindre un statut scientifique incontestable. Il s'inspire notamment des travaux de Nicolaï Troubetzkoy et de Roman Jakobson. Il avait fait connaissance de ce dernier aux Etats Unis. Son approche méthodologique l'avait profondément impressionné. Par-delà ces auteurs, il s'inspire, nous le verrons, de Saussure.

### 1.3 L'horizon sur lequel s'inscrit l'anthropologie straussienne. Le structuralisme.

Lévi-Strauss fut considéré comme l'un des représentants les plus marquants du structuralisme. En fait, il était fort réticent à l'égard de ce dernier et s'en distança complètement -ou presque- avec le temps. Il est vrai toutefois que le mouvement structuraliste -issu d'une révolution méthodologique de la linguistique qui remonte à Saussure- constitue l'arrière-fond de l'anthropologie structurale de Lévi-Strauss. Nous devons en partir.

Le structuralisme fut -comme l'indique Olivier Dekens dans son livre consacré à Lévi-Strauss- « *le mouvement intellectuel majeur* » en France<sup>11</sup> vers la moitié et la fin du vingtième siècle. Il trouva son origine, du moins indirectement, dans le *Cours de linguistique générale* de Ferdinand de Saussure et joua un rôle dominant en France, depuis la fin des années quarante - on pourrait citer la parution, en 1949, des *Structures élémentaires de la parenté* de Lévi-Strauss qui connut un retentissement des plus considérables- pour s'essouffler à la fin des années 70.

Le structuralisme exerça une influence certaine sur des disciplines aussi variées que la linguistique, les mathématiques, l'anthropologie, la philosophie, la psychologie et la psychanalyse, la critique littéraire, la théorie politique. Furent considérées, parfois à raison, parfois à tort, comme étant structuralistes ou proches du structuralisme des personnalités aussi différentes que Lévi-Strauss, Dumézil, Barthes, Lacan, Foucault, Althusser. Foucault toutefois dénia nettement cette appartenance.

En raison de l'étonnante disparité des disciplines concernées et des orientations très variées des auteurs qu'on y rattache parfois -encore un coup : à raison ou à tort- il sera sans doute utile d'indiquer *ce que le structuralisme n'était pas* pour cerner par la suite, *par quelle caractéristique il pourra être défini*.

11 Olivier Dekens, op cit, page 59.

### 1.3.1. Ce que le structuralisme n'était pas

« De manière générale », je cite encore Dekens, « le terme ne désigne pas une école de pensée organisée, mais un ensemble assez flou de points communs à des recherches menées dans des domaines très diversifiés... »<sup>12</sup>. Dans un livre consacré au structuralisme, le psychologue Jean Piaget n'affirme pas autre chose. « On a souvent dit qu'il est difficile de caractériser le structuralisme, parce qu'il a revêtu des formes trop multiples pour présenter un dénominateur commun... »<sup>13</sup>.

Lévi-Strauss lui-même, je viens de l'indiquer, est réticent à l'idée d'une école de pensée qui le rapprocherait de Foucault, Lacan ou Barthes ». « Cela m'agace toujours », indique-t-il dans ses entretiens avec Didier Eribon, « car cet amalgame est sans fondement. Je ne vois pas ce qu'il y a de commun entre les noms que vous citez. Ou plutôt je le vois : ce sont des faux semblants. Je me sens appartenir à une autre famille intellectuelle qu'ont illustrée Benveniste (le linguiste) ou Dumézil (...) »<sup>14</sup>. En fait, il n'y a guère de dénominateur commun entre Lévi-Strauss, Lacan et Althusser<sup>15</sup>. Il n'y a pas d'école de pensée structuraliste qui les réunisse. Nous verrons qu'il existe toutefois des points de rapprochement entre Lévi-Strauss et Foucault.

### 1.3.2. Ce qui pourrait toutefois permettre de définir, d'une manière pertinente le structuralisme

Le point commun aux auteurs qui revendiquaient une appartenance à la mouvance structuraliste, ou pour le moins ne la contestaient pas, coïncidait, dans bien des cas au moins, avec la conviction que *la méthode de la linguistique, remontant à Saussure*, était susceptible d'être appliquée dans un certain nombre d'autres champs de recherche. Et cela pour la bonne raison qu'il existait une analogie fondamentale entre les structures qui font fonctionner le langage et celles qui organisent d'autres manifestations matérielles et symboliques de l'esprit humain<sup>16</sup>.

Claude Lévi-Strauss revendique, précisément, cet argument en vue de justifier l'application, à l'étude des relations de parenté (entre autres), d'une méthode structurale issue de la linguistique. « ...dans un autre ordre de réalité, juge-t-il, les phénomènes de parenté sont des phénomènes

du même type que les phénomènes de linguistique... » que les relations de parenté et par là - nous y reviendrons par la suite - que les relations sociales et culturelles sont, à la racine, ailleurs l'ensemble des relations sociales et culturelles sont, à la racine, des relations ancrées dans le langage et créant entre les hommes des liens symboliques. L'application d'une méthode issue de la linguistique à des phénomènes d'un tout autre type génère toutefois, juge-t-il, l'amalgame dont il se plaint.

### 1.3.3. La méthode linguistique remontant à Saussure telle que Lévi-Strauss l'emprunte à Troubetzkoï et dont il inspirera sa propre méthode structurale

En fait la méthode linguistique à laquelle se réfère Lévi-Strauss remonte, nous venons de l'indiquer, à de Saussure. En 1916, des élèves de ce dernier avaient réuni et systématisé des notes de cours, prises entre 1906 et 1911, et les avaient publiées en 1916 sous le nom de Saussure, en les intitulant *Cours de linguistique Générale*. Après la première guerre mondiale, ce cours contribua à susciter la création de l'école genevoise de linguistique et servit<sup>17</sup> « au point de ralliement doctrinal (de) nouveaux mouvements venus notamment de Russie, de l'Europe centrale et du Nord ». « Il fut en particulier la référence majeure des phonologues » dont Roman Jakobson. (Or nous savons déjà que Lévi-Strauss fit la connaissance de ce dernier aux Etats-Unis et que Jakobson le sensibilisa aux potentialités que présentait la méthode de la linguistique).

En formulant, dans *Anthropologie Structurale*<sup>18</sup>, la méthodologie linguistique dont il s'inspira, Lévi-Strauss, ne se référa pas, toutefois, au cours de Saussure mais à un article-programme de Nicolaï Troubetzkoï, intitulé *La Phonologie actuelle*<sup>20</sup>.

« La phonologie actuelle », jugea-Lévi-Strauss, « ne peut manquer de jouer, vis-à-vis des sciences sociales, le même rôle rénovateur que la physique nucléaire, par exemple, a joué pour l'ensemble des sciences exactes ». <sup>21</sup> Et cela en vertu d'une révolution méthodologique que Troubetzkoï, indique-t-il, ramène à quatre démarches.

Rappelons en passant que la phonologie est la branche de la linguistique qui étudie, d'une part, les phonèmes, c'est-à-dire les plus

12 Olivier Dekens, Lévi-Strauss, Paris, Les Belles Lettres, 2010, page 59

13 Jean Piaget, *Le structuralisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1966, page 7

14 Olivier Dekens, op cit, page 62,

15 Voir Olivier Dekens, op cit, page 61

16 Voir Olivier Dekens, op cit page 60

17 Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale* (I), Paris, Plon, ...page 47

18 Nous nous inspirons ici de Jean-Claude Milner, *Le périple structural*, Verdier, 2008, pages 15-19

19 Lévi-Strauss, Claude, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, pages 39-43

20 Troubetzkoï, N. « Phonologie actuelle », dans *Psychologie du langage*, Paris, 1933

21 Lévi-Strauss, ibidem, page 41

petites unités sonores qui permettent de distinguer un mot d'un autre (comme par ex le r roulé sur lequel débute le mot roi par opposition au r mouillé) et, d'autre part, l'organisation des phonèmes en vue de former un mot.

A dessein, je *commence* par évoquer les trois dernières des démarches invoquées par Troubetzkoï, auxquelles Lévi-Strauss fait allusion.

- « (la phonologie) (je cite) refuse de traiter les termes (c'est-à-dire les phonèmes, les plus petites unités isolées) comme des entités indépendantes, prenant au contraire comme base de son analyse les relations entre les termes ». Cette première caractéristique indique que les phonèmes, les unités sonores, *sont indépendants les uns des autres* et ne sont constitutives des mots que *par les relations qui sont* établies entre elles.
- Deuxième caractéristique : « ... la phonologie introduit la notion de *système*. La phonologie actuelle ne se borne pas à déclarer que les phonèmes sont toujours membres d'un système, elle *montre* des systèmes phonologiques concrets et met en évidence leur structure »<sup>22</sup>.
- Troisième caractéristique enfin : « ... elle vise la découverte de lois générales, soit trouvées par induction soit déduites logiquement ce qui leur donne un caractère absolu »<sup>23</sup> ;

Ainsi pour la première fois, souligne Lévi-Strauss, une science sociale parvient à formuler des relations nécessaires<sup>24</sup>.

Venons-en maintenant à la première caractéristique formulée par Troubetzkoï. Elle est d'un tout autre type que les trois dernières.

« ... la phonologie passe de l'étude des phénomènes linguistiques conscients à celle de leur infrastructure *inconsciente* »<sup>25</sup>.

Il faut entendre que les caractéristiques -relevées par Troubetzkoï et constituant le modèle dont l'anthropologie, d'après Lévi-Strauss, devrait s'inspirer- ne sont pas *le fruit* d'un travail conscient de groupes de personnes assignables, mais sont *issues d'un cheminement inconscient, anonyme de de l'esprit*.

A l'égard de l'anthropologie *qui devrait s'inspirer de la méthode linguistique*, Lévi-Strauss fait les remarques que voici :

« ... comme les phonèmes, les *termes de parenté* -l'auteur se borne ici à l'un des domaines anthropologiques concernés que j'évoquerai d'ailleurs plus loin- sont des éléments de signification. Comme eux, ils n'acquièrent cette signification qu'à la condition de s'intégrer *en systèmes*. » Or les systèmes de parenté » comme les « systèmes phonologiques » *sont élaborés par l'esprit à l'étage de la pensée inconsciente* ; enfin la récurrence, en des régions éloignées du monde et dans des sociétés profondément différentes, de formes de parenté, règles de mariage, attitudes pareillement prescrites entre certains types de parents etc donne à croire, que, dans un cas comme dans l'autre, *les phénomènes observables résultent du jeu de lois générales, mais cachées* ».<sup>26</sup> Ou encore : « Derrière la diversité infinie des manifestations verbales, il y a une structure simple qui les détermine ».

Vous voyez sans peine combien le tenant d'une anthropologie culturelle -qui, nous l'avons vu, se propose de mener une enquête globale sur l'homme- a dû être intéressé et même enthousiasmé par une perspective ouvrant l'horizon d'une méthode systématique, éprouvée dans une autre science sociale, et permettant, en principe, la découverte de lois structurales sous-tendant la réalité empirique et rendant intelligible celle-ci.

Voilà une toute première esquisse de la méthode et du programme -mieux vaudrait peut-être dire de certaines hypothèses- retenus par Lévi-Strauss à l'égard de l'un de ses domaines majeurs de recherche.

Il nous faudra, par la suite, montrer comment l'auteur explicite, réinterprète et *réajuste continuellement sa méthode*, c'est-à-dire la méthode structurale en anthropologie, et comment il aborde successivement, mais aussi de manière parallèle, les différents domaines auxquels la méthode structurale sera appliquée : « la pensée sauvage » dans ses relations avec la pensée qu'il dit domestiquée, les liens de parenté, les mythes et, notamment, les mythes amérindiens.

\*

Vous me permettrez de formuler ici une remarque complémentaire qui devra prévenir le risque d'évoquer une foule de questions sans toutefois jeter un regard oblique sur la carrière globale de Claude Lévi-Strauss.

A partir d'ici nous accompagnerons l'auteur dans sa pleine maturité. Il a réuni et intégré, à cette date, (notamment pendant les années passées aux Etats-Unis), une documentation impressionnante couvrant des domaines

26 Lévi-Strauss, op cit, pages 40-41

22 Troubetzkoï, op cit page 243. Cité dans Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, page 40.

23 Troubetzkoï, op cit page 243

24 Lévi-Strauss, op cit page 40

25 Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale (I)*, Paris, Plon, 1958, pages 39-40

variés de l'ethnologie et de l'anthropologie ; il a esquissé sa méthode et la réajuste de manière permanente ; il publie ses ouvrages majeurs consacrés aux structures élémentaires de la parenté, à l'anthropologie structurale, à la pensée sauvage. Après un intervalle de quinze ans environ, il aborde l'énorme quadrilogie consacrée aux mythes. Entretemps il aura été reçu à l'Institut de France, enseignera avec un succès évident à l'Ecole des Hautes Etudes, sera largement reconnu comme figure dominante de l'anthropologie française.

En même temps, toutefois, il sera impliqué dans de nombreuses polémiques. Puis, lorsqu'il sera au plus haut de sa renommée, ses doutes à l'égard de la méthode structurale s'intensifient.

#### 1.4. La méthode structurale de Claude Lévi-Strauss, problèmes et interprétations<sup>27</sup>

Dans cette section, j'aborderai, brièvement, six aspects de la méthode de Lévi-Strauss et plusieurs questions que soulève leur interprétation. La formulation et l'interprétation de ces aspects permettront de voir plus clair dans la manière de procéder de l'auteur.

Mon exposé repose, pour l'essentiel, sur le chapitre 15 d'*Anthropologie structurale (I)* (datant de 1958) ainsi que sur la section finale de *l'Homme Nu*, publié treize ans plus tard et faisant preuve d'une évolution certaine de la pensée de Lévi-Strauss.

##### 1.4.1. Le caractère non empirique des structures sociales

Dès son entrée en matière, (au début du 15<sup>ème</sup> chapitre d'*Anthropologie structurale I*), Lévi-Strauss oppose les notions de *structure sociale* et de *relation sociale*. La notion de structure sociale *ne réfère pas*, indique-t-il, à un donné phénoménal, à quelque chose d'observable. Les relations sociales *observables* -c'est elles qui constituent le donné empirique- *sont la matière première employée pour la construction de modèles* qui rendent manifeste la structure sociale sous-jacente<sup>28</sup>. Lévi-Strauss insiste : « En aucun cas celle-ci (la structure sociale) ne saurait être ramenée à l'ensemble des relations sociales observables dans une société donnée »<sup>29</sup>.

27 Dans cette section, je m'appuie notamment sur le chapitre 15 d'*Anthropologie structurale*

28 Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale I*, Paris, Plon 1958, page 305

29 Ibidem, page 306

#### 1.4.2. Le caractère inconscient des structures sous-jacentes

J'ai déjà évoqué ce point. Il est utile toutefois de le reprendre ici. Les structures sociales sous-jacentes qui conditionnent et déterminent les formes les plus générales de la vie sociale, et dont l'anthropologie structurale entreprend de construire des modèles, sont, dans l'optique de Lévi-Strauss, le fruit d'un travail inconscient, *anonyme*, et à bien des égards contraignant, de l'esprit.

Selon Claude Lévi-Strauss comme selon Michel Foucault - je cite encore Olivier Dekens<sup>30</sup>- le sujet « n'a plus de rôle déterminant dans la construction de la structure qu'un locuteur individuel n'en a dans l'élaboration de sa propre langue ». Dans ses entretiens avec Didier Eribon, Lévi-Strauss s'exprime d'ailleurs à ce sujet avec un agacement certain : « Ce qui me paraît insupportable dans cette querelle du sujet, c'est l'intolérance des fidèles d'une tradition philosophique qui remonte à Descartes ; tout commence par le sujet, il n'y a que le sujet... »<sup>31</sup> On se rappellera peut-être, ses remarques très dures à l'égard des Sartre qui figurent dans *Tristes Tropiques*.

##### 1.4.3. Les modèles « pauvres », insatisfaisants

Alors que les structures sont inconscientes, *un modèle peut être conscient ou inconscient*. Lévi-Strauss part du fait qu'il y a des structures « superficiellement enfouies dans l'inconscient ». Ces structures peuvent être appréhendées, par le groupe humain dont elles agencent le mode de vie, sous forme de modèles conscients prenant figure de *normes* (disons de règles). Ces modèles-normes, ajoute-t-il, « comptent parmi les plus pauvres qui soient en raison de leur fonction qui est de perpétuer les croyances et les usages, plutôt que d'en exposer les ressorts »<sup>32</sup>.

« Ainsi, ajoute-t-il, l'analyse structurale se heurte à une situation paradoxale : plus nette est la structure apparente, plus difficile devient-il de saisir la structure profonde, à cause des modèles conscients et déformés qui s'interposent, comme des obstacles, entre l'observateur et son objet »<sup>33</sup>. Tel -ajoute toutefois Lévi-Strauss- n'est toutefois *pas toujours* le cas. » Beaucoup de cultures dites primitives ont élaboré « des modèles -de

30 Olivier Dekens, op cit, page 189

31 Claude Lévi-Strauss, Didier Eribon, op cit page 227

32 Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale I*, Paris, Plon, 1958, page 308

33 Ibidem, pages 308-309

leurs règles de mariage par exemple- meilleurs que ceux des ethnologues professionnels »<sup>34</sup>.

#### 1.4.4. La construction de modèles scientifiques

La première exigence à laquelle doit obéir cette construction s'impose d'elle-même : Les faits dont il s'agit de mettre en lumière les structures sous-jacentes doivent être correctement établis et il ne faut négliger aucun des faits pertinents<sup>35</sup>.

Cette condition, difficile, étant satisfaite, la méthodologie structurale anthropologique, inspirée de celle de celle de linguistique, s'applique. Cette méthodologie peut d'ailleurs prendre une forme très technique. Lors de la parution de *Structures élémentaires de la parenté* (en 1949), André Weil joignit à l'ouvrage de Lévi-Strauss un essai d'énoncés mathématiques. Il révèle que son intervention se ramenait à étudier d'une part deux permutations de termes et, d'autre part, les groupes qu'elles engendraient. D'après Patrick Juignet, à qui j'emprunte cette indication, « on ne peut guère douter du résultat ». « Il y a donc une logique à l'arrière-plan » des liens de parenté, d'apparence inextricables », de la tribu des Murgnin<sup>36</sup>.

#### 1.4.5. Quel est le statut des structures sous-jacentes ?

Voilà sans doute l'une des questions les plus souvent posées et, dans un sens aussi, l'une des plus délicates qu'on puisse soulever dans le contexte du projet lévi-straussien d'anthropologie structurale : Comment le statut des structures sociales est-il conçu par Lévi-Strauss ? Considère-t-il celles-ci comme étant des systèmes invariants de relations gouvernant d'une manière universelle l'ensemble -par exemple- des relations de parenté ou tels ensembles de mythes ? Sont-elles, à certains égards, comme l'ont suggéré plusieurs auteurs, comparables aux conditions transcendentales, kantienne de la possibilité de l'expérience ? Lévi-Strauss a bien avoué qu'on peut détecter chez lui des réminiscences kantienne. Mais il indiqua avec humour qu'il est, tout au plus, un kantien vulgaire.

Dans *Anthropologie structurale*, on n'a pas de peine à trouver des indications qui semblent pour le moins pointer dans le sens évoqué :

« Les phénomènes sociaux, sous leur apparente variété, sont de même nature » écrit-il ; ils sont la projection de lois universelles » issues de l'activité inconsciente de l'esprit ».

Dans plusieurs textes ultérieurs, Lévi-Strauss réajuste toutefois sa façon de voir. Je me bornerai à analyser, brièvement, le plus intéressant, à mon avis, de ces textes qui figure dans la section finale de *L'Homme Nu*, c'est-à-dire dans le dernier tome de *Mythologiques* (paru en 1971) et qui appartient donc à l'œuvre tardive.

La plus grande partie du texte est consacrée à l'interprétation des mythes. Plusieurs passages ont trait, toutefois, très généralement, à la notion de structure. Lévi-Strauss y reconnaît que « toute structure est nécessairement engendrée ». Il cite et approuve Piaget qui écrit : « On ne voit pas pourquoi il serait déraisonnable de penser que la nature dernière de tout réel est d'être en construction permanente au lieu de consister en une accumulation de structures toutes faites »<sup>37</sup>. Dans le même passage, il indique que « les structures » elles-mêmes « ont une genèse, à condition de reconnaître aussi... que chaque état antérieur d'une structure est lui-même une structure ». Il écrit par ailleurs : « Certes, mais ce sont déjà des structures qui, par transformation, engendrent d'autres structures, et le fait de la structure est premier »<sup>38</sup>.

Je propose de ces passages l'interprétation suivante :

Lévi-Strauss n'admet pas, dans la section finale de *L'Homme Nu*, qu'une ou plusieurs structures invariantes de liens de parenté (par exemple) -une accumulation, tout compte fait de structures toutes faites, invariantes-sous-tendent et organisent l'ensemble de liens de parenté factuels. Le travail inconscient, anonyme, générateur de structures sociales suscite, bien plutôt, dans des contextes sociaux variables, *de nouvelles structures*. Celles-ci sont « en construction permanente ». Ce qui n'empêche pas qu'elles constituent toutes *des structures*, c'est-à-dire des systèmes relationnels parfaitement définis ». Dans ce sens, dans le contexte du travail générateur anonyme de l'esprit, le « fait de la structure est premier ».

La notion de nature humaine que Lévi-Strauss maintient volontiers ne désigne pas, insistons-y, un empilage de structures... immuables, mais réfère à « des matrices à partir desquelles s'engendrent des structures qui relèvent toutes du même ensemble, sans devoir rester identiques ... »<sup>39</sup>.

Je reviendrai, bien entendu à ce passage, dans la partie de mon exposé qui sera consacrée à l'analyse structurale des différents types d'alliance parentale.

37 Claude Lévi-Strauss, *L'Homme Nu*, Paris, Plon, 1971, réimpression de 2009, pages 560-561

38 Ibidem, page 560-61

39 Ibidem, page 561

34 Ibidem, page 309

35 Op cit, page 308

36 Patrick Juignet...

Nous nous sommes intéressés jusqu'ici à la méthode de Lévi-Strauss, à ses origines, à son articulation interne, à ses réagencements, aux questions qu'elle soulève en tant que méthode. Dans la seconde partie de mon exposé, je montrerai, à l'égard de plusieurs sujets -auxquels Lévi-Strauss vouait un intérêt considérable et consacrait des ouvrages importants- comment son approche anthropologique, notamment sa méthode structurale, s'y met en œuvre, s'y concrétise et à quelles conclusions elle aboutit.

Parmi ces sujets je retiendrai en premier lieu la pensée qu'il dit sauvage. (Il faudra bien entendu préciser dans quel sens il emploie ce terme). En second lieu j'évoquerai son examen, dans *Les structures élémentaires de la parenté*, des liens parentaux existant chez certaines populations amérindiennes, l'analyse des structures sous-jacentes qui les gouvernent et le rapport qui existe, selon Lévi-Strauss, entre ces structures et le passage de la nature à la culture. En troisième lieu je me tournerai vers le grand ouvrage de sa maturité, *Mythologiques*, qui aboutit à la conclusion selon laquelle, à l'égard des mythes, le continent américain est un, que les mythes des peuples amérindiens constituent *un* système. Je montrerai, très brièvement, comment Lévi-Strauss s'achemine vers cette conclusion et comment il interprète le message délivré par les mythes.

## 2.1. La pensée sauvage<sup>40</sup>

Tel est, vous le savez, le titre de l'un des ouvrages majeurs de Claude Lévi-Strauss. Il faudra toutefois écarter un malentendu que sa formulation pourrait suggérer.

Par pensée sauvage, Lévi-Strauss n'entend pas « la pensée des sauvages », mais « la pensée à l'état sauvage », c'est-à-dire celle qu'on trouve *chez tout homme proche ou lointain* « tant que la pensée n'est pas ... domestiquée » (comme elle l'est communément dans le contexte scientifique et technique contemporain).

Dans le chapitre introductif de l'ouvrage, intitulé « La science du concret », l'objet de Lévi-Strauss est de cerner de près ce qui caractérise la pensée à l'état sauvage, la pensée non domestiquée et de montrer ce qu'elle a en commun avec *notre* pensée et ce qui l'en distingue, à quelles avancées culturelles et à quels savoirs elle donna lieu et de montrer aussi quel rôle elle a pu jouer dans la genèse des mythes. Dès l'abord Lévi-Strauss indique que « cette pensée ressemble singulièrement à celle que nous trouvons à

l'œuvre dans la poésie et dans l'art, ou encore dans les diverses formes du savoir populaire qu'il soit archaïque ou récent »<sup>41</sup>.

1. Contrairement à ce qu'indique l'ethnologie traditionnelle, « il n'y a aucun fossé », souligne l'auteur, « entre la pensée des peuples dits primitifs et la nôtre »<sup>42</sup>. Cela saute aux yeux dans le contexte de la période néolithique lors de laquelle « se confirme la maîtrise, par l'homme, des grands arts de la civilisation : poterie, tissage, agriculture, et domestication des animaux ». « Chacune de ces techniques, souligne Lévi-Strauss, suppose des siècles d'observation active et méthodique, des hypothèses hardies, pour les rejeter ou les avérer au moyen d'expériences inlassablement répétées »<sup>43</sup>.

Un exemple particulièrement suggestif : « ...pour élaborer les techniques, souvent longues et complexes, permettant de cultiver sans terre ou bien sans eau, de changer des graines ou racines toxiques en aliments, ou encore d'utiliser cette toxicité pour la chasse, la guerre, le rituel, il a fallu, n'en doutons pas, une attitude d'esprit véritablement scientifique, une curiosité assidue et toujours en éveil... »<sup>44</sup>.

2. S'il n'existe *aucun fossé* entre la pensée des peuples sans écriture et la nôtre, ces deux formes de pensée se caractérisent toutefois, indique Lévi-Strauss, par des « modes distincts de pensée scientifique ». La différence entre le mode propre à la pensée sauvage et celui qui est propre à la pensée scientifique domestiquée moderne n'est *pas* toutefois, insiste-t-il, fonction « de stades inégaux du développement de l'esprit humain ». Cette différence est, bien plutôt, fonction de « deux *niveaux stratégiques* » auxquels « la nature se laisse attaquer par la connaissance scientifique ». Le premier de ces niveaux, celui des peuples dits primitifs « est approximativement ajusté à celui de la perception et de l'imagination ». La science de ces peuples est concrète et intuitive. La nôtre est décalée<sup>45</sup>.

La science concrète des peuples amérindiens repose notamment sur -et elle est le *fruit d'une*- attention passionnée au milieu biologique. Ces peuples -dits primitifs-, notent scrupuleusement les caractères de toutes les espèces vivantes. Ainsi les Indiens Hopi connaissent, selon tel ethnologue, 350 plantes, les Navahos 400. Ce souci « d'observation exhaustive » du donné et « d'inventaires exhaustifs » des relations observées, remarque

41 Ibidem, page

42 Voir Claude Lévi-Strauss, Didier Eribon, *De près et de loin*, Paris, ODILE Jacob, 1998, page 154

43 *La pensée sauvage*, page 22

44 Ibidem, page 23

45 op cit page 24

40 Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962

Lévi-Strauss, peut aboutir à des résultats qui, dans le contexte qui leur est propre, présentent une bonne tenue scientifique. Ainsi « les indiens Blackfoot ...diagnostiquaient l'approche du printemps d'après l'état de développement des fœtus de bison extraits du ventre de femelles tuées à la chasse »<sup>46</sup>.

3. Lévi-Strauss interprète la logique -qui gouverne l'invention des mythes- comme étant issue du mode, archaïque, de pensée ajustée tant à la perception qu'à à l'imagination.

« Loin d'être comme on l'a souvent prétendu », écrit-il, l'œuvre d'une fonction « fabulatrice » tournant le dos à la réalité, les mythes et les rites offrent pour valeur principale de préserver jusqu'à notre époque, *sous une forme résiduelle*, les modes d'observation et de réflexion qui furent (et demeurent sans doute), exactement adaptés à des découvertes -et, j'ajouterais, à des interprétations du monde- d'un certain type : » *celles qu'autorisait* », je cite textuellement Lévi- Strauss, « *la nature, à partir de l'organisation et de l'exploitation spéculative du monde sensible en termes de sensible* »<sup>47</sup>.

En vue de rendre intelligible la logique des mythes Lévi-Strauss se sert d'une comparaison qui est restée fameuse. « ...le propre de la pensée mythique est de s'exprimer à l'aide d'un répertoire dont la composition est hétéroclite, et qui bien entendu, reste... limité ; pourtant il faut qu'elle s'en serve... car elle n'a rien d'autre sous la main. Elle apparaît ainsi comme une sorte de bricolage intellectuel » ; il s'agit d'un bricolage spéculatif, porté par l'imagination, et s'appuyant sur les qualités sensibles du monde vécu.

4. Une remarque complémentaire : L'orientation de la pensée des peuples dits primitifs centrée sur le concret, mais très sensible aussi à sa valeur symbolique intuitivement appréhendée, s'exprime aussi, relève Lévi-Strauss, *dans leur art*.

« Cette massue haida, que je regarde, posée sur un rayon de ma bibliothèque... », « l'artiste l'a sculptée en forme de monstre marin » souhaitant que « le corps de l'ustensile se confonde avec le corps de l'animal, le manche avec la queue, et que les proportions anatomiques, prêtées à une créature fabuleuse, soient *telles que* l'objet puisse être l'animal cruel, tuant d'impuissantes victimes, *en même temps* qu'une arme de pêche bien équilibrée. Tout paraît donc structural dans l'ustensile, qui est aussi une merveilleuse œuvre d'art : aussi bien son symbolisme mythique que sa

fonction pratique semblent repliés l'un sur l'autre ... »<sup>48</sup>. Bref : Un sens aigu du détail concret *et* la transcendance du concret vers un symbolisme mythique poétique s'y expriment et se complètent merveilleusement.

## 2.2 Les liens de parenté (examinés dans *les Structures élémentaires de la parenté*) et d'ailleurs, aussi, dans *Anthropologie structurale*

1. *Les structures élémentaires de la parenté*, la thèse de doctorat de Lévi Strauss, a paru en 1949. C'est sans doute son ouvrage le plus ambitieux -bien trop ambitieux confiera l'auteur, un demi-siècle plus tard, en 1998, à Didier Eribon<sup>49</sup>. C'est aussi l'ouvrage de Lévi-Strauss qui été le plus souvent commenté, discuté, contesté. Il a suscité des centaines d'études scientifiques et l'auteur avouera en 1998, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, qu'il est tout fier qu'il soit resté une référence. Le flux des publications scientifiques ne s'était pas interrompu à l'époque et même après l'an deux-mille il ne s'est pas complètement tari.

2. Dans l'introduction à l'épais ouvrage, Claude Lévi-Strauss définit les structures élémentaires de la parenté comme un système -vous vous rappellerez que toute structure est un système- qui, tout en définissant l'ensemble de ses éléments (frère et sœur, mari et femme, père et fils, oncle maternel et neveu) comme parents, *distingue ceux-ci en deux catégories : conjoints possibles et conjoints prohibés* »<sup>50</sup>. En revanche, (*par opposition* aux structures élémentaires), il réserve « la notion de structure complexe aux systèmes qui se limitent à définir le système de parents et qui abandonnent à d'autres mécanismes, économiques ou psychologiques, le soin de procéder à la détermination du conjoint ». En fait Lévi-Strauss n'a jamais consacré de publication à ce second domaine.

Dans *Anthropologie structurale*, il indique que la structure élémentaire qu'il a examinée dans l'ouvrage de 1949 est *la structure de parenté la plus simple qu'on puisse concevoir et qui puisse exister*. C'est à proprement parler, indique-t-il, *l'élément de parenté*, ou un atome de parenté<sup>51</sup>. A l'appui de cette affirmation, écrit-il, on peut faire valoir un argument d'ordre logique : pour qu'une structure de parenté existe, il faut que s'y trouvent présents les trois types de relations familiales toujours données dans la société humaine, c'est-à-dire : une relation de

48 Op cit page 38

49 Claude Lévi-Strauss, Didier Eribon, *De près et de loin*, Paris, Odile Jacob, 1998, chapitre X, page 143

50 Claude Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, Presses Universitaires de France, 1949, pages

51 Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale* (I), page 56.

46 op cit, pages 17-18

47 Op cit page

consanguinité, une relation d'alliance (homme-femme), une relation de filiation »<sup>52</sup>.

3. L'objet majeur de Lévi- Strauss est de mettre en lumière que la structure élémentaire de *parenté* gouvernant les alliances familiales dans les tribus amérindiennes *exclut l'inceste*.

Dans ce contexte, il sera sans utile de rappeler ce que Lévi-Strauss n'entend *pas* par structure et ce que donc, dans le contexte qui nous intéresse ici- il n'entend *pas* par structure de parenté.

Les *structures* -que Lévi-Strauss évoque dans le passage que nous sommes en train d'examiner- *ne sont ni des règles qu'une société se donne sous une forme juridique, ni des règles constatées par une enquête statistique*. Les structures auxquelles il réfère sont inconscientes, et forment le fruit d'un travail anonyme de l'esprit. Ce sont des structures symboliques sous- jacentes à la vie sociale et réglant, de manière normative, le comportement des membres du groupe.

4. Or Lévi-Strauss juge que le caractère primitif et *irréductible de l'élément* de parenté le plus simple qui puisse être conçu -qu'instancient les relations parentales des peuples étudiés- repose sur la prohibition de l'inceste <sup>53</sup>. *Dans la mesure toutefois où la prohibition de l'inceste fonde l'obligation d'un échange réciproque de femmes, d'une circulation des femmes et que cette obligation exprime le passage du fait naturel de la consanguinité au fait culturel de l'alliance, la prohibition de l'inceste est, selon Lévi-Strauss, un premier moteur responsable d'une nouvelle dynamique de la vie sociale.*

Elle marque, juge-t-il, le passage de la nature à une vie proprement sociale. Et ainsi elle constitue le véritable acte de naissance de cette dernière.

A première vue cette lecture des choses semble impliquer -c'est ce qu'y voyaient certains- une exorbitante et brutale rupture de continuité entre nature et culture. En fait toutefois cette rupture n'existe pas. « La culture, non opposée à la nature, juge Lévi-Strauss, ne fait que *codifier* des déterminations imposées par la nature : en particulier l'instinct sexuel »<sup>54</sup>. D'autres commentateurs critiquaient Lévi-Strauss en indiquant que la prohibition de l'inceste est loin d'être toujours respectée. Ils oubliaient qu'aux yeux de Lévi-Strauss la structure indique ce qui doit être fait sans être, pour autant, contraignante. Par ailleurs elle est en construction permanente.

52 Ibidem, page 56

53 Ibidem, page 56

54 Ibidem

## 2.3. Mythologiques

Retour aux mythes, mais dans une nouvelle perspective.

Entre 1964 et 1971, Lévi-Strauss publie la quadrilogie *Mythologiques*, un ouvrage énorme de 2000 pages serrées, dans lequel -ces chiffres sont dus à Didier Eribon<sup>55</sup>- il interprète 813 mythes et un millier de variantes. Il aboutit, entre autres choses, à la conclusion qu'à l'égard des mythes des peuples amérindiens, l'Amérique -l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord- est une et que l'ensemble des mythes étudiés constitue *un* système.

Je voudrais vous montrer brièvement, d'une part, comment Lévi-Strauss s'achemina vers cette conclusion et, d'autre part, sur quoi portent et quel message délivrent les mythes étudiés.

### 2.3.1. La démarche de Lévi-Strauss

Le point de départ était constitué par les mythes des Bororo, chez lesquels Lévi-Strauss séjourna lors de sa première expérience de terrain, et par ceux de leurs proches voisins les Gé. Ces peuples formaient des organisations sociales parentes qui pouvaient être interprétées comme »les états d'une transformation »<sup>56</sup>. Tel étant le cas, Lévi-Strauss se demanda si les ressemblances et les différences des mythes de deux peuples pouvaient s'expliquer de la même façon. Il se mit à étudier la mythologie du Brésil central. Il découvrit qu'en fait l'analyse de chaque mythe en impliquait d'autres et (je cite) que « cette contagion sémantique s'étendait de proche en proche et dans plusieurs directions à la fois »<sup>57</sup>.

« Quel que » fût « le mythe pris pour centre, ajoute-il encore, ses variantes » rayonnaient « autour de lui, formant une rosace qui s'élargit progressivement et se compliqua ». « Et ainsi de suite... jusqu' à ce que ces constructions incurvées ramènent au point dont l'on était parti<sup>58</sup> ». L'auteur prit toutefois, la précaution méthodologique de « ne rien comparer qui ne soit susceptible d'être rapporté à une histoire commune, à un passé commun »<sup>59</sup>.

Ainsi de fil en aiguille il aboutit à la conclusion que les mythes amérindiens constituaient un système.

55 Claude Lévi-Strauss, Didier Eribon, *De près et de loin*, Paris, Odile Jacob, 1998, page 178

56 Ibidem, page 178

57 Ibidem, page 178

58 Ibidem, page 149

59 Ibidem, page 182

### 2.3.2. Le message délivré par les mythes étudiés

A une question posée, à ce sujet, par Didier Eribon, Lévi-Strauss répondit :

L'esprit des mythes est « à l'opposé de la méthode cartésienne, par un refus de diviser la difficulté, ne jamais accepter une réponse partielle, aspirer à des explications englobant la totalité des phénomènes. Le propre du mythe, c'est confronté à un problème, de la penser comme *l'homologue* -voici le terme clef- d'autres problèmes qui se posent sur d'autres plans : cosmologique, physique, moral ... Et de rendre compte de tous ensemble »<sup>60</sup>.

Lorsque Didier Eribon relève que le problème de la sexualité par exemple, est, en tant que tel, omniprésent dans les mythes avec le cortège des violences qui l'accompagne, Lévi-Strauss lui répond : « Notez toutefois qu'un mythe ne traitera jamais un problème relevant de la sexualité rien qu'en lui-même.... Il s'appliquera à montrer que ce problème est formellement analogue à d'autres problèmes que les hommes se posent au sujet des corps célestes, de l'alternative du jour et de la nuit, de l'organisation sociale... La pensée mythique, confrontée à un problème particulier, le met en parallèle avec d'autres. Elle utilise simultanément plusieurs codes »<sup>61</sup>.

### 2.3.3. Je voudrais terminer en tentant de vous faire sentir l'étrange, parfois insolite beauté des récits dans lesquels Lévi-Strauss raconte les mythes.

Voici un bref texte qui illustre parfaitement ce que nous venons de dire.

#### M 285 Le tapir séducteur

« Une indienne mariée depuis peu, rencontra un jour un tapir qui lui fit une cour assidue. Il avait, dit-il, pris une forme animale pour l'approcher plus facilement quand elle était aux champs, mais si elle consentait à le suivre vers l'est jusqu'au point où le ciel et la terre se rejoignent, il retrouverait son apparence humaine et il l'épouserait.

Ensorcelé par l'animal, la jeune femme feignit de vouloir aider son mari qui allait cueillir des avocats. Pendant qu'il grimpait dans l'arbre, elle lui trancha la jambe d'un coup de hache et s'enfuit. Bien qu'il perdît du sang en abondance, le blessé parvint à transformer un de ses cils en oiseau qui alla chercher du secours ».

60 Ibidem, page 194

61 Ibidem, 194-195

Par la suite « le héros (le mari) tua l'animal d'un coup de flèche et lui coupa la tête. Puis il supplia sa femme de revenir avec lui, sinon il la poursuivrait éternellement. La femme refusa et continua son chemin, précédant l'âme de son amant... Parvenue à l'extrémité de la terre, la femme s'élança vers le ciel. Quand la nuit est claire, on peut toujours la voir (les Pléiades) près de la tête du tapir (Aldébaran) et juste derrière le héros (Orion) qui leur donne la chasse »<sup>62</sup>.

62 Claude Lévi-Strauss, *Du miel aux cendres*, Paris, Plon 1966, réimpression de 2009, pages 256-257

## Discussion

**Norbert Campagna :** Tout d'abord, merci beaucoup pour cet exposé à la fois dense, mais également très clair sur un penseur dont j'avoue que je ne le connaissais que de manière assez superficielle. De ce fait, mes questions ne seront pas celles d'un spécialiste, mais plutôt d'un curieux.

Tout d'abord une première question a trait à la référence philosophique. Tu as dit toi-même que Lévi-Strauss s'était défini comme un kantien vulgaire, est-ce qu'il n'aurait peut-être pas mieux fait de se référer à l'empirisme britannique ? Là aussi, on trouve cette idée de loi, disons associative de l'esprit et également un autre aspect plus important : la critique du sujet, notamment chez David Hume. Chez Kant, nous avons toujours l'idée d'un sujet transcendantal et si on veut se débarrasser de cela, on se tournera plutôt vers l'empirisme de David Hume. On trouvera également des lois peut-être pas si contraignantes que les lois de l'esprit kantien. Donc est-ce que Lévi-Strauss, à un moment ou à un autre, évoque éventuellement ce courant philosophique là ?

Ensuite, tu as également, au sujet de ces structures, dit qu'à certains endroits Lévi-Strauss dit qu'elles ne sont pas immuables, qu'il y a là une matrice de structure. Là se pose la question alors, mais est-ce que nous n'avons pas peut-être la possibilité de choisir ensuite parmi cette matrice de structure et alors le choix ne serait plus inconscient, mais deviendrait peut-être conscient, c'est-à-dire est-ce que là il n'y aurait pas la possibilité de passer de ce travail inconscient à un travail conscient qui deviendrait conscient aussi à cause de l'anthropologue qui nous révèle l'existence de ces structures et qui nous dit quelles structures existent. Et dans ce contexte, une autre question serait quelle est au juste la notion d'esprit que présuppose ici Lévi-Strauss ? Est-ce que, pour lui, c'est quelque chose de réel ou est-ce que c'est simplement, dans le cadre d'une philosophie nominaliste interne qu'il utilise, mais sans une quelconque référence ou bien cet esprit de Lévi-Strauss ressemblerait au moi transcendantal de Kant. Donc là une question plutôt de nature philosophique.

**Jean-Paul Harpes :** Claude Lévi-Strauss détenait, on le sait, une agrégation de philosophie et enseignait, pendant deux ans, la philosophie à Mont-de-Marson et à Laon. Il se distança, toutefois, très rapidement, du discours philosophique à l'égard duquel il ressentait une profonde méfiance. Il se tourna vers l'anthropologie dont il contribua à rénover la méthodologie tout *en évitant* de la mettre en rapport avec la philosophie.

Il maintenait, sans doute, une assez vague référence à Kant sur laquelle il serait imprudent, toutefois, de trop insister.

Les termes d'origine philosophique dont il se sert -tel que le terme « esprit »- sont vidés de leur portée philosophique proprement dite. Dans *l'Homme Nu*, il ramène sans doute la genèse des mythes à l'action de l'esprit humain. Mais il se défend, en se servant de ce terme, de vouloir introduire, subrepticement, une quelconque notion philosophique de sujet. L'esprit humain créateur des mythes *coïncide, selon lui, avec -et se limite au- lieu insubstantiel d'un déploiement spontané, anonyme de ces derniers.*

Cette expression doit être lue dans l'optique d'une approche anthropologique qui se veut purement scientifique. Lévi-Strauss évite toute lecture philosophique empiriste tout autant qu'il évite une lecture philosophique kantienne.

**Gaston Thoma :** Ma question portera sur ce que tu as intitulé « les aspects de la méthode structurale ». La première remarque que tu as faite était la suivante. Les structures sociales ne constituent pas une matière empirique. En revanche les relations sociales sont empiriques. C'est à partir d'elles que nous construisons des modèles qui, peut-être, rejoignent les structures.

À l'égard de la méthode structurale, ce qui m'intrigue, c'est que Lévi Strauss semble avoir textuellement abandonné la différence entre synchronie et diachronie. Toutefois avec les études qu'il a faites, il ne peut s'en tenir strictement à une structure qui serait synchronique. Bien entendu, comme tu l'as dit d'ailleurs, ces structures changent, ces structures évoluent à partir d'autres structures et rejoignent d'autres structures et ainsi de suite.

Enfin pour préciser ma question. Ai-je bien compris que l'aspect de différence (radicale) entre synchronie et diachronie est effectivement abandonnée par lui ?

**Jean-Paul Harpes :**

Non, bien qu'il ne considère pas cette différence comme étant vraiment radicale.

Dans *Anthropologie Structurale*, Lévi-Strauss examine, de manière très explicite, les corrélations entre synchronie et diachronie, notamment dans l'analyse des mythes. Je voulais, à l'origine, évoquer ces passages. Je m'en suis abstenu en raison de leur complexité et faute des temps.

Très brièvement: Lévi-Strauss commence par relever qu'il ne faut pas opposer abusivement le point de vue diachronique et le point de vue synchronique. Il souligne que, selon Jakobson, l'opposition entre

diachronie et synchronie est largement illusoire<sup>63</sup>. La perception d'un film, par exemple, doit être considérée « non seulement diachroniquement mais aussi synchroniquement ». « La perception du mouvement est présente aussi dans l'aspect synchronique ».

A l'égard des mythes, voilà l'un des points essentiels de son approche, Lévi-Strauss juge qu'il n'y a pas de version vraie d'un mythe. Toutes les versions y appartiennent. Au chapitre intitulé « Magie et religion » d'*Anthropologie Structurale*, il esquisse un tableau méthodologique très explicite de la prise en compte de la totalité des versions d'un mythe donné. L'un des aspects les plus importants de cette méthodologie -qui « ordonne » la « série complète des variantes » sous la forme d'un groupe fort complexe de permutations- a pour objet d'explicitier les complexes relations de synchronie et de diachronie des mythes concernés<sup>64</sup>.

**André Elvinger** : S'il n'y a pas d'autres questions, je tiens à remercier Jean-Paul Harpes de cet exposé à la fois difficile, extrêmement fouillé, profond et tout de même poétique, ce qui nous a permis, à ceux d'entre nous qui ne sommes ni ethnologues ni même, philosophes, de rester attentifs à son exposé du début jusqu'à la fin. Magnifique. Merci.<sup>65</sup>

**Jean-Paul Harpes** : Je vous remercie et, par rapport à ce que notre président vient de nous dire, je vous recommanderais très fort, si vous tombez un jour sur une édition de *l'Homme Nu*, non point de vous acharner sur les développements scientifiques fort techniques de l'auteur, mais de lire quelques douzaines des très beaux récits dans lesquels il restitue les mythes amérindiens. Vous savez qu'il a un talent littéraire remarquable, qu'il est poète à ces moments et que ses résumés de mythes sont parfois de petits chefs-d'œuvre. Cela vaudrait la peine que quelqu'un édite une anthologie réunissant une bonne partie de ces textes poétiques.

## Bibliographie

- Lévi-Strauss, Claude, *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008, édition établie par Vincent Debaene, Frédéric Keck, Marie Mauzé et Martin Rueff, Paris, Gallimard, 2008
- Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955
- Anthropologie structurale (I)*, Paris, Plon 1958
- La Pensée Sauvage*, Paris, Plon, 1962
- Le totémisme aujourd'hui*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962
- Du Miel aux Cendres, Mythologiques II*, Paris Plon 1966, réimpression 2009
- L'Homme Nu, Mythologiques IV*, Paris Plon, 1971, réimpression 2009
- Anthropologie structurale (II)*, Paris, Plon 1973
- Lévi-Strauss, Claude et Didier Eribon, *De près et de loin*, Paris, Odile Jacob, 1998
- Bertholet, Denis, *Claude Lévi-Strauss*, Paris, Plon, 2003
- Charbonnier Georges, *Entretiens avec Lévi-Strauss*, Paris, Les Belles Lettres, 2010
- Dekens, Olivier, *Lévi-Strauss*, Paris, Les Belles Lettres, 2010
- Descola Philippe, *Claude Lévi-Strauss, centième anniversaire*, Numéro hors-série de la *Lettre du Collège de France*, Paris, 2008
- Descola, Philippe, « Sur Lévi-Strauss, le structuralisme et l'anthropologie de la nature », (Entretien avec Marcel Hénaff), *Philosophie*, numéro 98
- Désveaux, Emmanuel, *Au-delà du structuralisme, Six méditations sur Claude Lévi-Strauss*, Editions Complexe, 2008
- Désveaux, Emmanuel, *Quadratura Americana*, Georg Editeur, Chêne-BOURG/ Genève, 2001
- Héritier, Françoise, « La citadelle imprenable », dans *Critique*, 620-621, Janvier-Février 1999
- Joignet, Patrick, « La méthode structurale de Claude Lévi-Strauss », *Philosciences.com*
- Milner, Jean-Claude, *Le périple structural*, Lagrasse, Verdier, 2008
- Piaget, Jean, *Le structuralisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966
- Scubla, Lucien, *Lire Lévi- Strauss*, Paris, Odile Jacob, 1998
- Troubetzkoï, N. « Phonologie actuelle », dans *Psychologie du Langage*, Paris, 1933

63 Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie Structurale*, Paris, Plon, 1958, page 102

64 Ibidem, pages 252 et suivantes

65 Ibidem.

Séance du 3 juin 2011

## LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE DANS LA ZONE EURO

---

Discours de réception

de

**Monsieur Jean-Claude Juncker**  
Premier Ministre du Luxembourg

---



### Table des matières

Présentation du conférencier.....	2
Discours de M. Jean-Claude Juncker.....	9
Discussion.....	24

*N.B. A la demande du conférencier, nous rappelons que son discours a été, selon ses propres termes, improvisé et qu'il l'a prononcé librement et sans notes.*

## Présentation du conférencier

par  
M. André Elvinger  
Président de la Section des sciences morales et politiques



Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et leurs représentants,  
Mesdames et Messieurs les députés et conseillers d'Etat,  
Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,  
Chers invités,  
Chers confrères,

Monsieur le Premier Ministre, cher Confrère,

Je tiens tout d'abord à vous dire combien est grande notre gratitude envers vous pour avoir d'abord accepté d'être membre d'honneur de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-ducal, ensuite pour avoir accepté de prendre la parole à notre tribune.

Lorsque je vous ai proposé, le 20 décembre 2007, de devenir un de nos membres d'honneur – actuellement au nombre de cinq – je me permettais d'exprimer l'espoir que vous accepteriez de nous faire l'honneur d'une communication. Depuis lors j'hésitais à insister, conscient que vous étiez en charge, et vous l'êtes hélas toujours, d'une crise économique d'abord, d'une crise financière ensuite tant sur le plan national que sur le plan européen voire mondial. Ce n'est que le 5 avril 2011 que j'ai osé vous écrire, timidement, mais assez témérairement tout de même pour vous proposer un thème qui était « *La décision du Conseil européen des 24-25 mars 2011 sur le « Pacte pour l'Euro +* » ». Moins d'une quinzaine plus tard, j'avais votre réponse positive avec proposition d'une date, celle du vendredi 3 juin 2011 et, sur demande quant au sujet, une réponse tout aussi

[2] prompte « *Sujet de l'intervention : « La gouvernance économique dans la zone euro* » », ce dont vous allez nous parler ce soir.

Voyant mon calendrier, je me suis rendu compte du soin avec lequel vous avez choisi votre date, entre l'ascension et la Pentecôte, un des grands ponts de l'année, sans doute avec l'espoir que l'Euro vous accorde un moment de répit. Je n'en ai pas moins tremblé jusqu'à ce soir, sachant que les vendredis ne vous épargnent pas – et tout à l'heure, vous avez rencontré Monsieur Papandreou, à Luxembourg heureusement – et que vous aviez dû, il y a un mois, tenir une réunion « *secrète* », un vendredi pour sauver l'Euro, au Château de Senningen, ce qui vous a mis sur le dos à la fois les ministres de certains pays qui n'y étaient pas convoqués et les journalistes qui sont allés jusqu'à voir un mensonge dans ce qui n'était que la sagesse de la discrétion et la saine méfiance de la presse.

Je ne ferai ni à vous, Monsieur le Premier Ministre, ni à notre éminent auditoire, l'injure d'égrener votre *curriculum vitae*. Votre formidable carrière politique, sur le plan national et international, votre popularité, vos prestigieux prix et distinctions, vos doctorats *honoris causa*, sont connus. Je trouve toutefois une lacune à l'annuaire des sites publics du gouvernement : cet annuaire ne mentionne pas votre qualité de membre d'honneur de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-ducal. L'annuaire prend soin par contre de dire que, le 12 mars 2007, vous avez été installé à l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France et que le 16 février 2009, vous avez été élu sénateur d'honneur de l'Académie européenne des sciences et des arts. Mais il s'agit d'une omission qui sera sans doute réparée après votre conférence d'aujourd'hui. Et puis nous n'avons qu'à nous en tenir à nous-mêmes, car notre modeste Institut ne vous a élu – nul n'est prophète dans son pays – qu'après votre installation à l'Académie française.

Votre tâche d'aujourd'hui est facile, cher confrère, par comparaison à celle qui vous attendait à l'Institut de France pour l'éloge de votre prédécesseur Léopold Senghor, épreuve que vous avez passée brillamment, comme je le sais pour avoir eu l'honneur de vous écouter sous la Coupole. Nous vous épargnons la crainte que vous avez exprimée à cette occasion : « *Serai-je, – disiez-vous – enfin je me pose la question, à la mesure d'un exercice oratoire d'académicien dont je n'ai pas l'habitude – malgré le long chapelet de discours qui ont cadencé mon parcours politique, discours spontanés et donc largement improvisés ?* ».

Spontané, vous avez la réputation de l'être, et l'improvisation est, on le sait, un de vos nombreux dons. Pour faciliter le passage d'une éventuelle improvisation, que nous saluerions d'ailleurs, au texte écrit, la Chambre de commerce, qui nous accueille en ces locaux ultramodernes, ce dont je la remercie une fois de plus, met à notre disposition un équipement qui permettra d'accueillir votre discours, comme c'est la tradition, dans le volume XV des Actes de la Section des sciences morales et politiques de notre Institut. Vous avez reçu, il y a peu, le volume XIV de ces Actes qui vient de sortir avec plus de 300 pages grâce à son éditeur, notre Secrétaire général, Georges Als, qui, bien que nous ne lui donnions pas le titre de perpétuel que porte son homonyme de l'Académie française, s'acquitte inlassablement de ce grand travail depuis la création de notre Section. Nos Actes se composent à l'heure actuelle de 17 volumes et de 13 Cahiers réunissant plus de 200 communications et conférences et 5 monographies. J'ose à peine ajouter que nos Actes contiennent 40 éloges funèbres de nos confrères qui nous ont quittés – personne n'y échappe, mais chacun y a droit.

Permettez-moi, cher confrère, avant de parler de vous, de dire encore un mot de l'institution qui vous reçoit, je n'ose pas dire vous installe aujourd'hui, sans pompe par rapport à ce que vous avez vécu Quai Conti – nous n'avons ni Coupole, ni tenue de grand appareil, encore moins d'épée. La création de l'Institut Grand-ducal remonte à un arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, sept jours après la naissance de notre Constitution actuelle qui, elle, date du 17 octobre 1868 quoique modifiée une bonne trentaine de fois. Cette création était issue de trois sociétés « *savantes* » préexistantes, la Société archéologique, la Société des sciences naturelles et la Société des sciences médicales qui devenaient ainsi les trois premières sections de l'Institut. Trois sections nouvelles y furent ajoutées, la linguistique en 1935, les arts et lettres en 1962 et la nôtre, celle des sciences morales et politiques, la plus jeune, en 1967.

C'est par une modestie qui nous sied bien que les branches de l'Institut sont appelées Sections, et non pas Académies comme c'est le cas à l'étranger et notamment en France où l'Institut de France groupe les cinq Académies, dont notre homonyme, l'Académie des sciences morales et politiques, au fauteuil de laquelle vous siégez, cher confrère.

Alors que ces Sections sont restées actives, selon le cas et selon l'époque, comme le prouvent leurs très nombreuses et importantes publications – par exemple celle de la linguistique est responsable de notre

dictionnaire de la langue luxembourgeoise – l'Institut Grand-ducal en lui-même somnole depuis au moins un siècle et, depuis longtemps, n'a plus nommé ses présidents et ses secrétaires généraux, ni réuni ses membres en assemblée générale.

Certains d'entre nous, à l'initiative de notre Section, se sont donné pour objectif de redonner vie à notre institution faîtière. Nous en avons parlé à notre Ministre de la Culture qui nous a accueillis avec intérêt. Nous avons eu l'honneur d'être reçus en audience par Son Altesse le Grand-Duc, qui, aux termes de l'article 2 de notre Règlement organique, est notre Protecteur, auquel nous avons exposé nos projets. Nous prévoyons de tenir une sorte de réunion « reconstitutive » le 25 octobre prochain, à la date prévue pour l'assemblée générale par notre Règlement organique, afin d'élire enfin à nouveau le président de l'Institut dans son ensemble qui sera, toujours en conformité avec ce Règlement, le président de la plus ancienne section, la section historique. J'ai l'honneur de saluer ici parmi nous ce futur président en la présence de Monsieur Paul Dostert.

Le Règlement organique de 1868 n'est pas désuet, mais mérite des réformes sur certains points. C'est tout naturellement notre Section qui s'est chargée d'élaborer un avant-projet de loi de modification qui, comme c'est normal pour notre pays de droit français, veut suivre l'évolution législative de la France.

Alors que les statuts et règlements de l'Académie française datent de 1635 et que les premiers textes constitutifs de l'Institut de France remontent à l'époque révolutionnaire, c'est tout récemment par une loi dite de programme du 10 avril 2006 pour la recherche, je dis bien pour la recherche, que la France a véritablement codifié ses institutions académiques en mettant l'accent sur la continuité. Le titre IV de cette loi traite des « *Dispositions relatives à l'Institut de France et aux Académies* » et son article 35 dit que « *l'Institut de France, ainsi que l'Académie française, l'Académie des inscriptions et belles lettres, l'Académie des sciences, l'Académie des beaux-arts et l'Académie des sciences morales et politiques* – la vôtre cher confrère – *qui la composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République* ».

C'est cette définition, *mutatis mutandis* et toute proportion gardée, que nous désirons voir confirmée dans la loi qui interviendra, espérons-nous, sur la base de notre avant-projet. Et d'ores et déjà, je me permets de

[6] faire appel à vous, cher confrère, pour nous soutenir dans nos efforts à cet effet afin que soit sauvegardé ce « *statut particulier* » destiné à garantir l'indépendance académique, principe fondamental qu'ont rappelé avec force les rapports du Sénat et de l'Assemblée Nationale lors des travaux préparatoires de la loi du 10 avril 2006.

En attendant cette rénovation qui nous tient à coeur, notre Section des sciences morales et politiques, avec les cinquante membres, se porte fort bien, comme le prouvent nos conférences et nos séminaires qui, outre des sujets d'ordre culturel, philosophique et religieux, traitent des sujets qui touchent aux problèmes fondamentaux de la société luxembourgeoise. Dans ce contexte, nous avons tenu une Table Ronde le 6 février 2010 sous le titre « *Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue* » avec comme question finale : « *Quelle société pour demain ?* ». Et le 13 novembre de la même année, sous la conduite de notre membre d'honneur Colette Flesch, nous avons tenu une Table Ronde sur le sujet « *Réforme de la Constitution, où en sommes-nous ?* » avec la participation d'éminents représentants de la Chambre des Députés et du Conseil d'État. Il y a été question, vous le verrez, non seulement de la position du Grand-Duc, mais également d'un statut particulier du Premier Ministre.



Ne croyez pas que nous ne regardions pas au-delà de nos frontières. Entre autres, dans le domaine qui est le vôtre par excellence, et sur un sujet qui est en partie celui d'aujourd'hui, notre compatriote Monsieur

[7]

Jim Cloos, haut fonctionnaire européen, s'est adressé à nous le 25 octobre dernier avec la question : « *Y a-t-il une gouvernance européenne ?* ». Vous verrez que le conférencier vous rend hommage en rappelant un de vos hauts faits, votre médiation au Conseil européen de Dublin en 1996, en parlant d'une « *idée lumineuse* » que vous avez eue, voire d'une « *trouvaille* » qui, je le cite, « *sauva le sommet et sans doute la future monnaie unique* ». Nous voilà un peu préparé pour votre conférence d'aujourd'hui.

Puis-je tout de même, sans verser dans le CV, me permettre de parler de vous encore un moment ? Vous verrez dans la liste de nos membres qu'ils sont désignés, selon leur origine ou leur activité, par les lettres D pour Droit, E pour Économie et P pour Philosophie. Nous savons que nos membres d'honneur sont cela tout à la fois et nous ne leur accolons donc aucune de ces lettres. C'est particulièrement vrai en ce qui vous concerne.

Vous êtes initialement juriste et l'annuaire des sites publics nous dit qu'après votre maîtrise de droit, vous avez été assermenté comme avocat, mais qu'en raison de votre engagement politique précoce et de votre entrée au gouvernement presque immédiate à la fin de la même année, vous n'avez jamais exercé « *ce métier* ». Dans son discours d'installation, le Secrétaire Perpétuel de votre Académie parle, lui aussi, de cette profession d'avocat que, dit-il, « *vous n'exercerez pas ; ou plutôt que vous n'avez jamais cessé d'exercer, en plaidant inlassablement depuis un quart de siècle la cause de l'Europe unie* ». Je ne mets pas en doute que la politique – pour laquelle ma profession d'avocat ne m'a jamais laissé le temps – soit aussi un beau métier, mais quel formidable avocat auriez-vous été si Pierre Werner et Jacques Santer ne vous avaient pas aussitôt débauché – je m'excuse du terme. Quelle perte pour le Barreau ! Dans une interview au Luxemburger Wort à propos de votre vingt-cinquième anniversaire d'homme politique, vous avez avoué un regret. Je m'excuse de vous citer en allemand : « *Ich bedauere schon, dass ich sehr jung in die Regierung gekommen bin. Auch wenn mir das niemand abkauft. Aus heutiger Sicht, hätte ich mir gewünscht, zunächst – vous avez pris la précaution de dire « *zunächst* » – eine berufliche Karriere, etwa als Anwalt, eingeschlagen zu haben ...* ».

Et si vous me permettez de m'attarder encore un moment au droit et à la langue du prétoire, vous êtes l'arbitre des affaires difficiles, également sur le plan national. Ainsi, devant la menace d'une crise monarchique qu'avait déclenchée le projet de loi sur l'euthanasie, vous avez, en un tour de main, sauvé, là encore, la situation en faisant modifier l'article 34 de la Constitution pour supprimer la sanction des lois par le Grand-Duc.



Monsieur le Président,  
Merci beaucoup.

Excellences,  
Mes chers confrères,  
Mesdames et Messieurs,

Quant à la discipline E de notre Section, votre formation première n'est pas celle de l'économiste, mais en vos qualités successives de ministre des finances et de président de l'Eurogroupe, c'est bien l'économie que vous pratiquez avec un art qui fait que vous êtes constamment reconduit en cette dernière fonction, devenue capitale avec les secousses du système. Et aujourd'hui, c'est de la gouvernance économique que vous parlerez dans le contexte de la zone euro.

Qu'en est-il de notre troisième discipline, la plus noble de toutes, la philosophie ? Dans votre discours d'installation à Paris, vous avez, avec aisance, à propos de Léopold Senghor, évoqué Platon et Nietzsche. Sur le plan d'une philosophie plus pratique et plus près de chez nous, votre engagement social s'est exprimé lors du vingt-cinquième anniversaire d'homme politique lorsque vous avez dit, là encore avec un peu de regret, que votre département de prédilection serait le ministère du travail. Effectivement, c'est avec les portefeuilles du Travail et de la Sécurité sociale que vous êtes entré au gouvernement comme Secrétaire d'État en décembre 1982 et lorsque vous avez été appelé la première fois à la fonction de Premier Ministre, vous avez gardé, avec le département des Finances, celui du Travail. Et dans votre discours de déclaration du gouvernement sur la situation économique et sociale et financière du pays, le 6 avril 2011, votre première pensée n'a pas été à l'économie ni aux finances, mais aux enfants qui sont pauvres dans un pays riche.

Voilà comment vous représentez de façon heureuse les trois branches des sciences morales et politiques. Nous en sommes fiers.

Monsieur le Premier Ministre, cher Confrère, je vous cède – enfin – la parole.

*Je dois d'abord faire quelques remarques préliminaires. Je suis très stressé parce que j'ai dû m'entretenir mâlement et virilement avec le Premier Ministre grec jusqu'à il y a quelques instants, et après avoir trouvé un accord entre nous, j'ai dû m'adresser à la presse internationale accourue nombreuse au Luxembourg vu l'importance de ce rendez-vous. Et j'étais très heureux de pouvoir dire à la presse, avant de prendre des questions, que j'avais une autre obligation, à l'Institut qui est le nôtre, et que malheureusement et très impoliment je devais m'éclipser laissant seul, non sans problèmes et avec les questions supplémentaires de la presse internationale, le Premier Ministre grec qui a moyennement apprécié mon départ furtif. Mais je vous serai éternellement reconnaissant d'avoir contribué à éviter d'autres confusions sur le marché financier ce soir.*

Il est vrai, 2e remarque, que l'annuaire gouvernemental que vous avez cité ne retient pas, parmi mes trop nombreux titres et qualités, celui de membre de l'Institut Grand-ducal. Cela n'est pas dû à un oubli, cela est dû au fait que je m'étais dit, ainsi j'avais compris nos règles, qu'il faudrait d'abord faire son discours inaugural avant de pouvoir se draper dans ces honneurs nouvelles. C'est dire que l'édition prochaine, évidemment, retiendra cet ajout supplémentaire à ma multi-dimensionnalité.

3e remarque : J'étais un peu surpris d'avoir été appelé à cet honneur le jour où la République Française a fait de moi un membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Je me suis dit, et je l'avais dit à certains curieux tout de même, que j'entre sous la Coupole avant d'avoir eu la possibilité de devenir membre d'un Institut qui, à juste titre, s'appelle Grand-ducal et qui se voue aux mêmes causes que l'Académie de l'Institut français à laquelle j'appartiens. Pour le reste, il y a dans l'Institut de France cinq académies, vous l'avez dit, et les membres de l'Académie Française et ceux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques ont le droit de se dire immortels, les trois autres, de moindre importance, n'ayant pas droit à cette ambition qui malheureusement ne dure que jusqu'à la fin de la vie. Et cela m'a toujours amusé, parce que je suis citoyen d'honneur de la Ville de Trèves, et le seul privilège dont disposent les citoyens d'honneur de la Ville de Trèves est d'être enterrés à titre gratuit sur un cimetière à Trèves. Alors je me suis toujours interrogé sur la schizophrénie qui doit être la mienne d'être immortel et d'avoir en même temps le droit d'être enterré gratuitement dans une ville voisine qui ouvre notre regard sur le reste de l'Allemagne.

4e remarque : il est faux, bien que ma biographie officielle en fasse état, il est faux de dire que je n'ai jamais exercé comme avocat. On le dit partout, je l'entends partout, ce n'est pas vrai. J'avais été chargé d'une commission d'office, une affaire de viol, et au moment où j'étais sur le point de me faire une idée de l'acte dont il s'agissait, Monsieur Werner m'a appelé au gouvernement, ce qui entraîna comme réaction immédiate, je l'ai dit l'autre jour lors du Luxembourg Financial Forum, que le fonctionnaire en charge de l'examen pour avocat-avoué m'a écrit une lettre pour me dire qu'il lui semblait que pendant les quelques semaines qui précéderent cet examen j'avais manqué d'assiduité. Ce sur quoi je fis savoir à ce haut fonctionnaire du Ministère de la Justice qu'un simple regard dans le Mémorial A lui apprendrait qu'entre-temps j'étais devenu membre du gouvernement et que donc je n'avais pas l'intention de me présenter à cet examen. C'est ce qui a bétonné l'idée que je n'ai jamais exercé, mais je

dois vous dire que cela est dû à la faute pardonnable de mes biographes professionnels sur le site internet du Gouvernement.

Ceci dit, je voulais vous dire que je dois vous quitter bientôt, car, après avoir vu le Premier Ministre grec, je dois, comme on dit dans un très mauvais franglais, « debriefer » trois ou quatre ministres des Finances européens, justement ceux qui assistèrent à une réunion qui n'a pas eu lieu. Les vendredi après-midi, chez moi, sont toujours précédés par une pré-angoisse qui fait que je suis toujours en situation, j'ai dû l'avouer l'autre jour publiquement, de devoir mentir ce vendredi après-midi. Les vendredi après-midi sont riches en événements monétaires, et j'avais dit dans un discours à Bruxelles que lorsque les choses deviennent sérieuses il faut savoir mentir. Mais mes nombreux partisans ont bien sûr prétendu que j'aurais dit qu'en politique il faut mentir. J'avais fait référence à un moment monétaire d'importance : si j'avais dit le 6 mai dernier que nous nous étions réunis à cinq avec le président de la Banque centrale européenne pour parler de la Grèce, après qu'un site internet avait annoncé que nous serions en train de parler de la sortie de la Grèce de la zone euro, si j'avais, moi, dit que, oui, nous étions réunis à Senningen pour parler de l'euro alors que les marchés financiers étaient ouverts à New York jusqu'à 23 heures, après que l'euro dans les dix secondes aurait baissé de quatre cents, j'aurais causé des ravages énormes. Donc j'ai préféré dire le contraire de la vérité, car le onzième commandement veut qu'il ne faut rien faire pour nuire aux autres. Cela ne fait pas partie des dix commandements, mais leur résumé se trouve bien dans le onzième. S'il faut mentir pour ne pas nuire aux autres, je mentirai toujours, parce qu'on ne peut pas dire à n'importe quel moment tout ce qu'on a envie de dire.

Tout ceci dit, je voudrais ce soir, alors que je n'ai pas préparé de discours, comme vous êtes en train de vous en apercevoir facilement, vous confronter à une causerie sur l'euro, sur sa gouvernance, sur ses problèmes actuels et futurs. Je voudrais que ceux qui le lisent soient avertis qu'il est improvisé et que je l'ai prononcé librement et sans notes.

### La gouvernance économique dans la zone euro

On dit souvent que l'euro est en crise. Moi, je voudrais de toutes mes forces m'inscrire dans un autre scénario qui est celui de dire que la zone euro n'est pas en crise, mais que nous sommes confrontés à un problème d'endettement d'au moins trois de nos États membres de la zone euro. On dit souvent que l'euro n'est pas un succès, que l'euro et l'avènement de la

monnaie unique fut une erreur presque séculaire, et on peut dire cela sans trouver trop de contestation sur son chemin, parce que les Européens tout comme les Luxembourgeois ne sont plus fiers des succès que nous avons pu engranger au cours de la dernière décennie et n'aiment pas se montrer satisfaits de ce qu'ils ont fait.

Pourquoi est-ce que l'euro est un succès ?

Tout d'abord, parce que si pendant cette crise, qui fut financière d'abord et économique ensuite, et qui fut planétaire alors que les crises précédentes ne le furent jamais, nous n'avions pas eu l'euro, nous nous retrouverions aujourd'hui dans une situation des plus chaotiques. J'ai été ministre des Finances pendant vingt ans et donc là encore en charge de la politique monétaire du pays, qui n'en avait pas, et de la politique monétaire européenne qui peinait à se doter d'une doctrine monétaire. Je devais assister à un rythme de trois mois à trois mois à des réunions de réaligement entre les monnaies nationales européennes. Si l'euro n'avait pas existé en août 2007 – c'est le véritable début de la crise financière – si l'euro n'avait pas existé le 15 septembre 2008 – le moment où la banque Lehmann Brothers est tombée en faillite – nous aurions assisté, si nous avions toujours été dans le système monétaire européen, à un chaos indescriptible. Car les monnaies les plus vertueuses, à savoir celles du nord, auraient connu une appréciation fulgurante alors que les monnaies moins stabilisées de l'hémisphère sud de l'Union européenne auraient dévalué à un rythme qui



aurait fait que le déséquilibre intereuropéen se serait élargi d'une façon qui aurait mis à lourde contribution la compétitivité entre les Etats membres. Pour avoir assisté de si nombreuses fois à de tels réaligements, je suis vraiment heureux de ne pas avoir dû gérer des crises monétaires nationales à côté du grand défi économique et financier qui fut le nôtre au cours des deux années écoulées, et qui le reste toujours.

Je crois que le grand public, et notamment le grand public en Allemagne, ne se rend pas compte du fait que *l'euro est une monnaie stable* au sens que les **taux d'inflation** que nous avons connus depuis l'avènement de l'euro sont parmi les plus bas de l'histoire économique de notre continent. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 jusqu'à ce jour, l'inflation moyenne en zone euro est de 1,97 %, se rapprochant de la définition qui fut choisie par la Banque centrale européenne qui, parlant d'une inflation dite normale, fait référence à une inflation inférieure à 2% mais proche de 2%. C'est ce que les Allemands appellent une « *Punktlandung* » : ils n'aiment pas parler de cela parce qu'en moyenne historique l'inflation allemande du temps de la Deutsche Mark fut autrement plus élevée et se situait au-delà des 3%. L'euro est donc une monnaie plus stable que ne le fut la Deutsche Mark à sa meilleure époque. Il faut se souvenir, Colette Flesch, mon amie, s'en souvient parce qu'elle était Ministre de l'Économie à l'époque, qu'au début des années 80 jusqu'à la fin des années 80, le taux d'inflation au Luxembourg et en moyenne européenne oscillait entre 8 et 10%. Je me le rappelle très bien parce que j'ai acheté ma maison en 1983 et je voyais bien les intérêts que mon jeune couple devait payer à l'époque. Pendant les années 90 l'inflation gravitait toujours autour de 3%. Ce n'est qu'après l'avènement de l'euro que nous avons vu les taux d'inflation baisser, se corriger vers le bas sur l'ensemble de la zone euro, y compris en France, qui pourtant était spécialiste, si j'ose dire, en matière inflationniste, et y compris en Allemagne, qui a vu ses niveaux d'inflation se réduire.

On dit toujours que l'euro n'est pas un succès, mais on oublie de mentionner le fait que cette jeune monnaie, aujourd'hui, représente *30% des réserves monétaires mondiales*. Nous n'avons pas, la Banque centrale et l'Eurogroupe, une politique qui serait vouée à accroître le plus rapidement possible les réserves, parce que cela n'est pas une finalité de politique monétaire ni de politique économique. Toujours est-il que par la simple force des marchés nous avons vu la part de l'euro dans les réserves mondiales monter jusqu'à 30% alors que le yuan, devise chinoise, le yen, monnaie japonaise, et le franc suisse ne représentent ensemble que 10 % des réserves mondiales, 60 % revenant au dollar. Je ne voudrais pas que

nous faisons concurrence sur ce point au dollar américain, parce que le fait d'être la principale monnaie mondiale entraîne des obligations et des contraintes pour lesquelles je ne crois pas que la zone euro, ni l'Europe dans son ensemble, soient prêtes au moment où je vous parle.

Les **taux d'intérêt** à l'époque dont je parle, les années 80, outre des taux d'inflation avoisinant les 10 ou 12%, s'élevaient à un niveau de 12% alors que, lorsque nous étions en train de préparer la première étape de l'Union économique et monétaire, ils descendaient à 9% et qu'ils sont à 1,25% aujourd'hui. Jamais dans l'histoire économique de l'Europe les taux d'intérêt n'étaient d'un niveau aussi peu élevé qu'à l'heure actuelle. Le taux d'intérêt évidemment ne va pas rester au niveau de 1,25% au cours de cette année parce que la Banque centrale européenne, soucieuse de son mandat de stabilité monétaire, ne va pas tarder à les relever par étapes, mais les taux d'intérêt restent très peu élevés en Europe, ce qui constitue en lui-même un bienfait pour l'économie européenne et pour la capacité de l'Europe d'investir dans son propre avenir économique.

On dit que les gouvernements ne savent pas gérer convenablement les finances publiques, et c'est probablement un peu vrai. Mais il faut savoir qu'avant le début de la crise en 2007 – je rappelle que la crise a commencé avec la *subprime crisis* en août 2007 – le **déficit budgétaire**, sur l'ensemble de la zone euro, s'élevait à 0,7%, un des niveaux de déficit les moins élevés que l'histoire budgétaire et fiscale d'Europe aient connus. Il y avait en 2007, sur les 14 pays membres de la zone euro d'alors, 10 pays membres de la zone euro qui connaissaient des excédents budgétaires, et tous les États membres de la zone euro avaient un déficit inférieur à 3%, ce qui constitue un des critères, souvent mal interprétés pour le reste, du Traité de Maastricht. Donc, la consolidation financière et budgétaire et fiscale avait fait d'énormes progrès pendant la période de la mise en place de la monnaie unique et pendant les dix à douze premières années d'existence de la monnaie unique.

Puis est venue **la crise**. Nous avons vu les déficits budgétaires s'élargir, et les niveaux d'endettement public crevaient tous les plafonds imaginables. Est-ce un hasard, est-ce une maladresse, est-ce une faute de parcours, est-ce une méconnaissance des grands agrégats économiques qui caractérisent la situation actuellement ? On nous avait expliqué à l'époque qu'une crise financière venait d'éclater aux États-Unis, et tous les gourous généralement quelconques, surtout les professeurs d'économie allemands, nous avaient appris que cette crise financière qui frappait le secteur financier

nord-américain n'allait pas gagner l'économie réelle américaine. Lorsque la crise financière a gagné l'économie réelle américaine, on nous expliquait de même que jamais cette crise financière économique, puisque ayant eu son origine à Wall Street, ne traverserait l'Atlantique pour exercer un effet de contagion sur l'économie financière européenne. Lorsque l'économie financière européenne fut atteinte on nous expliquait que jamais l'économie réelle ne serait atteinte puisque la crise serait d'origine bancaire et financière et non pas due à des déséquilibres macro-économiques. Lorsque la crise, partout au monde et pour la première fois dans l'histoire de l'économie mondiale, a frappé l'économie réelle, on nous a expliqué à juste titre que vu la faiblesse de la demande privée et vu le fait que le circuit organisé par les institutions bancaires avait disparu, il faudrait remplacer la demande privée faiblissante par un notable renforcement de la demande publique qui devrait être organisée par le biais budgétaire et en mettant en place des plans de relance pour éviter à l'Europe une longue période récessionniste. Lorsque nous avons lancé ces programmes de relance, ces programmes conjoncturels comme disent les Allemands, on nous expliquait que nous allions un peu vite en besogne, que les déficits budgétaires augmentaient trop et que le niveau d'endettement public devenait insoutenable, et donc on nous recommandait de reconsolider les finances publiques, sage indication qui est tout à fait justifiée, car en termes de consolidation budgétaire, sur les deux années de crise, nous avons perdu le bénéfice de 20 années de consolidation. En 24 mois nous avons détruit tout ce qui avait trait à l'assainissement des finances publiques en Europe. Lorsque nous avons commencé à consolider, donc à retirer les stimuli fiscaux du circuit économique, lorsque nous avons mis en place les programmes d'économie au niveau des différents budgets nationaux, on nous a expliqué que, oui nous avons raison de consolider, mais que maintenant nous étions en train de tuer la légère reprise qui commençait à montrer son nez.

Je ne vous parle pas d'un phénomène qui se serait étiré sur deux décennies, je parle d'une époque qui s'est étirée sur 18 mois. *Sur 18 mois nous avons changé de politique trois fois*, nous avons revu les analyses 4 ou 5 fois, et nous sommes confrontés maintenant à une partie des conséquences de ce changement d'attitude et de direction qui fut non seulement le nôtre, mais également celui des États-Unis, puisqu'il ne vous a pas échappé que les États-Unis sont confrontés à des problèmes autrement plus grands que ceux que connaît l'Europe. Il est surprenant de voir que l'Europe aujourd'hui se trouve à l'épicentre d'une crise mondiale alors que les données fondamentales de l'Europe sont autrement meilleures que les données fondamentales des États-Unis ou du Japon, qui connaissent des

niveaux de déficit et des niveaux d'endettement dont nous sommes loin d'avoir atteint les niveaux.



La dette publique jusqu'en août 2007 s'élevait à 60 % sur l'ensemble de la zone euro en moyenne. Ce n'est qu'après la mise en place de programmes conjoncturels et ces programmes de relance que les niveaux d'endettement se sont accrus de l'ordre de 80%. Nous, au Luxembourg, avoisinons maintenant un niveau d'endettement de 20% du PIB. Certains pays comme la Grèce, le Portugal et l'Irlande font état d'un niveau d'endettement autrement plus élevé que le nôtre, celui du Luxembourg qui est le deuxième le moins important de la zone euro. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'Estonie est venue nous rejoindre. Elle a un niveau d'endettement moins élevé que le Luxembourg, ce qui est une performance pour un pays qui est passé d'un régime d'économie centralisée vers un régime d'économie libre. Mais l'Estonie fut moins éprouvée par la crise dans le secteur bancaire, parce qu'en Estonie il n'y a pas de banques à sauver de la faillite immédiate, comme tel a été l'obligation urgente à laquelle nous étions confrontés dans notre pays il y a trois années de cela.

Nous sommes maintenant confrontés à une crise de la dette publique dans certains Etats membres, et la question qui se pose parmi mille autres est de savoir si la gouvernance économique qui gère le quotidien de la zone euro est elle-même suffisamment musclée pour pouvoir faire face à cette crise. Je dois vous dire que j'en doute, mais que je ne désespère pas que nous arrivions à mettre en place une réponse suffisamment *comprehensive*,

comme disent les Anglais, c'est-à-dire globale pour pouvoir nous sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Et nous retrouvons maintenant au beau milieu de la crise les déficiences du Traité de Maastricht que nous avions, nous Luxembourgeois, dénoncées à l'époque.

L'économie générale de la gouvernance prévoit que la politique monétaire soit centralisée au niveau de la **Banque centrale européenne**, et cette autorité monétaire francfortoise applique une politique monétaire indépendante sur laquelle les gouvernements des États membres de la zone euro ne peuvent pas prendre une influence directe. Nous pouvons faire de sages recommandations, non pas publiques, mais discrètes, en soufflant dans une des oreilles de Monsieur Trichet les indications de route que nous voudrions bien qu'il suive, mais la Banque centrale est indépendante. J'ai toujours été un chaud partisan de l'indépendance de la Banque centrale, parce que j'ai toujours soupçonné les gouvernements, je sais de quoi je parle, de penser plus aux prochaines échéances électorales que de raisonner sur le long terme lorsqu'il s'agit de politique monétaire. Si les gouvernements avaient une prise directe sur la politique monétaire, comme tel fut le cas avant que toutes les Banques centrales européennes fussent déclarées indépendantes, donc tant qu'elles étaient nationales, l'inflation connaîtrait, sans aucun doute, des niveaux autrement plus élevés que l'inflation que nous observons sur le moment.

Cette indépendance de la Banque centrale européenne fut acquise de haute lutte, car les Néerlandais et les Luxembourgeois étaient les seuls qui partageaient cette idée allemande, qui voulait que le modèle de la Banque centrale européenne se développe selon des errements acquis par la Bundesbank allemande. Je me rappellerai toujours d'un brillant directeur du Trésor français, qui était directeur du Trésor à Bercy lorsque le ministère des Finances était encore rue de Rivoli, et qui ne voulait rien entendre de cette idée qu'une banque centrale devait être indépendante du gouvernement respectif. Ce directeur du Trésor brillant, qui était aux services de Monsieur Mitterrand et de Monsieur Bérégovoy, s'appelait Jean-Claude **Trichet** et ne voulait rien entendre de l'indépendance de la Banque centrale. Je le félicite toujours, lui qui est devenu après moi membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques française, de ce qu'il a vite appris sa leçon, parce qu'il m'a accusé, il y a plusieurs années, de ne pas respecter le traité que, en tant que négociateur, j'avais dû lui imposer le 19 mai 1991 à l'hôtel Intercontinental à Luxembourg-Dommeldange. Car c'est là que nous avons définitivement, lors d'un Conseil Écofin, ancré le principe de l'indépendance de la Banque centrale.

Déséquilibre il y a, car le pôle économique, l'arme politique de l'Union économique et monétaire, est largement sous-développé parce que suivant une doctrine, là encore allemande, la plupart des négociateurs avaient pensé que la politique économique devrait rester du ressort national. Et comme on entrevoyait déjà les difficultés auxquelles des politiques économiques disparates pourraient nous conduire, nous étions convenus de coordonner les politiques économiques des Etats membres sans doter le Traité des instruments qu'il aurait fallu qu'il renferme pour que nous puissions effectivement procéder à une coordination substantielle des politiques économiques qui, je le rappelle, ont dû rester nationales.

Nous avions à l'époque trois ministres des Finances qui étaient pour le gouvernement économique que nous appelions déjà ainsi en 1991 ; c'était Pierre Bérégovoy, c'était Philippe Maystadt, qui est aujourd'hui le président de la Banque européenne d'Investissement, et c'était moi-même. Tous les autres n'aimaient pas cette idée que les Etats membres devraient renoncer à une bonne partie de leur souveraineté de politique économique pour que nous puissions entrer en dialogue vertueux avec cette autorité monétaire indépendante. Cela, pensions-nous à l'époque, présupposerait que le Conseil et les Etats membres partageant la monnaie unique devraient se concerter avec une intimité accrue. Maintenant je suis stupéfait de voir que l'Allemagne, qui ne voulait pas du **gouvernement économique** en 1991, qui ne voulait pas du gouvernement économique en 2010, aujourd'hui se fasse le chantre du gouvernement économique. Les autorités allemandes disent qu'elles sont très en faveur d'un gouvernement économique, mais elles ne sont toujours pas d'accord sur l'usage des instruments qui devraient sous-tendre cette ambition de gouverner d'une façon active solidaire et collective l'aspect économique de l'Union économique et monétaire.

Nous avons un problème pour définir toute gouvernance en Europe, un trait particulier de l'Union européenne et de la zone euro qu'il faut scruter avec toute l'attention requise. Ni l'Union européenne, ni la zone euro ne sont des Etats et ils ne se trouvent pas en voie d'étatisation. **Moi je reste très attaché** - non pas à une conception vieillotte de la souveraineté nationale, parce que les souverainetés nationales lorsqu'elles deviennent excessives, ne nous mènent nulle part - **au fait national**. Je ne voudrais pas que le Luxembourg, que d'autres pays, trouvent une dissolution voulue ou spontanée due à des inattentions du moment dans un magma de souveraineté européenne qui ne mériterait pas son nom et qui ne nous conduirait nulle part. Moi je suis Luxembourgeois, je suis Européen. Le patriotisme d'aujourd'hui a deux dimensions, celle qui est nationale et

celle qui est européenne, les deux n'entrant jamais en contradiction s'il y a une bonne perception en les distinguant bien des choses essentielles qui font la vie des nations. Il faut tout de même accepter l'idée qu'en matière de politique économique on renonce à une partie de ses attributions lorsque l'exercice de ces attributions se révèle s'exercer au détriment des sous-économies de la zone euro qui sont voisines. Et comme nous n'avons pas un Etat, et comme cet Etat n'a pas de gouvernement puisque ce n'est pas un Etat, l'Union européenne reste une construction *sui generis*, expression qu'emploient les juristes lorsqu'ils ne savent pas définir une chose qu'ils ne comprennent pas. Donc, l'Union européenne est une construction *sui generis*, mais nous devons tout de même gérer en commun cette monnaie unique en l'absence d'un gouvernement, en l'absence d'un Etat, en l'absence d'un pouvoir politique central. Il fallait remplacer ces absences par un corps de règles.

C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place - vous y avez fait référence Monsieur le président - le **Pacte de Stabilité** afin de nous donner des règles qui remplacent un gouvernement comme nous ne pouvons pas avoir de gouvernement. La Commission pense toujours, et les gouvernements pensent toujours, que la Commission a vocation à gouverner. Or, la Commission n'est pas un gouvernement et n'a pas vocation à gouverner.

Il nous faut donc un corps de règles à observer par tous ceux qui font partie de la zone euro. Nous avons conclu vers le milieu des années 90 une première version, assez bâtarde je dois dire, bien qu'ayant contribué largement à son succès du moment. Nous l'avons réformée en 2005, sous présidence luxembourgeoise, sous la présidence de votre serviteur, parce que nous n'avions pas prévu que la zone euro pourrait entrer en récession, ce qu'elle fit par la suite, puisque la récession en Europe fut de 4,3 % en 2009, plus prononcée que la récession mondiale qui ne fut que de 2,1%. Nous nous étions aperçus du fait que si nous devions strictement respecter à la règle et au millimètre près les critères des 3 % de déficit, nous ne sortirions jamais d'une période de récession parce que nous n'aurions pas les moyens pour mettre en place une politique anticyclique qui est de mise lorsque pointe à l'horizon une période de récession plus ou moins prolongée. Nous avons donc, en 2005, donné au Pacte de croissance et de stabilité une grille de nature plus économique nous permettant, sans enfreindre les règles du Traité ni du Pacte tel qu'il fut, de nous donner les possibilités de mettre en place des politiques de sortie de crise, si jamais on devait avoir besoin de cela. Cela fut très critiqué en Allemagne

- *Aufweichung des Stabilitätspaktes, Weichkochen des Stabilitätspaktes* - surtout mes collègues de la famille démocrate chrétienne m'ont insulté de toutes les sortes possibles. Maintenant Madame Merkel est très heureuse que nous ayons entrepris cette réforme parce que sinon l'Allemagne, depuis trois années, paierait les sanctions au budget communautaire en pleine crise économique, et aggraverait donc en fait son problème budgétaire tout comme celui des autres pays.

Nous avons réformé ce Pacte en 2005 et nous venons de lui donner une dimension supplémentaire en adoptant ce qu'il est convenu d'appeler le *Pacte sur l'Euro Plus*. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de réparer une omission, et l'omission était que pendant les premières années de la monnaie unique nous avons concentré tous nos efforts de surveillance multilatérale sur le seul aspect budgétaire. Nous luttons contre les déficits budgétaires. La preuve : en 2007 nous étions à un déficit budgétaire de 0,6%. Puis nous avons insuffisamment traité, au sens de *unterbeleuchten*, le problème de compétitivité. Cela est dû au fait que la coordination des politiques économiques ne fonctionnait pas vraiment. Nous l'avons fait et refait, mais pas avec la vigueur requise pour examiner la situation compétitive des États membres.

Il faut savoir que la zone monétaire n'est pas une zone monétaire idéale. Il y a des déséquilibres fondamentaux qui ont menacé la cohésion de la zone, qui ont commencé à poser des problèmes et ont fini par poser les problèmes d'une façon visible et éclatante.

Prenez l'exemple de la **Grèce**. On dit toujours que le problème de la Grèce est d'ordre budgétaire. Oui, mais le problème budgétaire a une origine, une cause, et la cause est que la Grèce a perdu 25 % en termes de compétitivité depuis son entrée dans la zone euro. Donc la crise grecque est une crise de compétitivité, bien sûr avec trafiquage des chiffres au moment de l'entrée, trafiquage qui a été rendu possible par une absence d'Europe.

On dit toujours : « il y a trop d'Europe » et même si on est Européen convaincu on commence par dire : si tout le monde dit « trop d'Europe », il ne faut pas rajouter de l'Europe à l'Europe. Je suis parmi les ministres des Finances qui ont commis cette faute énorme d'avoir refusé une proposition de la Commission qui voulait que *Eurostat puisse contrôler les chiffres* et les statistiques internes des États membres. Si nous avions eu ce que nous avons maintenant, puisque nous avons réparé cette erreur, si nous avions eu la possibilité via Eurostat de feuilleter les livres grecs, nous nous serions

aperçus du fait que plusieurs éléments étaient peu concordants et nous aurions pu réagir. Mais comme nous avons dit : « Europe occupe toi de tes affaires », nous nous occupons de nos propres chiffres et statistiques. On dit toujours : « on a laissé entrer la Grèce bien qu'on ait su que ses chiffres étaient erronés ». Non, on ne le savait pas, parce qu'on n'a pas pu contrôler. Aujourd'hui nous le pouvons, ce qui d'ailleurs conduit au résultat que les statistiques de pratiquement tous les États membres de la zone euro sont revus et recorrigés à chaque fois que les contrôleurs d'Eurostat s'occupent des données nationales. Y compris d'ailleurs dans le cas du Luxembourg, non pas d'une façon dramatique, tout au plus marginale, mais on découvre tout de même des choses dans notre façon de faire qui ne sont pas, je ne sais pas comment on dit en français, « *kosher* ».



Donc, ce Pacte intitulé « *Euro Plus* » s'occupe plus en avant des problèmes de compétitivité. Il nous oblige à présenter des programmes de réforme à Bruxelles, nous oblige à découvrir nous-mêmes, sinon elles seront détectées par les organes de la Commission, nos faiblesses structurelles nationales. Il nous oblige de décrire, dans un programme à soumettre à la Commission et à l'Eurogroupe, les voies et moyens avec lesquels nous entendons réparer les écarts de compétitivité que nous observons entre nous. Ces écarts et ces divergences de compétitivité existent dans toutes les zones monétaires. Les divergences macro-économiques entre les différents États des États-Unis d'Amérique sont autrement plus larges que les écarts que nous observons sur la zone euro. Et nous pensons, comme nous n'avons

pas de gouvernement central et comme nous ne sommes ni État, ni nation, ni pays, que par le respect des règles de rapprochement des écarts de compétitivité, nous pourrions donner à la zone euro une cohésion qu'elle mériterait d'avoir, et que malheureusement elle n'a pas parce que les écarts et les divergences de compétitivité se sont élargis au cours des dernières années. Si nous avons eu ce réflexe – bien que embryonnairement il ait existé déjà mais je ne pouvais jamais, comme président de l'Eurogroupe, dire vers l'extérieur quel était le niveau de nos constats en interne puisque le groupe était à l'époque un groupe informel, reconnu par le Traité aujourd'hui mais néanmoins informel – nous aurions pu attirer l'attention publique des Espagnols sur la bulle immobilière qui était en train de naître en Espagne, qui est énorme, mais qui va éclater, évidemment qui va éclater. Nous aurions pu dire, nous l'avons dit, mais pas vers l'extérieur, aux Irlandais qu'ils étaient en train, pour les mêmes raisons, de conduire leur secteur bancaire et financier vers la catastrophe. Dans un monde qui, face aux contradictions et aux complexités, aime la simplicité outragée, on dit que trois pays, la Grèce, le Portugal et l'Irlande, se situent sur un même rail de difficultés, alors que les causes qui ont conduit ces trois pays à la crise d'endettement sont strictement divergentes et n'ont aucun trait commun.

En adoptant ce pacte *Euro Plus* nous réduisons l'étendue de la souveraineté économique nationale. Il n'y a aucune force coercitive qui pourrait s'exercer, aucune contrainte immédiate et automatique qui s'exercerait, mais nous sommes dans un système d'observation de « *naming* » et de « *shaming* », qui fera qu'aucun Etat membre de la zone n'aimerait se voir soumis au matraquage de recommandations publiques qui seraient issues par l'Eurogroupe ou par la Commission ou par le Conseil européen.

Est-ce que j'ai confiance en cet instrument ? Pas trop, parce que les pactes en Europe se suivent à un rythme infernal. Il y a le Pacte de Croissance et de Stabilité, partiellement inobservé par l'Allemagne et par la France. Il y a un Pacte européen pour la Jeunesse que j'ai négocié en 2005, je suis le seul à m'en souvenir, pendant notre présidence. Nous avons un Pacte Cardiff. Monsieur Blair qui l'a négocié pendant sa présidence est le seul à s'en souvenir. J'espère que le pacte Euro Plus ne connaîtra pas le même insuccès puisqu'il nous oblige en fait, lorsque nous l'appliquons à la lettre, de mettre en œuvre une politique économique qui a plus d'ambition que celle que nous avons mise en place jusqu'à présent. Il y a donc, dans une zone monétaire qui n'est pas optimale, parce que caractérisée par des divergences de compétitivité et de niveau économique notables, et ne

disposant pas d'un gouvernement central, une gouvernance qui est aussi inachevée, parce que non acceptée notamment par un certain nombre de parlements nationaux, une zone économique, une zone monétaire imparfaites qui connaissent une gouvernance elle aussi imparfaite.

La crise nous aidant maintenant à mieux voir l'implication de ces faiblesses et de ces lacunes, la Grèce présentant un exemple assez parlant. Le Premier Ministre grec doit venir à Luxembourg aujourd'hui pour voir le Président de l'Eurogroupe et lui expliquer tout ce que le Gouvernement grec est en train d'inventer comme mécanismes pour stabiliser son déficit budgétaire. Je lui avais signalé, il y a trois semaines, que la Grèce devrait réduire son déficit budgétaire de trois autres pourcents de PIB, à réaliser sur une période de six mois pendant le deuxième semestre de 2011 – cela revient à un effort luxembourgeois – ces 3 % dépasseraient les 1,5 milliard en économie budgétaire à réaliser sur une période de six mois. Donc, ceux qui disent que les Grecs ne font rien, que les Grecs ne travaillent pas assez, que les Grecs ne consolident pas, doivent savoir qu'ils ont déjà réduit de 5 % leur déficit budgétaire sur l'année 2011. Il y a trois autres pourcents qui viendront s'ajouter.

Leçon de la crise, parce que le Premier Ministre grec doit m'expliquer en détail le rythme, le niveau et l'ampleur des privatisations auxquelles nous obligeons le Gouvernement grec à avoir recours, m'expliquer en détail les réformes structurelles que la Grèce est en train de faire. Je lui expliquerai en détail que nous pensons que la Grèce doit mettre en place, ce qu'elle fera, une agence de privatisation sur le modèle de la *Treuhand*, qu'il doit y avoir des observateurs européens de tous les pays dans cette agence de privatisation qui sera mise en place, que nous voulons que la Grèce privatise pour 50 milliards, donc se défasse d'un certain nombre de ses actifs nationaux. Ce sera tout de même une incursion qui est de taille et de substance dans la souveraineté tout court d'un pays, mais nous devons le faire pour maintenir l'euro en état de pouvoir fonctionner convenablement.

Voilà quelques éléments, Monsieur le Président, mes chers confrères, que je voulais soumettre à votre méditation.

## Discussion

### Le président de séance :

Merci, Monsieur le Premier Ministre, merci cher confrère. L'usage de notre Section est d'ouvrir la discussion aux questions et j'invite donc, après cette présentation brillante, ceux qui ne craignent pas d'être moins brillants de poser leurs questions. Le sujet est difficile. Les juristes doivent évidemment participer à la préparation, à la rédaction et à l'exécution de tous ces « *Pactes* ». Mais le monétaire est un domaine extrêmement spécialisé, délicat, qui se superpose en quelque sorte, comme vous l'avez dit, au droit et même à l'économie. Mais je ne voudrais surtout pas vous décourager de poser des questions. Nous avons demandé au Premier Ministre si nous pouvions le faire, il nous a dit que nous étions les bienvenus pour le faire. Vous avez donc la parole.

### M. Rolf Tarrach, recteur de l'Université du Luxembourg :

Je vous parlerai de mon père. Il exportait des oranges, en France, en Allemagne, au Benelux, peut-être vous avez mangé les oranges de mon père. Et une partie du business plan de mon père était toujours qu'après 4, 5 ou 6 ans il y avait une dévaluation de la peseta. Je me souviens, quand j'étais boursier au CERN à Genève, que j'ai payé 26 pesetas pour le franc suisse, mais de 1974 à 1976 j'ai payé le double. Donc, mon disponible était réduit à la moitié. Ce sont là les conséquences de la *dévaluation*. Est-ce cette problématique qui finalement reflète le problème dont vous avez parlé, celui de la *compétitivité* ? Est-ce que les instruments dont vous disposez aujourd'hui permettront de corriger cette divergence qui est encore là, entre le Sud et le Nord de l'Europe ?

**M. Jean-Claude Juncker :** Je crois qu'il faut partir d'un constat simple, évident. Lorsque vous êtes membre dans une union monétaire, vous ne pouvez plus appliquer une pratique monétaire nationale et vous n'êtes plus libre d'apprécier ni de déprécier votre monnaie nationale puisque la politique monétaire est unique et qu'en fixant ses taux d'intérêt elle ne tient pas compte des spécificités locales. C'est une politique qui doit s'appliquer sur l'ensemble de la zone. Comme vous ne pouvez pas dévaluer, vous devez rester compétitif. Lorsque vous n'êtes plus compétitifs, je reprends l'exemple de la Grèce, vous devez procéder à ce qui est appelé la dévaluation interne. La dévaluation interne consiste à réduire les salaires, à réduire les prestations sociales, allonger la durée du travail, revoir vos instruments de droit du travail. Et donc vous dévaluez en interne. Ce que

vous ne pouvez plus faire sur le plan monétaire, vous devez le faire sur le plan micro-économique. Lorsque vous voulez échapper à ce genre de réaction robuste qu'un jour vous devez avoir, puisque vous ne participez plus au jeu normal des marchés financiers, vous devez avoir à l'œil les problèmes de compétitivité dans leur ensemble.

Je constate que, pratiquement dans tous les pays de la zone, les gouvernements, les parlements, les partenaires sociaux, les populations, ne savent pas quelle sorte de contrainte s'exerce à partir du moment où vous faites partie d'une zone monétaire dont vous ne pouvez pas contrôler tous les tenants et tous les aboutissants.

C'est moins grave que la situation dans laquelle nous nous trouvions lorsque nous étions en association monétaire avec la Belgique, ayant été une victime d'un geste de mauvaise humeur du gouvernement belge de l'époque qui ne nous consultait jamais. Nous n'avions aucune souveraineté monétaire tant que nous étions en association monétaire avec la Belgique. Aujourd'hui, avec les mêmes titres, les mêmes droits et les mêmes responsabilités, nous sommes copropriétaires de la monnaie la plus forte au monde, c'est donc un saut de souveraineté que nous avons fait. Nous étions les seuls à ne pas devoir abandonner une souveraineté que nous n'avions pas, mais les seuls à acquérir une co-souveraineté à laquelle, par nos propres moyens démographiques et géographiques, nous n'aurions jamais pu prétendre.

Mais, comme vous parliez de votre père qui exportait des oranges, s'il le faisait encore, il pourrait le faire aujourd'hui avec plus d'élégance qu'à l'époque, parce qu'il n'a plus de risque monétaire et n'a plus de coût de transactions. Il commercerait avec le reste de l'Europe comme il commercerait sur le seul plan espagnol à l'époque. Ce qui a fait d'ailleurs qu'au moment d'adhérer à la zone monétaire, l'Espagne et le Portugal et d'autres ont vu leurs échanges s'accroître d'une façon incroyablement forte. Même de grandes économies, comme l'économie allemande, ont accru, depuis que l'euro existe, leur commerce extérieur avec les pays de l'euro de 60 %. Donc, la balance est toujours du côté des avantages.

Est-ce que nous avons maintenant les instruments pour corriger les écarts de niveau de vie entre les pays du Nord et du Sud ? Oui et non. Il y a ce qu'on appelle en Europe la politique de cohésion et la politique structurelle, elles ont produit des miracles, notamment en Espagne. Toute l'infrastructure de l'Espagne du Sud a été construite et a été rendue possible

par les transferts budgétaires qui se sont faits. On a peur en Allemagne de ce qu'ils appellent la *Transfération*, mais on est déjà là. Et si la Grèce faisait défaut, ce qu'elle ne fera pas, ou si la Grèce devait quitter la zone monétaire, ce qu'elle ne fera pas, elle devrait réintroduire la Drachme, sa monnaie nationale, et celle-ci se dévaluerait immédiatement de 40 % par rapport à l'euro. Comme la dette grecque est libellée en euros, la dette publique grecque augmenterait, le PIB grec se réduirait de 50 %, les salaires grecs se réduiraient de 40 %, et la Grèce n'aurait plus accès aux marchés financiers pour au moins deux décennies.

Tout cela pour dire que **l'euro protège**. Supposons un seul instant que la Grèce eût perdu en compétitivité sans être membre de la zone euro. Elle n'aurait pas pu financer les investissements qu'elle a pu financer, elle aurait connu sur les dix dernières années des taux d'intérêt de 10, 12, 13 %, elle aurait plus de dettes, elle aurait plus de chômage, elle aurait plus de déficit qu'à l'heure actuelle.

D'ailleurs, le danger de l'appartenance à une zone monétaire elle-même forte est que vous ne sentez pas s'exercer sur vous la même pression en matière de réformes structurelles que si vous étiez seuls face à tous les autres. Je dis que les populations ne comprennent pas ce que l'union monétaire veut dire, et croient toujours que le terme « *compétitivité* » est une expression obscène. Dans ce pays, lorsque vous parlez de compétitivité, vous êtes accusé de tous les maux. Il y a certains qui en parlent trop, comme Monsieur Lucien Thiel et moi, il y a d'autres acteurs de la scène politico-syndicale qui *croient que l'euro nous protège et que nous n'avons plus d'efforts nationaux à entreprendre*. C'est ce qu'ont cru les Espagnols, c'est ce qu'ont cru les Grecs, c'est ce qu'ont cru les Portugais, c'est ce que les Italiens pour une partie de leur classe politique continuent à penser, c'est ce qu'on pense en Belgique.

Si nous avions toujours le franc belgo-luxembourgeois, d'ailleurs il aurait au moins dévalué de 30 % depuis 6 mois, et si ce franc belgo-luxembourgeois qui aurait été dévalué existait toujours, il y a longtemps que la **Belgique** aurait un gouvernement. *L'euro protège contre l'irresponsabilité nationale*. La Belgique n'a pas besoin de gouvernement parce qu'il n'y a plus de sanction des marchés financiers. Vous ne pouvez pas imaginer un seul instant un pays comme la Belgique, largement tournée vers l'extérieur, ne pas avoir de gouvernement et donc pas de politique, sans être dévalué par les marchés. Déjà aujourd'hui la Belgique, tout doucement, entre dans la salle d'observation des marchés financiers. Il y a

un avertissement des agences de notation qui indique que la Belgique verra sa bonité revue vers le bas. La Belgique qui déjà n'est pas un pays triple A. Il y a seulement six pays qui ont une bonité excellente, c'est l'Autriche, c'est la Finlande, c'est les Pays-Bas, c'est la France, c'est l'Allemagne et c'est le Luxembourg. Dans le monde il y a treize pays sur presque 200 qui ont un triple A. Les Luxembourgeois ne sont fiers de rien. Et avec la Belgique nous aurions perdu notre triple A. Je n'insulte pas les Belges en disant cela, car j'ai beaucoup d'admiration pour les Belges et pour la Belgique, mais dans l'état actuel de la Belgique, elle aurait connu, sans euro, un *downgrading* qui aurait été de taille et aurait entraîné le Grand-Duché dans la mouvance de cet avilissement de bonité. Dans la zone euro nous avons une existence propre, alors que dans l'association monétaire avec la Belgique nous n'existions pas.

#### **M. Lucien Thiel, député :**

Le métier de banquier consiste notamment dans la gestion du risque. Or nous savons maintenant que les seules banques françaises et allemandes, je crois, ont des créances sur la Grèce de quelques 60 ou 70 milliard. Alors, acceptons l'hypothèse que vous avez rejetée maintenant énergiquement, que quelque chose de grave arrive quand même, c'est-à-dire *que la Grèce tombe dans l'insolvabilité*, quelle serait à ce moment la coresponsabilité des banques créancières ?

**Le conférencier :** Moi j'aime, lorsqu'il le faut, critiquer, et avec verve, l'irresponsabilité des banquiers. Je ne parle pas de nos banquiers locaux qui à vrai dire ne jouent pas dans cette cour, mais je parle de la finance internationale qui a développé un goût du risque excessif au cours des deux décennies écoulées. Ce qui n'était que normal puisque l'ensemble du monde académique nous apprenait que les gouvernements devaient s'abstenir de faire de la politique, ne devraient pas s'intéresser à l'économie, qu'il faudrait laisser aux libres forces du marché le soin de réguler les échanges internationaux. On nous parlait de la main invisible des marchés, que j'ai toujours essayé de trouver, je sais maintenant pourquoi je ne l'ai pas trouvée, elle n'existe pas. Il s'agit maintenant d'organiser la balance entre le marché et l'ambition normative des gouvernements et des États.

Est-ce que, dans le cas de la Grèce, les banques étaient imprudentes ? Je n'irai pas jusque là, mais les marchés financiers, à ne pas confondre avec les banques, étaient irresponsables, parce que – j'aurai dû en faire mention en évoquant les différentes composantes de la gouvernance dans la zone – nous avons pensé à l'époque que si un pays divergeait notablement



par rapport au *main stream* européen, il y aurait, en termes de taux d'intérêts nationaux demandés par les marchés financiers, des sanctions immédiates. La perte de compétitivité de la Grèce, les méandres dans lesquels se perdaient et l'Espagne et le Portugal et l'Irlande, auraient dû appeler une sanction immédiate des marchés financiers. Voilà des États qui augmentaient des déficits budgétaires alors que les autres les réduisaient : aucune sanction des marchés financiers, alors qu'à l'époque nous avions pensé que sanction immédiate des marchés financiers il y aurait. Donc on n'aurait pas besoin de prévoir un système ultra-sévère pour ces États, parce qu'ils n'échapperaient pas à la sanction des marchés financiers. Il n'en fut rien, et ce n'est qu'au moment de la crise financière économique grave que les marchés financiers se sont aperçus qu'il y avait deux ou trois pays membres de la zone euro dont les finances publiques faisaient qu'on pouvait douter de leur solvabilité à terme.

L'exposition aux banques irlandaises est plus grande. Est-ce qu'on peut critiquer les banques d'avoir investi en Irlande, alors que l'Irlande, il y a trois années, étaient présentée partout en Europe et dans le monde comme le modèle à suivre. Je vous rends attentif au fait qu'il n'y a pas de similitude plus grande entre deux économies que celle qui existe entre l'économie irlandaise et l'économie luxembourgeoise, vu l'étendue du secteur financier qui dépasse de loin les instruments de maîtrise que peut avoir un Etat lorsqu'un secteur d'une telle ampleur tombe en crise.

Je crois qu'il faut, pour revenir à la question de Lucien Thiel, que la Banque centrale européenne, qui mérite tout mon respect et qui est là, change le fusil d'épaule et n'empêche pas les États membres de mettre en place une *participation du secteur privé dans la résolution* de la crise. J'ai décidé ensemble avec le Premier Ministre grec, aujourd'hui nous l'avons annoncé à la presse internationale, qu'il y aurait une implication du secteur privé, *private sector involvement*, qui sera volontaire, et que les gouvernements devront négocier avec les créanciers. Nous allons mettre, du point de vue des finances publiques étatiques, plus d'argent à la disposition de la Grèce. Il n'est que normal que le secteur privé, qui a pris tous les risques, participe à l'effort qui sera demandé, suivant des modalités à trouver, aux contribuables ou aux États membres. Vous savez, nous avons mis à la disposition des banques, façon inexacte de m'exprimer, des centaines de milliards, mais nous rechignons à mettre à la disposition de tout un peuple une part infinitésimalement plus réduite. Nous avons accordé des prêts bilatéraux à la Grèce de 110 milliards. Nous recevons chaque mois des intérêts sur ce prêt. La Grèce ne nous a pas coûté un euro, nous sommes récipiendaires, bénéficiaires de l'aide que nous accordons à la Grèce. Et maintenant nous nous apprêtons à trouver d'autres instruments d'intervention, l'EFSE, qui nous coûtera encore moins, puisque là il s'agira tout simplement de garanties. La somme que nous mettons à la disposition de l'Irlande et de la Grèce et du Portugal était une partie qui ne ressemble aucunement aux sommes qui ont été avancées en direction du secteur financier. Un dimanche matin, après que Madame Merkel, lors d'un sommet à Paris, avait refusé cela, elle déclara à la télévision allemande que, oui le Gouvernement allemand se porterait garant pour tous les dépôts allemands sur les banques allemandes. L'Allemagne était prête à engager plusieurs billions, là tout le monde l'applaudissait. Si jamais l'affaire s'était présentée comme elle aurait pu se présenter, la Grèce financerait l'Allemagne !

#### **M. Serge Kolb, Banque Centrale du Luxembourg :**

Monsieur le Premier Ministre, vous avez très bien montré dans votre exposé quelles sont les lacunes en termes de gouvernance économique en Europe. Vous avez aussi montré quels sont les remèdes qui sont actuellement donnés pour éradiquer ces lacunes et déficiences. Il y a un jour je crois, le président de la Banque centrale européenne a reçu le même prix que vous avez reçu il y a quelques années, le *Karlspreis*, et à l'occasion de la cérémonie Monsieur Trichet a donné un discours. Dans ce discours il a également parlé de la gouvernance et il a fait une proposition peut-être révolutionnaire, parce qu'il préconise l'instauration

d'un **ministère des Finances européen**. Ce ministère des Finances, si j'ai bien compris, devrait être actif notamment en temps de crise, mais reprendrait de la souveraineté des États membres qui sont en situation de crise. Et ce ministère des Finances essaierait alors de gérer cette crise publique directement. Maintenant je ne sais pas s'il est un peu tôt de poser ma question, mais si ce n'est pas le cas, est-ce que vous auriez déjà un commentaire par rapport à une proposition de ce genre ?

**Le conférencier :** J'assistais à la réunion de hier à Aix-la Chapelle et lorsque Jean-Claude Trichet exposait cette idée, il m'a semblé qu'elle était inachevée sinon irréfléchie. Moi je suis toujours en faveur d'un renforcement des institutions européennes, il faut des institutions fortes, sinon toutes les ambitions européennes termineront dans l'insuccès. Mais instaurer un ministère des Finances européen avec à sa tête un ministre des Finances européen *présuppose une révision des traités*. Je ne connais personne en Europe qui aurait maintenant envie de soumettre le Traité de Lisbonne à une révision importante, et cette idée émise par Jean-Claude Trichet nous conduirait vers des débats nationaux interminables. Je lui avais dit hier à table que je serais d'accord avec cette idée, je le suis en fait, mais qu'il la soumette d'abord à un vote majoritaire à l'Assemblée Nationale, qu'il vienne me montrer que les députés français sont prêts à renoncer au premier pouvoir du parlement qui est le pouvoir budgétaire. Je lui disais : si déjà tu arrives à convaincre la France, ce sera plus facile chez nous. Je crois que le mérite de cette idée est de montrer du doigt une faiblesse, puisque notre pouvoir d'intervention est somme toute limité lorsqu'il s'agit de revoir les erreurs budgétaires, mais enfin on peut tout de même sanctionner. Je lui disais : **cette idée est plus irréaliste que celle que j'avais d'émettre des euro bonds**. Les euro obligations viendront avant le ministre des Finances européen, j'en suis convaincu. D'ailleurs si nous l'avons fait, nous aurions eu de meilleurs moments.

**M. Wim Piot, PricewaterhouseCoopers :**

Monsieur le Premier Ministre, vous avez parlé de compétitivité ou perte de compétitivité comme une des causes pour le problème actuel. En même temps on assiste à une importante croissance dans les marchés émergents. Qu'est-ce que l'Europe doit faire pour nouer avec cette compétitivité, *pour que cette croissance soit plus importante* qu'à l'heure actuelle ?

**Le conférencier :** L'Europe dispose de tous les moyens pour améliorer ses performances de croissance. Le véritable problème en Europe

sur le court terme, mais seulement sur le plan interne, est la faiblesse de son potentiel de croissance. Donc la réforme la plus exigeante qui soit est celle qui conduira l'Europe vers des niveaux potentiels de croissance plus élevés. Pendant les dix premières années de l'existence de la monnaie unique, personne ne mentionne ces chiffres, la croissance en Europe était plus élevée que la croissance aux États-Unis. La création nette d'emplois était autrement plus élevée en Europe qu'aux États-Unis. Le taux d'emploi était plus élevé qu'aux États-Unis, le pourcentage de la réduction du chômage était plus grand en Europe qu'aux États-Unis. Donc cette idée simple que les Américains, par le simple fait qu'ils soient Américains et que nous nous soyons Européens, connaîtraient des niveaux de croissance plus élevés que l'Europe, se révèle avoir été fausse, mais personne ne le dit et personne ne publie même ces chiffres.

Est-ce que nous pourrions être des concurrents des pays émergents ? Je le crois si nous abandonnons l'idée que nous aurions vocation à rester les maîtres de la planète. Les Européens ne sont plus les maîtres de la planète, d'ailleurs je crois qu'ils ne l'étaient pas, et le dernier siècle européen où ils l'étaient, le 19<sup>e</sup> siècle ne fut pas particulièrement réussi. Ceux qui avaient mis leur espoir dans le vingtième ont été déçus, me semble-t-il. Nous devons voir une chose, je le dis parfois parce qu'on parle insuffisamment de l'importance de la démographie – si on est Luxembourgeois, on n'aime pas trop mobiliser ces catégories géographiques et démographiques, parce que nous avons peu d'éléments de substance à faire valoir – les Européens au début du 20<sup>e</sup> siècle faisaient 20 % de la population mondiale. Les Européens au début de ce siècle faisaient 11 % de la population mondiale. Vers le milieu du siècle les Européens seront 7 % et à la fin du siècle nous serons 4 %, Européens au sens large, et en face de nous il y aura 9 milliards de non Européens. L'idée que le moment serait venu de renationaliser toutes nos politiques, d'abandonner toutes ambitions en termes d'intégration européenne, est une idée qui n'est pas sous-tendue par le développement démographique qui se développe sous nos yeux. Le moment est venu pour expliquer aux Européens, alors qu'ils sont euro-fatigués, qu'il faut plus d'Europe et non pas moins d'Europe, parce que nous perdons en nombre, également en influence. La seule façon de ne pas perdre en influence est bien sûr de vouloir comprendre le monde comme devant être un monde multipolaire, et consiste dans une coopération économique des plus étroites avec les pays émergents, et cela dans tous les secteurs.

Est-ce que nous sommes suffisamment présents sur les marchés émergents ? Non. Nous avons toujours l'impression de commercer avec

la Chine, comme dirait le Luxembourgeois, comme des grands. En fait le volume des échanges de la zone euro avec la Chine est moins élevé que le volume des échanges de la zone euro avec la Suisse. Les Suisses ne le croiraient pas et les Chinois seraient étonnés de l'apprendre, mais nous avons moins de commerce avec la Chine qu'avec la Suisse. Ce qui prouve à l'évidence que nos entrepreneurs devraient devenir plus entreprenants, qu'il faut à tout prix aller vers l'extérieur et aller à la rencontre des pays émergents. Lorsque les pays émergents nous auront dépassés nous ne les rattraperons plus. Nous devons devenir une partie de leur vitesse. C'est la raison pour laquelle il faut avec beaucoup plus d'ambition, voir l'Europe devenir un acteur majeur du commerce international et des négociations qui ont trait au commerce international.

Le *Doha Round* souffre également d'une absence éclatante d'Europe. C'est la raison pour laquelle nous devons investir avec plus d'ambition dans les institutions financières internationales, où nous restons divisés et dispersés. Dans le conseil d'administration du Fonds monétaire international, il y a 24 administrateurs dont 7 sont Européens. Il y a insuffisamment d'Europe et trop d'Européens à Washington, ce qui d'ailleurs est fait pour gêner la candidature de Madame Lagarde parce que nous expliquons aux pays émergents que nous sommes en train de perdre en importance, mais que nous maintenons nos niveaux de représentation suivant le *Leitmotif* « *I stand where I sit* ». Les autres n'ont pas voix au chapitre. Or, sans la Chine, sans l'Inde, sans le Brésil, sans une bonne partie du Sud-est asiatique, nous n'arrivons pas à traiter convenablement nos problèmes.

Lorsque je donne ces comparaisons démographiques, ce n'est pas pour faire peur aux Européens, c'est pour les rendre attentifs à une ardente obligation qui est la leur de devenir citoyens du monde. Nous sommes trop concentrés sur l'Europe, parce que nous voulons croire que ce petit continent est le centre du monde. Nous ne le sommes pas et nous le sommes de moins en moins.

Donc : plus d'ambition vers l'extérieur, un siège unique pour la zone euro. Les Européens seraient l'actionnaire principal du Fonds monétaire international, et d'après les statuts du Fonds monétaire international, le siège du Fonds devrait déménager de Washington à Francfort – je préfère d'ailleurs qu'il soit à Washington parce que les réunions ont toujours lieu au mois d'octobre, Indian summer à Washington, pluie à Francfort. Mais nous serions l'actionnaire principal, car les Européens aujourd'hui,

en additionnant leurs quoteparts, font 35-36 % alors que les Américains disposent d'un droit de veto avec leurs pauvres 17,4 %. Si nous avions un siège unique pour la zone euro, nous serions l'actionnaire principal.

Avant que les ministres des Finances ne soient devenus ministres des Finances dans leurs capacités et qualités nationales respectives, ils ont toujours plaidé pour un siège unique. Le Président Sarkozy en avait fait un argument de campagne en 2007. Lorsqu'ils sont ministre des Finances ou président, ils l'oublient. Et lorsqu'ils ne le sont plus, ils reprennent leur idée qui leur était chère avant qu'ils étaient ministres des Finances. Donc, vous rencontrez des salles bien remplies d'anciens ministres des Finances qui plaideront avec élan, verve et élégance pour un siège unique de la zone euro, mais lorsqu'ils sont ministres des Finances ils plaident pour la chapelle respective. A tel point que, alors que ces questions sont importantes, les parlementaires, les autres ministres et les opinions publiques ne savent même pas comment un pays est représenté dans cette instance tout de même ultra importante. Qui sait au Luxembourg que nous faisons partie d'un contingent qui est dirigé par la Belgique et qui regroupe 14 autres pays membres, le Kazakhstan, la Hongrie, la Turquie et la Slovénie, personne ne le sait, mais les ministres des Finances et les ministres du Trésor évoluent toujours dans cette sauce où il faut discuter avec le Kazakhstan avant de pouvoir dire ce que l'Europe pense. Ce n'est pas normal. Vous me voyez triste.

Enfin, merci beaucoup.

### Le président de la séance

Merci cher confrère, merci Monsieur le Premier Ministre de ces explications à la fois encourageantes et un peu décourageantes, mais qui en tout cas ouvrent un horizon auquel nous ne sommes pas vraiment préparés. Nous savions bien que le Luxembourg n'était pas très grand, nous pensions que l'Europe était énorme et vous venez de nous dire que l'Europe elle aussi est tellement petite dans ses dimensions démographiques et autres. **(Interruption du conférencier :** Pour vous redonner espoir, cher confrère, partez toujours du principe que nous sommes un Grand-Duché qui est entouré par de petites républiques et de petits royaumes.) - Je ne voulais pas aller jusque-là, Monsieur le Premier Ministre.

S'il n'y a pas d'autres questions dans la salle, je remercie de tout cœur notre conférencier de cette improvisation, puisque vous m'avez permis de voir votre brouillon, et nous savions combien vous êtes doué

dans cet exercice difficile. Vous vous êtes surpassé. Nous avons beaucoup appris, nous avons beaucoup à réfléchir. Ce n'est pas nous qui changerons le monde, mais vous nous avez encouragés à y participer dans la mesure de nos faibles moyens. Nous avons bien compris que l'euro est une chose formidable. Monsieur le Recteur tout à l'heure a parlé des temps où on dévaluait. On dévaluait, je me le rappelle fort bien, surtout le vendredi, comme aujourd'hui, et surtout le vendredi en vacances, pas même les vacances de Pentecôte, comme aujourd'hui, mais les grandes vacances. Vous nous avez rappelé ce que nous avons tous vécu dans notre vie privée, avec l'incertitude que cela donnait. Alors il faut tout de même reconnaître quel chemin nous avons accompli.

Nous sommes donc tout prêts à vous suivre pour croire à l'euro et nous rentrons chez nous avec cette conviction, avec l'enthousiasme que vous avez su nous insuffler.

Merci d'être venu, encore nos excuses pour vous avoir « installé » un peu tard, mais c'était par respect de votre temps précieux. Ce temps précieux, vous nous l'avez accordé généreusement aujourd'hui au plein de la tempête alors que la Grèce était à votre porte. Merci de tout cœur et nous espérons que vous reviendrez nous parler quand toutes les crises auront disparu. Ou plutôt avant, car cela risquerait de prendre beaucoup de temps !

Merci encore.

Séance du 26 septembre 2011

## RECHERCHE ET INNOVATION – UN ÉTAT DES LIEUX SOUS L'OPTIQUE DU MONDE DES ENTREPRISES

par

Carlo Thelen

En tant que *Chief Economist* de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen est en charge des analyses économiques, de la rédaction de prises de positions et des avis sur les projets de lois ou de règlements grand-ducaux en matière socio-économique. Membre du Comité de Direction, Carlo Thelen dirige également les Départements Economique et International de la Chambre de Commerce et est membre du Conseil de gérance de « Luxembourg for Business GIE » et de « Luxembourg for Finance GIE ». Par ailleurs, il participe activement aux travaux de plusieurs organisations ou institutions comme le Conseil Economique et Social, Luxinnovation, Luxdevelopment, Valorlux, etc. Carlo Thelen est membre effectif de l'Institut Grand-Ducal et Secrétaire général de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte.



*Le thème de la recherche-développement et de l'innovation (RDI) revêt un caractère fondamental pour le Luxembourg, petite économie très ouverte. Dans le contexte actuel difficile d'incertitudes et de dégradation de la compétitivité, il est crucial que les entreprises nationales capitalisent sur de nouveaux atouts. De par les activités de RDI, les entreprises peuvent ainsi accroître leur potentiel de croissance et la productivité de leurs facteurs de production et, dès lors, être compétitives au niveau international.*

*Les spécificités structurelles du Luxembourg - sa taille, son histoire industrielle, la prévalence des services et de très petites entreprises (TPE) dans son appareil de production ainsi que la présence, sur son territoire,*

*d'un grand nombre de filiales d'entreprises multinationales - impactent les activités de RDI, leur développement et leur mesure. Des politiques de soutien à l'innovation appropriées ne peuvent être implémentées que si ces aspects distinctifs sont pris en compte.*

*Cette communication débutera par une présentation brève de la typologie des activités de RDI pour ensuite décrire l'évolution du paysage en matière de RDI au Luxembourg, et ce par le biais de quelques grandes dates clés. Les principaux acteurs de la RDI au Luxembourg seront également mis en évidence. Les performances du Grand-Duché seront ensuite analysées sur la base de quelques indicateurs clés, et, enfin, en s'appuyant sur le « Tableau de Bord Compétitivité », mis à jour par l'Observatoire de la Compétitivité. Quelques éléments de la stratégie européenne en matière de RDI ainsi que la situation en termes de clusters seront abordés.*

*Lors de la réalisation de son « Actualité & tendances » consacré à la recherche et à sa valorisation, la Chambre de Commerce a mené une enquête auprès des acteurs publics et privés de la RDI luxembourgeoise. De par cette consultation, dix recommandations ont pu être dégagées, qui feront l'objet d'une présentation lors de la dernière partie de cette communication.*

### Table des matières

Introduction.....	3
1. La typologie des activités de recherche-développement et d'innovation (RDI).....	4
2. L'évolution du paysage luxembourgeois en matière de RDI .....	7
3. Les acteurs de la politique de RDI au Luxembourg .....	13
4. La RDI au Luxembourg en chiffres.....	15
5. Le Luxembourg et ses spécificités nationales à travers le « Tableau de Bord Compétitivité ».....	21
6. La stratégie européenne en matière de RDI .....	24
7. La politique de clusters au Luxembourg et en Grande Région .....	25
8. L'enquête auprès des acteurs luxembourgeois de la RDI .....	26
Conclusion .....	36
Bibliographie.....	38
Discussion.....	41

## RECHERCHE ET INNOVATION – UN ÉTAT DES LIEUX SOUS L'OPTIQUE DU MONDE DES ENTREPRISES

### Introduction

Dans un contexte difficile de dégradation de la compétitivité à travers notamment une baisse de la productivité des facteurs de production et un renchérissement des coûts de production, il est crucial que les entreprises nationales capitalisent sur d'autres atouts. De par les activités de recherche-développement et d'innovation (RDI), les entreprises peuvent accroître leur potentiel de croissance et la productivité de leurs facteurs de production et, dès lors, être compétitives au niveau international.

La compétitivité des entreprises est une condition *sine qua non* pour une croissance économique durable et une amélioration permanente du niveau de vie, et ce grâce à un haut niveau d'emploi, des salaires attractifs et une forte cohésion sociale. Loin d'être une fin en soi, elle constitue un moyen de relever le niveau de vie et d'améliorer le bien-être social.

Le thème de la RDI revêt un caractère fondamental pour une petite économie très ouverte comme celle du Luxembourg. Les spécificités structurelles du pays - sa taille, son histoire industrielle, la prévalence des services et de très petites entreprises (TPE) dans son appareil de production ainsi que la présence, sur son territoire, d'un grand nombre de filiales d'entreprises multinationales - impactent sans aucun doute les activités de RDI, leur développement et leur mesure, et notamment celles comptabilisées en pourcentage du PIB.

Pour élaborer des politiques de soutien à l'innovation appropriées, il importe de comprendre les aspects clés du processus d'innovation. Ma contribution débutera par conséquent par une présentation brève de la typologie des activités de RDI.

Je m'attarderai ensuite sur l'évolution du paysage en matière de RDI au Luxembourg, et ce par le biais de quelques grandes dates clés.

Les principaux acteurs de la RDI au Luxembourg seront également mis en évidence.

Les performances du Grand-Duché seront analysées sur la base de quelques indicateurs clés, et, enfin, sur base du « Tableau de Bord Compétitivité », mis à jour par l'Observatoire de la compétitivité. Quelques éléments de la stratégie européenne en matière de RDI ainsi que la situation en termes de clusters seront abordés.

Lors de la réalisation de son « Actualité & tendances » consacré à la RDI, la Chambre de Commerce a décidé d'associer d'une part, les acteurs publics, et d'autre part, les acteurs privés de la recherche et de l'innovation au Luxembourg par le biais d'une enquête. Les principaux faits saillants ressortant de ces deux questionnaires distincts ainsi que les dix recommandations de la Chambre de Commerce élaborées sur cette base concluront cette contribution.

### 1. La typologie des activités de recherche-développement et d'innovation (RDI)

Selon le Manuel d'Oslo<sup>1</sup>, « *une innovation est la mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures* ». Un produit nouveau ou amélioré est mis en œuvre quand il est lancé sur le marché tandis qu'un procédé, une méthode de commercialisation ou une méthode d'organisation est mis en œuvre quand il (elle) est effectivement utilisé(e) dans le cadre des opérations d'une firme.

<sup>1</sup> Le Manuel d'Oslo de l'OCDE est consacré au recueil, à la mesure et à l'interprétation des données ayant trait à la science, la technologie et l'innovation selon des méthodes comparables à l'échelle internationale. Il fait partie d'une série qui inclut des manuels, des lignes directrices et des recueils portant sur la R&D (Manuel de Frascati), sur les brevets, sur la société de l'information, sur les ressources humaines consacrées à la science et à la technologie (Manuel de Canberra) ainsi que sur les statistiques des biotechnologies. La troisième version du Manuel d'Oslo (2005) a élargi le champ de la mesure de l'innovation en incluant, en plus de l'innovation technologique appréhendée au travers des produits ou procédés innovants, l'innovation non technologique. Cette dernière comprend l'innovation organisationnelle et l'innovation commerciale.

Quatre **domaines d'innovation** sont distingués dans le Manuel d'Oslo, à savoir :

- *Les innovations de produit*

Une innovation de produit correspond à l'introduction d'un bien, ou d'un service, nouveau ou sensiblement amélioré, sur le plan de ses caractéristiques ou de l'usage auquel il est destiné.

Cette définition inclut les améliorations sensibles des spécifications techniques, des composants et des matières, du logiciel intégré, de la convivialité ou d'autres caractéristiques fonctionnelles.

- *Les innovations de procédé*

Une innovation de procédé est la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée. Cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel.

Lesdites innovations peuvent avoir pour but de diminuer les coûts unitaires de production ou de distribution, d'augmenter la qualité, voire de produire ou de distribuer des produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

- *Les innovations de commercialisation ou de marketing*

Une innovation de commercialisation se définit comme la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de commercialisation impliquant des changements significatifs de la conception ou du conditionnement, du placement, de la promotion ou de la tarification d'un produit.

Ce type d'innovation vise à mieux satisfaire les besoins des consommateurs, à ouvrir de nouveaux marchés ou à positionner d'une manière nouvelle un produit de la firme sur le marché afin d'augmenter les débouchés.

- *Les innovations d'organisation*

La mise en œuvre d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de la firme peut être qualifiée d'innovation d'organisation. Celle-ci peut avoir

... à améliorer les performances d'une firme en réduisant les coûts administratifs ou de transaction, en améliorant le niveau de satisfaction au travail (et, partant, augmenter la productivité) ou en réduisant les coûts des approvisionnements.

En ce qui concerne les **activités d'innovation**, il est à rappeler que la R&D ne constitue qu'une des étapes du processus d'innovation, cette dernière impliquant toute une série d'activités :

- *Recherche et développement (R&D)*
  - La **recherche fondamentale** englobe les travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager d'emblée une application ou une utilisation particulière.
  - La **recherche appliquée** consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles, mais elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé.
  - Le **développement expérimental** consiste, quant à lui, en des travaux systématiques fondés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.
- *Activités relatives aux innovations de produit et de procédé*
  - L'**acquisition d'autres connaissances à l'extérieur** peut se faire sous forme de brevets, d'inventions non brevetées, de licences, de divulgation de savoir-faire, de marques de fabrique, d'études de conception et de modèles, ainsi que par le recours à des services informatiques ou d'autres services scientifiques et techniques nécessaires pour entreprendre des activités d'innovation de produit ou de procédé.
  - L'**acquisition de machines, de matériels et d'autres biens d'équipement** qui offrent des performances technologiques

améliorées et des biens dont les performances techniques ne sont pas améliorées, mais qui sont nécessaires à la mise en œuvre de produits ou de procédés nouveaux ou améliorés.

- Les **autres préparatifs visant les innovations de produit et de procédé** englobent les activités de développement qui sont, soit partiellement exclues de la R&D (comme la conception industrielle, l'ingénierie et la configuration, les essais de production, etc.), soit totalement exclues (comme le travail lié aux brevets et licences, le démarrage de la production, etc.).
- La **préparation en vue de la commercialisation d'innovations de produit** inclut les études de marché, les tests de marché et la publicité autour du lancement de biens ou de services.
- La **formation** n'est pas une activité d'innovation de produit ou de procédé si elle n'est pas axée spécifiquement sur une innovation de produit ou de procédé de l'entreprise.
- *Activités relatives aux innovations de commercialisation et d'organisation*
  - La **préparation des innovations de commercialisation** comprend les activités liées à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles méthodes de commercialisation qui n'étaient pas utilisées auparavant par l'entreprise.
  - La **préparation des innovations organisationnelles** comprend l'élaboration et la planification de nouvelles méthodes d'organisation, ainsi que les activités nécessaires à leur mise en œuvre.

## 2. L'évolution du paysage luxembourgeois en matière de RDI

Le Gouvernement luxembourgeois a encouragé les investissements dans des domaines porteurs dès les années 1950. L'arrivée de la société **américaine Goodyear** à Luxembourg en **1950** a été un des premiers succès majeurs de cette politique. En **1959**, la création du « **Board of Economic Development** » avait pour but premier d'encourager d'autres investissements nord-américains. L'implantation de nouvelles entreprises

étrangères, américaines, mais également japonaises et européennes, a fortement contribué à faire de l'innovation un instrument privilégié et stratégique de la politique industrielle. L'innovation et la recherche étaient alors clairement utilisées afin d'attirer de nouveaux investissements directs étrangers au Luxembourg. Les multinationales internationales, à l'instar de DuPont de Nemours ou de Goodyear, employaient des méthodes de production et des produits nouveaux, nécessitant et développant des qualifications et un savoir-faire jusqu'alors inconnus dans la région, et ce, sans soutien notable des pouvoirs publics.

En **1962**, la **loi-cadre sur l'expansion économique** fut adoptée afin de stimuler la croissance économique et de diversifier la structure de l'appareil de production. Il s'agissait de se prémunir contre le monolithisme inhérent à l'industrie sidérurgique.

La **création de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)**, en **1977**, a permis d'alléger le coût des investissements pour les acteurs économiques en leur accordant des prêts à taux réduits.

C'est en **1981** que le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur se dote de stimulants financiers pour inciter l'effort de R&D dans les entreprises privées industrielles et de services.

Les dispositifs institutionnels ont été complétés au fil des années de manière à adapter l'aide apportée aux entreprises privées et à constituer un pôle public de recherche performant :

- **1984** : le Gouvernement initie le développement d'un axe d'information, de sensibilisation et d'assistance à la R&D et à l'innovation en donnant naissance à Luxinnovation, l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche. Luxinnovation est devenue en 1998 un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) rassemblant 6 partenaires privés et publics au Luxembourg : le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur ; le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; le Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme ; la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg ; la Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg et la Fedil.
- La **loi du 9 mars 1987** marque un pas important dans le domaine de la recherche publique, avec pour effet la création de trois centres

de recherche publics (CRP) visant à réaliser des projets de R&D et de transfert de technologies (CRP - Gabriel Lippmann, CRP - Henri Tudor et le CRP - Santé).

- **1993** : Adoption de la nouvelle loi-cadre de développement et de diversification économiques qui prévoit un régime explicite d'encouragement à la R&D.
- **1998** : Lancement du premier incubateur d'entreprises, le centre d'accueil et d'innovation Technoport Schlossgoart par le CRP Henri Tudor.
- **1999** : Création du Fonds National de la Recherche (FNR) pour soutenir les chercheurs et les activités de recherche publique.
- Depuis le **7 août 1999**, et pour la première fois de son histoire, le Luxembourg dispose d'un Ministre dédié à la recherche.
- **2000** : Lancement du parcours interrégional de plan d'affaires 1,2,3 Go qui permet aux porteurs de projet de bénéficier d'un coaching personnalisé. 1,2,3 Go est animé par Business Initiative ASBL, créée en 2000 par la Chambre de Commerce de Luxembourg, la Fedil et Luxinnovation.
- La **loi du 17 juillet 2003** crée l'Université du Luxembourg qui a pour objectif de mener à bien trois missions (formation, recherche et valorisation), au plus haut niveau international.

La création de l'Université du Luxembourg offre au secteur de l'enseignement supérieur luxembourgeois une visibilité nouvelle et expose ses capacités tant à l'échelle nationale et de la Grande Région qu'au niveau européen et international.

Etant l'un des plus récents établissements d'enseignement supérieur d'Europe, cette institution s'est directement construite sur la base du système de Bologne. L'Université du Luxembourg s'est ralliée au principe de mobilité internationale des étudiants énoncé dans les accords de Bologne de 1999.

Aujourd'hui, l'Université regroupe trois facultés : la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ; la Faculté

de Droit, d'Economie et de Finance ; et la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education.

Comme spécifié par la loi, le développement de l'Université fait l'objet d'un contrat d'établissement pluriannuel négocié entre l'Etat et l'Université. Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans. Il est établi à partir d'un plan pluriannuel de développement proposé par l'Université et portant sur sa politique générale, ses choix stratégiques, ses objectifs et ses activités dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la mobilité des étudiants, de la documentation et de l'administration.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le président du Conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg, ainsi que le recteur de l'Université, ont signé, le 28 janvier 2010, le contrat d'établissement pluriannuel couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2013.

Les principales dispositions du contrat d'établissement sont les suivantes :

- *Recherche* : cinq grandes priorités de recherche ont été déterminées, à savoir la finance, la sécurité des systèmes d'information, les sciences de la vie, le droit européen et des affaires, l'éducation et l'apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel.
- *Enseignement* : l'Université doit favoriser la mise en place de formations menant au grade de master et au grade de doctorat. L'Université visera, dans ce contexte, un taux d'étudiants inscrits dans les formations de master et de doctorat de 37% des étudiants inscrits dans les formations « Bologne » (bachelor, master, doctorat), contre 17,35% pour la période 2006-2009.
- *Effectifs et moyens* : l'effectif de l'Université augmentera de façon substantielle pour atteindre 929,5 postes structurels contre 708 postes au 1<sup>er</sup> juin 2009, soit une augmentation de 31,3%. L'Etat accordera une contribution financière sous forme de dotation globale annuelle qui augmentera annuellement pour atteindre le montant de 119 millions EUR en 2013.

Au cours de la période académique 2010 - 2011<sup>2</sup>, 5.177 étudiants étaient inscrits à l'Université du Luxembourg, dont 3.093 en bachelor, 900 en master et 358 en doctorat.

En termes de coopération, la « Luxembourg Business Academy », issue d'un partenariat avec la Chambre de Commerce, attire des étudiants des quatre coins du monde dans son master en « Entrepreneurship and Innovation ». Des liens de plus en plus forts se tissent au gré de ces collaborations et soutiens entre l'Université et les entreprises luxembourgeoises.

Dans l'objectif de renforcer leurs relations et leurs actions respectives en faveur de l'innovation et de la recherche, l'Université du Luxembourg et Luxinnovation ont établi un partenariat stratégique le 21 mars 2007. De par celui-ci, Luxinnovation devient le partenaire privilégié de l'Université pour les programmes de recherche européens, les relations entre l'Université et les entreprises ainsi que la valorisation économique des résultats de recherche.

L'Université du Luxembourg est partenaire du projet « Université de la Grande Région – UGR » aux côtés de six autres universités de la Grande Région. Le projet UGR vise à renforcer la coopération universitaire et scientifique transfrontalière entre les universités de Metz, Nancy, Sarrebruck, Trèves, Kaiserslautern, Liège et Luxembourg grâce à la mise en place d'un groupement d'établissements durable à l'échelle de la Grande Région.

- **2004** : Adoption de la loi-cadre sur la création d'un régime d'aide à l'innovation et à la R&D en faveur du secteur des classes moyennes par le Ministère des Classes Moyennes.
- **2005** : Adhésion du Luxembourg à l'ESA (European Space Agency). L'Agence Spatiale Européenne a pour missions de façonner les activités de développement des capacités spatiales européennes et de faire en sorte que les citoyens européens continuent à bénéficier des investissements réalisés dans le domaine spatial.

- **La loi du 21 décembre 2007** instaure un régime d'exonération partielle des revenus provenant de certains droits de propriété intellectuelle.
- **1<sup>er</sup> juillet 2009** : entrée en vigueur de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI).
- **31 décembre 2010** : publication, par l'Administration des contributions directes, de la circulaire numéro 95/2 ayant pour objet « l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international des salariés hautement qualifiés et spécialisés » qui pose un cadre plus favorable pour le recrutement desdits salariés.
- En **juin 2011**, le projet de loi n°6306 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration a transposé en droit national la directive 2009/50/CE établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié. A l'instar de la « *green card* » américaine, la directive crée une carte bleue européenne et définit ses conditions d'obtention et les droits de séjour qui y sont attachés dans l'Etat membre qui a délivré la carte, ainsi que dans les autres Etats membres. Ce projet de loi est particulièrement important, notamment pour les entreprises et les CRP, afin d'attirer sur le territoire luxembourgeois des travailleurs hautement qualifiés.

Actuellement, diverses initiatives sont mises sur pied pour développer les activités d'innovation au Luxembourg dont :

- *Exchange2Innovate* a pour objectif d'accroître le transfert de savoirs entre les décideurs au sujet des meilleures pratiques d'innovations en matière de stratégie, de processus et de technologies. Il s'adresse aux entreprises et aux décideurs.

- *Europe4Startups* est une initiative gratuite, visant à promouvoir le Luxembourg auprès des entreprises innovantes. Grâce aux acteurs ayant pris part au projet, un portefeuille de services a été constitué et celui-ci est offert gratuitement pendant 12 mois à de jeunes entreprises innovantes qui veulent s'implanter en Europe.

- *FOCAL* (« *Fondation pour la Construction de l'Avenir du Luxembourg* ») a pour ambition de renforcer la valorisation des résultats de la recherche afin de contribuer à maximiser l'impact des activités de RDI sur l'économie luxembourgeoise au-delà de leur seule portée académique, et ainsi soutenir l'entrepreneuriat innovant.

### 3. Les acteurs de la politique de RDI au Luxembourg

Outre la création d'un cadre structurel propice, les efforts des différents acteurs en matière de financement de la R&D se sont également fortement accrus.

Les **crédits budgétaires publics dédiés à la recherche (CBPRD)** au Luxembourg sont passés de 28 millions EUR en 2000 à plus de 247 millions EUR en 2010, ce qui représente 0,68% du PIB luxembourgeois.

**Tableau 1 : Evolution des crédits budgétaires publics de R&D (CBPRD), 2000-2010**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
millions EUR	28,0	37,6	47,8	60,6	72,0	97,1	113,8	142,6	183,1	200,2	247,7
% du PIB	0,13	0,17	0,20	0,24	0,27	0,33	0,35	0,41	0,48	0,57	0,68

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Les CBPRD des différents Ministères ont considérablement augmenté entre 2000 et 2008, en particulier ceux du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que ceux du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche arrive en tête des crédits alloués en 2008, ces derniers représentant plus de 80% des crédits totaux. Ces crédits contiennent notamment les enveloppes budgétaires au bénéfice des centres de recherche publics (CRP). Il continue également de participer financièrement aux frais de la Fondation « *Integrated Biobank of Luxembourg* ». À travers cette bio-banque intégrée inaugurée début 2010, c'est un secteur d'avenir et prometteur pour l'économie nationale, autour de la recherche et des technologies de santé, qui s'ouvre au Grand-Duché de Luxembourg.

**Tableau 2 : Evolution des crédits budgétaires publics de R&D (CBPRD) par Ministère (en millions EUR), 2000-2008**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Culture, Enseignement Supérieur et Recherche	14,3	22,9	32,4	40,8	48,9	73,9	87,5	109,3	137,2
Economie	7,6	7,8	5,6	8,2	10,4	12,5	15,2	20,2	20,9
Educ. nationale, Formation prof. et Sports	2,3	2,3	4,6	3,8	4,2	5,0	5,7	5,8	5,8
Etat	2,3	3,0	3,2	5,1	5,5	1,1	1,3	0,7	1,1
Finances	na	na	na	na	na	na	0,1	0,1	0,1
Santé	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	3,2	1,8	1,5	1,6
Environnement, Agriculture et Justice	0,6	0,4	0,6	0,7	0,9	1,9	2,9	2,9	3,8
<b>Total</b>	<b>28,1</b>	<b>37,6</b>	<b>47,8</b>	<b>60,6</b>	<b>72,0</b>	<b>97,6</b>	<b>114,4</b>	<b>140,4</b>	<b>170,4</b>

Source : STATEC

La loi du 5 juin 2009 prévoit la création d'un fonds spécial de financement dédié à la R&D, le fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé (**Fonds de l'innovation**). En matière de RDI, il est en effet difficile de prédire les besoins annuels, notamment dans le cadre de dépenses s'échelonnant sur plusieurs exercices. La création d'un fonds spécial évite donc de devoir fixer annuellement le montant exact des moyens nécessaires et les dépenses projetées pour le prochain exercice budgétaire, ce qui confère à cet outil de financement une flexibilité appréciable, sous condition bien sûr que de transparence des opérations.

Aujourd'hui, les **principaux acteurs de la politique de RDI au Luxembourg** sont :

- Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
- Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme

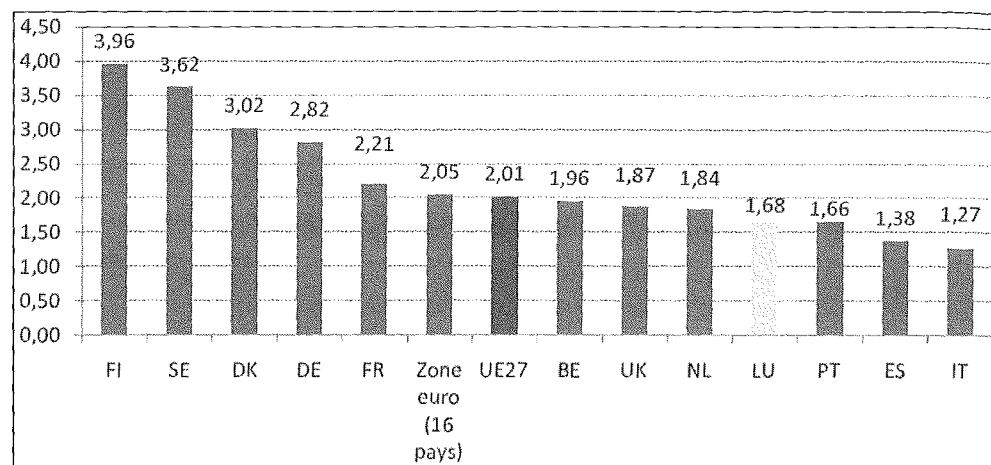
- Les autres Ministères intervenant dans la politique d'innovation :
  - Le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
  - Le Service des Médias et des Communications du Ministère d'Etat
  - Le Ministère de la Santé
- Le Comité supérieur de la Recherche et de l'Innovation
- Luxinnovation
- Le Fonds National de la Recherche (FNR)
- Les instituts de recherche
  - CRP - Henri Tudor
  - CRP - Gabriel Lippmann
  - CRP - Santé
- Les organismes exerçant une influence sur la politique d'innovation
  - Chambre de Commerce et Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg
  - Fédération des Artisans
  - Fédération des industriels luxembourgeois (Fedil)
  - Business Initiative (1,2,3 Go)
- Les établissements d'enseignement supérieur
  - L'Université du Luxembourg
  - L'Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL)
- Les établissements financiers
  - La Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)
  - La Société luxembourgeoise de capital-développement pour les PME S.A. (CD-PME)
  - EUREFI (Europe Régions Financement)

#### 4. La RDI au Luxembourg en chiffres

Le volume des activités de R&D par rapport au PIB reste nettement en dessous de la moyenne européenne en 2009. Alors que les **dépenses totales intérieures de R&D (DIRD)** représentent 1,68% du PIB luxembourgeois, la moyenne de l'Europe des 27 (UE27) s'élève à 2,01% du PIB.

Si les indicateurs « en pourcentage du PIB » sont des outils faciles et utiles pour les comparaisons internationales, le Manuel de Frascati<sup>3</sup> estime que « ces grands indicateurs sont raisonnablement précis, mais peuvent comporter une dérive systématique s'il existe d'importantes différences entre les structures économiques des pays considérés [...] », ce qui s'avère être le cas lorsque le Luxembourg est comparé aux autres pays. Les conclusions qui ressortent des analyses internationales se doivent donc d'être nuancées, certaines caractéristiques structurelles spécifiques au Grand-Duché pouvant expliquer, tout au moins en partie les faibles résultats apparents. En effet, les activités de la place financière contribuent fortement à l'accroissement quantitatif du PIB. Or, un PIB élevé rend l'objectif de Lisbonne plus difficile à atteindre, les dépenses étant couramment mesurées en part du produit intérieur brut.

**Graphique 1 : Dépenses totales de R&D intérieures (DIRD) dans les pays sélectionnés, en % du PIB, 2009**



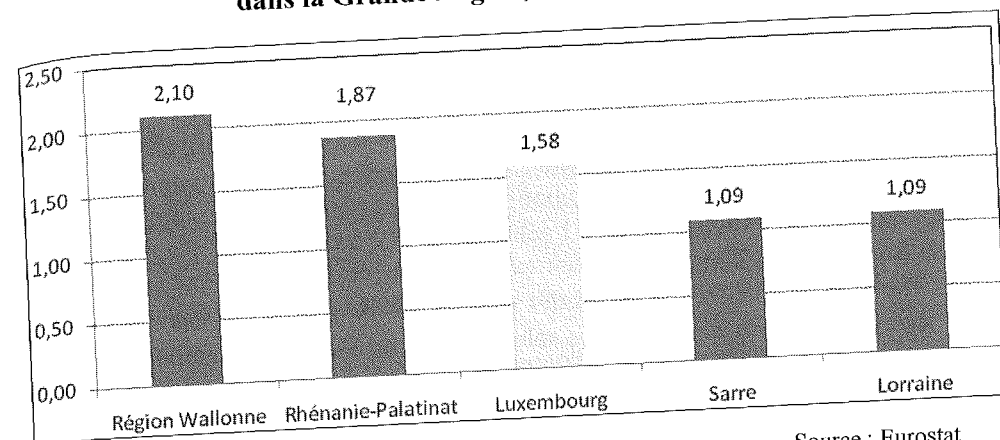
Source : Eurostat

Remarque : Les abréviations sont les suivantes : UE27 pour l'Europe des 27, BE pour la Belgique, DK pour le Danemark, DE pour l'Allemagne, ES pour l'Espagne, FR pour la France, IT pour l'Italie, LU pour le Luxembourg, NL pour les Pays-Bas, PT pour le Portugal, FI pour la Finlande, SE pour la Suède et UK pour le Royaume-Uni.

<sup>3</sup> Le Manuel de Frascati de l'OCDE, également intitulé « Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental », traite de la mesure de la recherche et du développement expérimental (qui comprend la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental).

Le Luxembourg est situé au cœur de la Grande Région. S'intéresser aux statistiques régionales de la recherche et de l'innovation peut donc donner un aperçu particulièrement pertinent de la situation du Grand-Duché vis-à-vis de ses régions frontalières. Dans ces comparaisons, le Luxembourg figure en bonne position derrière la Wallonie et la Rhénanie-Palatinat, devançant nettement la Sarre et la Lorraine.

**Graphique 2 : Dépenses totales intérieures de R&D (DIRD) dans la Grande Région, en % du PIB, 2007**



Source : Eurostat

Dans l'ensemble des dépenses dites intérieures de R&D, **quatre secteurs d'exécution** sont traditionnellement distingués, à savoir les entreprises, l'enseignement supérieur, le secteur public et le secteur privé sans but lucratif.

Le Luxembourg enregistre une performance satisfaisante en ce qui concerne les *dépenses intérieures de R&D des entreprises (DIRDE)*, qui s'élevaient, en 2009, à 1,24% du PIB. Proche de la moyenne de l'UE27 (1,25%), la performance du Luxembourg reste inférieure à celles, par exemple, des pays nordiques (2,02% au Danemark, 2,55% en Suède et 2,83% en Finlande) et de l'Allemagne (1,92%).

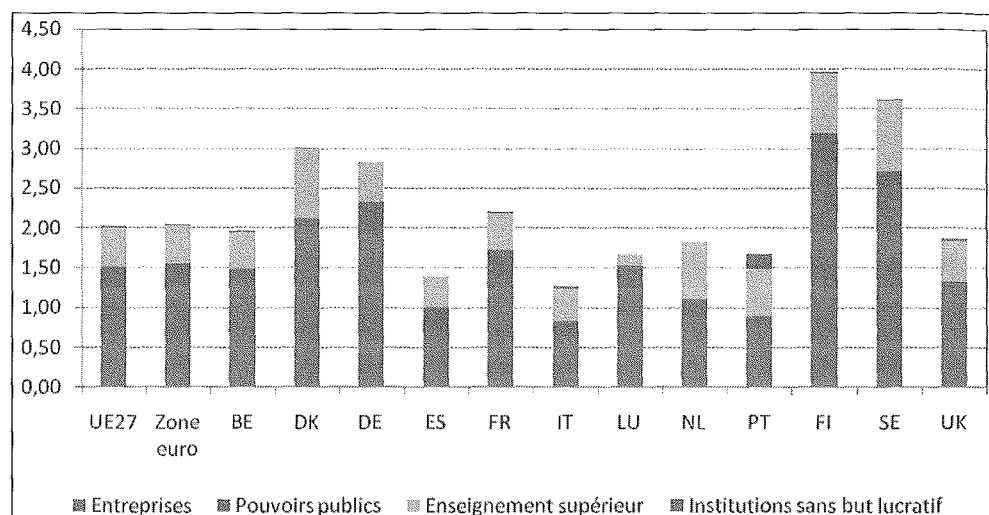
La majeure partie des dépenses intérieures de R&D étant effectuées par les entreprises, les autres secteurs d'exécution représentent une part plus faible des dépenses totales.

Les *dépenses intérieures de R&D des pouvoirs publics (DIRDET)* s'élevaient en 2009 à 0,29% du PIB. L'intensité en R&D des pouvoirs

publics n'a cessé de croître depuis 2000, année au cours de laquelle la DIRDET ne représentait que 0,12% du PIB. Cette expansion du financement traduit la reconnaissance politique de l'importance de la R&D en tant que contributrice à la croissance économique, mais les efforts du secteur public en la matière doivent être poursuivis.

Le Luxembourg se caractérise par un rôle relativement limité de l'enseignement supérieur en tant qu'opérateur de la R&D, ce qui se traduit par une faible part des *dépenses intérieures de R&D de l'enseignement supérieur dans le PIB (DIRDES)*, à savoir 0,15% du PIB en 2009. Le Luxembourg se place très loin derrière les meilleurs performeurs que sont les pays nordiques comme la Finlande (0,75%), le Danemark et la Suède (chacun 0,9%). Depuis la création de l'Université du Luxembourg en 2003, ce ratio n'a toutefois cessé d'augmenter. Malgré un développement socio-économique fulgurant, le Luxembourg ne compte qu'une seule université quand il y en a quinze au total à l'échelle de la Grande Région.

**Graphique 3 : Dépenses totales intérieures de R&D par secteur d'exécution dans les pays sélectionnés, en % du PIB, 2009**

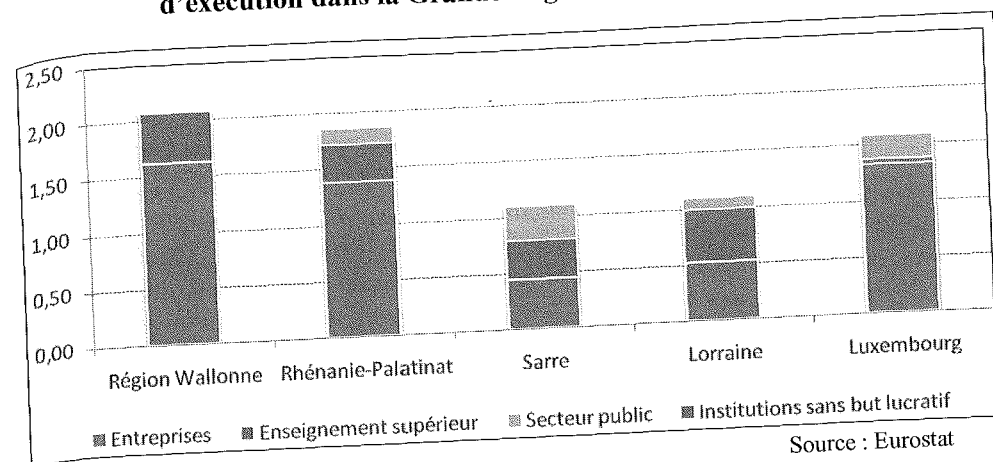


Source : Eurostat

Remarque : Les abréviations sont les suivantes : UE27 pour l'Europe des 27, BE pour la Belgique, DK pour le Danemark, DE pour l'Allemagne, ES pour l'Espagne, FR pour la France, IT pour l'Italie, LU pour le Luxembourg, NL pour les Pays-Bas, PT pour le Portugal, FI pour la Finlande, SE pour la Suède et UK pour le Royaume-Uni.

Quant au *secteur privé sans but lucratif*, l'absence de données pertinentes concernant le Luxembourg ne permet pas une comparaison au niveau de la Grande Région.

**Graphique 4 : Dépenses totales intérieures de R&D par secteur d'exécution dans la Grande Région, en % du PIB, 2007**

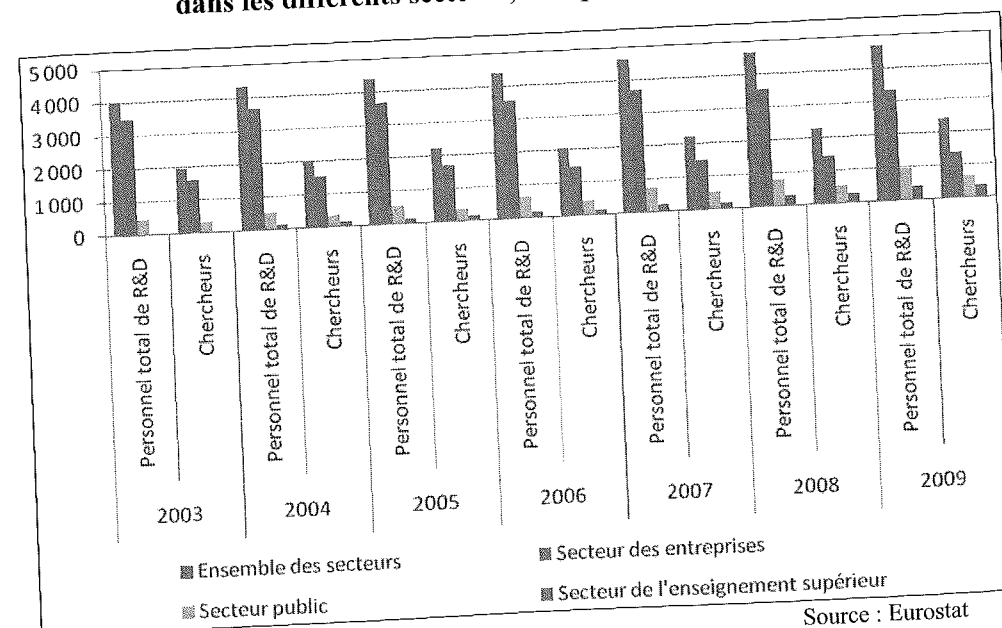


Source : Eurostat

Remarque : Faute de données plus récentes, les comparaisons sont effectuées pour l'année 2007. Les données pour la Lorraine sont celles de 2004.

En 2009, 4.689 équivalents temps plein travaillaient en tant que personnel de R&D au Luxembourg, dont 2.401 chercheurs. Ce sont les entreprises qui employaient en grande majorité ces derniers.

**Graphique 5 : Personnel de R&D et chercheurs au Luxembourg, dans les différents secteurs, en équivalent temps plein**

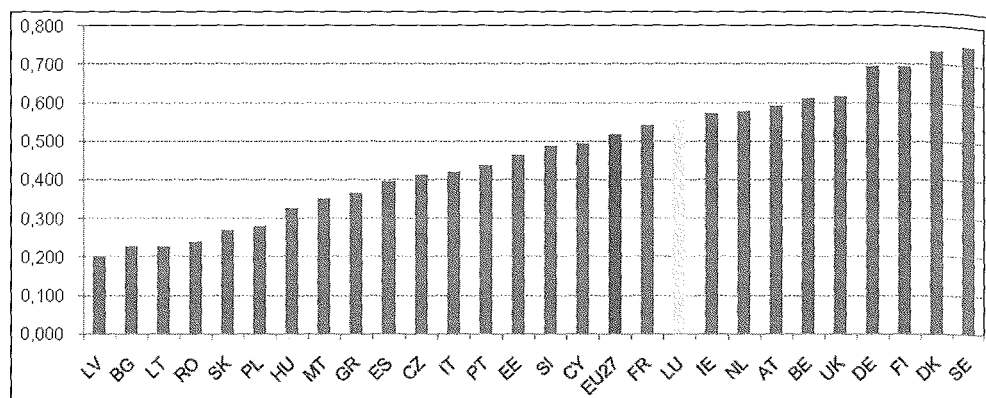


Source : Eurostat

S'agissant du **soutien aux entreprises innovantes** au Luxembourg, Luxinnovation a accompagné 482 entreprises et 28 laboratoires en 2010. 77 dossiers ont bénéficié d'aides publiques nationales à la recherche et les retours financiers des programmes de RDI européens sont estimés à plus de 14 millions EUR. De plus, 23 nouvelles entreprises innovantes se sont implantées au Luxembourg<sup>4</sup>.

Au niveau européen, les indicateurs du « Tableau de Bord européen de l'Innovation (TBEI) » permettent de calculer, pour chaque pays, un **indice de synthèse de l'innovation (ISI)**. Dans ce classement à la méthodologie différente, notamment en ce qui concerne les facteurs pris en compte, le Luxembourg obtient un meilleur positionnement.

**Graphique 6 : Indice de synthèse de l'innovation (ISI), 2010**



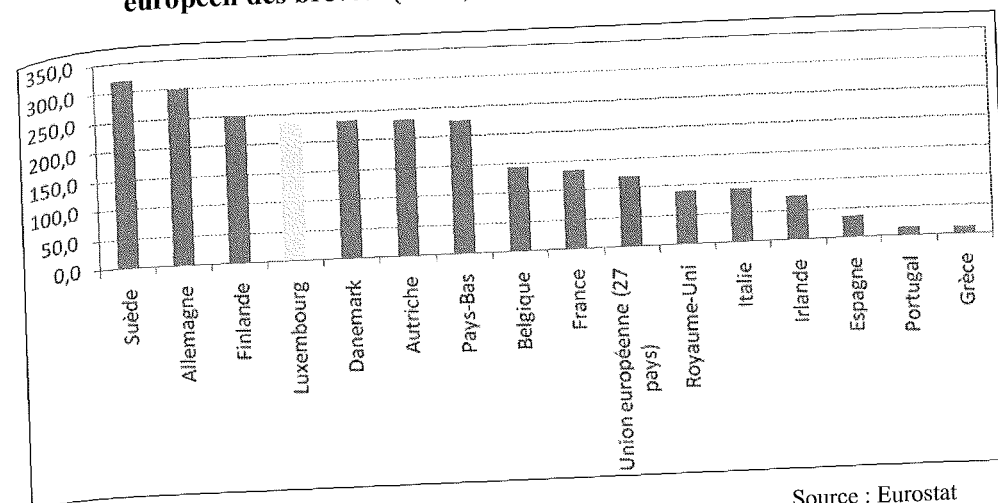
Source : PRO INNO Europe

Remarque : Les abréviations sont les suivantes : AT pour l'Autriche, BE pour la Belgique, BG pour la Bulgarie, CY pour Chypre, CZ pour la République tchèque, DE pour l'Allemagne, DK pour le Danemark, EE pour l'Estonie, ES pour l'Espagne, EU27 pour l'Union européenne des 27, FI pour la Finlande, FR pour la France, GR pour la Grèce, HR pour la Croatie, HU pour la Hongrie, IE pour l'Irlande, IT pour l'Italie, LT pour la Lituanie, LU pour le Luxembourg, LV pour la Lettonie, MT pour Malte, NL pour les Pays-Bas, PL pour la Pologne, PT pour le Portugal, RO pour la Roumanie, SE pour la Suède, SI pour la Slovénie, SK pour la Slovaquie, UK pour le Royaume-Uni.

Le classement favorable du Luxembourg dans l'ISI est notamment dû à ses performances en termes de brevets. Avec 238,1 brevets déposés par million d'habitants auprès de l'Office européen des brevets (OEB), le Grand-Duché se place en 2008 parmi les meilleurs performeurs, derrière

la Suède (318,9 brevets), l'Allemagne (298,7 brevets) et la Finlande (250,3 brevets).

**Graphique 7 : Demandes de brevets déposées auprès de l'Office européen des brevets (OEB) en 2008, par million d'habitants**



Source : Eurostat

## 5. Le Luxembourg et ses spécificités nationales à travers le « Tableau de Bord Compétitivité »

De manière générale, l'économie luxembourgeoise présente des caractéristiques structurelles particulières. Le Comité de coordination tripartite a reconnu, en 2003, la nécessité d'un tableau d'indicateurs élargi afin de pouvoir mieux appréhender la compétitivité du Luxembourg et ses spécificités nationales. Le Comité a confié au professeur Lionel Fontagné de l'Université Paris I (Sorbonne) le soin d'élaborer des propositions à ce sujet. En novembre 2004, le rapport « Fontagné » propose un « Tableau de Bord Compétitivité ».

Ce « Tableau de Bord Compétitivité » a été construit par le professeur Fontagné ensemble avec les partenaires sociaux, à partir des 14 indicateurs structurels fixés en 2000 par le Conseil européen dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et complété par des indicateurs pertinents reflétant au mieux l'économie luxembourgeoise.

<sup>4</sup> Rapport annuel 2010 de Luxinnovation.

Le Tableau de Bord 2010 se compose de 81 indicateurs, mis à jour annuellement par l'Observatoire de la Compétitivité qui commente l'évolution des indicateurs répartis en dix catégories : Performances macroéconomiques (12 indicateurs) ; Emploi (9 indicateurs) ; Productivité & coût du travail (5 indicateurs) ; Fonctionnement des marchés (9 indicateurs) ; Cadre institutionnel et réglementaire (10 indicateurs) ; Entrepreneuriat (4 indicateurs) ; Education & formation (6 indicateurs) ; Economie de la connaissance (14 indicateurs) ; Cohésion sociale (6 indicateurs) et Environnement (7 indicateurs).

Ces indicateurs sont analysés de manières différentes et complémentaires.

Tout d'abord, la position du Luxembourg est analysée par rapport à la moyenne européenne qui sert de « benchmark ». Si la valeur du Luxembourg est de 20% supérieure (ou égale) à la moyenne européenne, alors l'indicateur est classé « blanc » (position favorable). Si la valeur du Luxembourg est de 20% inférieure à la moyenne de l'Europe, alors l'indicateur est classé « rouge » (position défavorable). Lorsque la valeur du Luxembourg se situe entre +20% et -20% de la moyenne européenne, alors l'indicateur se classe en « gris » (position neutre). Pour les deux catégories sous revue, les performances diffèrent. Alors que le Luxembourg se classe 25<sup>e</sup> (sur 27 Etats membres de l'Union européenne) pour la catégorie G « Education & formation », il se place à la 8<sup>e</sup> place dans la catégorie H « Economie de la connaissance ».

Ensuite, l'évolution des performances du Luxembourg est également examinée, en comparant les données les plus récentes aux valeurs des années antérieures.

En matière d'éducation et de formation, les indicateurs sont majoritairement en gris. Cependant pour 3 indicateurs sur 5, le Luxembourg a pu améliorer sa position par rapport à l'année précédente. Le Luxembourg se classe comme le pays qui dépense le plus par élève/étudiant. Toutefois, cet indicateur est en rouge. A maintes reprises, lors de l'examen pays en 2006 et 2008, l'OCDE a réitéré sa recommandation au Luxembourg de rendre son système éducatif plus efficient. L'apprentissage tout au long de la vie s'est quant à lui amélioré en raison des initiatives de promotion proposées par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

**Tableau 3 : Catégorie G « Education & formation »  
du Tableau de Bord**

Code	Indicateurs		LU
G1	Dépenses annuelles par élève /étudiant au titre des établissements publics, en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA) (2007)	↓	38.855,4
G2	Population ayant atteint au moins une formation de deuxième cycle du secondaire, en % (2008)	↑	67,9
G4	Part des ressources humaines en sciences et technologie (RHST) dans l'emploi total, en % (2008)	↑	46,7
G5	Apprentissage tout au long de la vie, en % de la population âgée de 25-64 ans (2008)	↑	8,5
G6	Jeunes ayant quitté prématurément l'école, en % (2008)	↓	13,4

Source : Observatoire de la Compétitivité, Perspectives de politique économique, Bilan Compétitivité 2010, n°16, Octobre 2010

La catégorie H « Economie de la connaissance » n'est pas une fin en soi, mais est sous-jacente à l'innovation dont l'objectif final est le développement du bien-être. Le Luxembourg affiche de relativement bonnes performances en termes de brevets délivrés et de brevets déposés ainsi qu'en termes d'accès des ménages à Internet.

**Tableau 4 : Catégorie H « Economie de la connaissance »  
du Tableau de Bord**

Code	Indicateurs		LU
H1	Dépense intérieure de R&D Lisbonne, en % du PIB (2008)	↑	1,62
H2	Crédits budgétaires publics en R&D, en % du PIB (2008)	↑	18,20
H3	Part de la recherche publique financée par le secteur privé, en % du PIB (2008)	↓	3,20
H4	Part du chiffre d'affaires attribué à l'introduction de nouveaux produits sur le marché, en % (2003)	↑	5,00
H5	Chercheurs pour 1.000 emplois (secteurs privés et publics confondus) (2008)	↑	11,27
H6	Publications scientifiques, par million d'habitants (2005)	↑	127,00
H7	Nombre de brevets délivrés (United States Patent and Trademark Office - USPTO), par million d'habitants (2009)	↑	72,73
H8	Nombre de brevets déposés (European Patent Office - OEB), par million d'habitants (2007)	↑	230,16
H9	Utilisation des connexions à large bande par les entreprises, en % (2009)	↑	92,00
H10	Investissement dans les télécommunications publiques, en % (2007)	↓	1,10
H11	Pourcentage des ménages ayant accès Internet à domicile, en % (2009)	↑	87,00
H12	Nombre d'accès (mobiles cellulaires) pour 100 habitants (2007)	↓	222,39
H13	Pourcentage des ménages disposant d'un accès Internet à large bande, en % (2009)	↑	82,00
H14	Nombre de serveurs WEB sécurisés pour 100.000 habitants (2008)	↑	84,53
H15	Pourcentage du total de l'emploi dans les secteurs à moyenne-haute et haute technologie, en % (2008)	↓	0,91

Source : Observatoire de la Compétitivité, Perspectives de politique économique, Bilan Compétitivité 2010, n°16, Octobre 2010

## 6. La stratégie européenne en matière de RDI

Lors du Conseil européen de Lisbonne en mars 2000, les chefs d'Etats et de Gouvernements des quinze Etats membres de l'époque ont lancé la **stratégie dite « de Lisbonne »** visant à faire de l'UE, à l'horizon 2010, *« l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement »*.

La politique de recherche et de développement étant une priorité, l'objectif suivant fut défini : augmenter les dépenses de R&D et d'innovation de l'UE de 1,9% du PIB en 2002 à environ 3% à l'horizon 2010, avec une contribution finale de deux tiers des dépenses de R&D provenant du secteur privé, et donc d'un tiers provenant du secteur public. Cette hausse devait permettre de réduire l'écart en matière de dépenses de R&D entre l'UE, le Japon et les Etats-Unis, écart qui s'était considérablement amplifié au cours des années 1990.

La stratégie **« Europe 2020 »**, commune aux 27 Etats membres, a pour objectif de donner une nouvelle impulsion à l'Union, suite à une stratégie de Lisbonne qui n'a pas porté tous les fruits escomptés, et de dessiner les contours de l'action publique européenne pour sortir renforcé de la crise économique la plus grave qu'aient traversées les économies nationales depuis 1945.

Conscient de l'effet positif à moyen et long termes des investissements en matière de R&D sur le développement économique et la compétitivité, le Gouvernement luxembourgeois a fixé un intervalle de 2,3% à 2,6% du PIB comme objectif national de l'intensité R&D pour 2020, tout en veillant à maximiser l'efficacité des dépenses consacrées et l'efficience de l'action engagée, dans une démarche d'évolution qui tiendra compte notamment de la capacité absorptive du dispositif national. Comme sous-objectifs pour 2020, le Gouvernement a fixé un intervalle de 1,5% à 1,9% (environ 70%) pour le secteur privé et de 0,7% à 0,8% (environ 30%) pour le secteur public.

L'objectif pourra être atteint notamment via le « Triangle de la connaissance » : renforcer le lien entre la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation. En 2015, la Cité des Sciences à Belval, qui rassemblera l'Uni.lu, des CRP, l'incubateur et certains laboratoires de

recherche d'entreprises est une application concrète de ce triangle. La politique de propriété intellectuelle, un encadrement adéquat pour les jeunes entreprises via des structures d'accueil pour « Spin-offs », un environnement propice pour les chercheurs, etc. sont d'autres instruments.

## 7. La politique de clusters au Luxembourg et en Grande Région

Les clusters, ou grappes technologiques, regroupent, dans un espace géographique donné, des entreprises de tailles diverses ainsi que des organismes de recherche publics, développant volontairement des relations de coopération dans un ou plusieurs domaines. Les entreprises d'un cluster sont unies par des intérêts, des contraintes et des besoins communs.

C'est dans son accord de coalition de 1999 que le Gouvernement luxembourgeois a mis en exergue la nécessité de stimuler des pôles de compétences technologiques à partir des ressources existantes. Cette volonté s'est traduite, en novembre 2001, dans la définition des priorités d'action du Ministère de l'Economie, et ce par le programme « clusters » dont la vocation principale est de *« soutenir les efforts d'innovation et de recherche des entreprises luxembourgeoises en formant des partenariats industriels, se traduisant par un partage des compétences technologiques menant à des projets de coopération en matière de R&D et au développement de nouvelles activités économiques »*.

Dans le cadre de ce programme, trois clusters ont été créés : SurfMat, InfoCom et AeroSpace. Les clusters BioHealth et EcoDev ont été mis en place par la suite. L'Agence Luxinnovation est chargée de coordonner et d'organiser le suivi des travaux de ces 5 clusters, dont les dénominations ont été modifiées en 2010 :

- « Luxembourg Materials Cluster » (auparavant « SurfMat »)
- « Luxembourg Information & Communication Technologies Cluster » (auparavant « InfoCom »)
- « Luxembourg Space Cluster » (auparavant « AeroSpace »)
- « Luxembourg BioHealth Cluster » (auparavant « BioHealth »)
- « Luxembourg EcoInnovation Cluster » (auparavant « EcoDev »)

A côté des 5 clusters initiés par le Gouvernement et animés par Luxinnovation, d'autres initiatives portées par les organisations professionnelles se sont développées. Avec le soutien du Ministère de

l'Economie et du Commerce extérieur, le Cluster for Logistics, Luxembourg a.s.b.l. a été lancé en mars 2009. Il réunit, du côté institutionnel, la Chambre de Commerce, la Confédération Luxembourgeoise du Commerce, la Fedil, le cluster Maritime, le CRP - Henri Tudor, l'Université du Luxembourg et Luxinnovation, de même qu'une vingtaine d'acteurs privés.

La Grande Région dispose d'une structure très diversifiée de PME dans des branches et technologies prioritaires. Conséquence des différentes orientations de la politique économique dans les régions partenaires, la Grande Région dispose aujourd'hui d'un grand nombre d'approches en matière de clustering et de vastes connaissances spécifiques aux branches d'activités.

Des efforts sont donc réalisés afin de mettre en place des réseaux grands-régionaux. Les clusters et pôles de compétences font l'objet d'actions de rapprochement et de réseautage, grâce notamment aux initiatives du Conseil Economique et Social de la Grande Région (CESGR), et ce dans les secteurs des TIC, de l'éco-construction et de l'automobile.

## **8. L'enquête auprès des acteurs luxembourgeois de la RDI**

Le Département Economique de la Chambre de Commerce a mené une enquête dont les questions avaient trait à la gouvernance et aux éléments susceptibles d'améliorer le système public de recherche en général.

Des entreprises et institutions jouant un rôle important dans le domaine de la recherche et de l'innovation ont été retenues dans l'échantillon des organismes destinataires du questionnaire. L'ensemble des acteurs publics de la recherche au Luxembourg choisis (10 au total) ont pu être consultés, grâce au questionnaire soumis ou lors de rencontres, individuelles ou collectives. Quant aux acteurs privés actifs en matière de RDI, 10 d'entre eux (sur les 18 sélectionnés) ont transmis leurs commentaires au Département Economique.

De manière concrète, à travers les deux questionnaires distincts, la Chambre de Commerce désirait identifier des pistes et de possibles leviers additionnels afin de renforcer les retombées favorables de la recherche pour l'économie nationale et d'améliorer le système de recherche et d'innovation national en général. L'analyse du système d'innovation, ainsi que les éclairages apportés par les acteurs ont mis en évidence des défis auxquels le système d'innovation luxembourgeois est confronté.

Concernant la représentativité des résultats, la Chambre de Commerce ne prétend aucunement à l'exhaustivité de son enquête. Pour des raisons évidentes, l'ensemble des acteurs, tant publics que privés, en matière d'activités de RDI au Luxembourg, n'a pas pu être interrogé.

Les faits saillants et les recommandations sont généraux, sans préjudice des opinions individuellement exprimées par lesdits acteurs publics et privés.

10 recommandations ont été dégagées de cette enquête :

### **1. Clarifier le rôle des acteurs publics de la RDI en vue d'une gouvernance optimisée**

La gouvernance des acteurs luxembourgeois de la RDI pourrait encore être optimisée. Ce constat, déjà mentionné dans l'étude-évaluation du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, dont le Gouvernement avait chargé l'OCDE en 2007, reste d'actualité, et se trouve notamment relayé par certains acteurs publics et privés interrogés par le biais du questionnaire. L'examen de la structure de la recherche publique montre la coexistence de plusieurs entités indépendantes de par leur statut, mais interdépendantes de par certaines de leurs missions et activités. Le système d'innovation luxembourgeois ne peut être pleinement efficace que si le rôle des acteurs est clairement défini et que ces derniers se voient attribuer des missions non redondantes.

Les contrats de performance signés entre les acteurs publics et le Gouvernement constituent une avancée, lesdits contrats permettant de clarifier quelque peu les missions respectives des différents acteurs. Des priorités dans les missions des acteurs doivent également être établies, et ce notamment grâce à la 2<sup>e</sup> génération des contrats de performance lancée dès 2010.

Afin de renforcer la recherche publique au Luxembourg, une meilleure interactivité et spécialisation des principaux acteurs du secteur public est de mise afin d'éviter des conflits, notamment pour des raisons budgétaires. Alors qu'une concurrence entre les acteurs publics en termes de résultats apparaît comme saine, celle-ci ne doit pas avoir lieu en ce qui concerne les inputs, à savoir les moyens budgétaires.

## 2. Accroître l'efficacité du soutien public à la RDI en définissant des projets prioritaires

En raison de ses caractéristiques structurelles, le Luxembourg ne peut exceller dans tous les domaines. Il s'agit ainsi de choisir et de cibler un nombre optimal de projets prioritaires de pointe, présentant un potentiel important en termes de retombées économiques et sociales pour le pays et contribuant au rayonnement scientifique international du Luxembourg, en vue d'y concentrer des moyens de financement importants et, ainsi, de permettre d'instaurer rapidement des niches de compétences et des niches sectorielles, qui viendront compléter les niches de souveraineté. Au sein des segments précis ainsi choisis, des projets entre partenaires publics et privés doivent être entrepris. Il ne s'agit pas de faire de la recherche appliquée et fondamentale dans un nombre de domaines trop disparates et non-interconnectés.

Les objectifs prioritaires définis doivent donc être en concordance avec les besoins des entreprises. Des projets prioritaires déterminés doivent être en ligne également avec les domaines prioritaires définis par le Gouvernement et notamment cités dans la note du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, « *Propositions d'ordre général du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale en vue du Comité de coordination tripartite* », à savoir la biomédecine, l'énergie, les ecotechnologies, la logistique et les technologies de l'information et de la communication.

Pour choisir les projets prioritaires, les utilisateurs, les décideurs et les chercheurs doivent se réunir autour de la table. La sélection de ceux-ci ne doit pas être faite de manière aléatoire, mais être fondée sur des données économiques et statistiques fiables, ainsi que sur l'évolution des cycles économiques et des mouvements de l'économie mondiale. La recherche, qu'elle soit appliquée ou fondamentale, a en effet un objectif primordial : rendre l'économie luxembourgeoise plus compétitive et diversifiée. Les activités de RDI doivent, pour leur part, être également compétitives, ces dernières étant en concurrence avec celles menées au sein des pays étrangers.

La diversification optimale de l'économie luxembourgeoise doit toutefois être recherchée, afin d'éviter toute dépendance d'un nombre trop limité de secteurs, rendant l'économie luxembourgeoise vulnérable aux chocs exogènes et/ou sectoriels. 80% des fonds publics pourraient être

dédiés aux domaines prioritaires tels que définis par le Gouvernement et 20% des budgets utilisés pour exploiter de manière opportuniste des projets ayant un fort potentiel mais n'appartenant pas à ces domaines prioritaires.

## 3. Inciter les PME et les entreprises des services à exploiter tout leur potentiel en matière d'activités de RDI

Afin de rendre les entreprises implantées sur le sol luxembourgeois plus innovantes et plus performantes, il est important d'aller sur le terrain à la rencontre des *petites et moyennes entreprises* (PME) et de leurs attentes. Cette demande émane des PME elles-mêmes interrogées qui estiment que la philosophie des nouvelles aides, proposées par la loi du 5 juin 2009, est bonne mais, qu'actuellement, seules les entreprises disposant d'importants centres de recherche et d'un personnel affecté au montage des dossiers, bénéficient effectivement des aides de l'Etat.

Il conviendra de sensibiliser et d'accompagner, étape par étape, les PME afin de développer avec elles des stratégies d'innovation, notamment en mettant en œuvre des aides à l'innovation opérationnelles (recherche de nouveaux créneaux, nouvelles approches commerciales, nouveaux produits, nouveaux services, etc.). Pour atteindre cet objectif, il est essentiel que l'implémentation de ces nouvelles aides se fasse de manière simple, non bureaucratique et rapide, en prenant dûment en compte les prémisses de la simplification administrative.

Certaines PME interrogées estiment que la philosophie des aides proposées par la loi du 5 juin 2009 est bonne, mais qu'actuellement certains obstacles dans l'obtention de ces aides sont encore rencontrés.

Elles soulignent que, bien qu'elles soient informées des aides qui existent, les PME ne savent pas nécessairement quelles sont les aides auxquelles elles pourraient, le cas échéant, prétendre.

De plus, le dossier devant être construit pour demander une aide est relativement conséquent et nécessite du temps et des connaissances techniques importantes. Par manque de temps et de main-d'œuvre, les PME ne seront pas capables, dans certains cas, de monter ce type de dossier pour chacun de leurs projets d'envergure plus réduite, qui sont innovants voire novateurs pour l'entreprise mais pas révolutionnaires pour le marché. Il s'agit toutefois d'améliorations ou de développements de produits ou de procédés indispensables pour maintenir ou améliorer leur position par

rapport à leurs concurrents, notamment au sein de la Grande Région. Ces améliorations ont souvent pour source principale des demandes émanant spontanément des clients.

Bien que la contribution exceptionnelle des *entreprises de services*, notamment celles de la finance ou des médias, aux performances de l'économie luxembourgeoise soit largement reconnue, leur rôle en tant qu'acteurs de l'innovation est moins souvent mis en avant. La plupart des initiatives publiques ciblent en effet principalement les secteurs manufacturiers.

De nouveaux modes d'interaction, entre le secteur public et le secteur privé des services, ainsi que la mise en place de mesures de financement et de soutien visant le secteur des services, s'avèrent plus que jamais nécessaires.

#### **4. Réaliser des synergies au moyen de regroupement d'entreprises au sein de grappes ou de clusters, nationaux, régionaux ou internationaux**

Pour élargir le processus d'innovation à un plus grand nombre d'entreprises, il est nécessaire de soutenir les travaux des grappes technologiques et de stimuler la recherche collaborative dans de nouveaux créneaux technologiques.

Les activités de RDI dans les nouveaux créneaux technologiques pourraient attirer des entrepreneurs et des chercheurs étrangers, susceptibles d'implanter des activités nouvelles et innovantes. L'attractivité du Luxembourg en tant que terre d'accueil pour la R&D s'en trouverait naturellement renforcée. Pour ce faire, il est indispensable d'offrir aux entreprises étrangères, souhaitant investir et s'installer au Luxembourg, une visibilité accrue des opportunités et un accompagnement personnalisé.

La plupart des entreprises luxembourgeoises se tournent vers les marchés internationaux et nombreuses sont celles qui considèrent particulièrement la Grande Région comme leur « marché naturel ». Les pouvoirs publics doivent, par conséquent, tenir compte de cette réalité en favorisant le développement de clusters et de projets conjoints avec des entreprises et des organismes de recherche partenaires de la Grande Région.

#### **5. Accroître la participation des entreprises luxembourgeoises aux programmes de recherche européens**

A l'heure où la pression de la mondialisation renforce l'importance des partenariats et des collaborations, les taux de participation et de réussite des entreprises luxembourgeoises aux programmes européens de recherche-développement (7<sup>e</sup> PCRD, EUREKA, ESA,...) apparaissent relativement faibles.

Il convient d'y remédier par une diffusion encore plus importante des informations relatives à ces programmes et grâce à un soutien, notamment administratif et logistique, offert aux entreprises souhaitant participer auxdits programmes européens.

#### **6. Promouvoir les stratégies d'internationalisation et les coopérations avec l'étranger**

La participation de chercheurs, d'entreprises et d'autres organismes étrangers au système national de recherche, ainsi que l'accès aux marchés étrangers pour les résultats de la recherche luxembourgeoise, sont également des facteurs essentiels pour le développement du système de recherche.

Ces objectifs pourront notamment être rencontrés grâce au développement de l'Université du Luxembourg, qui souhaite atteindre une excellence scientifique de niveau international dans certains domaines de recherche.

Les entreprises et les acteurs de la recherche doivent également être encouragés à participer aux missions économiques à l'étranger, celles-ci leur permettant d'aller à la rencontre d'éventuels partenaires et de débouchés pour les résultats de leur recherche.

#### **7. Maximiser la valorisation des résultats de la recherche afin d'accroître les retombées concrètes pour l'économie luxembourgeoise**

Les résultats des activités de RDI doivent être valorisés afin d'avoir un impact sur l'économie luxembourgeoise, au-delà de leur seule portée académique.

Malgré quelques initiatives isolées, un constat d'ensemble, mis également en évidence par le questionnaire, est que les innovations et

nouveaux savoirs se transforment trop rarement en applications concrètes et/ou commercialisables. Le constat est d'autant plus flagrant en comparant la situation en Europe à celle prévalant aux Etats-Unis. Par conséquent, les résultats générés par la recherche constituent trop souvent une richesse sous-exploitée par le monde économique et social et, partant, un manque à gagner pour l'ensemble de la société.

Plusieurs problèmes subsistent actuellement et interfèrent dans la valorisation systématique des résultats :

- En premier lieu, le passage du monde de la recherche vers le marché reste difficile. Souvent, les entreprises ne se contentent pas d'un prototype issu d'un projet de recherche. Il faut un produit ou service fini, prêt à être commercialisé ou utilisé, fiable et efficace. Il faut donc un facilitateur du transfert entre le laboratoire et le bénéficiaire.
- En second lieu, le choix des résultats issus de la recherche qui seront valorisés reste difficile. Il faut identifier les résultats les plus prometteurs, évaluer leur valeur économique et les commercialiser au juste prix. Les processus et les objectifs doivent être clairement définis dès le départ.
- En troisième lieu, au-delà de l'identification des meilleurs résultats, se pose la question du transfert de ceux-ci. Plusieurs options existent à cet égard. Les résultats peuvent être vendus, des licences d'utilisation peuvent être accordées pour certains produits ou services ou une entreprise dite « start-up » peut être créée. Les démarches administratives à effectuer lors de l'établissement d'une entreprise demeurent toutefois trop lourdes et trop complexes au Luxembourg, au risque de constituer un coût trop onéreux pour les firmes, et partant, de devenir dissuasives. 10% du budget total engagé dans les activités de RDI pourrait être dédié à la valorisation des résultats en découlant.

Des conditions bien déterminées se doivent d'être rencontrées pour une plus grande valorisation des résultats de la recherche :

- **Accorder une attention accrue à la protection des résultats de la recherche**

Au vu des coûts de l'innovation et de la recherche, une entreprise ne disposant pas de moyens d'en limiter l'accès et l'utilisation par les

firmes concurrentes peut être découragée d'investir dans des activités de cette nature. L'aptitude à protéger les innovations aura donc une influence importante sur les activités de RDI, et constitue, de fait, un enjeu majeur pour le développement économique dans le futur. Le Luxembourg dispose d'un cadre attrayant dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle, ce qui doit encourager les entreprises luxembourgeoises à en profiter.

- **Développer des projets de recherche scientifique en ligne avec les attentes des entreprises**

Pour être efficaces, les politiques destinées à stimuler l'innovation doivent également tenir compte de l'évolution de l'économie mondiale et nationale, ainsi que des changements dans les processus d'innovation.

Il est indispensable que les projets de recherche scientifique concordent avec les attentes actuelles et futures des entrepreneurs du secteur privé, évitant ainsi les dérives d'une recherche trop académique, sans objectif concret de valorisation socio-économique subséquente des résultats. Sur la base des « bonnes pratiques » des pays voisins, un pourcentage maximum de recherche fondamentale dans le total de la recherche publique pourrait être défini.

Il conviendrait également d'encourager l'Université du Luxembourg à privilégier, dans la sélection de ses priorités de recherche, celles qui portent sur les moyen et long termes, c'est-à-dire investir dans des programmes de recherche sur des technologies-clés génératrices de solutions dont auront besoin les entreprises dans les années à venir. Ses projets de recherche doivent également s'inspirer des domaines prioritaires définis par le Gouvernement.

- **Développer et soutenir la collaboration entre les acteurs**

Il faut avant tout promouvoir les activités de recherche et assurer la mise en relation des équipes de recherche avec le monde économique, social et institutionnel. La valorisation n'est pas l'affaire d'une personne, mais le défi d'une organisation. Or, un bon chercheur n'est pas forcément un bon entrepreneur, ni nécessairement un bon négociateur. La transformation d'une invention ou d'une idée en une innovation implique diverses activités complémentaires : essais, commercialisation et conception. Il s'agit d'un processus très interactif de collaboration entre divers acteurs, institutions et usagers, de plus en plus nombreux, voire fragmentés.

De plus, une vision à long terme doit être construite entre ces partenaires, pour éviter que la recherche ne se cantonne à des problématiques ponctuelles rencontrées par les firmes.

Enfin, évaluer les résultats en termes de valorisation n'est pas aisé, mais primordial. Des instruments appropriés doivent donc être mis en place à cette fin, en premier lieu, par des structures telles que Luxinnovation, le Fonds National de la Recherche, et ce en étroite collaboration avec les centres de recherche publics.

## **8. Développer des niches de compétences en valorisant le capital humain**

Accroître le nombre d'étudiants se dirigeant vers des études supérieures, scientifiques et technologiques, pour assurer ainsi la disponibilité d'une offre suffisante de personnel qualifié et garantir la croissance économique future, est indispensable. Une condition fondamentale est l'amélioration des connaissances et de la culture scientifiques de base, ce qui passe nécessairement par la sensibilisation des lycéens aux matières scientifiques.

Il est également indispensable de mettre l'accent sur la formation continue, tant au niveau des secteurs privé que public, pour faire face aux changements rapides que connaissent les économies dans un environnement toujours plus globalisé.

## **9. Faciliter l'embauche de chercheurs luxembourgeois et étrangers**

La capacité du Luxembourg à attirer des chercheurs passe par la création d'un statut favorable à ceux-ci.

Pouvoir embaucher, très rapidement, des chercheurs de renom dans des domaines pointus, indépendamment de leur pays d'origine, est un avantage compétitif crucial pour une petite économie en manque de ressources humaines, et ce afin de permettre aux entreprises et laboratoires de concurrencer les leaders mondiaux grâce à des compétences de très haut niveau.

L'Université est appelée à jouer un rôle déterminant dans ce processus. Afin d'attirer les meilleurs professeurs, chercheurs et doctorants, elle devra assurer un recrutement efficace pour déceler et motiver les candidats les

plus brillants, dotés d'un esprit entrepreneurial et entretenant les meilleurs contacts avec les réseaux d'excellence internationaux.

Concrètement, le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, dans sa proposition numéro 22, souhaite « *instaurer un système favorable pour les travailleurs expatriés, ainsi que pour les spécialistes détachés au Luxembourg pour une période de temps limitée ([...] par exemple à travers l'Art. 9 LIR en permettant la déductibilité fiscale des frais de scolarisation, des intérêts payés sur leur résidence dans leur pays d'origine ou encore la qualification en produit extraordinaire des primes pour chercheurs ; [...])* ». Dans ce contexte, a été publiée, le 31 décembre 2010 par l'Administration des Contributions directes, la circulaire numéro 95/2 ayant pour objet « l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international des salariés hautement qualifiés et spécialisés » qui pose un cadre plus favorable pour le recrutement desdits salariés, ce qui doit être salué.

De plus, en juin 2011, le projet de loi n°6306 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration a transposé en droit national la directive 2009/50/CE établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié. A l'instar de la « *green card* » américaine, la directive crée une carte bleue européenne et définit ses conditions d'obtention et les droits de séjour qui y sont attachés dans l'Etat membre qui a délivré la carte, ainsi que dans les autres Etats membres. Ce projet de loi est particulièrement important, notamment pour les entreprises et les CRP, afin d'attirer sur le territoire luxembourgeois des travailleurs hautement qualifiés.

Une définition claire du statut de « chercheur » doit être formulée afin d'éviter des dérives que la création d'un statut favorable pourrait potentiellement induire.

## **10. Eviter de diaboliser les échecs en matière de projets de recherche**

Un véritable changement de mentalité doit également avoir lieu afin de développer l'entreprenariat au Luxembourg. Investir dans la RDI comporte des risques. Les échecs en matière de projets de recherche ne doivent en aucun cas être « diabolisés », mais considérés comme « envisageables » dans un processus de recherche. Il s'agit d'accepter que seul un nombre limité de projets de recherche arriveront à terme et porteront leurs fruits.

## Conclusion

Force est de constater que, aujourd'hui, le succès économique du Luxembourg dépend notamment de l'exploitation de niches fiscales et réglementaires qualifiées de « niches de souveraineté ». Les harmonisations progressives, à l'échelle communautaire et internationale, ont toutefois réduit la durabilité d'un tel modèle économique, qui a certes généré des recettes fiscales élevées mais qui est, aussi, largement dépendant d'événements extérieurs sur lesquels les autorités nationales n'ont pas, ou peu, d'emprise.

Afin de diversifier son économie en l'ouvrant à de nouveaux secteurs d'activité, le Luxembourg souhaite miser sur des niches dites « de compétences ». Un cadre légal et fiscal proactif, des infrastructures matérielles et immatérielles adaptées, et des investissements ciblés visent à développer des secteurs comme la biomédecine, les technologies environnementales, la gestion des droits issus de la propriété intellectuelle, la logistique, les TIC (y compris le commerce électronique) et l'activité des « headquarter ».

Ces secteurs ciblent une demande internationale et sont exposés à une forte concurrence internationale. Le Luxembourg, grâce notamment à ses activités de RDI, se doit par conséquent de rester compétitif par rapport aux sites poursuivant une stratégie de développement similaire.

Dans le contexte de la stratégie Europe 2020, le Luxembourg doit en outre souscrire pleinement à la soi-disant « cinquième liberté fondamentale » européenne, relative à la libre circulation du savoir, établie en supprimant toute barrière à la mobilité des étudiants, des chercheurs<sup>5</sup>, des scientifiques et des universitaires, et ce en offrant à ces personnes d'excellentes structures de carrière, réconciliables qui plus est avec une vie familiale. Les chercheurs et le personnel qualifié étrangers doivent trouver au Grand-Duché un environnement attractif en matière de RDI ainsi que des infrastructures de haute qualité pour leurs familles. La mise en commun du savoir, des compétences et du savoir-faire étrangers et luxembourgeois paraît être la seule issue possible afin d'assurer que le Luxembourg puisse renouer avec une croissance économique durable et aussi dynamique qu'avant la crise. Le projet de loi n°6306 modifiant la loi modifiée du 29

août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, portant transposition de la directive 2009/50/CE, doit être également salué.

En conclusion, le contexte de crise économique et le besoin impérieux de diversifier davantage le tissu économique national ne font que renforcer la nécessité d'un soutien public efficace et efficient au profit des activités de RDI, ainsi qu'un cadre légal et réglementaire propice au déploiement de celles-ci. Les mesures à prendre au niveau national s'inscrivent par ailleurs dans un cadre international, européen et régional et ont pour objectifs de valoriser le potentiel de développement endogène, de stimuler le progrès technologique, d'augmenter la productivité des entreprises et de développer les collaborations internationales.

<sup>5</sup> La directive 2009/50/CE ne s'applique pas aux chercheurs, la libre circulation de ces derniers étant réglementée par la directive 2005/71/CE.

## Bibliographie

Administration des Contributions directes du Luxembourg, Circulaire numéro 95/2 ayant pour objet « l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international des salariés hautement qualifiés et spécialisés », décembre 2010.

Bureau fédéral du Plan, site internet « [indicators.plan.be](http://indicators.plan.be) ».

CEPS/INSTEAD, « Profil de l'entreprise, stratégie d'innovation et conditions de marché », Vincent DAUTEL, Cahier n°2010-13, Juin 2010.

Chambre de Commerce, « Entreprise Luxembourg 2.0 », Actualité & tendances, n°7.

Contrat d'Etablissement Pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg 2010-2013.

Commission européenne, Livre vert « L'Espace européen de la recherche: nouvelles perspectives » ; Bruxelles le 4.4.2007 ; {SEC(2007) 412} ; COM(2007) 161 final.

Conseil européen de Lisbonne 23 et 24 mars 2000, Conclusions de la Présidence, « [http://ue.eu.int/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm](http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm) ».

KPMG & Luxemburger Wort, « Luxembourg Business Compass », juin 2010.

Loi du 9 mars 1987 ayant pour objet : 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public ; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public (Mémorial A 1987, n°13, p.163).

Loi du 12 août 2003 1. portant création de l'Université du Luxembourg ; 2. modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public ; 3. abrogeant la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur ; 4. modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales ; 5. modifiant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ; 6. modifiant la loi du 6 septembre 1983 portant a) réforme de la formation des instituteurs, b) création d'un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Pédagogiques et c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et primaire ; 7. modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (Mémorial A, n° 149 du 06.10.2003, p.2989-3004).

Loi du 21 décembre 2007 1. portant modification – de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; – de la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs ; – de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi ; 2. Réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet ; – de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 ; 2. portant introduction de la loi concernant le boni pour enfant ; 3. portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; 4. portant modification de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective ; 5. portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans. (Mémorial A, n°234, 27 décembre 2007, p.3949).

Lundvall, B.-A. (1992), « National Systems of Innovation: Towards a Theory of Innovation and Interactive Learning », Pinter Publishers, Londres.

Luxinnovation, « *Les activités d'innovation et de recherche au Grand-Duché de Luxembourg* », Rapport au ministre de l'Economie et du Commerce extérieur du Grand-Duché de Luxembourg, septembre 2005.

Luxinnovation, « Making Innovation Happen ».

Magazine « Entreprises et Industrie », Commission européenne, n°7, juin 2010.

Magazine « Entreprises et Industrie », Commission européenne, n°9, décembre 2010.

Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, « Propositions d'ordre général du ministre de l'Economie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale en vue du Comité de coordination tripartite ».

Ministère de l'Environnement, « Plan National pour un Développement Durable », 30 avril 1999.

Ministère de l'Intérieur, « Programme Directeur de l'Aménagement du Territoire », 27 mars 2003.

Nelson R. (1993), « National Innovation Systems », Oxford UP, Oxford.

OCDE, « Examens de l'OCDE des politiques d'innovation, Luxembourg », 2007.

OCDE, « Manuel d'Oslo », 3<sup>e</sup> édition.

Perspectives de politique économique, « Bilan Compétitivité 2010 », n°16, octobre 2010.

Plan national pour l'innovation et le plein emploi 2009.

Portail de la formation professionnelle continue, « [www.lifelong-learning.lu](http://www.lifelong-learning.lu) ».

Programme gouvernemental, Luxembourg.

Projet de loi n°6306 modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, portant transposition de la directive 2009/50/CE.

Règlement grand-ducal du 8 février 1983 modifiant les conditions générales des prêts à moyen et long terme de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI), telles qu'elles ont été définies par le règlement grand-ducal du 30 novembre 1977 (Mémorial A, n°7 du 18.02.1983, p.82-83).

Romer, D. (1997), « Macroéconomie approfondie », McGRAW-HILL / EDISCIENCE, Collection Sciences économiques.

STATEC, « Cahier du STATEC sur l'innovation », n°97.

STATEC, « Statnews », n° 37/2008.

Sutton, J. (1992), « Sunk Costs and Market Structure », MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

Sutton, J. (1998), « Technology and Market Structure », MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

## Discussion

**Intervention de Monsieur Raymond Schadeck :** Sur intervention du président, Monsieur Schadeck informe l'auditoire sur son projet FOCAL : « *Fondation ouverte pour la construction de l'avenir* », qui a pour objet d'investir dans la valorisation de recherches, de contribuer à réorganiser les ressources de savoir-faire existantes, d'identifier et soutenir les résultats de RDI susceptibles d'être transformés en projets concrets et les accompagner jusqu'au moment de leur exploitation.

**M. Georges Als :** J'ai trois observations sur cet exposé extrêmement riche. Au début vous avez cité comme une des premières réalisations en matière de politique industrielle l'installation de Goodyear à Luxembourg Colmar-Berg en 1950. Je ne veux pas nier le mérite de l'action gouvernementale dans ce cas, mais mon souvenir est quand même qu'en 1950 l'installation de Goodyear au Luxembourg a été présentée comme la retombée providentielle de la création de l'Union Economique Benelux en 1948.

Ma deuxième observation concerne les statistiques. Vous avez parlé à plusieurs reprises de la faible part dans le PIB des dépenses de recherche et développement. Il faut quand même tenir compte du fait que notre PIB est plus élevé que celui de la plupart des pays comparés. Par conséquent, nos dépenses devraient être comparées en valeur absolue. Et quand j'entends parler de toutes ces statistiques de recherche et de développement, je suis émerveillé parce que dans les années 80, quand j'étais encore à la statistique, on parlait de cela comme d'un domaine de recherche pour l'avenir et maintenant on jongle avec tous ces chiffres. Comment obtenez-vous les chiffres sur la recherche-développement / investissements et que valent-ils ? Mais d'autre part quels sont les effets de ces dépenses, est-ce qu'en statistique on essaie également de chiffrer la contribution au PIB de toutes ces dépenses ?

Ma troisième remarque concerne vos remarques sur la compétitivité. Vous avez cité le fait que les dépenses par étudiant de l'Université de Luxembourg sont les plus élevées. Je trouve qu'il s'agit d'une constatation qui donne à réfléchir. Si une entreprise a des coûts de production plus élevés que ses concurrents étrangers, on transfère l'entreprise à l'étranger. Cela nous est déjà arrivé plusieurs fois. Alors ma question est de savoir si la création de l'Université à Luxembourg n'était pas une *Fehlinvestition*, est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux employer cet argent pour aider nos étudiants à l'étranger ? Merci.

**Le conférencier :** Vous avez tout à fait raison de parler du PIB, et plus particulièrement des dépenses de RDI par rapport au PIB. En raison des spécificités du Luxembourg, le Gouvernement a choisi, dans le cadre de la stratégie Europe 2020, une approche plus prudente. Un intervalle a été fixé car le Gouvernement sait que si le PIB augmentait avec la même vigueur qu'avant la crise, la part des dépenses de RDI dans le PIB risque d'être plus faible au Luxembourg que dans les autres pays. Actuellement, le PIB luxembourgeois tourne autour de 3,0%, ce qui est plus du double de la moyenne de la zone euro. Par conséquent, un intervalle situé entre 1,5 à 1,9% du PIB a été fixé pour les dépenses en RDI du secteur privé et entre 0,7 et 0,8% du PIB pour les dépenses en RDI du secteur public. Ces objectifs doivent être atteints en 2020. Le Gouvernement est donc plus prudent et ne veut pas se laisser enfermer par des statistiques ou des objectifs fixes, vu que cela dépend également de l'évolution du PIB.

Et vous avez tout à fait raison également de vous interroger sur les retombées des dépenses en RDI sur le PIB. Il est, premièrement, difficile de savoir quelles dépenses ont généré ces recettes et, deuxièmement, si ces recettes proviennent des dépenses effectuées pendant l'exercice en cours.

En ce qui concerne les dépenses par étudiant, l'indicateur présenté avait trait aux dépenses annuelles par élève, et non uniquement aux étudiants de l'Université du Luxembourg. Fréquemment, les études de l'OCDE croisent cet indicateur avec les performances PISA. Dans ce type d'études, le Luxembourg obtient souvent une position défavorable mais les résultats doivent être interprétés avec prudence. En effet, le système éducatif luxembourgeois présente des lacunes dans l'enseignement des sciences, car l'apprentissage des langues est prépondérant. Je pense donc qu'il faut essayer d'améliorer ces lacunes et rendre plus efficaces ces dépenses. Bien que l'interprétation de ces résultats doive être relativisée, le Luxembourg ne peut toutefois pas simplement les ignorer.

Concernant la création d'une Université à Luxembourg, je pense qu'il s'agit d'un choix stratégique et important. Le Luxembourg ne tente pas de maintenir la totalité de ses étudiants sur le sol national mais surtout d'attirer des étudiants ou chercheurs étrangers. Les Luxembourgeois peuvent donc continuer à se former dans une des quinze Universités de la Grande Région ou au-delà. Je pense donc que ne pas créer cette Université n'aurait pas été une option, bien que tout le monde ne partage pas cet avis.

**M. André Elvinger :** Rassurez-vous, il y en a qui le partagent, le vôtre. Est-ce que je pourrais me permettre une question qui revient un peu à la question de Georges Als quant au rendement de la recherche, car évidemment on ne peut pas ne pas y penser. Ce qui m'a frappé c'est

l'importance et la bonne position que nous avons en matière de brevets. Alors là encore, les statistiques, je m'en excuse, peuvent induire en erreur. Est-ce que c'est dû au fait que nous faisons tellement d'innovation, que nous faisons tellement de brevets, ou est-ce que parce que nous avons un système fiscal plus favorable pour les brevets, ou y a-t-il autre chose ? Parce que cela est frappant, là soudain nous sommes dans le peloton de tête, alors que partout ailleurs nous sommes dans la moyenne.

**Le conférencier :** Monsieur le Président, je peux vous donner quelques éléments de réponse, mais je crois qu'il y a dans la salle des experts en la matière. Pour ma part, je pense que, tout d'abord, le Luxembourg peut se prévaloir d'un environnement propice à l'attraction de sièges de grandes multinationales. D'un autre côté, le Luxembourg possède des structures fiscales et une législation « pro business ». Auparavant, des holdings, et maintenant notamment des SIF, ont déposé des brevets au Luxembourg en masse, ce qui permet au pays d'obtenir des indicateurs favorables. Je pense qu'il y a, à nouveau, un effet statistique, mais des experts pourront mieux vous l'expliquer.

**M. Carlo Duprel :** Je me présente, je suis Carlo Duprel du Fonds National de la Recherche. On a fait cette analyse il y a quelques semaines et donc je suis du même avis que Monsieur Thelen. Depuis deux ou trois ans, plus de la moitié des brevets sont déposés par des holdings. Les activités de recherche ne se font pas au Luxembourg, mais à l'étranger. Mais ils sont brevetés ici, donc déposés ici. Concernant les brevets issus de la recherche sur le sol national Paul Wurth et IEE sont les plus grands dépositaires de brevets. Ce qu'on ne voit pas, et cela est très triste, ce sont les dépôts de Goodyear, et de Delphi, parce qu'ils déposent aux Etats-Unis. Mais ces 2 entreprises représentent quand même 1400 chercheurs au Luxembourg.

Dernier élément, le nombre des brevets déposés par les centres de recherche et l'Université, depuis leur création, est très restreint par rapport à l'investissement total.

**M. Jacques Loesch :** Une observation, Monsieur le Président : lorsqu'on parle de brevet, je pense qu'on ne doit pas rechercher le nombre des brevets déposés chez nous ou ailleurs, mais ce qui nous intéresse, c'est l'inventeur : l'inventeur est-il de chez nous ? Car il est bien connu que pour des raisons financières, économiques et fiscales, beaucoup d'inventeurs étrangers et de grands groupes internationaux prennent des brevets en bloc, dans un ensemble de pays, y compris le nôtre. Donc, à mon avis, simplement dire qu'on regarde le total des brevets déposés au Luxembourg

ne permet aucune conclusion quant à l'efficacité de la recherche qui se fait chez nous.

**M. Alain Georges :** Comme ancien président du Centre de Recherche Public (CRP) Gabriel Lippmann, je dois défendre les CRP. Si vous lisez la législation à la base des CRP, leur mission couvre surtout la recherche appliquée et le transfert de technologie, et la vie réelle des CRP est celle de centres de transfert de technologie qui travaillent avec des entreprises pour leur apprendre ou les aider à faire des analyses et à trouver des solutions pour des problèmes définis, mais leur but n'est pas la recherche pure et l'invention. L'invention n'est pas une partie de la mission fondamentale des CRP. Et donc il n'est pas étonnant qu'ils ne déposent que peu de brevets.

Je voudrais ici ajouter autre chose: la recherche fondamentale ne produit, elle aussi, que peu de brevets, parce que les travaux de recherche fondamentale conduisent souvent dans un deuxième stade seulement vers des applications brevetables. Cependant les travaux de recherche fondamentale, même non producteurs de brevets, produisent des résultats scientifiques de grande valeur qui peuvent être évalués et la question se pose: est-ce qu'il y a des règles et une méthodologie commune au Luxembourg pour évaluer les nombreuses recherches plus fondamentales qui sont jugées par le nombre de publications dans des journaux scientifiques de renom? Est-ce que nous avons une méthode nationale consolidée d'évaluation de la recherche?

**Le conférencier :** Monsieur le Président, ma réponse sera plus brève que cette intervention technique, car je préfère à nouveau me tourner vers les experts.

**M. Carlo Duprel :** Je me permets d'intervenir encore une fois. Dans les contrats de performance que les centres de recherche ont signé avec le Gouvernement, le nombre de publications est un des indicateurs et pour certains CRP, un nombre de publications dans les journaux référés d'un certain type a été ajouté. Cet indicateur n'existe pas pour l'Université. L'appréciation des publications est un sujet assez complexe de fait qu'il y a à peu près 10.000 journaux (pas de publications, 10.000 journaux !) qui sont actuellement comptés dans les index standards utilisés pour mesurer l'impact scientifique des activités de recherche à travers le monde. Donc il y a deux index, il y a Thompson et SCIVERSE (le nouveau nom de Scopus). La FNR, comme tout habitant du Luxembourg, a accès à ces listes et ces index à travers la Bibliothèque Nationale du Luxembourg. Le FNR développe actuellement un système informatique pour analyser toutes

les publications luxembourgeoises qui sont référencées dans ces index, ce qui permettrait de faire une comparaison de la qualité par rapport à la moyenne internationale. Ce sont des indicateurs bibliométriques, c'est assez complexe et je suis tout à fait d'accord avec vous, il y a seulement une certaine vérité derrière. J'ai toujours interprété cela avec prudence. J'aimerais bien présenter cela l'année prochaine si vous vous intéressez à ces résultats concrets. Il y a aussi la possibilité de comparer le Luxembourg à différents pays. Le problème au Luxembourg est la masse critique, la taille, nous sommes petit. Si nous regardons le nombre de publications absolues juste pour comprendre un peu la taille du Luxembourg par rapport aux autres systèmes d'innovation mondiaux, on est maintenant à la 82<sup>e</sup> place en nombre de publications absolues. Les Etats-Unis sont de loin les premiers, puis les Allemands, les Français et les Suisses. On est 82<sup>e</sup>, entouré de pays comme le Burkina Faso. C'est un chiffre à garder en tête. Nous sommes en train de travailler dessus et ces analyses vont être publiées dès qu'elles seront finalisées l'année prochaine.

**M. André Elvinger :** Est-ce que je pourrais revenir un instant à cette question des publications. Ce qui me frappe c'est que quand je suis arrivé au barreau, il y a plus de cinquante ans bien sûr, les publications au Luxembourg existaient à peine. Il y avait de temps en temps quelque chose dans la Pasicrisie. Aujourd'hui, nous avons atteint un niveau de publications que je ne peux pas comparer à l'étranger, mais dont je constate qu'il est non pas du décuple, mais de cinquante fois ce que nous avions il y a un certain temps. Donc, cela ne devrait-il pas se répercuter également sur la recherche - même si il est dit parfois que la recherche dans les sciences politiques ne constitue pas de l'innovation?

**M. Carlo Duprel :** Le nombre de publications augmente fortement au Luxembourg, mais cette tendance est également observée à l'étranger et même dans les pays où les investissements n'augmentent pas aussi rapidement qu'au Luxembourg. Il est toutefois trop tôt pour conclure avec des comparaisons concrètes, dans les analyses préliminaires, que le nombre augmente, mais également la qualité des publications ainsi que le nombre de citations. Il y a six ou huit ans nous n'étions pas à la 82<sup>e</sup> place, mais à la place 102. Donc il y a vraiment un développement clair et net qui se fait, je dirais qu'en moyenne on a à peu près une publication par mois dans les très grands journaux *The nature* ou *Cell*. Ce n'est, pour un pays de notre taille, pas mal. Aux Etats-Unis, ils réalisent trente ou quarante millions de publications par an, donc il y a vraiment une amélioration au niveau du nombre et aussi de la qualité des publications.

général. J'ai encore une ou deux questions. Merci pour cet exposé si riche en informations. En ce qui concerne les statistiques, il apparaît dans les tableaux que les pays scandinaves sont les pays qui dépensent le plus en termes de PIB pour la recherche et le développement. A ce qu'on entend, c'est dû à ces grandes sociétés de télécommunication comme Nokia ou Ericsson qui sont présentes dans ces pays. Est-ce que c'est vrai ou est-ce qu'il y a une autre stratégie politique, peut-être de compétitivité, derrière ces chiffres parce que ce qui m'a très intéressé c'est effectivement l'observation sur laquelle les niches de souveraineté n'existent pas. On doit donc devenir intrinsèquement plus productif et c'est pour cela qu'il faut investir plus dans la recherche et le développement, pour avoir une situation de compétitivité fondamentalement plus saine.

**Le conférencier :** Oui, je pense que cela est correct, mais la mentalité et la philosophie de leur système d'éducation et scolaire doivent être mises en évidence. Les positions de leaders des pays scandinaves en matière de compétitivité viennent notamment de l'efficacité de leurs systèmes scolaires. Lors de notre récente mission économique dans le cadre d'une visite d'Etat en Norvège, nous avons pu constater que les investissements étaient largement axés sur la formation des jeunes et l'esprit pragmatique résolument tourné vers l'innovation et la recherche.

**M. Jacques Santer :** Tout d'abord félicitations pour le magnifique exposé traçant tout un tableau sur le développement et l'innovation. Ce qui m'a toujours frappé, lorsque j'étais aux Etats-Unis, c'est l'organisation de la recherche qui est tout à fait différente par rapport à l'organisation dans nos universités. Je n'étais pas dans les pays scandinaves, mais il se peut que ce soit la même chose. L'organisation de la recherche est ouverte à tout le monde. J'étais dans des universités où il y avait des jeunes de cinq à huit ans qui travaillaient sur des recherches, des modules etc. C'est une conception tout à fait différente de celle que nous trouvons ici en Europe, que ce soit en France, chez nous ou ailleurs. Je crois que cela joue également sur l'organisation institutionnelle des universités. Je crois que c'est là un des points fondamentaux, c'est d'ailleurs le fonctionnement des universités d'une façon générale qui est tout à fait différent de celui que nous connaissons ici en Europe et c'est cela qui, à mon sentiment, en partie au moins, explique également un autre résultat.

**M. Alain Georges :** Effectivement l'Université devrait être source de R & D, mais il faut constater que sur les quelque 66 diplômes de docteur attribués la semaine passée, la moitié était en sciences humaines. Or nous

avons découvert que cela ne conduit pas à l'innovation dans l'acception du terme utilisée ce soir. Ensuite approximativement un tiers des travaux de doctorat sont consacrés au droit et à l'économie; ici on est peut-être un peu plus proche de notre domaine scruté ce soir. Il ne reste que quelques diplômes de docteur consacrés aux sciences dites dures, qui devraient conduire à l'innovation vue comme facteur de création de valeur ajoutée économique. Donc si nous voulions faire le bilan de toutes les structures que Monsieur Thelen a si bien expliquées et décrites, ce grand machin que nous avons mis en place depuis maintenant trente ans, y compris l'Université, plus récente, où les sciences dures prennent vraiment la part congrue, je crains que le résultat risque d'être modeste. On est surpris en outre de constater que dans les clusters énumérés il n'y a pas de cluster « métallurgie », alors que notre histoire et notre compétence industrielles reposent sur la métallurgie. En revanche on investit massivement dans la biologie médicale, domaine dans lequel nous n'avons que peu d'expérience accumulée. On peut trouver cette démarche un peu bizarre.

**M. Guy Schuller :** Merci Monsieur le Président. Je voudrais aussi exprimer mes compliments à Carlo Thelen pour le tableau très intéressant qu'il a dressé. La discussion quant à elle a montré qu'il y a beaucoup de choses qui sont complexes. Carlo Thelen avait commencé par parler d'une spécificité de l'économie luxembourgeoise. Certaines remarques, qui viennent d'être faites, soulignent qu'il y a bien des spécificités. Avant de poursuivre sur la question de la recherche, permettez-moi un commentaire sur l'utilisation des statistiques. Les intervenants précédents ont fait référence au rapport entre dépenses pour la recherche et PIB ou encore entre l'aide au développement et le PIB. Avec leurs mises en question des résultats, ils laissaient sous-entendre un doute sur les statistiques. Je souhaiterais nuancer ces propos en donnant à considérer que ce n'est pas forcément la statistique qui est le problème, mais que cela peut être la mise en relation de deux choses qui est problématique. Je m'explique : on prend fréquemment comme référence le PIB pour comparer une variable. Or pour faire une analyse appropriée il est par moment recommandé de prendre un autre repère comme par exemple la valeur totale de la production, le nombre de personnes, le nombre de chercheurs etc. Ce n'est pas forcément la statistique de base qui crée le biais dans une analyse, mais plutôt l'utilisation de données pour un rapprochement de différentes variables.

Après cette remarque d'ordre plus général sur l'utilisation des statistiques, permettez-moi de revenir sur le sujet de la recherche et plus particulièrement sur la question de l'évaluation sur base du nombre de publications. De quelles publications parlons-nous ? S'agit-il des

publications effectuées par des résidents du pays (indépendamment de leur nationalité) ? Ou allons-nous considérer les publications introduites par des personnes employées par des institutions qui sont établies au Luxembourg ? Si demain il y a par la carte bleue, beaucoup de chercheurs vont venir au Luxembourg et peut-être publier au niveau international. Ces personnes auront eu leur formation de base et acquis un savoir-faire à l'étranger. Le Luxembourg va produire beaucoup d'articles, comme il y a aujourd'hui une production de beaucoup de brevets. Néanmoins les informations que l'on va déduire de l'indicateur des publications ne permettront pas de tirer des déductions sur la performance du système d'enseignement, comme on a tendance à le faire à l'étranger. Par contre, si vous avez eu dans notre enseignement primaire, secondaire et même universitaire des personnes qui ont décidé un jour de quitter le Luxembourg, de travailler aux Etats-Unis, de produire des articles aux Etats-Unis, ils vont paraître dans des listes des Etats-Unis, parce qu'ils sont aux Etats-Unis avec peut-être au départ une origine luxembourgeoise. Il y a donc deux pistes tout à fait différentes qui sont ainsi évoquées au sujet des publications. Se baser sur le nombre des publications pour analyser le fruit de la recherche nécessite donc des précisions sur « l'origine » des auteurs et cette prise en considération est fonction des questions que l'on souhaite traiter. Pour le Luxembourg – comme économie très ouverte – il y a au moins deux objectifs que l'on peut analyser. Une première approche considère le lien entre le système de formation et la recherche ; dans ce cas, il faudrait aussi inclure dans l'analyse beaucoup d'originaires du Luxembourg qui travaillent à l'étranger et qui font des résultats extraordinaires et retrancher les résultats de recherche faites au Luxembourg par des « *non ressortissants* ». Une autre approche serait de considérer la question de l'attractivité du Luxembourg pour des chercheurs « *étrangers* » et d'évaluer leurs résultats (en termes de publications). Cette complexité – montrée à l'aide de deux exemples, parmi d'autres cas de figure – est bien une spécificité du Luxembourg en raison du degré d'ouverture très élevé de notre économie, voire de notre pays.

## II. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques  
(Mars 2012)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

1) par catégorie	2) par sous-section		
Membres effectifs et agrégés (décédés: 29)	46	Droit	22
Membres correspondants (décédés: 3)	8	Économie/Sciences sociales	14
Membres d'honneur (décédés: 31)	5	Philosophie	10
	59		46

### Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

### Secrétaire Général

Georges Als

**Tableau des Membres (2012)**  
(entre parenthèses: année de l'élection)  
(Préfixe téléphone et fax 00352)

*Membres effectifs et agrégés*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>AHLBORN Henri</b> (1978) Maréchal de la Cour hon. Tél.: 33 02 85 Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlborn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange		E	
<b>ALS Georges</b> (1966) Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg		E	
<b>BAUSCH Julie-Suzanne</b> Professeur GSM: 621 17 34 28 Courriel: julie-suzanne.bausch@education.lu	56, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg			P
<b>CAMPAGNA Norbert</b> (1995) Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville			P
<b>ELVINGER André</b> (1978) Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg		D	
<b>ELVINGER Marc</b> (1991) Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg		D	
<b>ENTRINGER Henri</b> (1989) Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 <sup>er</sup> L-1117 Luxembourg			E

**ETIENNE Henri** (1985)  
Directeur hon. de la C.E.  
Tél. et Fax: 40 57 15  
Courriel: hetienne@pt.lu

**FRIEDEN Luc** (1993)  
Ministre  
Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80  
Courriel: luc.frieden@fi.etat.lu

**GÉRARD Edmond** (1988)  
Président de chambre à la Cour d'Appel  
Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363  
Fax: 45 34 12  
Courriel: m.e.gerard@pt.lu

**GOEDERT Georges** (1985)  
Professeur hon. à l'Athénée et au C.U.  
Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98  
Courriel: geogoe@pt.lu

**GOEDERT Henri** (1979)  
Docteur en droit  
Tél.: 44 83 86  
Courriel: goedejeh@pt.lu

**HARLES Guy** (1985)  
Avocat  
Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204  
Fax: 40 78 04-641  
Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com

**HARPES Jean-Paul** (1968)  
Professeur hon. au C.U.  
Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01  
Courriel: jean-paul.harpes@education.lu

**HAUSEMER Hubert**  
Professeur hon.  
Tél. et Fax: 51 09 39  
Courriel: hubert.hausemer@education.lu

**HOSS Jean** (1979)  
Avocat  
Tél.: 45 43 30  
Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55  
Courriel: jeanhoss@ehp.lu

**KINSCH Patrick** (1991)  
Avocat  
Tél.: 26 26 73  
Fax: 26 26 73 73  
Courriel: patrick.kinsch@wka.lu

4, rue P. de Coubertin  
L-1358 Luxembourg

23, In der Grof  
L-5322 Contern

24, rue Alphonse Munchen  
L-2172 Luxembourg

40, rue Schrobilgen  
L-2526 Luxembourg

62, rue Charlemagne  
L-1328 Luxembourg

9, rue J.B. Fresez  
L-1542 Luxembourg

119, Val des Bons Malades  
L-2121 Kirchberg

31, rue de Peppange  
L-3270 Bettembourg

4, rue Pierre d'Aspelt  
L-1142 Luxembourg

9, rue Jean Bertels  
L-1230 Luxembourg

D

D

D

P

D

D (E)

P

P

D

D

**KREMER Paul** (1985)  
Professeur au C.U.  
Tél. + Fax: 22 90 65  
Courriel: p.a.kremer@web.de

**LOESCH Jacques** (1979)  
Avocat  
Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1  
Fax: 26 08-88 88  
Courriel: jacques.loesch@linklaters.com

**MISCHO Jean** (2000)  
Ministre plénipot. hon.  
Avocat Général hon. à la  
Cour de Justice Européenne  
Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99  
Courriel: mischoj@pt.lu

**MOUSEL Paul** (1985)  
Avocat, Chargé de cours à  
l'Université du Luxembourg  
Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217  
Fax: 40 78 04-667  
Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com

**MUHLEN Ernest** (1978)  
Ancien Ministre  
Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62  
Courriel: ernmuhl@pt.lu

**NEUEN Jacques** (1979)  
Juriste  
Tél.: 44 52 50  
GSM: 691 46 73 05  
Fax: 25 41 79  
Courriel: jacques@neuen.lu

**PRUM André** (2002)  
Doyen de la Faculté de Droit  
(Université du Luxembourg)  
Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72  
Fax: 45 24 70  
Courriel: andre.prum@uni.lu

**RAVARANI Georges** (2002)  
Président de la Cour administrative  
Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869  
Fax: 42 105-7872  
Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu

12, rue de l'Avenir  
L-1147 Luxembourg

9, rue des Foyers  
L-1537 Luxembourg

21, rue de la Paix  
L-7244 Bereldange

13, rue de Dippach  
L-8055 Bertrange

18, bd G.-D. Charlotte  
L-9024 Ettelbrück

35, allée Pierre de Mansfeld  
L-2118 Clausen

17, Bridelsknupp  
L-8135 Bridel

24, rue Funck-Brentano  
L-1544 Luxembourg

D

D  
(Sc. po.)

D

E

D

D

D

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>ROMMES Jean-Jacques</b> Directeur de l'ABBL Tél.: 46 36 60-1 Fax: 46 09 21 Courriel: rommes@abbl.lu	P.O. Box 13 L-2010 Luxembourg	D		
<b>SCHMIT Roger</b> (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach		P	
<b>SCHULLER Guy</b> (1988) Conseiller écon. 1 <sup>re</sup> cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 478-4271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	13, rue Erasme L-1468 Luxembourg		E	
<b>SCHWALL-LACROIX Annette</b> (1994) Avocat		D		
<b>SIWECK Jean-Lou</b> (2006) Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange		E	
<b>SPELLER Jules</b> Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg		P	
<b>SPIELMANN Dean</b> (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
<b>STEICHEN Alain</b> (200?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 45 58 58 – Fax: 45 58 59 Courriel: asteichen@bsslaw.net	108, Kohlenberg L-1870 Luxembourg	D		
<b>STOFFELS Jules</b> (1971) Professeur honoraire Tél.: 31 75 62	153, rue des Romains L-8041 Bertrange		E	
<b>THEIS Robert</b> Professeur à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen		P	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>THELEN Carlo</b> (2009) Chef Dépt. Econ. Chambre de Commerce Tél. bureau: 42 39 39 - 351 Courriel: carlo.thelen@cc.lu	6, rue Engelhardt L-1464 Luxembourg			E
<b>TRAUSCH Gérard</b> (2000) Professeur Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg			E
<b>URBÉ Robert</b> (2009) Coordinateur Caritas politique sociale et questions environnementales, pauvreté Tél.: 40 21 31-230 – Fax: 40 21 31-209 Courriel: robert.urbe@caritas.lu	Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg			E
<b>WAGENER Marco</b> (2006) Conseiller à la Chambre des Salariés Tél.: 621 249 802 Bureau: 27 494 – Fax: 27 494 Courriel: marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier			E
<b>WEBER Raymond</b> (2007) Tél.: 23 69 75 20 GSM: 691 79 75 20 Courriel: rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher			
<b>WEITZEL Luc</b> (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg			D
<b>WIRTGEN Georges</b> (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg			P
<b>WIWENES Georges</b> (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg			D
<b>WURTH Michel</b> (1985) Dirigeant d'entreprise Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax: 4792-2695 Courriel: wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler			E

*Membres élus, non encore reçus*

**MERSCH Yves (2010)**

Président de la Banque Centrale  
du Luxembourg  
Tél: 4774 4206 – Fax: 4774 4901  
Courriel: direction\_generale@bcl.lu

70, avenue Gaston Diderich (D) E  
L-1420 Luxembourg

**THEWES Marc**

Avocat

D

*Les membres suivants ont présenté leur démission  
pour raison de surcharges professionnelles ou d'autres raisons*

BAULER André

HEIDERSCHIED André

PIERETTI Patrice, Centre de recherche public du Centre Universitaire

RASQUIN Gérard

THOMA Gaston

*Membres décédés (année du décès)*

ARENDT Ernest (2003)

DELVAUX Bernard (1972)

FABER Georges (1993)

HEIDERSCHIED Robert (1996)

HEMMER Carlo (1988)

HIPPERT Paul (2010)

HUSS Alphonse (1993)

KAUFFMAN Joseph (1988)

KAYSER Armand

KONZ Fred (1980)

LIESCH Léon (1985)

MAUL Roger (1987)

MORES Edouard (2008)

OLINGER Jean (1999)

PESCATORE Pierre (2010)

PRUSSEN Jules (1975)

RAU Fernand (1994)

RIES Adrien (1991)

SCHAACK Robert (2010)

SCHABER Gaston (2010)

SCHILTZ Louis (2006)

SCHROEDER Paul (1999)

SIMON Armand (1996)

THIRY Roger (2000)

WAGNER Edmond (2004)

WEBER Paul (Abbé) (1988)

WEITZEL Albert (2010)

WURTH Marcel (1972)

ZAHLEN Jean-Pierre (1986)

## Membres correspondants

<b>ECKHOUT Christian op</b> (2008) Chargé de cours hon. à l'Ecole archéologique et biblique française de Jérusalem	P.O. Box 19053 Jerusalem 91190 Courriel: eckhout@ebaf.edu
<b>GREISCH Jean, Abbé</b> (1988) Prof. émérite à la Faculté de Philosophie Institut Catholique de Paris Chaire Guardini de philosophie de la religion Université Humboldt Berlin	74, rue du 22 septembre F-92400 Courbevoie Tél.: 0033-1-47 68 72 12 Courriel: Greisch@wanadoo.fr
<b>HELLMANN Rainer</b> (1968) Dr rer. pol.-journaliste et économiste	61, avenue Baron d'Huart B-1150 Bruxelles Tél.: 00322-7790922 Fax: 00322-7632924 Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be
<b>LALIVE d'EPINAY Pierre</b> (1990) Professeur hon. à la Faculté de Droit de Genève Etude: Lalive Avocats Dom: 13, rue des Sources CH-1205 Genève	35, rue de la Mairie CH-1207 Genève Tél.: 0041-22-319 87 00 Fax: 0041-22-319 87 60 Courriel: info@lalive.ch
<b>SITTER-LIVER Beat</b> (1998) Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne) Université de Fribourg Dép. de philosophie	Altenbergstraße, 98 CH-3013 Bern Tél.: 0041-31-3313243 Fax: 0041-31-3313241 Courriel: beat@sitter-liver.ch
<b>TOMUSCHAT Christian</b> (1985) Prof. Dr., Humboldt-Universität, Berlin Juristische Fakultät Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)	Odilostrasse 25A D-13467 Berlin Tél.: 0049-30-405 414 86 Fax: 00 49-30-405 414 88 Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de
<b>VAX Louis</b> (1985) Professeur émérite à l'Université de Nancy	1, rue du Pressoir F-54850 Méréville Tél.: 0033-3-83 47 28 31
<b>WALINE Jean</b> (1985) Professeur émérite à la Faculté de Droit Université R. Schuman, Strasbourg Président de l'Institut Int. des Droits de l'Homme - René Cassin	4, avenue de l'Europe F-67000 Strasbourg Cedex Tél.: 0033-3-88 35 39 79 Fax: 0033-3-88 25 18 33 Courriel: jean.waline@laposte.net

## Membres correspondants décédés

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)  
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)  
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

## Membres d'honneur

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>FLESCH Colette</b> (1979) Bourgmestre hon. de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15 Courriel: coflesch@pt.lu	E
<b>JUNCKER Jean-Claude</b> Premier Ministre du Luxembourg	4, rue de la Congrégation L-2910 Luxembourg Tél.: 247 82 101 Fax: 47 57 57 Courriel: ministere.etat@me.etat.lu	E
<b>LESOURNE Jacques</b> (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél.: 0033-1-43 25 66 05 Fax: 0033-1-56 24 47 98	
<b>MART Marcel</b> (2009) Ancien Ministre Ancien président de la Cour des Comptes Européennes Maréchal de la Cour hon.	9, rue des Champs L-1323 Luxembourg Tél.: 49 51 21 GSM: 621 15 61 21 Fax: 40 92 11 Courriel: limart@pt.lu	
<b>SANTER Jacques</b> (2009) Ministre d'Etat hon. Ancien président de la Commission Européenne	33, boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg Tél.: 2478-8155 Fax: 2643-0999 Courriel: jacques.santer@me.etat.lu	

*Membres d'honneur décédés*

ANDERS Jérôme (1983)  
BECH Joseph (1975)  
BIERMANN Pierre (1981)  
BIEVER Tony (1990)  
BONN Alex (2008)  
CALMES Albert (1967)  
FOOG Joseph (1998)  
FREDERICQ Louis (Baron) (1981)  
GANSCHOF von der MEERSCH  
Walter (1993)  
GOERENS François (1992)  
HAMMES Ch.-Léon (1967)  
KRIEPS Robert (1991)  
JESCHEK Hans-Heirich (2009)  
LEGROS Robert (mai 2004)  
LEVASSEUR Georges (2003)  
LOESCH Alfred (1982)

MAJERUS Pierre (1998)  
MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)  
RECKINGER Marcel  
REDING Marcel (1993)  
RODENBOURG Eugène (1975)  
SAUVEPLANNE Jean Georges  
SCHAUS Lambert (1975)  
SOLUS Henri (1981)  
VERLOREN VAN THEMAAT  
Pieter (2004)  
WAGNER Camille  
WEBER Paul (1975)  
WEHRER Albert (1967)  
WELTER Félix (1991)  
WERNER Pierre (2002)  
WILWERTZ Paul (1979)

### III. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2012

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

#### Disponibilité et prix

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg N° IBAN LU59 1111 0379 8356 0000 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

Actes de la Section I-IX: 20 EUR, Vol. X ss. : 25 EUR

Cahiers 1-12: 15 EUR, N° 13: 6 EUR

Communications individuelles: 5 EUR

Ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume

Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR

Art contemporain et société postmoderne: 20 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

#### Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,  
Tél. + Fax: 45 65 63 – Courriel: alsgeo@pt.lu

## Statistique des publications

18 volumes «Actes» (I à XV, et III A-B-C)  
13 Cahiers + 3 cahiers inclus dans Actes XII, XIII et XIV  
5 ouvrages spéciaux  
plus de 200 communications  
40 éloges funèbres  
plus de 7.000 pages

## Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «**Actes**». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et . . . de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers »), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers ». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial ».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «**Cahiers**» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée «**Ouvrages spéciaux**» contient, soit des oeuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

## A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées.

### Actes: Vol. I 1970 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G.: Fondements juridiques de la statistique  
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat  
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus  
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique  
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne  
 Prussen J.: Fatalisme et logique

### Actes: Vol. II 1973 186 p.

Avortement: v. Cahier N°1

- Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures)  
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4  
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné  
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale  
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale  
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie

### Actes: Vol. III 1979 274 p.

Le suicide: v. Cahier N°2

- Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel  
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne  
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique  
 Hemmer C.: Economie et écologie  
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain  
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant  
 Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique  
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence ?  
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome  
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne

### Actes: Vol. IIIA

1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (édité en 2005)

Table alphabétique des auteurs (date de la communication)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P.: Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)  
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)  
 Stoffels J.: La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

### Actes: Vol. IIIB

1985 (2<sup>e</sup> sem.) -1990 (1<sup>er</sup> sem.) (2005)

Table alphabétique des auteurs (date de la communication)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)  
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)  
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)  
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'ore du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

<b>Actes: Vol. IIIC</b>	<b>1990 (2<sup>e</sup> sem.) - 1997</b>	<b>(2005)</b>
Berlinger R.:	Der Traum des Sokrates (28.6.1990)	
Campagna N.:	Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)	
Campagna N.:	Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)	
Elvinger A.:	Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)	
Entringer H.:	Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)	
Harpes J.-P.:	Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)	
Kremer P.:	Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)	
Neuen J.:	Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)	
Olinger J.:	Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)	
Ries A.:	Mobilität – Staatsbeamtestaat – Eis Spruch(en) (14.11.1990)	

**Actes: Vol. IV                      1999                      264 p.**

Als G.:	Dans l'intimité de Brigitte Bardot
Campagna N.:	Montesquieu, le libéralisme et la religion
Campagna N.:	Justice et parité
Kremer P.:	Hello Dolly (à propos du clonage)
Sitter-Liver B.:	«Würde der Kreatur» – Ein Grenzbegriff
Stoffels J.:	Le social, entrave au progrès économique?
Wagner E.:	Science et responsabilité
Wagner E.:	Problèmes éthiques du clonage

**Actes: Vol.V                      2000                      296 p.**

Campagna N.:	Les limites morales de la souveraineté nationale
Goedert G.:	Nietzsche, philosophe«inactuel»
Pescatore P.:	Lecture critique de l'encyclique «Fides et Ratio»
Schuller G.:	L'économie de très petit espace face à la globalisation
Vax L.:	Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

**Actes: Vol. VI                      2002                      264 p.**

Als G.:	Le duel Churchill-Hitler en été 1940
Bauler A.:	Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg
Campagna N.:	Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg
Campagna N.:	La société libérale et Léviathan

Trausch G.:	Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires
Trausch G.:	La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg
Trausch G.:	L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

**Actes: Vol. VII                      2003                      308 p.**

Garapon A.:	La justice pénale internationale
Pescatore P.:	La philosophie du droit au tournant du millénaire
Schuller G.:	Economie et bonheur
Trausch G.:	Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

**Actes: Vol. VIII                      2004                      340 p.**

Campagna N.:	La confiance comme problème de la philosophie politique
Elvinger A.:	Droit fiscal et confiance
Entringer H.:	Confiance et management
Goedert H.:	La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848
Hausemer H.:	Confiance et religion
Schuller G.:	Economie et confiance
Trausch G.:	Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg
Wagner E.:	Science et confiance

**Actes: Vol. IX                      2005                      360 p.**

Campagna N.:	Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)
Elvinger A.:	Le Jug à l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)
	Annexes: Le débat dans la presse
	Interventions des membres
Greisch J.:	«Horror religiosus»: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)
Mischo J.:	Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)
Pescatore P.:	La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)
	Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)
Speller J.:	Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)
Trausch G.:	

- Actes: Vol. X**      **2007**      **314 p.**
- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes  
Où va la Sibérie ?
- Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet
- Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science
- Kremer P.: La fin de l'homme
- Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit  
israélo-palestinien
- Schuller G.: La réémergence de la Chine
- Tarrach R.: En attendant Belval
- Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique
- Actes: Vol. XI**      **2008**      **354 p.**
- Campagna N.: D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale
- Hausemer H.: Athéisme et problème du mal
- Ravarani G.: Quel(s) juge(s) voulons-nous ?
- Sitter Liver B.: Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen  
einer umfassenden Seinsethik
- Steichen A.: La légitimité des droits de succession
- Steiner J.: La démocratie en question
- Wagner M.: La fin du travail
- Weber R.: La coopération au développement: enjeux, perspectives  
et politiques
- Actes: Vol. XII**      **2009**      **296 p.**
- Eeckhout C.: La Bible et l'archéologie
- Elvinger M.: De la difficulté à amener ceux qui font les lois  
à les respecter
- Frieden L.: Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI<sup>e</sup> siècle
- Kirsch P.: Probabilité et certitude dans la preuve en justice
- Theis R.: Religion im Denken der deutschen Aufklärung
- Colloque:** Soins Palliatifs & euthanasie cf infra Cahier N°13a

- Actes: Vol. XIII**      **2010**      **460 p.**
- Eeckhout C.: Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte
- Loesch J.: Quels avocats avons-nous ?
- Mischo J.: La candidature de la Turquie et la question des limites  
de l'Union Européenne
- Prum A. et Ergec R.: La liberté académique et ses problèmes
- Rommes J.-J.: Finance et éthique
- Siweck J.-L.: Le défi énergétique vu du Luxembourg
- Spielmann D.: La Cour européenne des droits de l'Homme et  
la marge d'appréciation nationale
- Table ronde:** Population luxembourgeoise, nationalité,  
intégration, langue cf infra Cahier N°14
- Actes: Vol. XIV**      **2011**      **384 p.**
- Campagna N.: L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe
- Feyder N.: L'intervention des N.U. au Congo
- Cloos J.: Y a-t-il une gouvernance européenne ?
- Goedert G.: Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung
- Hausemer H.: Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise:  
ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?
- Table ronde:** Révision de la constitution: où en sommes-nous ?  
cf infra Cahier N°15
- Actes: Vol. XV**      **2012**      **336 p.**
- Bausch J.-S.: Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen –  
réflexions sur Nietzsche et notre époque
- Campagna N.: L'Islam, les Lumières et la démocratie
- Elvinger A.: Le triomphe du droit et des droits fondamentaux:  
l'affaire KB
- Harpes J.-P.: L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss
- Juncker J.-C.: La gouvernance économique dans la zone Euro
- Thelen C.: Recherche et innovation – un état des lieux

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

**N° 1 La libéralisation de l'avortement**

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)  
 Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques  
 Liesch L.: Législation comparée  
 Prussen J.: L'avortement est-il immoral?  
 Dr Pundel P.: L'aspect médical  
 Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème de la «libéralisation»  
 Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid – E. Muhlen – L. Liesch

1973

**N° 2 Le suicide**

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)  
 Huss A. (président): Paroles introductives  
 Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique  
 Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances  
 Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide  
 Wagner E.: Recherche d'une définition.  
 Aspects philosophiques et moraux

1979

**N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.)**

1980

Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques et démographiques  
 Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social  
 Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers  
 Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise  
 Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants  
 Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois  
 Hemmer C.: Conclusions  
 (président)

**N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)**

1983

Introduction  
 Hemmer C. (président): L'imprimerie, la presse et l'électronique  
 Heiderscheid A.: L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg  
 Neuen J.: L'économie de la presse écrite au Luxembourg  
 Ries A.:

**N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.)**

1985

L'abus de la liberté de la presse  
 Bonn A.: Considérations historiques sur la loi actuelle  
 Heiderscheid A.: La notion de la liberté de la presse  
 Hemmer C.: Observations particulières sur la chronique judiciaire  
 Huss A.: Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir  
 Kunitzki N.: Liberté d'expression et droits de l'homme  
 Liesch L.: Les aspects criminologiques du problème  
 Mergen A.: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?  
 Ries A.: Problèmes de la responsabilité et des prescriptions  
 Thiry R.:

**N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)**

1987

Introduction  
 Wagner E. (président): L'article 48 de la loi du 10 mai 1968  
 Flesch C.: Pour une éducation morale à l'école publique  
 Hausemer H.:  
 Kremer P. et Schneider J.-Cl.: Pour une éducation morale autonome à l'école  
 Stoffels J.: L'enseignement économique et la morale du bien  
 Thiry R.: L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer  
 Vax L.: Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale  
 Wagner E.: L'éducation de l'homme, personne morale  
 Weber P. (abbé): Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

**N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)**

1988

Adieu René !  
 Harpes J.-P.: ... et pourtant  
 Wagner E.: Connaissance et évidence

## N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.)

1988

- Arendt E.: Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution  
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al.4 de la constitution  
 Bonn A.: Faut-il procéder à une réforme globale de la constitution ?  
 Elvinger A.: La constitution et le droit au juge impartial  
 Hemmer C.: Intervention sur la communication de M. Huss  
 Huss A.: L'accentuation des dispositions visant le referendum  
 Kauffmann J.: Observations sur les communications de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry  
 Ries A.: Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères  
 Thiry R.: Droit de grève et liberté de travailler  
 Waline J.: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois  
 Weitzel A.: La constitution et les droits fondamentaux

## N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg Volume I (100 p.)

1989

- Wagner E. (président): Introduction  
 Braun F.: Le grand marché de 1992 au service du dév. écon. de l'Europe  
 Cloos J.: Den eur. Eenheidsmaartwî de Ministerrot e gesäit  
 Etienne H.: Propriété industrielle et intellectuelle dans le marché unique  
 Goergen R.: L'action de la Communauté en matière fiscale  
 Schaack R.: Considérations sur la dimension sociale de l'Acte unique  
 Stoffels J.: L'approv. énergétique au sein du marché unique européen

## Volume II (66 p.)

1990

- Etienne H.: Le marché unique et la fiscalité  
 Mousel P. et Harles G.: La physionomie du droit lux. dans un marché unique  
 Ries A.: 1992 oder 2001?  
 Stoffels J.: Harmonisation de la fiscalité indirecte

## N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.)

1992

- Wagner E. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul  
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)  
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant la mobilité et la flexibilité des systèmes économiques

## N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.)

1993

- Wagner E. (président): Introduction  
 Document de travail de Me E. Arendt  
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch  
 Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois au Luxembourg  
 Schaack R.: id.

## N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.)

1997

- Wagner E. (président): Introduction  
 Als G.: L'union économique et monétaire  
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale  
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique  
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire  
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur l'union monétaire  
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence de la Belgique?  
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?  
 VerLoren  
 van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique  
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de l'union européenne  
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM

## N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.)

2007

- Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

**N° 13a Colloque: Euthanasie et soins palliatifs (91 p.) 2009**

in: Actes Volume XII

- Harpes J-P.: Euthanasie et soins palliatifs  
Une tentative de synthèse critique des communications et des débats
- Campagna N.: Alice au pays des confusions  
Quelques clarifications concernant l'euthanasie
- Thill B. (Dr): Les soins palliatifs et la malade en fin de vie
- Hausemer H.: Soins palliatifs et fin de vie  
Cinq thèses philosophiques
- Etienne H.: Euthanasie et sédation terminale
- Kremer P.: L'autonomie de l'homme et l'euthanasie
- Kinsch P.: Soins palliatifs et euthanasie:  
Approche juridique

**Discussion**

- Als G.: Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations à propos du débat moral en cours

**N° 14 Table ronde: Population luxembourgeoise: nationalité, intégration, langue (126 p.) 2010**

in: Actes Volume XIII

- Thelen C.: Aspects économiques : une société en mouvement, une plus value pour notre économie
- Wagener M.: L'immigration et le monde du travail
- Urbé R.: Intégration et cohésion sociale
- Elvinger A.: La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23 octobre 2008
- Als N.: Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : les défis de l'enseignement
- Mischo J.: La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

**Discussion**

**N° 15 Table ronde: Révision de la constitution: où en sommes-nous ? (112 p.) 2011**

in: Actes Volume XIV

- Introduction par le président de la Section
- Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)
- Meyers P-H.: La proposition de révision: cheminement historique, objectifs et portée générale
- Gerkrath J.: La révision dans le contexte international

- Harpes J-P.: Le chapitre 2 de la révision dans une optique philosophique
- Schmit P.: Les aspects institutionnels de la révision: revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M.: Le rôle du chef de l'Etat dans la révision
- Discussion**
- Conclusion de la présidente

**C. Ouvrages spéciaux**

- \*1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes)  
\*Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch) 240 p. 1985  
\*Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986  
\*Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
- \*3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003  
Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre  
Edité par Georges Als
- \*4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005  
Préfaces de G. Als et N. Campagna
6. Henri ENTRINGER: Les défis de l'Université de Luxembourg 280 p. 2010  
Préface de Rolf Tarrach, Recteur de l'U. du Luxembourg

## D. Communications des membres <sup>1</sup>

(ordre alphabétique et chronologique)

AHLBORN Henri

\* Luxembourg, ses défis en l'an 2000 in: Vol. IIIB

ALS Georges

\* Fondements juridiques de la statistique in: Vol. I 1970

\* Le chômage intellectuel in: Vol. III 1979

\* Quételet, savant universel et père de la statistique moderne in: Vol. III "

Le suicide au Luxembourg in: Vol. III "

\* Adam Smith, père de l'économie politique in: Essais 1976

Les étrangers au Luxembourg in: Cahier N°3 1981

\* Karl Marx et le socialisme scientifique in: Essais 1983

\* Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in: Essais 1986

L'union économique et monétaire in: Cahier N°12 1997

\* Dans l'intimité de Brigitte Bardot in: Vol. IV 1994

\* Le duel Churchill-Hitler de 1940 in: Vol. VI 2002

Edmond Wagner (1931-2004) in: Ouvrage 2005

Spécial n°5

La révolution sexuelle en Amérique (2003) in: Vol. X 2007

Où va la Sibérie? in: Vol. X 2007

Euthanasie et soins palliatifs:

quelques interrogations in: Vol XII 2009

Observations sur: La sexualité à la recherche

de son principe in: Vol XIV 2011

ALS Nicolas

Langue luxembourgeoise et cohésion du pays:

défis de l'enseignement in: Vol. XIII 2010

ARENDT Ernest †

Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la

Constitution, Considérations à propos de in: Cahier N° 8

la réforme des études supérieures in: Vol. II

\* Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution in: Cahier N° 8 1985

\* Aspects nouveaux de la responsabilité de

la puissance publique in: Vol IIIB 1990

BATIFFOL Henri

Conférence publique du 16.5.1979:

\*La jurisprudence, source de droit

in: Vol. IIIA 1979

BAULER André

Souveraineté nationale et développement

écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999)

Livre: Les fruits de la souveraineté nationale

Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.)

in: Vol. VI 2001

2002

BAUSCH Julie-Suzanne

Réflexions sur Nietzsche et notre époque

in: Vol. XV 2012

BERLINGER Rudolf Prof. Dr.

\* Der Traum des Sokrates. Metaphysische

Variationen zur Tonkunst

in: Vol. IIIC 1991

BIERMANN Pierre †

\* Nagakal: Schlangenstein und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient

in: Vol. IIIA 1981

BONN Alex †

Considérations sur la fonction législative

du Conseil d'État

Faut-il procéder à une réforme globale de

la Constitution?

L'abus de la liberté de la presse

in: Vol. I 1970

in: Cahier N° 8 1982

in: Cahier N° 5 1985

BRAUN Fernand

Le marché de 1993 au service du

développement économique en Europe

in: Cahier N° 9 1989

CALMES Christian †

Le fondement historique de l'art. 23 al. 4

de la Constitution

in: Vol. II 1973

CALOT Gérard †

Conférence publique du 5 décembre 1995:

Évolution démographique en Europe.

Tendances actuelles et réponses politiques

non publié

CAMPAGNA Norbert

\* Darf ein liberaler Staat

die Pornographie verbieten?

Démocratie, libéralisme et république

Montesquieu, le libéralisme et la religion

in: Vol. IIIC 1996

in: Vol. IIIC 1998

in: Vol. IV 1999

<sup>1</sup> Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

Une parité hommes-femmes est-elle plus juste qu'une disparité?	in: Vol. IV	1999
Limites morales de la souveraineté nat.	in: Vol. V	2000
Carl Schmitt: le juriste et la guerre	in: Vol. VI	2002
Thomas Hobbes et la société libérale	in: Vol. VI	"
Confiance et philosophie politique	in: Vol. VIII	2004
Immanuel Kant et la morale sexuelle	in: Vol. IX	2005
Le rapport entre science et métaphysique dans la pensée d'Edmond Wagner	in: Ouvrage spécial N°5	
Tocqueville: Religion et droit		
D'un prétendu droit du coupable		
à la sanction pénale	in: Vol. XI	2008
Quelques clarifications concernant l'euthanasie	in: Vol. XII	2009
L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe	in: Vol. XIV	2011
L'Islam, les lumières et la démocratie	in: Vol. XV	2012
<b>CLOOS Jim</b>		
Den europäeschen Eenheetsmaat wéi de Ministerrot e gesäit	in: Cahier N° 9	1989
Y a-t-il une gouvernance européenne ?	in: Vol. XIV	2011
<b>EECKHOUT Père Christian</b>		
La Bible et l'archéologie	in: Vol. XII	2009
Les textes de Qumrân	in: Vol. XIII	2010
<b>ELVINGER André</b>		
L'obligation convertible et l'emprunt subordonné	in: Vol. II	1973
* Tendances actuelles du droit de la concurrence	in: Vol. IIIA	1980
La Constitution et le droit au juge impartial	in: Cahier N° 8	1980
* Le secret professionnel dans l'actualité		1991
Droit fiscal et confiance	in: Vol. VIII	2004
La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23.10.2008	in: Vol XIII	(table ronde)
Le triomphe du droit et des droits fondamentaux: l'affaire KB	in: Vol. XV	2012
<b>ELVINGER Marc</b>		
De la difficulté à amener ceux qui font les lois à les respecter	in: Vol. XII	2009
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011

<b>ENTRINGER Henri</b>		
* Présence de ressortissants lux. à la Com. Eur.	in: Vol. IIIC	1994
La présence européenne à Luxembourg p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.)		1997
Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management	in: Vol. VIII	2004
Observations sur «Économie politique et confiance» de Guy Schuller	in: Vol. VIII	"
p.m. Art contemporain et société postmoderne		Livre 2004
L'Univ. du Luxembourg. Analyse critique	in: Ouvrages Spéciaux n°6	2010
<b>ERGEC v. PRUM</b>		
<b>ETIENNE Henri</b>		
La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique	in: Cahier N° 9	1989
Le Marché unique et la fiscalité	in: Cahier N° 9	1990
Monnaie commune et souveraineté nationale	in: Cahier N° 12	1997
Euthanasie et sédation terminale	in: Vol. XII	2009
<b>FEYDER Nadine</b>		
L'intervention des N.U. au Congo	in: Vol. XIV	2011
<b>FLESCHE Colette</b>		
L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire	in: Cahier N° 6	1987
La monnaie unique dans l'opinion publ.	in: Cahier N° 12	1997
<b>FRIEDEN Luc</b>		
Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI <sup>e</sup> siècle	in: Vol. XII	2009
<b>GARAPON Antoine</b>		
La justice pénale internationale	in: Vol. VII	2003
<b>GERKRATH Jörg</b>		
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
<b>GOEDERT Georges</b>		
* Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain	in: Vol. III	1979
* Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik	in: Vol. IIIB	1989

Nietzsche philosophe «inactuel»		
Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung	in: Vol. V	2000
GOEDERT Henri	in: Vol. XIV	2011
La chute du gouv. de la Fontaine en 1848	in: Vol. VIII	2004
GOERGEN Robert		
L'action de la Communauté en matière fiscale	in: Cahier N° 9	1989
GREISCH Jean		
Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance	in: Vol. IX	2005
HARLES v. MOUSEL		
HARPES Jean-Paul		
* 250 <sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant	in: Vol. III	1979
* A. Smith philosophe: Sympathie et éthique	in: Vol. III	"
* Wittgenstein: Philosophie et langage	in: Vol. IIIA	1980
p.m.: Édition des oeuvres de J. Prussen		1985-86
* La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital	in: Vol. IIIB	1986
* R. Descartes: . . . et pourtant . . .	in: Cahier N° 7	1988
* Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg	in: Vol. IIIC	1992
Les comités d'éthique	in: Vol. X	2007
Introduction au Colloque sur l'euthanasie	in: Vol. XII	2009
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss	in: Vol. XV	2012
HAUSEMER Hubert		
* La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla	in: Vol. IIIB	1986
Pour une ducation morale à l'école publique	in: Cahier N° 6	1987
* Qu'est-ce qu'une personne?		
E. Mounier 1905-1950	in: Vol. IIIC	1994
Religion et confiance	in: Vol. VIII	2004
Science et foi chez Teilhard de Chardin	in: Vol. X	2007
Athéisme et problème du mal	in: Vol. XI	2008
Soins palliatifs et fin de vie: 5 thèses	in: Vol. XII	2009
Lessings Ringparabel: ein praktikables Modell für Religionsfrieden?	in: Vol. XIV	2011

HEIDERSCHIED André		
Avortement: Doctrine de l'Église	in: Vol. II	1973
* Particularités de la presse luxembourgeoise	in: Vol. IIIA	1980
Considérations hist. sur la loi de la presse	in: Cahier N° 5	1985
Mobilité et flexibilité: le cas de l'imprimerie Saint-Paul	in: Cahier N° 10	1992
L'imprimerie, la presse et l'électronique	in: Cahier N° 4	1993
HEMMER Carlo †		
* Économie et écologie	in: Vol. III	1979
* Insertion des étrangers: Conclusions du prés.	in: Cahier N° 3	1981
* La notion de liberté de la presse	in: Cahier N° 5	1985
HIPPERT Paul †		
L'entreprise face à l'Union monétaire	in: Cahier N° 12	1997
HUSS Alphonse †		
Le suicide. Introduction	in: Vol. III	1979
* Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois	in: Vol. IIIA	1983
* Observations sur la chronique (judiciaire)	in: Cahier N° 5	1985
L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le référendum	in: Cahier N° 8	1988
JUNCKER Jean-Claude		
La gouvernance économique dans la zone Euro	in: Vol. XV	2012
KAUFFMAN Joseph †		
Les données actuelles de la politique fiscale	in: Vol. II	1973
KINSCH Patrick		
Probabilité et certitude dans la preuve en justice	in: Vol. XII	2009
Soins palliatifs et euthanasie: approche juridique	in: Vol. XII	2009
KONZ Fred †		
Le suicide dans le droit des assurances	in: Vol. III	1979
KREMER Paul		
* La conception du langage d'après Foucault	in: Vol. IIIA	1981
* Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung	in: Vol. IIIA	1983
Pour une éducation morale autonome à l'école (avec J.Cl. Schneider)	in: Cahier N° 6	1987
* Das gute Gewissen und das Böse	in: Vol. IIIB	1984
* Adieu René! (Descartes)	in: Cahier N° 7	1988
* Seelenwanderung und Ich-Analyse	in: Vol. IIIC	1996

La fin de l'homme	in: Vol. IV	1999
L'autonomie de l'homme et l'euthanasie	in: Vol. X	2007
	in: Vol. XII	2009
KUNITZKI Norbert von		
* L'indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence	in: Vol. III	1979
Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois	in: Cahier N° 3	1981
La liberté de la presse dans la loi lux.	in: Cahier N° 5	1985
LESOURNE Jacques		
Conférence publique du 9 mars 1988 (20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section)		
* L'économie européenne dans un monde d'incertitudes	in: Vol. IIIB	1988
LIESCH Léon †		
Libéralisation de l'avortement?	in: Vol. II	1973
Liberté d'expression en société démocratique et droits de l'homme	in: Cahier N° 5	1985
LOESCH Jacques		
Quels avocats avons-nous?	in: Vol. XIII	2010
MERGEN Armand †		
Liberté de la presse: aspects criminologiques	in: Cahier N° 5	1985
MERSCH Yves		
Le point de vue gouvernemental sur l'Union monétaire	in: Cahier N° 12	1997
MEYERS Paul-Henri		
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
MISCHO Jean		
Le projet d'une constitution pour l'Europe	in: Vol. IX	2005
Paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien	in: Vol. X	2007
La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union européenne	in: Vol. XIII	2010
Langue luxembourgeoise: facteur de cohésion et d'exclusion	in: Vol. XIII (table ronde)	
MOUSEL Paul et HARLES Guy		
Droit luxembourgeois et marché unique	in: Cahier N° 9	1990

MUHLER Ernest		
Possibilités et limites d'une politique de revenus au Luxembourg	in: Vol. I	1970
L'union douanière dans la théorie écon.	in: Vol. I	"
La conversion d'une économie planifiée en économie de marché. Théorie et réalités		1998
MULLER Georges		
Suicide et tentative de suicide	in: Vol. III	1979
NEUEN Jacques		
L'évolution de la radiodiffusion au G.-D.	in: Cahier N° 4	1983
* Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles	in: Vol. IIIC	1991
Mobilité et flexibilité: Secteur audiovisuel	in: Cahier N° 10	1992
OLINGER Jean †		
Le statut fiscal des étrangers	in: Cahier N° 3	1981
* Réflexions à propos des dépenses fiscales		1991
PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †		
Conférence publique du 14.2.1977 en présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse		
* Quels horizons pour l'humanité ? (Club de Rome)	in: Vol. III	1979
PESCATORE Pierre †		
La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne	in: Vol. I	1970
Note de réflexion sur l'avortement	in: Vol. II	1973
À la recherche d'un partage des rôles entre le niveau communautaire et le niveau national: le principe de subsidiarité peut-il aider à la délimitation des compétences?		1997
* Lecture critique de l'encyclique «Fides et ratio»	in: Vol. V	2000
La philosophie du droit au tournant du millénaire: Problèmes, essais de solution	in: Vol. VII	2003
La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis	in: Vol. IX	2005
PRUM André et ERGEC Rusen		
La liberté académique et ses problèmes	in: Vol. XIII	2010
PRUSSEN Jules †		
Fatalisme et logique	in: Vol. I	1970

L'avortement est-il immoral? (v. ég. C: Ouvrages spéciaux)	in: Vol. II	1973
PUNDEL Paul, Dr. † L'aspect médical de l'avortement	in: Vol. II	1973
RAVARANI Georges Quel(s) juge(s) voulons-nous?	in: Vol. XI	2008
RIES Adrien † *Le Zollvereinrebours Les étrangers dans l'agriculture lux. L'économie de la presse écrite au Luxbg Case study: un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?	in: Vol. IIIA in: Cahier N° 3 in: Cahier N° 4	1979 1981 1983
* L'agriculture lux. à l'orée du 21 <sup>e</sup> siècle * J'ai prié pour vous à Compostelle Marché unique: 1992 ou 2001? Enseignements à tirer de certaines consti- tutions étrangères lors de la révision de la constitution lux. 1988, 1992 ou 2001?	in: Cahier N° 5 in: Vol. IIIB in: Vol. IIIB in: Cahier N° 9	1985 1986 1988 1990
* Mobilité a Flexibilitéit an der Lëtzebuerger Ekonomie – De Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en)	in: Cahier N° 8 in: Vol. IIIC	1990 1990
ROMMES Jean-Jacques Finance et éthique	in: Vol. XIII	2010
RUPPERT Charles Sécurité sociale des travailleurs migrants	in: Cahier N° 3	1981
SCHAACK Robert † Réflexions sur la politique sociale Dimension sociale de l'Acte unique	in: Vol. II in: Cahier N° 9	1973 1989
SCHMIT Paul v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
SCHNEIDER Jean Claude v. KREMER Paul		
SCHODER Jean-Pierre Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union monétaire eur. en l'absence de la Belgique?	in: Cahier N° 12	1997

SCHULLER Guy Les relations économiques extérieures de l'U.E.		1997
L'économie de très petit espace face à la globalisation	in: Vol. V	2000
Économie et bonheur	in: Vol. VII	2003
Économie politique et confiance	in: Vol. VIII	2004
La réémergence de la Chine	in: Vol. X	2007
SITTER-LIVER Beat Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff Albert Schweitzer: Bioethik	in: Vol. IV in: Vol. XI	1999 2008
SIWECK Jean-Lou Le défi énergétique vu du Luxembourg	in: Vol. XIII	2010
SPELLER Jules Pour comprendre le procès de Galilée (1633)	in: Vol. IX	2005
SPIELMANN Dean La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale	in: Vol. XIII	2010
STEICHEN Alain La légitimité des droits de succession	in: Vol. XI	2008
STEIWER Jacques La démocratie en question	in: Vol. XI	2008
STOFFELS Jules La régulation de la population et le problème démographique	in: Vol. II in: Vol. III	1973 1973
* L'économie énergétique et l'intégration eur. * La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises	in: Vol. IIIA	1984
* Renforcer l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest L'enseignement économique et la morale du bien	in: Vol. IIIB in: Cahier N° 6	1986 1987
Approvisionnement énergétique au sein du Marché unique «européen» Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte	in: Cahier N° 9 in: Cahier N° 9	1989 1990
Mobilité et flexibilité: observations théor. Monnaie neutre ou monnaie active? (UME)	in: Cahier N° 10 in: Cahier N° 12	1992 1997
Le social, une entrave au progrès écon.?	in: Vol. IV	1999

L'avortement est-il immoral? (v. ég. C: Ouvrages spéciaux)	in: Vol. II	1973
PUNDEL Paul, Dr. † L'aspect médical de l'avortement	in: Vol. II	1973
RAVARANI Georges Quel(s) juge(s) voulons-nous?	in: Vol. XI	2008
RIES Adrien † *Le Zollvereinrebours Les étrangers dans l'agriculture lux. L'économie de la presse écrite au Luxbg Case study: un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?	in: Vol. IIIA 1979 in: Cahier N° 3 1981 in: Cahier N° 4 1983	
* L'agriculture lux. à l'orée du 21 <sup>e</sup> siècle	in: Cahier N° 5 1985	
* J'ai prié pour vous à Compostelle Marché unique: 1992 ou 1991?	in: Vol. IIIB 1986 in: Vol. IIIB 1988	
Enseignements à tirer de certaines consti- tutions étrangères lors de la révision de la constitution lux. 1988, 1992 ou 1991?	in: Cahier N° 9 1990	
* Mobilité a Flexibilité an der Lëtzebuerger Ekonomie – De Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en)	in: Cahier N° 8 1990	
ROMMES Jean-Jacques Finance et éthique	in: Vol. IIIC 1990	
RUPPERT Charles Sécurité sociale des travailleurs migrants	in: Vol. XIII 2010	
SCHAACK Robert † Réflexions sur la politique sociale Dimension sociale de l'Acte unique	in: Cahier N° 3 1981 in: Vol. II 1973 in: Cahier N° 9 1989	
SCHMIT Paul v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV 2011	
SCHNEIDER Jean Claude v. KREMER Paul		
SCHODER Jean-Pierre Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union monétaire eur. en l'absence de la Belgique?	in: Cahier N° 12 1997	

SCHULLER Guy Les relations économiques extérieures de l'U.E.		1997
L'économie de très petit espace face à la globalisation	in: Vol. V	2000
Économie et bonheur	in: Vol. VII	2003
Économie politique et confiance	in: Vol. VIII	2004
La réémergence de la Chine	in: Vol. X	2007
SITTER-LIVER Beat Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff Albert Schweitzer: Bioethik	in: Vol. IV 1999 in: Vol. XI 2008	
SIWECK Jean-Lou Le défi énergétique vu du Luxembourg	in: Vol. XIII 2010	
SPELLER Jules Pour comprendre le procès de Galilée (1633)	in: Vol. IX 2005	
SPIELMANN Dean La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale	in: Vol. XIII 2010	
STEICHEN Alain La légitimité des droits de succession	in: Vol. XI 2008	
STEIWER Jacques La démocratie en question	in: Vol. XI 2008	
STOFFELS Jules La régulation de la population et le problème démographique	in: Vol. II 1973 in: Vol. III 1973	
* L'économie énergétique et l'intégration eur.		
* La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises	in: Vol. IIIA 1984	
* Renforcer l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest	in: Vol. IIIB 1986	
L'enseignement économique et la morale du bien	in: Cahier N° 6 1987	
Approvisionnement énergétique au sein du Marché unique «européen»	in: Cahier N° 9 1989	
Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte	in: Cahier N° 9 1990	
Mobilité et flexibilité: observations théor.	in: Cahier N° 10 1992	
Monnaie neutre ou monnaie active? (UME)	in: Cahier N° 12 1997	
Le social, une entrave au progrès écon.?	in: Vol. IV 1999	

THEIS Robert	Religion im Denken der deutschen Aufklärung	in: Vol. XII	2009
THELEN Carlo	Société en mouvement, une plus-value pour l'économie	in: Vol. XIII	2010
	Recherche et innovation - un état des lieux	in: Vol. XV	2012
THILL André	*La lutte contre la pauvreté	in: Vol. IIIB	1988
THILL Bernard Dr.	Les soins palliatifs et le malade en fin de vie	in: Vol. XII	2009
THIRY Roger †	L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer	in: Cahier N° 6	1987
	Les prescriptions en matière de délits de presse	in: Cahier N° 5	1985
	Droit de grève et liberté de travailler	in: Cahier N° 8	1988
TARRACH Rolf	En attendant Belval	in: Vol. X	2007
TRAUSCH Gérard	Relations entre le développement et les structures scolaires	in: Vol. VI	2002
	La triple ouverture du Luxembourg	in: Vol. VI	"
	L'immigration au Luxembourg: réflexions	in: Vol. VI	"
	Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg	in: Vol. VII	2003
	Démographie, famille et confiance au Luxembourg	in: Vol. VIII	2004
	Création d'une fonction publique moderne	in: Vol. IX	2005
URBÉ Robert	Intégration et cohésion sociale	in: Vol. XIII	2010
VAX Louis	Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale	in: Cahier N° 6	1987
	Daimons de Ronsard et diables de Bodin	in: Vol. V	2000
VERLOREN van THEMAAT Pieter †	L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique	in: Cahier N° 12	1997

WAGENER Marco	La fin du travail	in: Vol. XI	2008
	L'immigration et le monde du travail	in: Vol. XIII (table ronde)	
WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5)	Le suicide – Aspects philosophiques et moraux		1979
	* Théories biologiques et théories cognitives		1980
	La théorie évolutionniste de la connaissance		1984
	* Le roseau pensant dans l'univers en évolution		1984
	L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale		1987
	* Science et responsabilité en biologie		1987
	Connaissance et évidence	in: Cahier N° 7	1988
	* La procréation artificielle: aspects juridiques et éthiques		1991
	* Humanisme et pensée scientifique		1994
	* L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle		1995
	L'Union économique et monétaire européenne		1997
	Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique		
	Problèmes éthiques du clonage	in: Vol. IV	1999
	Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité p.m. Introductions aux volumes collectifs	in: Vol. IV	"
	L'origine et l'avenir de l'univers	in: Vol. VI	2002
	Science et confiance	in: Vol. VIII	2004
WAGNER Numa	* Évolution du droit de la responsabilité civile	in: Vol. IIIA	1980
WALINE Jean	Conférence publique du 5.2.1987: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois	in: Cahier N° 8	1988
WEBER Paul †	Droit des parents et obligation de l'État conc. une formation morale dans les écoles publiques	in: Cahier N° 6	1987
WEBER Raymond	La coopération au développement	in: Vol. XI	2008

WEITZEL Albert		
La Constitution et les droits fondamentaux	in: Cahier N° 8	1988
WERNER Pierre †		
Les perplexités institutionnelles de l'Union européenne	in: Cahier N° 12	1997
WEYLAND Joseph		
Le débat sur l'UEM	in: Cahier N° 12	1997
WIRTGEN Georges		
Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois	in: Cahier N° 3	1981

## E. Conférences publiques par des personnalités étrangères organisées par la Section

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé
4.2.1985	Gérard CALOT	Personnalité connue à Luxembourg depuis la publication du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg (1978)
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section
25.4.2006	Rolf TARRACH	Recteur de l'Université du Luxembourg en voie de création

## F. Éloges funèbres

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII

Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Kriebs Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	XIV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Simon Armand	G. Als	IV
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Weitzel Albert	G. Ravarani	XIV
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

## IV. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

1. Législation
2. Adresse et administration
3. Membres des sections
4. Règlement organique de la Section des sciences morales
5. Fonctionnement des sections : Résultat d'une consultation

## INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20<sup>e</sup> siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6<sup>e</sup> section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés «sections» et non pas «académies», comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique »*.

### Site Internet

On trouvera d'ores et déjà une documentation sur les deux sites Internet :

- Institut Grand-Ducal
- Institut grand-Ducal section des sciences morales et politiques

avec notamment une présentation en luxembourgeois de l'histoire et des aspects généraux de l'Institut, ainsi que des présentations en français des différentes sections : sciences naturelles, arts et lettres, folklore et onomastique, sciences médicales, section historique, pour certaines

[2]

sections même la liste des membres par sous-section.

Pour la section des sciences morales et politiques, la documentation se limite pour le moment aux textes de loi et aux titres (et prix) des publications.

La possibilité de porter sur Internet également les textes des publications est à l'étude dans différentes sections.

### 1. Législation relative à l'Institut Grand-Ducal

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du règlement pour l'institut royal grand-ducal de Luxembourg (Mém. 1868, p. 245).

#### Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

#### Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

#### Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

cf infra

5. Projet de réorganisation de l'Institut

Arrêté du 26 novembre 1935

Art. 1<sup>er</sup>. La Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques est érigée en (4<sup>e</sup>) section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «**Section de linguistique, de folklore et de toponymie**».  
(actuellement: Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique)

Règlement ministériel du 5 janvier 1962

Art. 1<sup>er</sup>. Il est arrêté une 5<sup>e</sup> section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «**Section des Arts et des Lettres**».

La Section a pour but de cultiver les arts et les lettres et d'encourager toutes autres activités à caractère artistique et culturel. Elle est divisée en six sous-sections:

- a) littérature française;
- b) littérature allemande;
- c) littérature dialectale;
- d) musique;
- e) théâtre et cinéma;
- f) peinture, arts plastiques, arts industriels et architecture.

Règlement ministériel du 26 novembre 1966

Art. 1<sup>er</sup>. Il est créé une 6<sup>e</sup> section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «**Section des sciences morales et politiques**».

La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion. Elle comprend trois sous-sections:

- a) philosophie;
- b) sciences sociales, politiques et économiques;
- c) science juridique.

2. ADRESSE ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après.

1. Section historique

Président: M. Paul Dostert,  
38, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg  
Secrétaire: M. Guy Thewes  
14, rue du St-Esprit, L-2090 Luxembourg

2. Section des sciences naturelles

Président: M. Pierre Seck,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Secrétaire: M. Paul Heuschling,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Henri Metz,  
6, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg  
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,  
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg  
Président: M. Jean Enschedé  
Secrétaire: M. Alexandre Ecker  
Courriel: sekretariat@igd-leo.lu

5. Section des arts et des lettres

Président: M. Pierre Schumacher,  
18, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg  
Courriel: pit.schumacher@gmail.com  
Secrétaire: M. Loll Weber,  
3, rue Jacques Battin, L-4406 Belvaux

6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. André Elvinger,  
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Secrétaire: M. Georges Als,  
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

### 3. MEMBRES DES SECTIONS

#### LES MEMBRES DE LA SECTION HISTORIQUE (à la date du 17.02.2011)

Barthel Charles, (2003)  
15, route de Luxembourg - L-6196 Eisenborn

Dostert Paul, (1991)  
18, rue Schrobilgen - L-2526 Luxembourg

Goedert Joseph, (1949)  
Fondation Pescatore - L-2423 Luxembourg

Hellinghausen Georges, (1995)  
51, rue J.Wilhelm - L-2827 Luxembourg

Kieffer Monique, (1995)  
37, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Kirps Josée, (2006)  
Plateau du Saint-Esprit - L-1475 Luxembourg

Krier Jean, (1985)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Langini Alex, (2010)  
4, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Margue Michel, (2000)  
6 am Gronn - L-6917 Roodt/Syre

Margue Paul, (1964)  
38, rue Seimetz - L-2531 Luxembourg

May Guy, (1991)  
6, rue des carrefours - L-8015 Strassen

Polfer Michel, (2007)  
Marché-aux-Poissons - L2345 Luxembourg

Reinert François, (2011)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Schoentgen Marc (2010)  
1, rue de la Croix - L-9216 Diekirch

Schroeder Jean, (1980)  
3, rue C.M. Spoo - L-6483 Echternach

Thewes Guy, (2010)  
14, rue du St Esprit - L-2090 Luxembourg

Thill Gérard, (1965)  
5, rue des Lignes - L-1935 Luxembourg

Trauffer Henri, (2003)  
20, rue des Lilas - L-6454 Echternach

Trausch Gilbert, (1964)  
2, rue des Roses - L-2445 Luxembourg

Weiller Raymond, (1969)  
40, rue de l'Avenir - L-1147 Luxembourg

#### Bureau exécutif:

Paul Dostert, Président

Guy Thewes, Secrétaire

Monique Kieffer, Bibliothécaire

Charles Barthel, Trésorier

Josée Kirps, Archiviste

Guy May, Secrétaire adjoint

Michel Polfer, Conservateur

## LES MEMBRES DE LA SECTION DES SCIENCES

### Membres effectifs

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Altzinger	Gust	Massard	Jos
Bintz	Jacques	Massard-Geimer	Gaby
Diederich	Paul	Meisch	Claude
Elter	Robert	Metz	Henri
Francis	Olivier	Muller	Adolphe
Groff	Paul	Pfister	Laurent
Hary	Armand	Pier	Jean-Paul
Heuschling	Paul	Poncin	Norbert
Hoffmann	Jules A.	Sauber	Ferd
Hoffmann	Lucien	Schneider	Nico
Humbel	René L.	Seck	Pierre
Kieffer	Nelly	Stomp	Norbert
Kies	Antoine	Theves	Georges
Klopp-Albrecht	Monique	Thorn	Robert
Kugener	Henri	Wennig	Robert
Kutter	Dolphe	Werner	Jean
Lahr	Jos		

### Membres d'honneur

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Barthelmy	Jean-Pierre	Kahane	Jean-Pierre
Christen	Hans Rudolf	Keller-Didier	Colette
Charlier	Philippe	Krüger	Jan-Kristian
Cohen-Tannoudji	Claude Nessim	Lehn	Jean-Marie
Coppens	Yves	Lexa-Chomard	Annette
De Duve	Christian	Lorquet	Jean-Claude
D'Hondt	Jean-Loup	Paquet	Paul
Eymard	Pierre	Parent	Georges Henri
Gerl	Maurice	Pelt	Jean-Marie
Haluk	Jean-Pierre	Perdang	Jean
Hampe	Erhart	Siest	Gérard
Hansen	Jean-Pierre	Sigvaldson	Gudmundur
Haton	Jean-Paul	Vincendon	Guy
Hebrard	Jacques	von Szentpaly	Laszlo
Hocquart	Roger	Weis	Antoine
Juvigne	Etienne	Zongziz	Cai

Source: rapport d'activités 2011 de la Section

### Bureau exécutif

Pierre Seck, Président	Lucien Hoffmann, Trésorier
Robert Elter	Laurent Pfister, Bibliothécaire
Paul Heuschling, Secrétaire général	

## LES MEMBRES DE LA SECTION DE LINGUISTIQUE, D'ETHNOLOGIE ET D'ONOMASTIQUE

Nom	Prénom	Ville
<b>Membres effectifs</b>		
Atten	Alain	Luxembourg
Barthelemy	Ben	Schandel
Becker	Armand	Ehnen
Bento	Isabel	Luxembourg
Berg	Guy	Bous
Diderich	Tom	Bruxelles
Ecker	Alexandre	Hesperange
Ensch	Jean	Strassen
Fichtner	Ralph	Howald
Gloesener	Marthy	Olm
Jehle	Christine	Howald
Jung	Tessy	Luxembourg
Kalmes	Victor	Berschbach
Kayser	Prosper	Bech-Kleinmacher
Kohn	Jo	Schiffange
Krantz	Robert	Dudelange
Krieger	Carlo	Pekin
Lafontaine	Paul	Belvaux
Lulling	Jérôme	Schiffange
Malget	Jean	Whlerange
Meintz	Jean-Claude	Luxembourg
Milmeister	Jean	Tuntange
Moulin	Claudine	Rameldange
Mousset	Jean-Luc	Luxembourg
Muller	Jean-Claude	Rédange
Reisdoerfer	Joseph	Wiltz
Reuter	Antoinette	Luxembourg
Riechert	Charles	Luxembourg
Schlechter	Pierre	Schoos
Scholer	Othon	Diekirch
Sperl	Helmuth	Luxembourg
Tumiotto	Angela	Crauthem

Wiltgen  
Wirtgen

Alphonse  
Georges

Luxembourg  
Luxembourg

### Membres d'honneur

Cox	H. L.	Bonn
Fraikin	Jean	Liège
Freckmann	Klaus	Trier
Gärtner	Kurt	Berlin
Kramer	Johannes	Trier
Krier	Fernande	Paris
Langensiepen	Fritz	Bonn
Meder	Cornel	Niedercorn
Newton	Gerald	Sheffield
Rohr	Günther W.	Föhren
Schanen	François	Clapiers
Wegera	Klaus-Peter	Bochum

### Membres correspondants

Berg	Florence	Schrasség
Biver	Jemph	Scheedgen
Deitz	Luc	Koerich
Leytem	Eugène	Mersch
Margue	Michel	Roodt-sur-Syre
Weyland	Léon	Luxembourg

### Publications:

Bulletin linguistique et ethnologique  
Beiträge zur luxemburgischen Sprach - und Volkskunde

### Conseil d'administration

- Jean Ensich, président
- Alain Atten, vice-président et archiviste
- Alexandre Ecker, secrétaire
- Armand Becker, vice-secrétaire
- Angela Tumiotto, trésorière
- Tessy Jung, publications
- Marthy Gloesener, relations chercheurs et étudiants

## LES MEMBRES DE LA SECTION DES ARTS ET DES LETTRES (en date du 15.12.2009)

### Sous-Section « Littérature française » (6)

CONTER Claude  
66, rue Dr. Welter - L-4347 Esch-sur-Alzette - Tél. 553043

KAYSER Lucien  
11, rue Lemire - L-1927 Luxembourg - Tél. 446377  
e-mail : lucien.kayser@gmail.com

MOLITOR Félix  
1877 chemin des Nauses - F-82200 Moissac  
e-mail : felix.molitor@education.lu

SCHAAK Raymond  
53, rue de Gasperich - L-1617 Luxembourg - Tél. 487417  
e-mail : rasak@pt.lu

SCHLECHTER Lambert  
30, Duerfstrooss - L-9156 Eschweiler - Tél. 26950177

WELTER René  
47, rue Marie-Curie - L-3447 Dudelange - Fax 523419  
e-mail : rene.welter@estuaires.lu

### Sous-Section « Littérature allemande » (7)

BLAISE Henri  
28b rue J.P. Brasseur - L-1258 Luxembourg - Tél. 445149

GOETZINGER Germaine  
14, rue Edmond Dune - L-1404 Luxembourg - Tél. 760029 / 326955-315

GROBEN Jos  
2, rue Millewee - L-5417 Ehnen - Tél. 760029  
e-mail : joseph.groben@education.lu

JACOBY Lex  
8, rue Bellevue - L-7214 Lux.-Bereldange - Tél. 339953

KOHNEN Jos  
55, rue Louis XIV - L-1948 Luxembourg - Tél. 440612

KOLTZ Anise  
4, rue Comte de Ferraris - L-1418 Luxembourg

MAAS Paul  
6, rue du Château - L-5772 Weiler-la-Tour - Tél. 23667370  
e-mail : pol.maas@education.lu

**Sous-Section « Littérature luxembourgeoise » (6)**

BRAUN Josy  
27, rue Dangé de St. Romain - L-8260 Mamer - Tél. 311880  
e-mail : joklima@pt.lu

GREISCH Pol  
17, rue J.P. Koenig - L-1875 Luxembourg - Tél. 472865

HOSCHEIT Jhemp  
58, rue des Remparts - L-4303 Esch-sur-Alzette - Tél. 542587  
e-mail : jhemp.hoscheit@education.lu

KARTHEISER Josiane  
28, rue Gutenberg - L-1649 Luxembourg - Tél. 495035  
e-mail : josiane.kartheiser@education.lu

LOSCH Henri  
6, rue des Thermes - L-8266 Mamer - Tél. 318043

PÜTZ Pol  
112, rue de l'Eglise - L-7224 Walferdange - Tél. 330233  
e-mail : pol@putz.lu

**Sous-Section « Musique » (6)**

CAO Pierre  
18, rue de Roedgen - L-3961 Ehlang - Tél. 370329  
e-mail : pierre.cao@arsysbourgogne.com

KERGER Camille  
17, rue de la Gare - L-3334 Hellange - Tél. 512729

LENNERS Claude  
rue Aloyse Meyer - L-2154 Luxembourg - Tél. 407214  
e-mail : lcl.@pt.lu

MÜLLENBACH Alexander  
Rosittengasse 3 - A-5020 Salzburg  
Tél. 0043-662-820023 - Gsm 0043-676-9508541  
e-mail : amuellenbach@aon.at

ULVELING Paul  
14, rue du Fossé - L-7319 Steinsel - Tél. 339181  
e-mail : pba@vo.lu

WEBER Loll  
B.P.11 - L-9701 Clervaux - Tél. 921060 - Gsm : 691 193410  
e-mail : lollweb@pt.lu

**Sous-Section « Théâtre, Danse, Cinéma et Médias » (7)**

EIFFES Christiane  
1, rue Fort Elisabeth - L-1463 Luxembourg - Tél. 483495  
e-mail : danse@danse.lu

HOFFMANN Frank  
1, Sëmmelgronn - L-8395 Simmer - Tél. 305021  
e-mail : frank.hoffman.n@ename.lu

LESCH Paul  
62, rue de Hamm - L-1713 Luxembourg - Tél. 292389  
e-mail : paul.lesch@education.lu

LINK André  
1, rue L.de Froment - L-2413 Luxembourg - Tél. 484171  
e-mail : andre.link@saint-paul.lu

MANGEN Claude  
30, Cité Pierre Strauss - L-9357 Bettendorf - Tél. 807437 - Gsm 621-555802  
e-mail : cmangen@lookomma7.lu

REUTER Lex  
25, rue des Aulnes - L-4986 Sanem - Tél. 594762  
e-mail : alex.reuter@education.lu

VON ROESGEN M.-Paule  
12, bvd. Paul Eischen - L-1480 Luxembourg - Tél. 475408  
e-mail : mpvonroesgen@hotmail.com

**Sous-Section « Arts plastiques et Architecture » (8)**

BAUER Christian  
107, rue de Hollerich - L-1741 Luxembourg - Tél. 330367-1  
e-mail : cba@cba.lu

EWEN Luc  
4, rue d'Ettelbruck - L-7462 Moesdorf - Tél. 325557

NEY Bertrand  
34, rue de Bettembourg - L-3320 Berchem - Tél. 369988  
e-mail : bertrand.ney@gmx.net

NICOLAS Pit  
6b, Rannerwee - L-8334 Cap - Tél. 300296  
e-mail : mady.nicolas@internet.lu

SCHUMACHER Pierre  
18, av. Gaston-Diderich - L-1420 Luxembourg - Tél. 452826  
e-mail : pit.schumacher@gmail.com

STRAINCHAMPS Armand  
23, rue Alfred de Musset - L-2175 Luxembourg - Tél. 222091

THILL Edmond  
27, rue Henri Lamormesnil - L-1915 Luxembourg  
Musée National Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg  
Tél. 479330-314

THURM Nico  
4, rue de Rotterdam - L-4308 Esch-sur-Alzette - Tél 550895

**Membres correspondants (5)**

KRIER Rob 41, Westsalischestrasse - D-10711 Berlin  
PENSIS Bram Henri 2485m Vicking Court - Wi-54904 Oskosh USA  
RIGAUD Jacques 22, rue Bayard - F-75008 Paris  
SCHALZ Nicolas 45, Bleichstrasse - D-28203 Bremen  
WELCH Liliane 59, um Schloss - L-5880 Hespérange

**Membres honoraires (3)**

JUNIUS Jean-Pierre 64, rue de l'Eglise - Schiffflange

WORRÉ Théo 21, avenue Monterey - Luxembourg

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA SECTION DE MÉDECINE**

Président: Dr M. Dicato  
Vice-Président: Dr R. Wennig  
Trésorier: Dr R. Stein  
Secrétaire général: Dr M. Keipes  
Bulletin: Dr G. Berchem  
Membres: Drs Jacqueline Genoux-Hames - Henri Metz -  
Cl. Muller - N. Welschbillig - Ch. Pull - L. Meyers -  
M. Rosch

**p.m. ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868,  
PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR  
L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG**

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas,  
Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens  
monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences  
médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la  
délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art.1<sup>er</sup>**

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté,  
est approuvé.

**Art.2**

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du  
présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,  
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,  
G. d'OLIMART

**4. Règlement Organique de la Section des Sciences  
Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal**

**Chapitre 1<sup>er</sup> – But et activité de la section**

**Art.1<sup>er</sup>.** La section a pour but de cultiver l'étude des sciences  
morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement,  
il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales,  
politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux  
scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des  
branches du savoir définies ci-dessus.

**Art. 2.** La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle  
juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en  
coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les  
institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail  
scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une  
documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la  
compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions  
scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser  
des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux  
établissements publics.

**Chapitre 2 – Composition de la section**

**Art. 3.** La section comprend des membres effectifs, des membres  
correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à quarante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

**Art. 4.** Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du présent règlement.

**Art. 5.** Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

**Art. 6.** L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

**Art. 7.** Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

### Chapitre 3 – Administration de la section

**Art. 8.** La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

**Art. 9.** Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

**Art. 10.** Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

**Art. 11.** Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

**Art. 12.** Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

**Art. 14.** Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

**Art. 15.** Les recettes de la section sont constituées notamment:  
1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications;  
3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

**Art. 16.** Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

**Art. 17.** Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

#### **Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section**

**Art. 18.** Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

**Art. 19.** Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

**Art. 20.** Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

**Art. 21.** Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

**Art. 22.** L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

#### **Chapitre 5 – Dispositions finales**

**Art. 23.** Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

**Art. 25.** Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.

## 5. Les résultats d'une consultation des sections de l'Institut Grand-Ducal

Par Jean-Paul Harpes

### Entrée en matière

Lors d'une réunion de concertation des sections de l'Institut Grand-Ducal j'acceptai d'élaborer un questionnaire qui s'adresserait aux présidents et/secrétaires. Le questionnaire devait permettre de collecter des informations concernant, en premier lieu, la manière dont les différentes sections conçoivent l'objectif de l'Institut Grand-Ducal, leur propre mission et leur rôle dans la société. Très concrètement, il devait, par ailleurs, fournir des informations portant sur:

- les catégories de membres, leur nombre et la présence d'étrangers,
- les activités de la section et leurs modalités (séances de travail internes ou publiques, p.ex. conférences ou cycles de conférences, colloques et d'autres activités propres aux différentes sections),
- les relations internationales entretenues par les sections,
- les publications, leur diffusion, tirage, accessibilité, impact sur la société,
- les infrastructures dont disposent les sections et leur caractère satisfaisant ou non.

L'objet majeur était de contribuer à l'élaboration d'un état des lieux, de cerner la manière dont fonctionne l'Institut Grand-Ducal et de mettre en lumière, peut-être, des questions appelant une réponse.

La totalité des sections répondirent au questionnaire, certaines procédèrent même à une remise à jour de leurs réponses, telles informations figurant dans les réponses (des informations concernant par exemple le nombre des membres) étant dépassées.

Ce document comporte, à côté du questionnaire, les réponses des sections et l'esquisse d'une synthèse.

## Synthèse des réponses fournies par les différentes sections

### 1. L'objectif de l'Institut Grand-Ducal

Malgré l'importance du sujet, je serai obligé de me limiter à quelques brèves remarques.

1.1. Le texte organique de 1868 stipule que l'Institut royal grand-ducal a »pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts ». Au regard des trois sociétés savantes réunies dans l'Institut, le nombre des sciences *directement* concernées était forcément limité à l'époque. Le texte organique prône toutefois la culture *des* sciences et *des* lettres et beaux -arts.

Après la création progressive de trois autres sections, il est indiqué de juger que, désormais, l' »objectif » défini dès 1868 vise plus ou moins directement l'ensemble des sciences et le vaste domaine de la création culturelle. M. Elvinger relève, par ailleurs, que dans le Règlement organique de la Section des sciences morales et politiques, à l'expression « cultiver les sciences » il s'ajoute désormais celle «de favoriser leur développement ». Cette expression, transposable à l'ensemble des sections, confirme la façon de voir de celles qui jugent qu'il appartient, directement, à leur mission de promouvoir les sciences, de contribuer à l'accueil et à l'encadrement matériel des chercheurs, de créer des prix d'excellence, de représenter la communauté scientifique luxembourgeoise dans des forums nationaux et internationaux.

1.2. Plusieurs sections prônent par ailleurs l'« ancrage des sciences dans la société au niveau national ». Cet objectif –si tant est que je l'ai bien compris– *est* incontournable dans la mesure où tels contextes, notamment économiques, peuvent appeler le développement de compétences scientifiques bien définies qui, dans le contexte donné constitue -au niveau national- une promesse de survie. Dans un tout autre contexte, il est vrai aussi, comme le soulignent certaines réponses, que notre mémoire collective, tout comme notre langue, ne doivent pas risquer de dépérir si nous prétendons survivre. Leur préservation constitue une mission des plus importantes pour certaines sections de l'Institut.

### 2. Les membres des sections

Toutes les sections comportent, comme le prévoit le règlement organique de 1868, des membres effectifs, des membres agrégés ou

correspondants ainsi que des membres d'honneur.

Le nombre des membres est limité sauf dans le cas de la section des sciences médicales qui admet des membres payants (médecins, médecins-dentistes, pharmaciens, biologistes notamment). Remarquons que le règlement organique de 1868 prévoit que les membres nouvellement élus paient un droit d'admission et ne limite pas le nombre des membres.

### 3. Les activités des sections

Les activités des sections sont organisées de manière très différente. Toutes attribuent une importance de premier ordre à leurs publications scientifiques (ou consacrées, p.ex. dans la section des Arts et Lettres, à la création littéraire). Dans la section historique et dans celle des sciences naturelles, physiques et mathématiques les publications remontent à plus d'un siècle et donnèrent lieu à un nombre impressionnant de volumes.

Les liens existant entre les publications et les travaux en séance varient de section en section. Alors que, dans la section des sciences morales et politiques, les publications sont, pour l'essentiel, consacrées aux communications présentées au cours des séances de travail ainsi qu'aux actes de colloques ou de tables rondes, la section historique ne publie guère de communications. « Les publications d'études se font le plus souvent sans qu'il y ait eu des travaux spécifiques à ce sujet au sein de la section ». Il semble que les publications des sections de Sciences naturelles, de Médecine, de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique et des Arts et lettres fonctionnent d'une manière comparable.

Le travail de chaque section présente par ailleurs ses spécificités. La section des sciences naturelles accorde une importance considérable à l'organisation de cycles de conférences, dont l'un est consacré aux chercheurs luxembourgeois à l'étranger. La section de linguistique accueille et encadre des étudiants et chercheurs luxembourgeois et étrangers. La section des sciences médicales organise des colloques, notamment avec l'industrie pharmaceutique et diverses sociétés de médecine. La section des Arts et Lettres organise des expositions, conférences et concerts. Par ailleurs, elle se consacre à l'édition des livres.

### 4. Les relations internationales

Un certain nombre de sections, dont notamment la section historique, la section des sciences naturelles, physiques et mathématiques et la section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique ont mis en place un réseau important de relations internationales. D'autres sections ne l'ont guère

fait. Elles pourraient toutefois faciliter la collaboration internationale et augmenter sans doute leur propre visibilité si elles le faisaient.

## 5. Les infrastructures

C'est là que le bât blesse. La plupart des sections sont sans domicile fixe, ne disposent ni d'un secrétariat ni de salles de réunion, ni même d'un endroit où elles puissent déposer leurs publications et archives. Le moment est venu, décidément, où le Gouvernement devrait prendre une initiative à cet égard. Trop longtemps ses promesses n'ont abouti à rien.

### Documents

#### Le questionnaire proposé aux sections de l'IGD

##### 1. Objectif de la section

Comment concevez-vous - dans le contexte des indications au demeurant assez vagues que comportent les documents fondateurs - l'objectif de l'Institut Grand-Ducal ainsi que la mission de votre section et son rôle dans la société ?

(Une analyse des réponses des différentes sections - examinées dans le cadre de leurs spécificités - pourra malgré les différences sectorielles, permettre de dégager un certain nombre de points communs. Elle pourra suggérer une reformulation des textes fondateurs.)

##### 2. Membres de la section

Quelles catégories de membres votre section comporte-t-elle

- 2.1. des membres effectifs ?
- 2.2. des membres agrégés ?
- 2.3. des membres correspondants,
- 2.4. des membres d'honneur ?
- 2.5. des membres étrangers ?

##### 3. Activités

Quelles sont les activités de votre section et selon quelles modalités celles-ci sont-elles organisées ?

- 3.1. Votre section organise-t-elle des séances de travail régulières, consacrées à des communications ? A quels intervalles ces séances ont-elles lieu ? Sont-elles strictement internes ou ouvertes (en

principe ou dans certaines limites) au public ? Sur quelles raisons repose la politique retenue à cet égard ? Est-ce qu'il y a eu des débats à ce sujet ?

3.2. La section organise-t-elle :

3.2.1. des conférences publiques ?

3.2.2. des séances de débat, ouvertes à d'autres sections et/ou au public ?

3.2.3. des colloques et tables rondes, éventuellement en collaboration avec d'autres sections ou d'autres organismes, peut être aussi dans un contexte international ?

3.2.4. d'autres activités ? Lesquelles ?

3.3. Quelles sont vos relations internationales ?

**4. Publications**

4.1. Comment les travaux menés au sein de la section sont-ils publiés ?

4.2. Comment sont-ils diffusés ?

4.3. Quelle est la périodicité de vos publications ?

4.4. Quel en est le tirage ?

4.5. Quels sont les titres des publications parues au cours des années passées ?

4.6. Disposez-vous d'un relevé complet des publications des dix dernières années et, éventuellement, d'un relevé de l'ensemble des publications de la section depuis ses débuts ?

4.7. La publication de vos travaux est-elle suffisamment visible au public ?

4.8. A-t-elle, à votre avis, un impact réel sur les débats sociétaux et sur la société ? Une réflexion est-elle menée, à cet égard, au sein de votre section ou en commun avec d'autres sections ?

**5. Infrastructures dont dispose la section**

5.1. Quelles sont les infrastructures dont dispose votre section ? Dans quelle mesure sont-elles, ou ne sont-elles pas, satisfaisantes ?

5.2. Si elles ne le sont pas, de quelles infrastructures minimales, à votre avis, votre section devrait-elle disposer pour ne pas être gênée dans certaines activités et dans l'exercice de missions qu'elle considère ?

**6. Impact de la section**

Votre section dispose-t-elle de moyens et d'un impact comparables - dans le contexte d'un petit pays - à ceux d'institutions similaires dans d'autres pays ?

**Réponses fournies par la Section historique**

**1. Objectif**

Remarque préliminaire : La Section historique estime que les réponses fournies par nos collègues de la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, ainsi que de la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique répondent largement aux idées de ses propres membres et se rallie à leur texte.

*Pour éviter un confinement exagéré des champs d'activité de l'Institut Grand-ducal, toute définition de ses missions et objectifs restera plutôt vague. Certains éléments d'une telle définition pourraient cependant être évoqués, tels :*

- a) la promotion des sciences et leur ancrage dans la société au niveau national,
- b) la sauvegarde et l'amplification de la mémoire collective nationale,
- c) l'accueil et l'encadrement matériel et scientifique de chercheurs autochtones et étrangers,
- d) la création de prix d'excellence pour des chercheurs luxembourgeois travaillant soit au Grand-Duché soit à l'étranger et des chercheurs non-luxembourgeois travaillant dans le pays,
- e) la collaboration et l'échange avec des institutions homologues à l'étranger,
- f) la représentation de la communauté scientifique luxembourgeoise dans des forums nationaux et internationaux.

**2. Membres**

Total : 75 membres dont 20 membres effectifs (maximum 20), 40 membres correspondants, 15 membres honoraires (tous des étrangers)

**Les membres étrangers**

La Section historique compte (octobre 2011) 25 membres non-luxembourgeois. Le règlement de la Section permet d'avoir des membres de nationalité non-luxembourgeoise parmi les membres honoraires et les membres correspondants.

**3. Activités**

Elles sont actuellement les suivantes :

Quatre séances trimestrielles et des séances extraordinaires selon les besoins.

*Publications scientifiques : 1 à 2 volumes par an : Publications de la section historique (PSH). 124 volumes ont paru, 2 volumes sont en préparation, voire sous presse. L'édition de chaque volume se fait en moyenne à 500 exemplaires.*

3.1. La Section historique n'organise point de séances régulières consacrées à des communications. Lors des quatre séances statutaires, des communications sont faites de façon irrégulière. Ces séances ne sont pas publiques. Ceci semble reposer sur la tradition. Aucun débat n'a eu lieu sur cette politique.

3.2.1. (conférences publiques) : oui (très rarement, la dernière fut organisée en 1995 pour le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Section)

3.2.2. (séances de débat, ouvertes à d'autres sections et/ou au public) : Non, mais ce n'est pas exclu

3.2.3. (colloques et tables rondes éventuellement en collaboration avec d'autres sections ou d'autres organismes, peut être aussi dans un contexte international : en principe oui

3.2.4. (autres activités) non  
*La Section est toutefois en train de se réorganiser et de revoir ses activités.*

3.3. (relations internationales) La Section historique a des relations internationales

- par l'échange de ses publications (PSH) avec quelque 65 partenaires étrangers d'échange,
- par le maintien de relations avec le Comité international des Sciences historiques (CISH) où la Section historique remplit les fonctions d'un comité national des historiens du Luxembourg,
- par le maintien de relations avec l'Union Académique internationale,
- par le maintien de relations avec le Comité international d'histoire de la seconde guerre mondiale.

#### 4. Publications

4.1. Publication des travaux : En général, les travaux menés au sein de la section ne sont pas publiés. Les rapports des conservateurs sont publiés aux PSH. Les publications d'études se font le plus souvent sans qu'il y ait eu des travaux spécifiques à ce sujet au sein de la section

4.2. Diffusion des publications : Par échange de publications avec quelque 65 partenaires étrangers et par la vente en librairie ou par commande (à réorganiser)

4.3. Périodicité : Irrégulière : en principe 2 volumes par an

4.4. Titre : Publications de la section historique de l'Institut grand-ducal (PSH)

4.5. Tirage : 500, exceptionnellement jusqu'à 1000 exemplaires

4.6. Relevé complet des publications des dix dernières années et, éventuellement, relevé de l'ensemble des publications de la section depuis ses débuts. Voir liste en annexe

4.7. Visibilité au public ? Non, c'est un des problèmes auxquels nous sommes en train de réfléchir.

4.8. Impact réel sur les débats sociétaux et sur la société ? Non, ce n'est d'ailleurs pas le but de la publication

Réflexion menée, à cet égard, au sein de votre section ou en commun avec d'autres sections ? Non

#### 5. Infrastructures de la section

5.1. La Section historique est toujours sans domicile fixe. La conservation des objets et des collections mis en dépôt en 1927 au Musée national d'histoire et d'art est assurée par celui-ci. La conservation des archives et des manuscrits de la Section historique est assurée par les Archives nationales. Sa bibliothèque, chassée des locaux du Nouvel Athénée voilà une dizaine d'années, est toujours entreposée provisoirement dans les caves de la « Villa Pauly ». Le stock des publications a trouvé en 2009 un dépôt dans l'annexe de la Bibliothèque nationale au Kirchberg après des années de dispersion sur plusieurs endroits, dont un dépôt payant. Les réunions trimestrielles des membres effectifs ont lieu dans une salle du Musée national d'histoire et d'art. Pour réaliser des conférences, tables rondes, etc., la Section historique doit louer des locaux appropriés.

5.2. Caractère satisfaisant? La situation est désolante, tout est à faire pour que la Section puisse travailler dans des conditions tant soit peu adaptées.

5.3. Infrastructures dont la section devrait disposer : Comme la Section historique ne dispose pas de locaux, sauf des solutions provisoires, elle ne peut qu'exiger de mettre à sa disposition des locaux permettant un fonctionnement normal, avant tout afin de donner accès à la bibliothèque et aux archives de la Section. (cf. les vœux exprimés lors

**6. Impact ?** «Non. Nous avons l'impression d'être ignorés par le monde politique, quant à nos relations avec l'Université du Luxembourg, voilà une question à discuter».

Fait à Luxembourg, le 12 octobre 2011.  
Pour la Section historique  
Son président

**Réponse fournies par la section des sciences naturelles,  
physiques et mathématiques**

**1. Missions et objectifs**

Pour éviter un confinement exagéré des champs d'activité de l'Institut Grand-ducal, toute définition de ses missions et objectifs restera plutôt vague. Certains éléments d'une telle définition pourraient cependant être évoqués, tels :

- a) la promotion des sciences et leur ancrage dans la société au niveau national,
- b) la sauvegarde et l'amplification de la mémoire collective nationale,
- c) l'accueil et l'encadrement matériel et scientifique de chercheurs autochtones et étrangers,
- d) la création de prix d'excellence pour des chercheurs luxembourgeois travaillant soit au Grand-Duché soit à l'étranger et des chercheurs non-luxembourgeois travaillant dans le pays,
- e) la collaboration et l'échange avec des institutions homologues à l'étranger,
- f) la représentation de la communauté scientifique luxembourgeoise dans des forums nationaux et internationaux ;

La Section des Sciences (naturelles, physiques et mathématiques) réalise actuellement ce qui est indiqué sous a), b), d) et e) et f).

**2. Membres**

- 2.1. Total : 191 membres, dont 34 membres effectifs, 27 membres d'honneur et 130 membres correspondants.
- 2.2. La Section des Sciences comporte (en février 2010) 43 membres de nationalité non-luxembourgeoise (= membres étrangers,) dont 26 se

retrouvent parmi les membres d'honneur et 17 parmi les membres correspondants. Le règlement de la Section permet d'avoir des membres de nationalité non-luxembourgeoise à la fois parmi les membres effectifs, les membres d'honneur et les membres correspondants.

**3. Activités**

3.1. Elles sont actuellement (février 2010) les suivantes :

- \* publications scientifiques de membres ou de scientifiques non-membres dans le cadre du bulletin de la Section appelé « ARCHIVES », publié à des intervalles irréguliers depuis 1853,
- \* organisation du cycle de conférences de mars comportant quelque 5 conférences destinées à un large public et traitant d'un sujet d'actualité,
- \* organisation du cycle de conférences «Les chercheurs luxembourgeois à l'étranger», cycle comportant quelque 8 conférences ayant lieu d'octobre à décembre. Le but de ce cycle est de présenter les travaux faits par des chercheurs luxembourgeois travaillant à l'étranger à un large public et de mettre en contact ces chercheurs avec des chercheurs travaillant dans le pays
- \* organisation à des intervalles irréguliers de conférences, de multiconférences et de tables rondes portant sur des sujets du domaine des sciences et destinées à un large public ,
- \* remise de prix d'excellence dans les domaines scientifiques qui sont de la compétence de la Section, au rythme d'un prix par année.

Les activités en question sont conçues et réalisées notamment par les membres du bureau de la Section. Elles sont financées sur les avoirs de la Section et/ou un cofinancement obtenu de la part du Fonds National de la Recherche et/ou un sponsoring privé.

3.2. Du fait que le paysage dans le domaine des sciences naturelles (biologie, chimie, géologie etc), des sciences mathématiques et des sciences physiques a grandement changé depuis le développement du Centre Universitaire de Luxembourg (1974), la création des Centres de Recherche Publics (1987) et la création de l'Université du Luxembourg (2003), la Section des Sciences n'organise plus de séances de travail depuis 1980, mais organise au début de chaque année une réunion plénière consacrée au bon fonctionnement de la Section. Cette démarche de la Section n'est pas conforme avec son règlement intérieur.

La section organise des conférences publiques et, en principe aussi, des séances de débat, ouvertes à d'autres sections et/ou au public

ainsi que des colloques et tables rondes, éventuellement en collaboration avec d'autres sections ou d'autres organismes, aussi dans un contexte international.

*La Section des Sciences a des relations internationales par la présence de scientifiques étrangers parmi ses membres par l'échange de sa publication « ARCHIVES » avec quelque 300 partenaires étrangers d'échange par des accords formels de coopération avec des institutions étrangères analogues (existence actuellement d'un seul accord de ce genre).*

#### 4. Publications

Les travaux menés au sein de la section sont publiés dans le bulletin « ARCHIVES » de la Section et diffusés par échange de publications avec quelque 300 partenaires étrangers. La diffusion en est irrégulière : en principe chaque année, mais en réalité à un rythme de 2 à 3 années.

Un listing de tous les articles publiés depuis 1853 se trouve sur le site INTERNET [www.igdss.lu](http://www.igdss.lu) de la Section. Le tirage est de quelque 300 exemplaires.

La publication des travaux est-elle suffisamment visible au public? Tel n'est pas le but de la publication, mais en fait elle est visible pour le public. D'autre part, le but de la publication n'est pas d'avoir un impact sur les débats sociétaux et sur la société. A ce sujet, la section ne mène pas de débat au sein de la section même ou en commun avec d'autres sections.

#### 5. Infrastructures

- 5.1. *La Section des Sciences dispose actuellement d'un bureau et d'une salle de stockage pour ses publications au no 2, rue Kalchesbruck à Luxembourg-Findel. Elle dispose, avec la Section de Linguistique, d'Ethnologie et d'Onomastique d'un local de réunion à cette même adresse. Ces locaux sont mis à disposition par l'Etat luxembourgeois. Pour réaliser ses conférences, tables rondes, remises de prix etc, la Section des Sciences loue des locaux appropriés.*
- 5.2. *Les locaux au no 2, rue Kalchesbruck ne sont pas représentatifs. Il s'agit de locaux permettant uniquement un fonctionnement de la Section des Sciences. Vu le fonctionnement actuel de la Section, ces locaux sont suffisants.*

- 5.3. La question de savoir de quelles infrastructures minimales la section devrait dépendre de l'envergure que veut se donner la Section des Sciences.

Fait à Luxembourg, le 12 février 2010.

Pour la Section des Sciences (naturelles, physiques et mathématiques)

Son Président

### Réponses fournies par la section des Sciences médicales

#### 1. Objectif

A soumettre à discussion selon possibilités financières.

#### 2. Membres

La section comporte des membres effectifs payants : médecins, médecins-dentistes, pharmaciens, biologistes et divers autres, des membres correspondants et des membres d'honneur, certains membres sont étrangers

#### 3. Activités

La section organise deux séances de communications par an avec un prix pour la meilleure communication. Par ailleurs, elle organise diverses conférences médicales. Ces séances sont ouvertes au public.

Des colloques ont lieu, dans le cadre de collaborations diverses : avec l'industrie pharmaceutique, la Société des Sciences Naturelles, des sociétés diverses de médecine : oncologie, gastro-, cardio-, médecine nucléaire, médecine générale etc...

En ce qui concerne ses relations internationales, la section est membre de la « Fédération Européenne des Académies de Médecine » avec réunion semestrielle.

#### 4. Publications et diffusion

Les travaux menés au sein de la section sont publiés au *Bulletin de la Société des Sciences Médicales*. Celui-ci dispose d'un site internet. Il est expédié aux membres ainsi qu'aux bibliothèques de diverses facultés de Médecine abonnées. Par ailleurs, il est accessible par l'intermédiaire de Medline-PubMed. Sa visibilité est sans doute satisfaisante.

Le bulletin paraît deux fois par an et le tirage est de 1000 exemplaires. Comme il serait difficile à compiler, il n'existe pas de relevé complet des textes qui y ont paru depuis ses origines.

### 5. Infrastructures de la Section

Les infrastructures dont dispose la section sont satisfaisantes.

### 6. Impact : La section dispose-t-elle de moyens et d'un impact comparables - dans le contexte d'un petit pays - à ceux d'institutions similaires à l'étranger?

Probablement que non. A noter que ses activités, notamment de publication, font face à une compétition internationale massive.

Le président

### Réponses fournies parla section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

#### 1. Objectif

Dans un souci d'éviter un confinement exagéré des champs d'activité de l'Institut Grand-Ducal, toute définition de ses missions et objectifs restera utilement plutôt vague. Certains éléments d'une telle définition pourraient cependant être invoqués, tels que :

- la promotion des sciences, des arts et de la culture au niveau national,
- la sauvegarde et l'amplification de la mémoire collective nationale,
- l'accueil et l'encadrement matériel et scientifique de chercheurs autochtones et étrangers,
- la collaboration et l'échange avec les institutions homologues à l'étranger.

La section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique (LEO) de l'Institut Grand-Ducal perçoit son rôle dans la société sur la base de ces lignes directrices qui jalonnent l'ensemble de ses activités.

#### 2. Membres

La section LEO comporte des membres effectifs et, éventuellement, des membres agrégés, des membres correspondants et des membres d'honneur. Au total la section a 49 membres, dont 29 membres effectifs, 11 membres correspondants et 9 membres d'honneur. Dix sont étrangers, tous

membres d'honneur, le règlement interne de la section laissant toutefois le choix de les nommer membre d'honneur ou membre correspondant.

### 3. Activités

Les activités de la section LEO sont les suivantes:

1. définition et réalisation de projets de recherche
2. réalisation de publications scientifiques sous forme
  - de périodiques: *Annuaire* (1925-1952, 10 volumes), *Revue trimestrielle* (1935-1950, 36 fascicules), *Bulletin linguistique et ethnologique* (parution depuis 1953, 33 fascicules),
  - de la série 'Beiträge zur luxemburgischen Sprach- und Volkskunde' (36 volumes depuis 1925),
  - de publications monovolumes isolées (4 volumes depuis 1981),
3. accueil et encadrement des étudiants et chercheurs indigènes et étrangers engagés dans des recherches dans une de nos disciplines:
  - encadrement matériel: sur demande mise à disposition d'un poste de travail dans les locaux de la section comprenant un bureau, un ordinateur, l'accès internet et une ligne téléphonique; consultation libre de la bibliothèque de la section
  - encadrement scientifique: conseils, expertises (surtout pour les demandes en obtention de bourses d'études introduites par des chercheurs étrangers), aide bibliographique, correction des textes soumis
  - organisation de conférences, colloques, séminaires, soit grand public soit destinés à un cercle restreint de chercheurs en fonction de la nature et du sujet de la manifestation.
4. Une réunion dite de travail est tenue une fois par an, normalement au mois d'octobre. Tous les membres sont appelés à y participer activement, le cas échéant par des communications. Le concours d'un orateur externe est considéré comme une alternative en cas de manque de communications. En principe les réunions dites de travail sont internes, elles peuvent être ouvertes au public cependant en fonction du sujet retenu.

Les articles 22 et 23 du règlement interne de la section n'interdisent pas en effet expressément l'ouverture des réunions de travail au public. Leur ouverture ou non est décidée chaque année par le Bureau sur la base d'une discussion adéquate, la tendance ces dernières années ayant été clairement celle d'une plus grande ouverture vers le grand public.

5. La section LEO organise des conférences et colloques à des intervalles irréguliers. Ces manifestations revêtent en général un caractère international et sont ouvertes au public.
6. Les relations internationales

La section LEO entretient de multiples contacts avec des académies, instituts et universités à l'étranger, tels les universités de Trèves, Bochum, Montpellier, Rennes, Sheffield, Lund, Bâle, Zurich, Moscou; le Amt für Rheinische Landeskunde de Bonn; la Akademie der Wissenschaften de Berlin, la Österreichische Akademie der Wissenschaften de Vienne.

Plusieurs professeurs d'universités étrangères sont membres d'honneur de la section.

Depuis le début de ses travaux en 1925, la section LEO a toujours été intégrée dans des réseaux de recherche européens et internationaux, tels le Atlas der deutschen Volkskunde, le Rheinisches Wörterbuch, les enregistrements sonores de la Österreichische Akademie der Wissenschaften, le Sprachatlas Marburg, le Europäische Volkskundeatlas des universités de Bonn et de Zagreb.

La section entretient des contacts privilégiés avec la Luxembourg American Cultural Society (LACS), avec laquelle elle vient de signer un accord de coopération portant notamment sur l'échange de chercheurs, la vente des publications de la section aux Etats-Unis et sur la présence de ses publications au Roots and Leaves Museum de la LACS inauguré au Wisconsin en 2009.

La section LEO de l'Institut Grand-Ducal, ensemble avec le Conseil Permanent de la Langue luxembourgeoise (CPLL), représente le Grand-Duché au sein de la 'European Federation of National Institutes for Language' (EFNIL). La section participe activement aux conférences annuelles par le biais de communications, elle assume également des charges administratives au niveau de la gestion de la fédération.

#### 4. Publications et leur diffusion

Les travaux de la section LEO sont publiés par le biais des différentes catégories de publications propres à la section, mentionnées sous le point 3, en l'occurrence le 'Bulletin linguistique et ethnologique' (contributions et communications de taille réduite) et la série 'Beiträge zur luxemburgischen Sprach- und Volkskunde'.

La diffusion des publications se fait par différentes voies:

- affichage des nouvelles parutions sur le site internet de la section,
- vente directe par internet,
- vente directe aux librairies du Grand-Duché et à des distributeurs d'ouvrages scientifiques à l'étranger,
- distribution gratuite aux membres de la section (Bulletin seulement),
- échange avec d'autres institutions scientifiques.

La périodicité des publications de la section LEO est régie par le règlement interne sur les publications qui prévoit, en principe, une périodicité annuelle pour les deux catégories de publications.

Les deux catégories de publications de la section LEO portent les titres

- 'Bulletin linguistique et ethnologique', et
- 'Beiträge zur luxemburgischen Sprach- und Volkskunde' respectivement

La section LEO a établi un relevé de toutes les publications réalisées par la section depuis le début de ses travaux en 1925. Ce relevé chronologique, publié en 2005, présente l'ensemble des publications par catégorie en indiquant les titres, ainsi que les auteurs, de toutes les communications et contributions contenues dans les annuaires, revues trimestrielles, bulletins, etc., ainsi que le prix respectif ou, le cas échéant, l'épuisement des stocks.

En fonction de la nature de la publication, le tirage varie entre 300 exemplaires pour le 'Bulletin linguistique et ethnologique' et les publications spécialisées visant les bibliothèques et un public réellement averti, et 1000 exemplaires, voire plus, pour les publications destinées à une diffusion plus large (mentionnons à titre d'exemple la réédition entièrement revue et corrigée du recueil prestigieux 'Sagenschatz des Luxemburger Landes' de Nicolas Gredt, ou les ouvrages de référence 'Luxemburger Wörterbuch', 'Luxemburger Pflanzennamen' et 'Luxemburger Tiernamen' qui ont connu plusieurs tirages et réimpressions).

La visibilité des travaux de la section LEO par le biais de ses publications varie largement en fonction de la nature des recherches effectuées. Ainsi, si les activités scientifiques menées depuis 1998 dans le cadre du projet de recherche 'Language and Culture in Medieval Luxembourg (LaCuMeL) - Yolanda' - qui, en 1999, a conduit à la découverte du fameux Codex Mariendalensis, premier témoin médiéval d'envergure de l'existence d'un parler francique mosellan précurseur de la langue luxembourgeoise, et qui par la suite a donné lieu à nombre de publications spécifiques - ont connu un succès déclaré tant dans les milieux académiques qu'auprès d'un public intéressé, en revanche, il s'avère difficile de faire

connaître au grand public des travaux scientifiques dont le bien-fondé et le but ne sont pas aisément tangibles (citons à titre d'exemple la publication d'une traduction vers l'anglais et vers l'allemand de l'oeuvre majeure d'Alexandre Wiltheim, *Vita Venerabilis Yolandae*, rédigée en latin).

Autre exemple d'une bonne visibilité: Les travaux de recherche généalogiques, publiés dans la série, *Materialien zur Regionalgeschichte*, qui connaissent un franc succès depuis leur première parution en 1999 auprès des populations locales concernées, mais aussi auprès des familles de ressortissants luxembourgeois aux Etats-Unis.

L'impact des travaux de recherche de la section LEO sur la société ne saurait être sous-estimé; citons quelques exemples précis:

- ❖ la publication sous forme de fascicules des travaux lexicographiques menés par le groupe du dictionnaire luxembourgeois entre 1950 et 1975 a conduit à la genèse du *Luxemburger Wörterbuch* en cinq volumes, devenu par la suite et pour de nombreuses années l'ouvrage de référence pour toutes les questions relevant de la graphie, du lexique et de la sémantique de la langue luxembourgeoise;
- ❖ depuis les années 1960, la section LEO a présenté un certain nombre de publications qui par la suite ont acquis le statut d'ouvrages de référence dans des domaines bien définis:
  - linguistique:
    - 'Précis populaire de grammaire luxembourgeoise' par Robert Bruch,
    - 'Sprachen in Luxemburg' par Fernand Hoffmann,
    - 'Luxemburger Pflanzennamen' et 'Luxemburger Tiernamen' par Henri Klees.
  - ethnologie:
    - 'Déi gutt al Zäit' par Batty Weber,
    - 'Älthluxemburger Denkwürdigkeiten' par Joseph Hess,
    - 'Sagenschatz des Luxemburger Landes' de Nicolas Gredt par Guy Berg.
  - onomastique:
    - 'Bibliographia onomastica luxemburgensis' par Henri Klees et Ralph Fichtner,
    - tous les volumes de la série *Materialien zur Regionalgeschichte* élaborés par Prosper et Roger Kayser.

Tous ces ouvrages se caractérisent par une diffusion assez importante,

par leur aspect référentiel et par une longévité affirmée et forment ainsi partie intégrante du patrimoine scientifique et culturel du pays.

## 5. Infrastructures

La section LEO dispose d'un nombre suffisant de bureaux pour organiser ses travaux, pour tenir les réunions mensuelles du Bureau et pour accueillir les assises annuelles. Il s'agit en l'occurrence d'un ensemble de neuf bureaux de proportions inégales, répartis sur quelque 330 m<sup>2</sup>, dont trois bureaux pour abriter la bibliothèque de la section, une salle de conférence et cinq bureaux de travail. Sur ces cinq derniers, trois sont mis à la disposition d'autrui: deux servant de bureau pour accueillir les chercheurs qui travaillent à l'élaboration du 'Lëtzeburger Online Dictionnaire' (LOD), le troisième servant de pied à terre pour les besoins de la section des sciences naturelles.

Les bureaux sont équipés de matériel de bureau standard, d'ordinateurs interconnectés et de lignes téléphoniques. La salle de conférence dispose des équipements techniques nécessaires pour organiser des conférences avec ou sans projection d'images, tels que projecteur numérique, écran fixe, jalousies d'obscurcissement, etc.

Dans le sous-sol du bâtiment, la section dispose en outre d'un local (sans lumière naturelle) destinée à accueillir ses archives, et, dans le garage souterrain, de trois emplacements réservés.

## 6. Impact comparable à celui d'institutions similaires d'autres pays

Évidemment que non! Les académies et institutions similaires traditionnelles dans les pays environnants ont à leur disposition un certain nombre d'éléments-clé qui constituent une condition sine qua non pour toute activité de recherche qui se veut structurée, bien organisée et convenablement étalée dans le temps. Ces éléments sont notamment:

- un budget annuel propre à l'institution,
- des collaborateurs fixes en nombre suffisant et disposant de contrats de travail pluriannuels ou à durée indéterminée,
- la professionnalisation de la recherche à l'instar d'autres institutions telles que les CRP ou l'Université du Luxembourg,
- une hiérarchie qualifiée et transparente, œuvrant à temps plein pour assurer le suivi et le contrôle des activités de l'institution, pour définir des projets de recherche, pour représenter l'institution, etc.,
- des locaux appropriés pour organiser le travail des chercheurs.

Réponses recueillies par Guy Berg

## Réponses fournies par la section Arts et Lettres

### 1. Objectif

- rôle consultatif vis-à-vis du gouvernement (depuis des années plus théorique que concret)
- mission : promotion de la création artistique et littéraire.

### 2. Membres

Membres effectifs (40), membres correspondants (5), membres honoraires (2)

### 3. Activités

3.1. Nous n'organisons pas de séances de travail régulières. Nos deux plénières annuelles fixent les stratégies afin d'atteindre un public par des célébrations (40e anniversaire de notre existence), des séances d'hommage (Carlo Hommel, Jeannot Heinen), etc.

#### 3.2. Activités :

- Publications : Edition annuelle de la Revue « Arts et Lettres » (depuis 2009),
- Organisation d'expositions, conférences, concerts,
- Coproductions avec d'autres institutions culturelles (centres culturels p.ex.),
- Séances de travail régulières, internes, donc pas publiques (5 à 6 par an),
- Attribution (tous les 2 ans) du « Prix Arts et Lettres » (depuis 2008),
- Edition de livres depuis 1964 (voir listing dans Revue Arts et Lettres),
- Coédition d'une publication par Guy Schons (« Feuertanz und Firlefanz »).

#### 3.3 Relations internationales :

Officielles et périodiques (personne de contact : le président), Institut de France (présence de notre président lors du colloque international des Académies en octobre 2007 à Paris), Académie de Metz (exposé de notre président à l'occasion du 250e anniversaire de l'Académie de Metz, Personnelles et périodiques : Universités (Luxembourg, Trèves, Moscou)

### 4. Publications

- La planification et les travaux de publication sont coordonnés par les soins des sous-sections concernées et par le Conseil d'administration président, secrétaire, trésorier et les présidents des sous-sections) ;
- Les publications sont diffusées en collaboration avec les coorganisateurs et selon les procédures spécifiques en application ;
- Revue *Arts et Lettres* (2 numéros diffusés par les Ed.. Saint-Paul, librairies et relations personnelles) 1 fois par an ;
- Un relevé des publications est disponible ;
- Tirage : minimum 1000 exemplaires ;
- Les publications ont un impact limité sur les débats sociétaux.

### 5. Infrastructures

Un seul et étroit bureau dans l'annexe de la Bibliothèque Nationale au Kirchberg.

Nous désirons :

- une infrastructure minimale : une salle de réunion (pour une trentaine de personnes) assez spacieuse (pour la bibliothèque et le stock des publications) et située, de préférence, dans un bâtiment dans la capitale ou à proximité de la capitale ;
- une personne assurant à temps partiel les travaux de secrétariat.

### 6. Impact de la section

La section Arts et Lettres dispose certainement d'un relatif impact sur la vie culturelle au Luxembourg de par ses publications, sa Revue « Arts et Lettres, son « Prix Arts et Lettres », mais son rayonnement ne pourrait être comparé à celui de l'Institut de France

Pierre Schumacher, président et  
Loll Weber, secrétaire

## Réponses fournies par la Section des Sciences morales et politiques

### 1. Objectif

Selon l'article 1er de son Règlement Organique « *la Section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion* ».

Ce domaine d'activité est défini comme suit à l'article 1er, alinéa 2 du Règlement Organique : « *Par sciences morales et politiques, au sens du présent Règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique* ».

L'objet de l'Institut Grand-Ducal, dans son ensemble, devrait évidemment être plus général. Il convient de rappeler qu'à l'heure actuelle, l'article 1er, alinéa 1er, le Règlement Organique de 1868 définit l'Institut Grand-Ducal comme « *une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts* ». Cette définition provient de ce que, à l'origine, l'Institut Royal Grand-Ducal était la réunion de trois sociétés existantes : la société archéologique, la société des sciences naturelles et celle des sciences médicales.

Le terme « *les sciences* » engloberait sans problème les sciences visées par la Section des sciences morales et politiques. D'autre part, puisque la société archéologique était l'une de ces trois sciences en 1868, on pourrait admettre, sauf l'avis contraire de la Section historique, que l'histoire rentre, elle aussi, dans les sciences ainsi comprises (une distinction entre sciences, dite « *exactes* », et les autres risquerait d'être délicate).

Quant à la Section linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, elle avait, lors de sa création en 1935, été dénommée « *Section de linguistique, de folklore et de toponymie* ». Sans doute pourrait-elle à son tour configurer sous le nom général de « *sciences* ».

Quant à la Section des arts et des lettres, créée le 5 janvier 1962, elle se trouve d'ores et déjà, sous un intitulé un peu différent, dans le Règlement Organique de 1868 qui visait « *les lettres et les beaux-arts* ».

La question se posera dès lors aux Sections si, pour la dénomination de l'ensemble de l'Institut, on peut adopter une désignation qui viserait à cultiver « *les sciences, les arts et les lettres* ».

Il conviendrait également d'étendre le terme de « *cultiver* » qui seul figure au Règlement Organique de 1868 et qui se retrouve à l'article 1er du Règlement Organique de la Section des sciences morales et politiques qui, elle, y ajoute cependant l'objet « *de favoriser leur diffusion* ». En s'inspirant des propositions figurant à la réponse de la Section historique, on pourrait y ajouter « *sur le plan national et international* ».

Ce qui s'imposerait également, ce serait de viser, dans l'objet de l'Institut en général, la collaboration entre les Sections. Le Règlement Organique de 1868 disait déjà que la réunion des sociétés existantes devait

les mettre « à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous ».

A cet égard, l'article 2 du Règlement Organique de la Section des sciences morales et politiques vise expressément « *la coopération avec les autres Sections de l'Institut Grand-Ducal* », en y ajoutant la collaboration avec « *les institutions poursuivant des buts similaires* » et cela « *en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres* ».

Il convient de noter à cet égard un domaine visé par l'article 2, dernier alinéa du Règlement Organique de la Section des sciences morales et politiques qui est que « *la Section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus* » et qu'elle « *donne son avis sur les questions qui lui sont soumises* » en ajoutant : « *elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics* ».

S'il est vrai qu'une telle mission est celle qui vient le plus facilement à l'esprit dans le domaine des sciences morales et politiques, une telle mission de conseil et d'assistance au Gouvernement ne serait cependant nullement exclue pour d'autres Sections. Notre Section doit cependant faire l'aveu que cette mission ne semble pas avoir été accomplie dans les faits, la Section n'en ayant pas jusqu'à présent pris l'initiative et le Gouvernement, de son côté, n'y ayant pas fait appel. Ce n'est pas une raison pour exclure une telle mission à l'avenir.

## 2. Membres

Selon l'article 3 de notre Règlement, la Section comprend « *des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur* ».

A l'origine, le nombre des membres effectifs était limité à 20. Ce nombre a été augmenté à 40 par modification du Règlement en 2004 et à nouveau en 2009 à 50, le nombre des membres agrégés, correspondants et d'honneur n'étant pas limité. Notre Section comprend à l'heure actuelle 46 membres effectifs, 8 membres correspondants et 5 membres d'honneur.

Bien que ni le Règlement Organique de 1868, ni le Règlement Organique de notre Section n'excluent des membres étrangers, les membres effectifs et agrégés actuels sont tous de nationalité luxembourgeoise. Cependant l'admission future de membres non luxembourgeois a été préconisée lors de notre dernière assemblée générale.

Les membres correspondants sont étrangers à l'exception de l'abbé Jean Greisch, professeur émérite à l'Institut catholique de Paris, les autres membres correspondants étant belges, français, suisses et allemands. Les membres d'honneur sont, à l'exception de M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, luxembourgeois, s'agissant de Colette Flesch, Jean-Claude Juncker, Marcel Mart et Jacques Santer.

### 3. Activités de la section

Notre Section tient six à sept réunions par an consacrées à des communications soit de ses membres, c'est le cas le plus souvent, soit de membres correspondants. Elle y invite des non-membres, selon les propositions de l'orateur ou selon les invitations faites par le président et adressées à titre personnel à des personnalités censées s'intéresser au sujet choisi.

Le nombre des personnes qui assistent à ces réunions varie donc considérablement. La Section se plaint du manque d'assiduité de certains de ses membres et est heureuse d'ouvrir ses réunions à d'autres. On peut donc qualifier la plupart des réunions de semi-publiques ou de semi-internes. Dans la pratique actuelle, ces conférences ne sont pas ouvertes au public. Certains membres de notre conseil d'administration ont toutefois proposé de publier le sujet de certaines réunions à l'avance dans les journaux ou de tenir de véritables réunions ouvertes au public. A l'inverse, certains de nos membres préconisent des réunions purement internes.

Lors de la dernière assemblée générale, une majorité des membres, regrettant l'absence d'intérêt que recueillent certaines de nos réunions jugées trop abstraites ou trop étroitement limitées à une des branches scientifiques de notre Section, ont proposé de faire des conférences et de tenir des tables rondes ou symposiums sur des questions d'actualité et, plus généralement, des sujets ayant trait aux grandes questions qui se posent à notre société. Ces questions furent discutées à plusieurs reprises par le conseil d'administration.

Alors que l'unanimité règne sur la conception qu'il incombe à la section de mener une réflexion critique sur les questions sociétales, économiques, politiques ou éthiques qui se posent actuellement dans notre société, certains membres du conseil jugent – dans le prolongement des remarques faites par certains lors de notre assemblée générale – que si la Section des Sciences Morales et Politiques doit assumer une fonction spécifique dans la société luxembourgeoise, celle-ci devrait consister notamment :

- à informer le public – par l'intermédiaire de conférences et de publications – sur ces questions, sur les différentes réponses qu'elles peuvent appeler et sur leurs argumentaires,
- à soumettre ces questions à des débats publics et à les aborder systématiquement, le moment venu, dans des colloques organisés – le cas échéant – avec d'autres organismes, tant au niveau national qu'international,
- à rédiger, éventuellement, dans des contextes que nous jugerons importants, une note à l'intention du Gouvernement.

D'autres membres de notre conseil d'administration estiment que la présence sur invitation de personnalités politiques ou de la société civile choisies pour leur intérêt et leur connaissance des questions débattues, ainsi que la publication dans nos Actes, répondent mieux à la réserve et à la neutralité que notre section devrait s'imposer au sein de l'Institut Grand-Ducal et peuvent atteindre ce but mieux que les manifestations ouvertes au grand public.

Dans le contexte des réflexions menées à l'assemblée générale, notre Section a organisé en février 2010 une table ronde, mais réservée aux membres de notre Section et aux membres des autres Sections de l'Institut Grand-Ducal sur « *Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue* » le samedi matin comportant cinq interventions et une discussion très active, suivie d'un déjeuner de la Section. Alors qu'initialement nous avions prévu pour cette table ronde un public large réunissant des opinions divergentes sur ces sujets, notre conseil d'administration, après grande discussion, y a renoncé afin d'assurer un débat dans la sérénité.

Déjà en 2006, nous avons tenu, en coopération avec la Commission nationale d'éthique et la section des sciences médicales, un symposium sur l'euthanasie avec la participation d'experts d'Allemagne, de Belgique, de France et des Pays-Bas, accueilli par un public élargi d'intéressés et, en 2008 sur le sujet « *Euthanasie et soins palliatifs* », une table ronde, interne à notre section.

Nous tenons une assemblée générale annuelle. Notre conseil d'administration, composé de sept membres, tient quatre ou cinq réunions par année.

### Les relations internationales ?

Notre section n'a pas développé de relations internationales proprement dites, sauf les contributions faites par ses membres correspondants étrangers.

#### 4. Publications de la section

Les communications des membres, et dans la mesure du possible les discussions qui les ont suivies, sont publiées dans les « *Actes de la Section des sciences morales et politiques* ».

Les « *Actes* » sont publiés par des volumes, annuels depuis 2000. Entre 1979 et 1999, on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a, par la suite, renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et ... de leur publication souvent tardive ! Pour combler le « *trou* » de vingt ans, il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC.

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des « *Cahiers* » groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée « *Ouvrages spéciaux* » contient, soit des œuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des communications selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

##### 4.1. Diffusion des publications

Les Actes sont diffusés à nos membres, aux présidents des autres Sections et à certaines personnalités politiques, gratuitement, et aux membres des autres Sections à un prix réduit (actuellement 10 euros). Les Actes contiennent, en général, 300 à 400 pages imprimées. Les Actes sont également adressés à nos membres correspondants étrangers. Ils sont mis en vente en librairie ou par commande, cette diffusion publique atteint actuellement environ 300 exemplaires par an, mais qui ne sont vendus que pour partie.

En outre, il est établi à l'attention de chaque contributeur vingt-cinq tirés à part que les auteurs distribuent à leur guise.

##### 4.2. Périodicité des publications

Les Actes paraissent, depuis de longues années, chaque année au mois d'avril

##### 4.3. Titre des publications

Elles sont intitulées « *Actes de la Section des sciences morales et politiques* ».

La Section dispose d'un relevé complet de ses publications depuis sa constitution en 1966. Chaque année, les Actes reproduisent la liste des communications des auteurs depuis 1967 avec leur ordre alphabétique.

##### 4.4. Tirage des publications : environ 350

Malgré de grands efforts pour la diffusion de nos Actes, leur publication est jugée insuffisamment visible au public

##### 4.5. Les publications ont-elles un impact réel sur les débats sociétaux?

Tel n'est pas le cas à l'heure actuelle. On espère réaliser un progrès dans cette direction par des activités telles que la « *table ronde* » sur la population luxembourgeoise mentionnée plus haut qui a connu la participation, parmi nos membres, de personnalités politiques et de personnalités représentant la société en général (ministre, anciens ministres, anciens députés, représentants des chambres professionnelles, de l'industrie et de l'Université).

##### Une réflexion est-elle menée, à cet égard, au sein de votre section ou en commun avec d'autres sections ?

Oui, ainsi qu'il a été relevé plus haut et dans le sens de la « *table ronde* » récente.

#### 5. Infrastructures dont dispose votre section

5.1. La Section des sciences morales et politiques est toujours sans domicile fixe. Ses contributions sont faites dans des salles mises gratuitement à la disposition par la Chambre de commerce. Les réunions du conseil d'administration se font dans les bureaux du président. La conservation de ce qui serait « *la bibliothèque* » est assumée par le secrétaire général, longtemps à son domicile privé, actuellement dans un local que la Section partage avec la Section des sciences à Kalchesbruck.

Cette situation n'est certainement pas satisfaisante. La continuation des activités dépend trop étroitement de la mise à disposition de l'infrastructure disponible au président et des efforts personnels du secrétaire général.

**5.2. Infrastructures minimales dont la section devrait disposer pour ne pas être gênée dans certaines activités et missions jugées essentielles?**

Il y a peu de temps, un député, Madame Colette Flesch, membre de notre Section, a attiré l'attention de la Chambre sur la grande misère de l'Institut Grand-Ducal. D'après les informations reçues de la part de Madame Monique Kieffer, directrice de la Bibliothèque nationale et membre de la Section historique, des efforts continuent à être faits par la Bibliothèque nationale pour trouver elle-même des locaux appropriés à ses besoins et pour y accueillir

**6. La section a-t-elle un impact semblable à ceux d'institutions similaires – et raisonnablement comparables – dans d'autres pays ?**

Nous croyons savoir que l'Institut Grand-Ducal est parent pauvre par rapport aux grandes institutions similaires de l'étranger.

Fait à Luxembourg, le 29 avril 2010.  
Pour la Section des sciences morales et politiques

André Elvinger  
président

**V. PROJET DE  
RÉORGANISATION DE  
L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

**Avant-projet de loi portant modification  
du règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal  
de Luxembourg**

**Texte de l'avant-projet**

**Article I**

Le Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal, approuvé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, est modifié de manière à lui donner la teneur suivante :

**1. Organisation et but de l'Institut**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'Institut Grand-Ducal, ainsi dénommé (ci-après en abrégé « *l'Institut* »), est la continuation de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

L'Institut est une personne morale de droit public à statut particulier régie par le présent règlement organique (ci-après le « *Règlement Organique* »).

L'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.

**Article 2**

L'Institut a pour objet de cultiver les sciences, les lettres et les arts et de contribuer au rayonnement de la production intellectuelle sur les plans national et international.

L'activité de l'Institut, sans préjudice des activités des Sections (telles que définies ci-après), comporte notamment la tenue de réunions de travail, les communications des membres et des invités, l'organisation de manifestations à caractère culturel et scientifique, ainsi que la participation à des réunions internationales d'instituts similaires.

L'Institut assume sa représentation et celle des Sections à l'égard des pouvoirs publics et d'autres personnes morales de droit privé ou public.

## 2. Les Sections et leurs membres

### Article 3

L'Institut comprend des sections, (ci-après les « *Sections* »), qui répondent, chacune dans son domaine, à son objet. Chaque Section constitue une personne morale de droit public à statut particulier.

Les Sections actuelles sont : la Section historique, la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, la Section des sciences médicales, la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, la Section des arts et des lettres et la Section des sciences morales et politiques.

Chaque Section est régie par son règlement (ci après le « *Règlement* »). Chaque Section arrête son Règlement qui doit être en conformité avec le Règlement Organique et qui peut être modifié selon les dispositions du Règlement et moyennant approbation de l'Institut et du Gouvernement. Les Sections peuvent prévoir des sous-sections.

L'Institut pourra, par modification conformément à l'article 22, ajouter une ou plusieurs Sections à celles énumérées ci-avant.

### Article 4

Chaque Section groupe les personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir de la Section.

Chaque Section se compose de membres effectifs et peut comporter, selon son Règlement, des membres agrégés, des membres correspondants

et des membres d'honneur. Les membres effectifs des Sections sont considérés comme membres de l'Institut.

Ces membres sont nommés par chaque Section conformément à son Règlement.

Le Règlement des Sections peut limiter le nombre des membres.

Le Règlement peut prévoir des cotisations à payer par ses membres.

### Article 5

Chaque membre d'une Section a le droit d'assister aux séances des autres Sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

## 3. Administration des Sections et de l'Institut :

### Article 6

L'Institut et chaque Section ont leur administration, leurs comptes de recettes et de dépenses et leurs budgets séparés.

### Article 7

Les recettes de l'Institut peuvent notamment comprendre un subside que l'Institut peut solliciter auprès du Gouvernement et, le cas échéant, les contributions des Sections. Les dépenses de l'Institut sont celles occasionnées par ses activités dans le cadre de son objet.

Les recettes et dépenses de l'Institut sont prévues ou autorisées par les séances ordinaires ou extraordinaires de l'Institut.

### Article 8

L'Institut a un président et un secrétaire général. Chaque Section a un président et un secrétaire qui sont désignés par la Section selon son Règlement.

#### Article 9

Le président de l'Institut et le secrétaire général de l'Institut sont en exercice pendant deux ans et entrent en fonctions immédiatement après la séance ordinaire prévue à l'article 16 (ci-après la « *Séance ordinaire* »).

#### Article 10

Les fonctions de président de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation, sauf si, sur proposition de la Section revêtue de l'ancienneté, la Séance ordinaire décide d'une autre séquence.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général de l'Institut, qui sont exercées par le secrétaire de la Section dont le président est en même temps président de l'Institut.

#### Article 11

Le président de l'Institut représente l'Institut à l'égard des tiers. Il gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside la Séance ordinaire et les séances extraordinaires.

En cas d'empêchement, le président de l'Institut est remplacé par le président d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections, et à défaut, par le secrétaire général de l'Institut ou un secrétaire d'une Section dans l'ordre d'ancienneté.

Le président est assisté par un conseil consultatif composé des présidents, et en leur absence, des secrétaires des autres Sections. Le conseil consultatif émet son avis sur les questions que lui soumet le président qui le convoque à cet effet chaque fois qu'il le juge nécessaire.

#### Article 12

Le secrétaire général de l'Institut est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune. Il peut être assisté d'un trésorier désigné d'un commun accord du président et du secrétaire général.

Dans les séances, le secrétaire général de l'Institut peut se faire assister par les secrétaires des Sections comme secrétaires adjoints.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par le secrétaire d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections qui doit lui succéder en sa dite qualité.

#### Article 13

A la fin de chaque année, l'Institut et chacune de ses Sections remettent au Gouvernement leur rapport d'activité pour l'année écoulée, leur programme de travail et leur budget pour l'année en cours, ainsi que leur bilan et leur compte de recettes et de dépenses de l'année écoulée.

### 4. Séances et Délibérations

#### Article 14

Le président convoque la Séance ordinaire.

Il convoque les séances extraordinaires aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou qu'une Section le demande.

#### Article 15

Le secrétaire général rédige le procès-verbal de la séance qu'il soumet pour contresignature au président; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux Sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

#### Article 16

Chaque année, avant le 30 juin, l'Institut se réunit en Séance ordinaire.

La Séance ordinaire entend les rapports du président, du secrétaire général et, s'il y a lieu, du trésorier. Elle examine et approuve les comptes

de l'année écoulée et le budget de l'année en cours. Elle procède à la désignation du président et du secrétaire général conformément à l'article 10.

### **Article 17**

Les séances de l'Institut comportent, outre celles prévues pour la Séance ordinaire, les activités qui rentrent dans son objet tel que défini à l'article 2.

### **Article 18**

Les décisions de l'Institut sont prises, en séance ordinaire ou extraordinaire, à la majorité des Sections représentées à la séance, chaque Section disposant d'une voix, et à cet effet, chaque Section est représentée par son président, par son secrétaire ou le membre auquel ceux-ci auront donné pouvoir pour les représenter. En cas d'égalité de voix des Sections, la voix de la Section dont relève le président de l'Institut est prépondérante.

## **5. Bibliothèques et Musées**

### **Article 19**

Les bibliothèques et les collections de l'Institut et des Sections sont conservées dans un ou plusieurs bâtiments fournis aux frais de l'Etat et réunies pour autant que possible dans un local commun, qui pourra servir également aux activités administratives ainsi qu'aux séances de l'Institut et à celles des Sections.

Elles sont confiées à la garde du secrétaire général de l'Institut et des secrétaires des Sections.

### **Article 20**

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, ses fonctions seront déterminées dans un règlement à arrêter par l'Institut.

## **6. Publications**

### **Article 21**

L'Institut et les Sections, chacune indépendamment des autres ou, selon l'objet, en commun, publient leurs travaux. L'Institut et les Sections font mutuellement l'échange de leurs publications.

## **7. Dispositions générales**

### **Article 22**

Un règlement grand-ducal pourra approuver la modification du présent Règlement Organique, prise en séance extraordinaire de l'Institut conformément à l'article 18, sur des points autres que ceux prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 2.

### **Article 23**

Chaque Section introduira dans son Règlement les modifications nécessaires pour l'adapter au Règlement Organique.

### **Article 24**

Aux fins du Règlement Organique et des Règlements des Sections, il y a lieu d'entendre par l'expression « *le Gouvernement* », le Ministre ayant dans ses attributions la Culture.

### **Article 25**

En cas de dissolution de l'Institut, le patrimoine de l'Institut est acquis à une institution similaire désignée par Séance extraordinaire de l'Institut et, à défaut, à l'Etat.

## Exposé des motifs

L'Institut Grand-Ducal fut créé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 par la réunion, comme l'explique l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté, de trois sociétés alors existantes, la Société archéologique, la Société des sciences naturelles et la Société des sciences médicales.

L'arrêté royal grand-ducal n'a pas été modifié depuis lors. Cependant, son article 3, alinéa 2, qui prévoyait d'ajouter une ou plusieurs sections supplémentaires aux trois sections issues des sociétés existantes en 1868, a été appliqué à plusieurs reprises :

- par arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une *Section de linguistique, de folklore et de toponymie* de l'Institut Grand-Ducal (Mémorial 1935, page 1182) qui érigeait la Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques en quatrième section de l'Institut Grand-Ducal,
- par le règlement ministériel du 5 janvier 1962 (Mémorial A 1962, page 98) qui instituait une cinquième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination de « *Section des arts et des lettres* », et enfin
- par le règlement ministériel du 26 novembre 1966 (Mémorial A 1966, page 1114) qui créait une sixième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination « *Section des sciences morales et politiques* ».

Les six Sections de l'Institut Grand-Ducal ont développé au cours des années, et de façon autonome, une activité soutenue par des communications de qualité et des publications importantes.<sup>1</sup> Par contre, l'Institut Grand-Ducal en tant que tel n'a, depuis de longues années, plus exercé ses fonctions propres. Ainsi, notamment, il n'a pas, depuis longtemps, nommé ses présidents et ses secrétaires, ni réuni ses membres

<sup>1</sup> C'est par modestie que les départements de l'institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, le premier président de la section des sciences morales et politiques, la plus jeune des sections, dans son allocution inaugurale du 24 octobre 1967, « nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles de grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».

en assemblée générale comme le prévoit l'article 14 de l'arrêté royal grand-ducal.

Le maintien de l'existence juridique de l'Institut Grand-Ducal sous l'arrêté royal grand-ducal de 1868 ne fait pourtant pas de doute. Comme le signale Pierre Pescatore dans « *Introduction à la science du droit* », il existe une continuité historique de l'ordre juridique sous les différents régimes qu'a connus le Luxembourg, tel que, entre autres, celui sous la révision de la Constitution du 17 octobre 1868 qui précède, de façon surprenante, d'une semaine l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 créant l'Institut Grand-Ducal.<sup>2</sup> Il est donc certain que, Belle au bois dormant, l'Institut Grand-Ducal a perduré comme le prouve la création des nouvelles Sections en 1935, 1962 et 1966.

Aussi les Sections de l'Institut ont-elles pris l'initiative de réactiver l'Institut Grand-Ducal en tant que tel. Il est alors apparu que le texte de 1868, bien que continuant à définir de façon adéquate l'objet et l'organisation de l'Institut et de ses Sections, avait, sur un certain nombre de points, besoin d'être **adapté aux exigences actuelles**. C'est la condition pour que l'Institut Grand-Ducal, contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui, puisse assumer sa représentation sur le plan national en faveur de l'Etat et de ses institutions, et, en toute modestie, sur le plan international, à l'égard d'institutions comparables en Europe et au-delà.

Il pourrait y avoir une incertitude sur la **nature juridique** de l'Institut Grand-Ducal qui ne relève d'aucune des formes actuelles des institutions à caractère non but lucratif, ne s'agissant ni d'une association sans but lucratif, ni d'une fondation, ni encore d'un établissement public.

Il a été intéressant de constater que, par une législation fort récente, la France a, quant à elle, procédé à une mise à jour sur le plan juridique de l'Institut de France et des Académies qui en dépendent. Comme le constate le rapport de la Commission spéciale du Sénat (no 121) l'Académie française existait avant la création de l'Institut puisque ses statuts et règlements datent de 1635, mais les premiers textes constitutifs de l'Institut de France remontent à la Constitution de l'an III et à la loi du 3 brumaire an IV qui ont affirmé l'indépendance de l'Institut et des Académies. Il fut constaté également que l'Institut et les Académies bénéficient, en fait, des attributs de la personnalité morale, même si ce terme ne figurait pas jusqu'à présent dans les actes constitutifs.

<sup>2</sup> On peut citer, pour la France, dans le sens de la continuité de la loi, Jacques et Louis Boré dans « *La cassation en matière civile* » nos 61.11 et suivants.

Aussi, en France, la loi de programme no 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche contient-elle un titre IV traitant des « Dispositions relatives à l'Institut de France et aux Académies », dont l'article 35 dispose que « l'Institut de France ainsi que l'Académie Française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui le composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République ».

Il semble indiqué de suivre cet exemple édifiant. En effet, la forme de « personne morale de droit public à statut particulier » est celle qui convient le mieux au caractère, unique en lui-même, de l'Institut Grand-Ducal. Contrairement à une association sans but lucratif, l'Institut n'est pas créé par ses membres, mais par la loi elle-même, et contrairement à une fondation, il ne repose pas sur l'affectation d'un patrimoine, enfin, contrairement à un établissement public, l'Institut, pour sauvegarder son caractère et celui de ses sections, bénéficie de l'indépendance également à l'égard de l'Etat.

Le projet de loi s'efforce, pour assurer à l'Institut sa continuité, de suivre dans les grandes lignes **le règlement organique de 1868** qui, pour l'essentiel, **répond encore à la vocation et à l'objet de l'Institut** aujourd'hui. Le projet s'est efforcé de suivre la nomenclature des articles du Règlement organique de 1868 de façon à faciliter la comparaison.

## Commentaire des articles

### Article I :

L'objet de la loi est la modification du Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal tel qu'approuvé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

### Article 1<sup>er</sup> :

Cet article, en son premier alinéa, se place dans la continuité de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué le 24 octobre 1868.

L'alinéa 2 s'inspire du texte de l'article 35, premier alinéa de la loi française du 18 avril 2006 qui confirme la personnalité morale de l'Institut et des Académies.

La qualification de personne morale, indispensable pour que l'Institut puisse bénéficier de la sécurité juridique de son patrimoine, de ses ressources et de ses engagements, ne constitue pas véritablement une nouveauté.<sup>3</sup> Il est permis en effet de considérer que l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, en assurant à l'Institut des organes tels que son président, son secrétaire général, son assemblée générale et ses séances, a implicitement attribué à l'Institut sa personnalité juridique. Comme en France, il s'agit donc de le confirmer, tant pour l'Institut que pour ses Sections.

L'article reprend le principe tel qu'il était énoncé à l'article 2 de l'arrêté royal grand-ducal de 1868, que l'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.

### Article 2 :

Cet article reprend l'objet tel qu'il était défini à l'article 1<sup>er</sup> du règlement organique en s'inspirant en outre de l'article 35, alinéa 2 de la loi française du 18 avril 2006 selon lequel l'Institut a « pour mission de contribuer à titre non lucratif au perfectionnement et au rayonnement des lettres, des sciences et des arts ».

L'alinéa 2 prévoit les activités de l'Institut. Alors qu'à l'heure actuelle ces activités sont assurées par les seules Sections, on peut concevoir et espérer qu'à l'avenir l'Institut, réactivé, pourra s'adonner à des activités communes conformes à ses buts et à ceux des Sections, sans empiéter sur les domaines de celles-ci, et cela tant sur le plan national, de manière intersectorielle, que sur le plan international, en vue de développer ses relations avec des institutions similaires à l'étranger. Il appartient également à l'Institut d'assurer les relations avec les pouvoirs publics en se faisant l'interlocuteur de l'Institut lui-même et de ses Sections.

<sup>3</sup> Certes, la notion de la personnalité juridique n'était pas entrée dans les textes en 1868. Cependant, c'est déjà par un arrêt du 11 mars 1875 (Pasirisie I, no 63) que la Cour d'appel a confirmé, en l'absence de tout texte, qu'en ce qui concerne les sociétés civiles, elles constituaient des personnes morales. Curieusement, c'est plus tard, par des arrêts du 23 février 1891 et 2 mars 1892, que la Cour de cassation de France, là encore sans texte à l'appui, a confirmé la personnalité morale des sociétés civiles.

### **Article 3 :**

Cet article rappelle l'existence des six sections actuelles de l'Institut Grand-Ducal dénommées actuellement Section historique, Section des sciences naturelles, Section des sciences médicales, Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, Section des arts et des lettres et Section des sciences morales et politiques.

Le texte confirme à chacune d'elles sa personnalité juridique. Il ajoute, comme le prévoyait l'article 3 du règlement organique de 1868, que l'Institut pourra, suivant la procédure prévue à l'article 22, ajouter une ou plusieurs Sections à celles qui existent.

Toujours à l'image, toutes proportions gardées, de l'Institut et des Académies en France, cette organisation, qui maintient celle de 1868, donne à l'Institut et à ses Sections une structure quasi fédérale, assurant ainsi l'autonomie des Sections.

### **Article 4 :**

Le premier alinéa de cet article est emprunté à l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 du règlement organique actuel de la Section des sciences morales et politiques.

Pour le surplus, cet article reprend en l'adaptant, le contenu de l'article 4 du règlement organique actuel quant aux différentes catégories de membres et quant à leur désignation.

Il est précisé que seuls les membres effectifs d'une section sont considérés comme membres de l'Institut.

### **Article 5 :**

Cet article reprend l'article 5 du règlement organique en étendant aux membres autres que les membres effectifs le droit d'assister aux séances des autres Sections.

### **Article 6 :**

Cet article, correspondant à l'article 6 du règlement organique de

1868, confirme encore l'autonomie des Sections en confirmant que chaque Section a son administration, ses comptes et ses budgets séparés.

### **Article 7 :**

A l'heure actuelle, l'Institut en lui-même n'a ni recettes ni dépenses, seules les Sections ayant des recettes, surtout par les subsides du Gouvernement – qui cependant sont déterminées globalement – et des dépenses occasionnées par leurs réunions et leurs publications. Il faut prévoir qu'à l'avenir l'Institut réactivé assumera les dépenses causées par ses activités et devra donc disposer de ressources propres. C'est ce que prévoit cet article en adaptant à cet effet l'article 7 du règlement organique actuel.

### **Article 8 :**

Cet article reprend pour partie celui de l'article 8 du règlement organique actuel en confirmant que chacune des Sections a un président et un secrétaire. Le terme de secrétaire général est réservé, dans ce texte, à l'Institut ; pour éviter toute confusion, le terme de secrétaire est employé pour les sections. Rien n'empêche cependant les sections de conférer à leur secrétaire le titre de secrétaire général.

### **Article 9 :**

Cet article reprend, là encore, les dispositions du règlement organique actuel sur l'exercice et la durée des président et secrétaire général en portant toutefois leur durée, prévue pour un an au règlement organique, à deux ans, de manière à assurer une certaine continuité des fonctions.

### **Article 10 :**

Cet article reprend la formule de l'article 10 du règlement organique actuel qui prévoit que les fonctions des président et secrétaire général de l'Institut sont remplies tour à tour par les présidents et secrétaires des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

C'est encore une particularité de l'Institut qui s'explique par son caractère fédéral.

#### **Article 11 :**

Cet article reprend en substance l'article correspondant du règlement organique actuel quant aux fonctions du président en ajoutant la fonction de représentation du président.

Le texte prévoit en outre l'institution d'un conseil consultatif des présidents ce qui facilitera la transition dans la rotation des présidents.

#### **Article 12 :**

Même observation quant à cet article qui reprend, quant au secrétaire général, les fonctions prévues au règlement organique actuel.

#### **Article 13 :**

Il n'a pas paru opportun de suivre ici la loi française de 2006 qui, en son article 36, dispose que « *l'Institut et les Académies bénéficient de l'autonomie financière sous le seul contrôle de la Cour des Comptes* ». La solution française est inspirée par le souci de l'indépendance de l'Institut. La mission de la Cour des comptes luxembourgeoise est définie par l'article 105 de la Constitution, tel que révisé le 2 juin 1999, comme suit : « *Une Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat ; la loi peut lui confier d'autres missions de contrôle de gestion financière des deniers publics* ». La question se poserait si une telle extension de la mission de la Cour des comptes peut s'appliquer, au-delà de l'attribution de deniers publics par le Gouvernement, à la gestion de ces deniers, après subside, par une institution qui n'est pas un organe, une administration ou un service de l'Etat.

A l'heure actuelle, les sections remettent les comptes de l'année et le budget au Ministre de la culture. A titre d'exemple, l'article 14 du Règlement organique de la section des sciences morales et politiques s'exprime comme suit :

« *Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours* ».

Ce degré de contrôle du Gouvernement n'est pas incompatible avec l'autonomie de l'Institut Grand-Ducal et des Sections.

Aussi l'article 13 adopte-t-il une formule proche de celle rappelée ci-dessus.

#### **Article 14 :**

Le règlement organique de 1868 prévoyait des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. En l'état actuel, la tenue d'une véritable assemblée se heurterait à la très grande disparité dans le nombre des membres des différentes Sections qui aurait pour conséquence de compromettre l'égalité des Sections. Aussi paraît-il préférable de prévoir des « *séances* » ordinaires et extraordinaires qui, comme il sera dit à l'article 18, sont prises à la majorité des Sections, chaque Section étant représentée pour ces séances par le président ou le secrétaire ou les membres qu'ils désignent.

#### **Article 15 :**

Cet article est inchangé sauf le remplacement du terme « *l'assemblée* ».

#### **Article 16 :**

Cet article reprend l'exigence d'une séance ordinaire annuelle en évitant de fixer un jour déterminé. Il prévoit donc la tenue de la séance ordinaire annuelle avant le 30 juin de chaque année. L'article supprime également la publicité de la séance ordinaire. Il prévoit en outre que la séance ordinaire examine les comptes et le budget de l'Institut.

**Article 17 :**

Cet article remplace l'article 17 du règlement organique de 1868 qui, en termes de négation, subordonnait les travaux de l'Institut à celles des Sections. Il est vrai qu'à l'heure actuelle cela est conforme à la réalité, seules les Sections exerçant des activités. Cependant, ainsi qu'il a été relevé au commentaire de l'article 1<sup>er</sup>, de telles activités pourront notamment être exercées par l'Institut d'une manière intersectorielle et, comme cela est particulièrement évident, pour ce qui relève de la représentation à l'égard des pouvoirs publics.

**Article 18 :**

Ainsi qu'il a été relevé à propos de l'article 14, l'assemblée générale telle qu'elle était prévue par le règlement organique de 1868 est remplacée par des séances ordinaires et extraordinaires, les décisions étant prises à la majorité des Sections. Comme les Sections pourront, comme c'est le cas à l'heure actuelle, être en nombre pair, il convient de prévoir la voix prépondérante de la Section dont relève le président.

**Article 19 :**

L'article 19 du règlement organique prévoyait que les bibliothèques et les collections des trois Sections alors existantes étaient conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat. Il faut rappeler qu'en 1868 il n'existait aucun musée au Luxembourg en dehors des collections de la Section historique qui sont actuellement conservées par le Musée d'Art et d'Histoire. Il existe pour chaque Section une bibliothèque, modeste ou plus importante selon les Sections, bibliothèques qui sont tenues en des endroits divers. L'établissement d'un « *local commun* » reste un vœu que les Sections ont constamment rappelé.

**Article 20 :**

Cet article maintient, avec espoir, la prévision d'un bibliothécaire conservateur éventuel.

**Article 21 :**

S'il n'existe pas pour le moment de publications de l'Institut en tant que tel, les publications des Sections sont régulières, importantes et de qualité. L'article 21 prévoit, comme l'article 21 précédent, des publications à faire par l'Institut, sans préjudice de celles des Sections et de leur échange.

**Article 22 :**

Cet article qui rappelle l'article 22 du règlement organique de 1868, prévoit les modalités de modification du Règlement Organique.

**Article 23 :**

Ce texte, en reprenant le contenu de l'article 23 du règlement organique de 1868, prévoit les modifications aux règlements des Sections que le présent règlement organique peut rendre nécessaires.

**Article 24 :**

Cet article donne la définition du terme « *Gouvernement* » et s'inspire à cet égard du texte qui figure à l'heure actuelle à l'article 25 du Règlement de la Section des sciences morales et politiques.

**Article 25 :**

Il a paru nécessaire, ce que ne faisait pas le règlement organique de 1868, de prévoir les conséquences d'une dissolution de l'Institut. Le texte s'inspire de celui qui figure actuellement à l'article 24 du Règlement de la Section des sciences morales et politiques, sauf à prévoir en premier lieu l'attribution du patrimoine à une institution similaire et en second lieu seulement à l'Etat.